

N° 2

# CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

---

Réunion du 20 Avril 1953

---

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt avril, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville.

Présidence de M. René GAIFIE, Maire.

*Etaient présents :* MM. BOUCHEZ, BROUX, COQUART, DECAMPS, DEFAUX, M<sup>me</sup> DEFLINE, MM. DOYENNETTE, DUTERNE, GAIFIE, GHYS, HAMY, HANSKENS, HÉNAUX, LEBLANC, LEROY, LOURDEL, LUBREZ, MANGUINE, M<sup>lle</sup> MARTINACHE, MM. MATRAU, MOITHY, MILLEVILLE, MINNE, RAMETTE, ROMBAUT, ROUSSEAU, SIMONOT, M<sup>me</sup> TYTGAT-MORILLON, MM. VALBRUN, VAN WOLPUT, VÉROONE.

*Excusés ayant donné pouvoir :* M<sup>me</sup> BOCQUET, MM. LANDRÉA, PAGET.

*Absents :* MM. DUBOIS, MAIRE.

Secrétaire de séance : M. VÉROONE.

---

M. LE MAIRE. — Messieurs, la séance est ouverte.

Une fois de plus la mort est venue endeuiller notre Conseil. Le 14 avril, la douloureuse nouvelle de la mort de M. Charles Saint-Venant nous parvenait, après une période où sa santé chancelante nous fit osciller souvent entre la crainte du pire et l'espoir de la guérison. Je ne rappellerai pas ce que fut sa carrière politique, sa carrière d'administrateur. Nous la connaissons tous. Je dirai donc très simplement que je déplore la mort de l'homme toujours courtois que nous avons connu dans cette assemblée, courtois dans la discussion et, si vous le permettez, je transmettrai en votre nom à tous les condoléances du Conseil Municipal à sa famille.

D'autre part, j'ai reçu de M. le Préfet la lettre suivante pour le même sujet :

MONSIEUR LE MAIRE,

« J'apprends, avec peine, le décès de M. Charles Saint-Venant, conseiller municipal, ancien député-maire de Lille.

*Hommage  
à la mémoire  
de M. Charles  
Saint-Venant*

---



» En cette pénible circonstance, je vous prie de bien vouloir, en mon nom personnel et en celui de l'Administration Préfectorale, adresser au Conseil Municipal mes bien vives condoléances et lui exprimer mes sentiments de douloureuse sympathie.

» Absent de Lille le jour des obsèques, il ne me sera pas possible d'y assister personnellement, mais j'ai demandé à M. Le Carbont, sous-préfet, directeur de mon Cabinet, de m'y représenter.

» Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs ».

*Le Préfet du Nord,*

(signé) LANQUETIN

*Procès-verbal  
de la séance  
du 20-2-1953*

*—  
Discussions  
—*

Vous avez reçu le procès-verbal de la dernière réunion. Avez-vous des remarques à formuler quant à sa teneur ?

M. VAN WOLPUT. — Monsieur le Maire, le procès-verbal reprend, avec raison, page 69, sous le n° 4.700, une demande que je vous faisais de bien vouloir fournir un état sur l'équipement automobile de la Ville de Lille. A la page suivante, vous convenez que vous allez me faire parvenir cet état ; vous convenez également que vous le ferez sur les poids lourds et sur les touristes. N'ayant rien reçu, je vous ai confirmé cette demande par ma lettre du 17 mars à laquelle, comme d'habitude et fidèle à votre politique, vous n'avez pas répondu.

Je me permets de vous rappeler que, en tant que commissaire à la Commission des Finances, j'ai le droit de connaître exactement la façon dont vous avez fait marcher les différents services de la Ville. Je constate que vous ne voulez pas le faire. Je constate en même temps que si la loi prévoit des commissions pour vérifier d'autres services que les services municipaux et pour lesquels le Conseil Municipal m'a désigné membre contrôleur, vous vous refusez vous, en tant que Maire de Lille, de donner au Conseil Municipal, en particulier à un de ses membres le renseignement qu'il désire avoir et dont il a besoin pour vérifier ce qui s'est passé dans le service automobile de la Ville.

M. LE MAIRE. — Vous m'avez parlé d'une confirmation du 17 mars, je m'excuse, je ne l'ai pas reçue. D'autre part, il est exact que je vous avais fait cette promesse ; j'ai oublié et je m'en excuse. Je vous promets que dans 48 heures au plus tard, vous aurez le renseignement.

M. VAN WOLPUT. — Très étonné de ce silence, étant donné votre promesse, lors d'une réunion de la Commission des Services Publics, je me suis informé près de l'adjoint, M<sup>e</sup> Lubrez (il est présent, il pourra le confirmer) si vraiment vous vous étiez intéressé près des services pour avoir cette information. M<sup>e</sup> Lubrez ignorait l'affaire, mais les fonctionnaires municipaux, qui étaient présents ont confirmé que la demande avait été faite. Il paraît anormal que vous dites l'avoir oubliée alors que les services vous ont donné ces renseignements. Quant à la lettre du 17 mars, la voici (lecture). Cette lettre a été déposée par moi-même dans la boîte aux lettres de l'Hôtel de Ville. Il est anormal que vous n'en ayez pas eu connaissance.



M. LE MAIRE. — Je n'en ai pas eu connaissance et j'ai oublié votre demande. J'ai demandé des renseignements aux différents services. Ces renseignements, je vous les transmettrai. J'avoue que cela m'a échappé de la mémoire. Je m'en excuse tout simplement.

M. VAN WOLPUT. — Il est regrettable qu'une demande faite on ne peut plus officiellement, au Conseil Municipal, confirmée par une lettre qui a eu des suites... il est regrettable qu'à la séance du Conseil Municipal suivante, je ne puisse avoir les renseignements que vous avez certainement.

M. MORTHY. — Je réitère aujourd'hui la protestation que j'avais émise, au nom de mon groupe, lors de la dernière réunion du Conseil Municipal, relative à la session extraordinaire pour la question des logements qui devait venir à une séance du Conseil Municipal. A la dernière séance, vous avez mis en avant la maladie de notre collègue Saint-Venant pour éluder cette réunion extraordinaire du Conseil. Mais je crois que depuis cette réunion aurait pu être prévue. Or, nous sommes maintenant le 20, à quelques jours des élections et, encore une fois, nous constatons de nouveau que vous avez complètement écarté cette réunion extraordinaire que pourtant vous aviez prévue et promise à deux reprises différentes. Lors de la dernière réunion, vous aviez même indiqué : « Si vous tenez à ce que cette réunion ait lieu, elle aura lieu ». Je constate de nouveau que cette réunion n'a pas eu lieu malgré deux promesses répétées.

M. LE MAIRE. — La réunion ordinaire a lieu aujourd'hui. Il y a une question de crédits qui est à mettre au point, une avance à faire aux H.L.M. C'est la raison pour laquelle nous tenons une réunion aujourd'hui. Il est certain que nous aurions pu ne passer que ce rapport mais les services nous ayant demandé de faire passer certains rapports, j'ai admis que d'autres questions soient abordées.

M. RAMETTE. — Sur cette question, justement, je m'apprêtais à intervenir au moment du passage à la discussion des rapports. Nous sommes très surpris que, au cours de cette réunion, on nous soumette (vous dites que ce sont vos services qui l'ont demandé, qui l'ont sollicité) une série de rapports où il est question d'engager des marchés importants et, d'autre part, d'engager des dépenses en vue de travaux dont nous ne nions pas l'utilité. Ces rapports sont accompagnés d'ailleurs d'avenants assez nombreux. Je crois qu'on n'en a jamais constaté d'aussi nombreux au cours des réunions précédentes. L'idée nous est venue, je crois que c'est là l'objectif, que l'Administration municipale sortante, et nous l'espérons sortie bientôt, avait quelque hâte à faire passer des marchés pour que certains soumissionnaires soient bénéficiaires, et aussi d'engager des marchés pour l'achat de fournitures. C'est un empressement qui nous paraît suspect, nous ne le cachons pas. En réalité, vous demandez au Conseil Municipal dont le mandat expire, d'engager sa responsabilité pour des travaux qui seront exécutés par une Administration municipale, espérons-le, différente de celle d'aujourd'hui.

Je tenais à souligner ce fait immédiatement parce que je crois qu'il serait préférable de reporter certains rapports qui sont soumis à l'heure actuelle, à l'examen du Conseil municipal qui sera élu dimanche prochain.

M. LE MAIRE. — Quant à moi, je vous demanderai dès lors de discuter de deux rapports : celui des H.L.M. pour que la mise en adjudication puisse être faite dans un temps très court et celui de la Société Immobilière. Vous en ferez



ce que vous voudrez, je suis d'accord avec vous pour ne discuter que ces cas là et le compte administratif. Nous ne voulons pas partir pour nous présenter devant les électeurs sans avoir fourni un compte administratif. C'est tout, si vous voulez nous en resterons...

M. COQUART. — Je vous ai demandé la parole sur le procès-verbal, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE. — Vous permettez que je réponde à M. Ramette ? Si vous voulez que nous nous en tenions à trois points précis : H.L.M., Société Immobilière et Compte Administratif, je suis tout à fait d'accord.

M. VAN WOLPUT. — Je n'avais pas terminé sur le procès-verbal. A la page 89, il est repris l'intervention de notre collègue Hénau qui demande que le Conseil Municipal envoie ses félicitations pour l'effort méritoire du personnel au sujet des sinistrés de Hollande. Je voudrais savoir si vraiment, puisque cette proposition a été acceptée d'emblée avec enthousiasme, je voudrais savoir si vous avez envoyé une lettre, au nom du Conseil Municipal, au personnel municipal.

M. LE MAIRE. — Cela a été fait, M. Grangeon en est témoin.

M. VAN WOLPUT. — Je me permettrai de contester votre affirmation. J'ai devant les yeux une lettre du 27 février, que vous adressez à Messieurs et Mesdames les Membres du Personnel Municipal. Cette lettre n'a pas eu une contre partie sur le plan conseil municipal, cette lettre est faite sous l'égide de l'Administration municipale. Disons-le, cette initiative d'une collecte en faveur des sinistrés de Hollande est venue du personnel municipal et non pas de l'Administration. Vous tirez toute la couverture alors que les mêmes félicitations sont venues à la demande du Conseil Municipal. Vous dites : au sein de l'Administration municipale qui, unanime, partage vos sentiments, j'éprouve la plus légitime fierté... (lecture). Ce n'est pas l'Administration, c'est le Conseil Municipal.

M. LE MAIRE. — Une note envoyée à tous les chefs de service porte l'indication suivante : le Conseil Municipal, dans sa séance du 20 février, m'a prié également de transmettre à tous les agents municipaux ses plus vives félicitations pour le geste de solidarité qu'il vient d'accomplir.

M. VAN WOLPUT. — A quelle date ?

M. LE MAIRE. — 24 février.

M. VAN WOLPUT. — Le 27 février, vous coiffez l'histoire sous l'égide de l'Administration municipale, c'est-à-dire, que vous considérez que le Conseil Municipal n'a rien à voir...

M. LE MAIRE. — Vous avez une note de service envoyée à tous les chefs de service en les priant de la transmettre immédiatement après la réunion du Conseil.

M. VAN WOLPUT. — Le 27 février, l'Administration qui n'a rien à voir dans l'affaire, montre au personnel municipal...

M. LE MAIRE. — Elle a bien le droit de le féliciter elle aussi.

M. VAN WOLPUT. — Étant donné que le Conseil avait déjà envoyé ses sentiments au personnel pour ce geste de solidarité, je ne vois pas pourquoi l'Administration éprouve le besoin de marquer son sentiment vis-à-vis du personnel.



M. COQUART. — Je demande la parole sur le procès-verbal, uniquement sur le procès-verbal.

Tous nos collègues, et l'Administration également, admettent avec moi que l'une des utilités principales du procès-verbal est de permettre de pointer les affaires qui doivent recevoir une suite. Ceci justifie particulièrement l'intervention de M. Van WOLPUT tout à l'heure en ce qui concerne le matériel automobile, parce qu'il s'agissait là d'un engagement du maire. Quand on établit le procès-verbal et qu'on l'envoie aux membres du Conseil, 8 ou 10 jours avant la séance, il est certain que vos collaborateurs, si vous-même, par hypothèse, n'avez pas le temps de lire attentivement le procès-verbal, ont normalement pour mission de pointer dans le procès-verbal tout ce qui appelle une suite. Vous aviez pris un engagement. La documentation était d'ailleurs recueillie. Il est vraiment surprenant qu'on n'ait pas pu donner à M. Van Wolput une documentation formellement promise par vous. Même chose pour les cas où le Conseil Municipal a donné un mandat soit au Maire, soit à l'Administration municipale ; je pense que, là aussi, les membres de l'Administration municipale seront d'accord.

M. Minne, lui, a été parfaitement d'accord, la dernière fois, quand j'ai rappelé que le Conseil Municipal avait délégué quelques-uns de ses membres pour étudier le problème de la Pouponnière et qu'il était logique qu'on en rende compte au Conseil Municipal. Il a dit « Oui, c'est exact... Effectivement, j'avais pensé au premier abord que vous faisiez confiance aux spécialistes. Mais c'était un mandat, il y avait lieu de vous en rendre compte. Je vais vous lire le procès-verbal ». Et alors, dans ce procès-verbal, nous avons bien remarqué cette phrase : « le Docteur Cordonnier, retenu à Paris, s'était fait excuser ». Par conséquent, nous n'avions pas de documentation, même par notre délégué de groupe. C'était incontestablement à l'Administration municipale, de son propre mouvement, de rendre compte au Conseil Municipal.

De même ici, j'ai le regret de souligner que, sur deux questions qui ne sont pas négligeables, le Conseil Municipal a donné un mandat à l'Administration municipale ; or, il faut cette fois encore que je réclame des précisions. Pour gagner du temps, parce que je ne tiens pas à ce que le débat sur le procès-verbal s'éternise, j'indique en même temps ces deux problèmes.

Premier point : on le trouve à la page 25. Le Conseil Municipal a nommé une Commission « polyvalente » pour vérifier les comptes des entreprises concédées. C'était une Commission présidée par M. Rombaut, où il y avait un certain nombre de Conseillers municipaux. Il a été prévu que M. Rombaut ferait diligence, d'une part, pour que M. le Préfet désigne rapidement son représentant dans ladite Commission, et, d'autre part, pour inviter les sociétés concessionnaires à fournir leurs comptes.

Je demande où en est cette affaire, puisqu'on ne le précise pas spontanément. J'ai eu des éléments à la Commission des Finances. Mais ici, je ne parle pas en tant que membre de la Commission des Finances, je parle en tant que Conseiller municipal. L'Administration municipale doit elle-même rendre compte d'une pareille chose.

C'est encore plus net en ce qui concerne la Commission paritaire du Personnel ; je n'aborde pas le fond de la question. Il s'agit de la question des primes de technicité. Après débat, le Conseil décide de renvoyer cette question devant la



Commission paritaire, qui va être réunie. C'est donc un problème qui a fait l'objet d'un rapport, d'un projet de délibération, que nous renvoyons à une Commission, laquelle forcément est consultative comme toute Commission. Eh bien, nous, Conseillers municipaux, qui ne faisons pas partie de ladite Commission, nous n'apprenons pas la suite donnée, alors que nous avons confié un mandat à l'Administration. Il faut que nous réclamions pour qu'on nous rende des comptes.

Je joins ces deux questions. J'espère que les membres intéressés de l'Administration répondront.

M. ROMBAUT. — Je répondrai d'abord sur la première question. Je ferai comme M. Coquart, je ne parlerai pas en tant que Président de la Commission, mais en tant qu'adjoint aux Finances. Je dois rappeler ce que j'ai dit à la Commission des Finances sous la forme d'explication à donner au Conseil Municipal. Il est tout à fait exact que j'ai été nommé président d'une Commission chargée de vérifier la comptabilité des sociétés qui font avec la Ville un chiffre d'affaires important. Je ne l'ai pas encore fait et je m'en excuse. Il faut d'ailleurs dire à ma décharge et cela sans humour que, ni les uns ni les autres, nous ne nous faisons beaucoup d'illusions sur le travail d'une telle Commission, sur la rapidité du travail de ladite Commission. Demander la production des comptabilités, c'était déjà engager l'Administration municipale prochaine qui restera, je l'espère, identique. Aucun temps n'a été perdu. Il y a 10 jours, j'avais dit que je saisiserais le Secrétaire général. Je ne l'ai pas fait pour cette raison. Nous ne sommes pas à 8 jours près étant donné que le 3 mai prochain le nouveau Conseil Municipal sera élu, il n'y a pas péril en la demeure.

M. COQUART. — Je ne veux pas envenimer l'affaire. Il est certain qu'en ce moment, il ne sert plus à rien de relancer le Préfet. Je prends acte de vos déclarations, en regrettant tout de même que, depuis le 20 février, rien n'ait été fait. Je m'en doutais bien, puisqu'en Commission des Finances, vous avez dit : « Je vais le faire. Il est fort tard, mais je vais le faire ». Vous y avez finalement renoncé. A vrai dire je n'aurais même pas ouvert la bouche si l'Administration, comme il convenait, avait dit au Conseil : « Voilà ce qu'il en est ». Au lieu de cela, il faut solliciter des informations qui devraient être spontanément données au Conseil Municipal.

M. DECAMPS. — Je répéterai au Conseil Municipal les explications que j'ai données à M. Coquart à la Commission des Finances.

M. COQUART. — Vous deviez faire une démarche à la Préfecture. On ne sait pas ce qu'il en est actuellement.

M. DECAMPS. — Cet après-midi...

M. COQUART. — Raison de plus pour en parler au Conseil.

M. DECAMPS. — Je vous ai dit qu'il s'agissait d'une délibération qui avait été régulièrement adoptée par le Conseil Municipal. Cette délibération a été remise sur le chantier alors qu'elle était parfaitement adoptée. Il a été convenu qu'on soumettrait le cas à la Commission paritaire du Personnel. C'est ce qui a été fait. D'ailleurs, la Commission paritaire du Personnel s'est rangée à mon avis. Il me semble qu'il serait beaucoup plus simple, puisque cette délibération est déjà approuvée que nous la modifions dans le sens que vous demandez et que munis de cette délibération définitive (puisque la Préfecture n'avait jamais connu la



première) on fasse une démarche auprès de l'autorité de tutelle pour présenter cette délibération telle que nous l'avons mise au point avec vous. Cette démarche a été faite cette après-midi et M<sup>me</sup> Defline, qui accompagnait la délégation, me signale que la visite s'est très bien passée. M. Deletombe a été d'accord pour faire approuver les délibérations telles qu'elles lui ont été présentées. Je ne pouvais vous donner ce renseignement, je ne le connaissais pas.

M. COQUART. — Ici, encore, je prends simplement acte des déclarations de M. Decamps. Il n'entre pas dans mes intentions d'exiger cette fois-ci une délibération définitive et authentique, telle qu'elle devrait exister, car je n'entends nullement, bien sûr, faire quoi que ce soit qui retarde pour les intéressés, le bénéfice des primes octroyées par décision du Conseil Municipal.

Seulement, j'espère que nous sommes bien d'accord sur ce fait que la procédure suivie cette fois a un caractère exceptionnel et ne doit pas créer un précédent, et sur ce fait qu'une commission, quelle qu'elle soit, est consultative, que les délibérations ne peuvent être prises que par le Conseil Municipal. Logiquement, les travaux de la Commission paritaire devaient aboutir à une décision du Conseil lui-même. J'admets que, dans le cas particulier, vu les circonstances, on peut se contenter d'un acquiescement du Conseil Municipal à la communication qui lui est faite ; encore faut-il que la communication lui soit faite. Il a fallu que je réclame pour que nous entendions les informations fournies par M. Decamps.

Je suppose, comme on ne me répond pas, qu'on est d'accord avec moi. C'est une procédure particulière, dans le cas présent. En principe, il faut une délibération. Ceci dit, je n'insiste pas, je prends acte de la communication en ce qui concerne l'affaire soulevée.

M. ROUSSEAU. — Je voudrais quand même ajouter quelques mots. J'ai ici le procès-verbal de la Commission Paritaire du Personnel qui a eu lieu le 16 mars et M. Decamps a en partie raison lorsqu'il dit que la Commission Paritaire a décidé de défendre la délibération prise par le Conseil Municipal, modifiée par la Commission Paritaire. Là, vous avez raison. Mais je dis que mon ami Coquart a raison aussi quand le 20 avril, c'est-à-dire près d'un mois après cette réunion de commission, vous ne voulez pas informer officiellement le Conseil Municipal de la décision de la Préfecture. C'est ce qui est infiniment regrettable, c'est ce que je vous reproche. Avouez quand même que vous avez mis le temps parce qu'il était bien décidé, à la Commission Paritaire, que vous deviez vous rendre dès le lendemain, en compagnie de MM. Lefebvre, Courtheou, ainsi que M. Deletour, le représentant des organisations syndicales. Vous nous dites aujourd'hui : M<sup>me</sup> Defline a conduit une délégation à la Préfecture. Nous avons eu satisfaction. Si nous ne posons pas la question, nous ne serions pas informés et nous tenons essentiellement à être informés. Je voudrais connaître, bien qu'il n'y ait pas de délibération officielle, les décisions de la Préfecture. Je voudrais bien connaître ce qui a été décidé au terme de cette discussion.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Il serait simple de remettre en mémoire à tous les Conseillers Municipaux ici présents, les délibérations telles qu'elles ont été rédigées et présentées à M. Deletombe, par des représentants de la Commission Paritaire. Après en avoir pris connaissance et constaté l'unanimité des membres de cette Commission, M. Deletombe a déclaré qu'il était prêt à donner son approbation mais que par déférence il devait les soumettre au Préfet. C'est ce qui a été fait,



mais il a fallu quelque temps avant qu'elles ne reviennent, approuvées, au service intéressé.

M. ROUSSEaux. — Chaque fois que je suis intervenu en faveur du Personnel, je ne l'ai jamais fait avec un esprit démagogique. Je vous ai toujours dit : vous devez aller discuter vous-même avec l'autorité de tutelle. Voyez-vous, M<sup>me</sup> Defline nous dit aujourd'hui, après une seule réunion de Commission Paritaire, le Personnel va avoir satisfaction.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Je dois dire que M. Deletombe n'a pas voulu examiner trop attentivement les différentes catégories qui étaient reprises, justement pour étendre la prime de technicité.

M. ROUSSEaux. — Donc le Personnel n'a pas satisfaction.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Ces différentes catégories sont reprises dans une délibération.

M. LE MAIRE. — M. Deletombe ne veut pas discuter quoiqu'il puisse le faire.

M. DECAMPS. — La délibération générale prenait toutes les catégories jusqu'aux agents techniques. A la suite de la réunion de la Commission Paritaire, nous avons décidé d'y ajouter les agents techniques, en plus des deux chefs de culture et les dessinateurs. C'est ce qui a été présenté par M<sup>me</sup> Defline. Il n'a d'ailleurs jamais été question que ce soit moi qui y aille le lendemain matin, Monsieur Rousseaux. Je regrette beaucoup.

M. ROUSSEaux. — Je dis que nous avons décidé à la Commission Paritaire qu'un adjoint conduirait la délégation.

M. DECAMPS. — Cela a été peut-être un peu plus compliqué que ça n'en avait l'air au départ. Cette délibération n'a été finalement mise au point que la semaine dernière. M<sup>me</sup> Defline ne pouvait aller plus vite.

M. ROUSSEaux. — Vous avez mis le temps.

M. DEFAUX. — Je crois que nous pouvons nous réjouir de ce qu'on ait substitué à l'interprétation primitive et restrictive de la circulaire ministérielle une interprétation nettement élargie qui donne satisfaction au Personnel et juste satisfaction.

M. LE MAIRE. — M. Deletombe a bien voulu accepter d'examiner la question avec beaucoup de bienveillance quoiqu'elle ne réponde pas d'une façon absolue à la circulaire ministérielle.

M. ROUSSEaux. — C'est déjà quelque chose.

M. LE MAIRE. — C'en est terminé avec le procès-verbal ?

Je reviens à la question que vous avez posée tout à l'heure. Estimez-vous que nous devons nous limiter aux trois questions que j'indiquais tout à l'heure ou bien que nous prenions les rapports en entier. M. Coquart a demandé la parole.

M. COQUART. — Pour ma part, j'estime qu'il faut savoir ce que l'on veut. De deux choses l'une. Ou bien il n'y a pas de réunion du Conseil Municipal... C'est ce qui avait été primitivement prévu ; la séance du 20 février, dans votre esprit, nous l'avions bien compris, ne devait être suivie d'aucune autre. C'est une situation devant laquelle chacun n'avait qu'à s'incliner. Je ne dis pas que nous souhaitions, nous, qu'il n'y eût pas de nouvelle réunion, parce que notamment, la séance sur le logement, après avoir été différée, pratiquement était dans le lac.



Ou bien, on convoque une séance du Conseil Municipal et l'Administration municipale établit un ordre du jour. A ce propos, il est d'ailleurs légitime de souligner que les questions du logement, alors qu'une séance spéciale avait été prévue, ne viennent que sous la forme de rapports particuliers et de subventions.

M. LE MAIRE. — Je vous ai dit tout à l'heure...

M. COQUART. — Si vous voulez, j'écouterai volontiers votre réponse. Je termine. Je disais donc : il faut savoir ce que l'on veut. Vous nous dites maintenant : « Il y a un ordre du jour, je veux bien qu'on simplifie ». Vous retenez l'essentiel. C'est en effet réellement l'essentiel ; l'Adjoint aux Finances, après avoir fait, dans des conditions qui ne connaissent pas de précédent, établir le Compte Administratif, le soumet à une réunion le 20 avril, entendant que son compte soit discuté et fasse l'objet d'un vote puisqu'il est établi... Il y a aussi les subventions sur le plan du logement. Le reste, dites-vous, on peut l'abandonner...

Moi, j'estime que du moment que nous avons eu un paquet de rapports, que nous avons étudiés, nous pouvons très bien appliquer une discrimination chemin faisant, approuver tel rapport soit pour son caractère urgent, soit pour une autre raison et rejeter tel autre. Car nous avons des raisons, nous, de proposer le rejet de certains rapports, y compris certains de ceux qui visent les problèmes du logement. Nous avons des choses à dire. On peut réserver, pour répondre à la préoccupation de M. Ramette, qui paraît légitime, un certain nombre de rapports qui n'ont pas de caractère urgent et qui peuvent être examinés à un Conseil Municipal ultérieur, notamment certains marchés. Je ne m'y opposerai pas. Mais nous avons plusieurs rapports soumis par l'Administration pour ratifier des dépenses déjà effectuées, des travaux déjà engagés et terminés, pour le fameux jardin d'hiver du Bois de Boulogne ; nous allons voter contre. Si ces rapports sont retirés de l'ordre du jour, nous ferons la partie trop belle à l'Administration municipale actuelle qui dira : « Ces gens-là n'ont même pas voulu examiner nos rapports ». Dans ces conditions, je ne suis pas partisan d'opérer à coups de serpe. J'accepte volontiers d'alléger l'ordre du jour. Mais je demande que tous les rapports sur lesquels nous avons quelque chose à dire viennent en discussion ce soir. Nous qui sommes maintenant en séance, puisque nous siégeons, puisque nous avons eu des rapports, que nous sommes venus pour les examiner, je ne vois pas pourquoi nous réduirions l'ordre du jour à un nombre de points, importants peut-être, mais vraiment extrêmement réduits.

M. LE MAIRE. — Je vous répète, Monsieur Coquart, ce que je vous ai dit tout à l'heure. Les H.L.M. nous ont demandé, par suite d'une erreur commise, de bien vouloir voir très rapidement une question qui eut dû être examinée lors du dernier Conseil Municipal... Une réunion s'est tenue aux H.L.M. le 31 décembre. Le 5 janvier, une lettre a été dictée pour m'être envoyée. Elle a été signée à cette date. Je l'ai reçue la veille du jour du Conseil Municipal. Par conséquent, puisqu'il nous fallait des renseignements complémentaires, il ne pouvait être question de faire passer cette demande de subvention. Il était indispensable que nous tenions une réunion. Voilà la question primordiale.

Vous avez parlé du Compte Administratif. Il est certain que M<sup>e</sup> Rombaut ne possédait pas lors de notre réunion, les éléments nécessaires pour présenter ce Compte. Il a pu les réunir et nous estimons absolument logique que, dans



ces conditions, et puisqu'on pouvait le faire, il présente le Compte Administratif à cette réunion.

M. RAMETTE. — Je précise bien la proposition que j'ai faite tout à l'heure. Dans mon esprit, ce n'était pas de simplifier la séance jusqu'au point de retirer tout un ensemble de rapports ; mais, incontestablement, il nous est soumis des rapports auxquels sont joints des avenants qui engagent des travaux, des soumissions pour des travaux qui seront exécutés sous la direction de la future Administration Municipale, et, cela dit, en émettant le souhait que ce ne sera pas la même.

Il y a d'autres rapports que l'on peut discuter immédiatement, soit pour donner son approbation ou s'y opposer. D'ailleurs, nous nous réservons de faire certaines remarques et oppositions à certains rapports, particulièrement quand il s'agit de subventions à un organisme privé de construction de logements, ce qui n'est pas tout à fait dans les conceptions que nous avons développées ici au cours des sessions municipales précédentes.

Je pense que nous pourrions commencer l'examen des rapports. Nous pourrions alors, au fur et à mesure, faire les propositions pour écarter ceux prévoyant des travaux dont l'exécution se fera sous le contrôle de la future Administration Municipale. Il y a d'autre part, des marchés que l'on nous demande de ratifier. Je crois qu'il n'y a pas péril en la demeure d'attendre quelques semaines pour que l'Administration Municipale future revoie leur contenu de très près et veille à ce qu'ils soient passés dans les conditions normales et aussi en tenant compte des intérêts des administrés de la Commune.

Je vous le dis très nettement : l'abondance de rapports ayant trait à des marchés et à des soumissions de travaux nous a paru tout à fait suspecte. C'est là pensons-nous le but d'une Administration Municipale qui veut profiter de ses derniers instants pour faire bénéficier de la manne municipale des entreprises, des concessionnaires, des fournisseurs qui sont plus ou moins de ses amis, petits et grands.

M. LE MAIRE. — Croyez bien que là n'est pas la question. Votre intervention de tout à l'heure n'a à vos yeux que la valeur d'une remarque.

Nous allons procéder de la façon normale, nous allons prendre les rapports.

M. RAMETTE. — Je fais la proposition : lorsqu'on viendra aux rapports qui sont en cause, je demanderai qu'on les écarte du débat.

N° 4.787

—  
Dommages  
de guerre

—  
Groupe scolaire  
Bracke-  
Desrousseaux

—  
Travaux  
de reconstruction

—  
Décomptes  
définitifs

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de reconstruction des parties sinistrées du Groupe Scolaire Bracke-Desrousseaux, au faubourg d'Arras, sont terminés et réceptionnés provisoirement.

Les décomptes définitifs sont établis et se présentent comme suit :



DÉSIGNATION DES TRAVAUX	ENTREPRISES	MONTANT DES DÉPENSES AUTORISÉES	MONTANT DES DÉCOMPTES DÉFINITIFS
1 <sup>er</sup> lot : Terrassement Maçonnerie . . . . .	Etablissements L. Prevost, à Loos . . . . .	2.700.000 frs	2.344.887 88
2 <sup>e</sup> lot : Plâtrerie Cimentage . . . . .	Etablissements L. Prevost, à Loos . . . . .	850.000 »	1.022.273 70
3 <sup>e</sup> lot : Carrelages Revêtements . . . . .	Société « Carrelages et Re- vêtements Industriels », à Lille . . . . .	1.550.000 »	1.768.389 29
4 <sup>e</sup> lot : Menuiserie . . . . .	Anciens Etablissements Hauteœur, à Lille . . . . .	3.200.000 »	2.580.265 13
5 <sup>e</sup> lot : Peinture - Vitrierie . . . . .	M. Julien Facon, à Lille . . . . .	1.214.199 »	1.224.348 01
	TOTAUX . . . . .	9.514.199 »	8.940.164 01

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les décomptes définitifs tels qu'ils sont établis.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux d'électrification d'écoles maternelles communales ayant fait l'objet de l'adjudication en 7 lots, du 11 octobre 1951, approuvée le 27 décembre 1951 par M. le Préfet, sont maintenant terminés et la réception provisoire en a été prononcée.

Les décomptes établis déterminent le montant des dépenses comme suit :

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ÉLECTRIFIÉS ET DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES	MONTANT DES ADJUDICATIONS	MONTANT DES DÉCOMPTES
1 <sup>er</sup> lot - Ecole Antoine Brasseur. Entreprise : Société d'Installations Elec- triques du Nord - S.I.N.O.R. à Lille .	703.638 frs	798.846 29
2 <sup>e</sup> lot - Ecole Bichat. Entrepreneur : M. Georges Callens, à Lille.	598.332 »	667.363 34
3 <sup>e</sup> lot - Ecole Chateaubriand Entreprise : Société d'Installation de Lumière et de Force Electriques à Lille.	516.964 »	596.140 37

N° 4.788

Electrification  
d'écoles  
communales

Programme  
de 1951

Décomptes  
définitifs



DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ÉLECTRIFIÉS ET DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES	MONTANT DES ADJUDICATIONS	MONTANT DES DÉCOMPTES
4 <sup>e</sup> lot - Ecole Gounod Entrepreneur : M <sup>me</sup> Veuve René Potigny- Caudrelier, à Lille . . . . .	198.578 fr.	220.645 31
5 <sup>e</sup> lot - Ecole Gutenberg Entreprise : S.A.R.L. « Ateliers Construc- tion de Matériel Electronique du Nord « A.C.M.E.N. », à Lille . . . . .	547.480 »	599.709 59
6 <sup>e</sup> lot - Ecole Jean-Jacques Rousseau Entrepreneur : M <sup>me</sup> Veuve René Potigny- Caudrelier, à Lille . . . . .	378.565 »	415.624 58
7 <sup>e</sup> lot - Ecole Mozart Entreprise : S.A.R.L. « Entreprise Indus- trielle de Force et Lumière - E.I.F.E.L. à Wattignies . . . . .	855.890 »	998.540 70
TOTAUX . . . . .	3.799.447 »	4.296.870 18

Certains dépassements au regard du montant des adjudications ont été enregistrés. Ils proviennent :

1<sup>o</sup> Du calcul de révision du prix conformément à la formule insérée à l'article 11 du cahier des charges particulières ;

2<sup>o</sup> De travaux d'installations supplémentaires ou de diverses modifications dans la fourniture d'appareillages qu'il a été reconnu nécessaire d'effectuer en cours d'exécution.

Les dépassements sont sériés de la façon suivante :

DÉSIGNATION DES ÉCOLES	AUGMENTATIONS PAR SUITE DE LA RÉVISION DES PRIX INITIAUX	TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES
1 <sup>er</sup> lot - Ecole Antoine Brasseur . . . . .	67.478 88	27.729 41
2 <sup>e</sup> » » Bichat . . . . .	57.380 04	11.651 30
3 <sup>e</sup> » » Chateaubriand . . . . .	49.318 36	29.858 01
4 <sup>e</sup> » » Gounod . . . . .	18.864 91	3.202 40
5 <sup>e</sup> » » Gutenberg . . . . .	52.229 59	—
6 <sup>e</sup> » » Jean-Jacques Rousseau . . . . .	35.887 96	1.171 62
7 <sup>e</sup> » » Mozart . . . . .	82.507 80	60.142 90
TOTAUX . . . . .	363.667 54	133.755 64

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> D'approuver les décomptes définitifs tels qu'ils sont établis ;

2<sup>o</sup> D'autoriser, dès à présent, le paiement aux entrepreneurs à concurrence des neuf dixièmes du montant de chaque décompte, le solde devant leur être versé lors de la réception définitive de chacun des lots ;



3<sup>e</sup> De décider l'imputation des suppléments de dépenses sur le crédit inscrit au Budget à l'article 150, chapitre XXXV du Budget supplémentaire de l'exercice 1952.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux d'installation du réseau de distribution d'eau potable au Centre d'Éducation Physique « Wazemmes » sont terminés et réceptionnés définitivement.

La situation des dépenses se présente comme suit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX	ENTREPRISE	MONTANT DES DÉPENSES AUTORISÉES	MONTANT DU DÉCOMPTÉ DÉFINITIF
3 <sup>e</sup> lot. — Installation du réseau de distribution d'eau potable . . . .	Entrepr. Edouard Dartois, 30, rue des Tours, à Lille.	611.650 frs	698.679 53

L'augmentation constatée résulte : a) de ce qu'il a été nécessaire d'effectuer quelques travaux supplémentaires en cours d'exécution ; b) de l'application de la formule de révision prévue au cahier des charges.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> D'approuver le décompte définitif tel qu'il est établi ;

2<sup>o</sup> De décider que la dépense supplémentaire sera imputée sur le crédit inscrit à l'article 31, chapitre XXXV, du Budget primitif de l'exercice en cours.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n<sup>o</sup> 1.701 du 24 janvier 1950, vous avez décidé de passer avec M. Camossaro, entrepreneur spécialiste en pierre reconstituée, 14 bis, rue Vieille, à Lomme, un marché pour la fabrication et la pose de huit urinoirs destinés à être placés en bordure des allées du jardin de la place de la République.

Par suite de modifications intervenues au cours de la réalisation de ce jardin, quatre urinoirs seulement ont été placés à cet endroit.

Pour solder le marché, deux urinoirs furent ensuite placés au nouveau jardin édifié place Philippe de Girard, un autre au square Lardemer et le huitième au square Henri Ghesquière.

N<sup>o</sup> 4.789

Centre  
d'Éducation  
physique  
« Wazemmes »  
3<sup>e</sup> lot

Installation  
du réseau  
de distribution  
d'eau potable

Décompte  
définitif

N<sup>o</sup> 4.790

Construction de  
huit urinoirs  
publics

Décompte  
définitif



Le montant du marché s'élevait à la somme de 960.000 fr.

Par suite de la hausse des prix constatés entre les dates du marché et celles de l'exécution des quatre derniers urinoirs, il a dû être procédé à l'application de la formule de révision, de telle sorte que le décompte définitif s'élève à 1.158.914 fr.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments nous vous demandons d'approuver le décompte définitif tel qu'il est établi et de décider que les dépenses supplémentaires seront imputées sur le crédit inscrit à l'article 36, chapitre XXXV, du Budget supplémentaire de l'exercice 1952.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.791

*Maison  
des Etudiants  
rue de Valmy*

*Transformation  
de la façade*

*Décompte  
définitif*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En votre séance du 27 juillet 1949, délibération n° 1.283, vous avez approuvé le projet de restauration de la façade de la Maison des Étudiants, rue de Valmy, et vous avez décidé la mise en adjudication des travaux de maçonnerie, briques et pierre, béton armé, ferronnerie et divers.

Ces travaux, adjugés à M. Pierre Dhélin, entrepreneur, 85, rue Saint André, à Lille, sont terminés et leur réception définitive a été prononcée.

En raison de l'augmentation des prix survenus depuis l'établissement du devis et des travaux supplémentaires dont la nécessité est apparue en cours d'exécution, vous avez décidé, en votre séance du 23 novembre 1951, de porter le montant de l'adjudication de 5.142.000 fr. à 6 millions de fr.

Le décompte établi s'élève à 6.024.277 fr. 46.

Par ailleurs, nous devons vous signaler que le délai imparti à l'adjudicataire pour l'achèvement des travaux a été dépassé de deux mois et si M. Dhélin est partiellement responsable du retard constaté, celui-ci est également imputable à des causes indépendantes de la volonté de cet entrepreneur.

En raison de ces circonstances, votre Service, en accord avec l'architecte, a proposé de ne pas réclamer de dommages-intérêts à l'entrepreneur mais, par contre, de ne pas tenir compte, en ce qui concerne les travaux effectués après l'expiration du délai d'exécution, des augmentations survenues sur les prix ayant servi de base à la détermination du forfait.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° D'approuver le décompte tel qu'il est établi ;

2° De décider l'imputation du supplément de dépenses, soit 24.277 fr. sur le reliquat du crédit à inscrire au Budget supplémentaire de 1952 et venant en report de celui figurant au chapitre XXXV, article 144 du Budget supplémentaire de 1952 sous la rubrique : Bâtiments communaux ; Travaux de grosses réparations et d'aménagements divers.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de peinture des bâtiments des classes de l'École de Plein Air Désiré Verhaeghe, pour la partie mise en adjudication le 8 mars 1951, sont terminés et réceptionnés provisoirement.

Le décompte définitif a été établi, il se présente comme suit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX	ENTREPRISE	MONTANT DES DÉPENSES AUTORISÉES	MONTANT DU DÉCOMPTÉ DÉFINITIF
7 <sup>e</sup> lot. — Peinture, vitrerie.	J. Longuepée, 65, rue Jacquemars-Giélée, Lille	669.900 frs	671.166 08

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- D'approuver le décompte définitif tel qu'il est établi ;
- De décider l'imputation de la dépense supplémentaire, soit 1.266,08 fr., sur les crédits inscrits au Budget pour la réparation des dommages de guerre.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En votre séance du 22 avril 1952, par délibération n° 3.992, vous avez autorisé la passation d'un marché avec la Société « Le Téléautomate », 45, boulevard Richard Lenoir, à Paris, pour l'exécution, au Grand Théâtre, d'une installation de détection automatique d'incendie intéressant la grande salle, les dégagements et les escaliers accédant aux galeries supérieures.

Les travaux sont actuellement terminés et ont fait l'objet d'une réception provisoire.

Le marché passé prévoyait une dépense approximative de 2.208.600 fr. Toutefois, une clause y était insérée prévoyant une révision possible du prix initial compte tenu des modifications éventuelles des salaires, du prix des matières et des taxes fiscales.

L'application de cette clause fait apparaître un montant de dépenses s'élevant définitivement à 2.242.454,76 fr.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- D'approuver le décompte tel qu'il est établi ;
- D'autoriser, dès à présent, le paiement à la Société « Le Téléautomate », à concurrence des neuf dixièmes, du montant révisé du forfait ; le solde devant lui être versé lors de la réception définitive ;

N° 4.792

—  
Dommages  
de guerre

—  
Ecole de Plein Air  
Désiré Verhaeghe

—  
Bâtiment  
des classes

—  
7<sup>e</sup> lot — Peinture

—  
Décompte  
définitif

N° 4.793

—  
Grand Théâtre

—  
Remise en état  
de l'installation  
de détection  
automatique  
d'incendie  
de la grande salle,  
de dégagements  
et d'escaliers

—  
Décompte  
définitif



3° De décider l'imputation du solde de la dépense sur le reliquat du crédit à inscrire au Budget supplémentaire de 1953 et venant en report de celui figurant au chapitre XXXV, article 145 du Budget supplémentaire de 1952 sous la rubrique : Travaux imposés par la Commission de Sécurité — Emprunt — Emploi.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de reconstruction de la nef principale et des nefs latérales de l'église Saint Pierre Saint Paul sont terminés et réceptionnés provisoirement.

Les décomptes définitifs sont établis et se présentent comme suit :

N° 4.794  
—  
Dommages  
de guerre  
—  
Eglise  
Saint-Pierre  
Saint-Paul  
—  
Remise en état  
de la nef principale  
et des nefs  
latérales  
—  
Décomptes  
définitifs  
—

N° DES LOTS et DÉSIGNATION DES TRAVAUX	DÉSIGNATION DE L'ENTREPRISE	MONTANT DES DÉPENSES AUTORISÉES	MONTANT DES DÉCOMPTES DÉFINITIFS
1 <sup>er</sup> lot. — Voûtes légères .	M. J. Mazuel, 35, rue Pascal à Paris (XIII <sup>e</sup> ) . . . . .	4.971.324 frs	4.949.394.89
2 <sup>e</sup> lot. — Maçonnerie, béton armé, cimentage et pla- quettes . . . . .	Entreprise Lestarquit, 31, rue Jules Ferry, à Hel- lemmes . . . . .	20.454.680 » 25.426.004 »	22.629.394 66 27.578.789 55

L'augmentation constatée au 2<sup>e</sup> lot résulte :

a) De travaux supplémentaires qu'il a été nécessaire d'effectuer en cours d'exécution ;

b) De l'application de la formule de révision prévue au cahier des charges et à la convention du 3 novembre 1951.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° D'approuver les décomptes définitifs tels qu'ils sont établis ;

2° De décider que la dépense supplémentaire sera imputée sur les crédits inscrits au Budget pour la réparation des dommages de guerre.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.333 du 7 novembre 1952, vous avez approuvé la construction d'un jardin d'hiver et d'une volière au Jardin des Enfants de la Citadelle.

Les installations prévues comprennent notamment une grande salle pour loger les animaux devant être mis à l'abri du froid et des intempéries.

N° 4.795  
—  
Jardin d'hiver  
de la Citadelle  
—  
Installation  
de chauffage  
—  
Marché  
—



Ces conditions nécessitent l'aménagement d'une installation de chauffage central. Votre Service a recherché quel était, compte tenu des conditions particulières de fonctionnement prévues, le système de chauffage le plus indiqué et il a porté son choix sur l'offre faite par M. Roger Ducroux, 12 bis, rue du Général Leclerc, à Ronchin, qui propose une installation à air chaud pulsé, fonctionnant au mazout et pouvant assurer un débit de 120.000 calories par heure.

Son prix s'élève à la somme nette et forfaitaire de 1.240.000 fr.

Cette proposition apparaît intéressante pour la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> D'approuver l'exécution des travaux sus-visés ;

2<sup>o</sup> D'autoriser la passation d'un marché avec M. Roger Ducroux ;

3<sup>o</sup> De décider que les dépenses seront imputées :

a) Pour une somme de 620.000 fr. sur le crédit inscrit à l'article 33, chapitre XXXV du Budget primitif de l'exercice en cours ;

b) Pour une somme de 620.000 fr. sur le crédit inscrit à l'article 1<sup>er</sup>, chapitre XIX du même Budget.

M. COQUART. — Vous n'avez pas d'explication à donner spontanément ?

M. LE MAIRE. — Nous avons étudié la possibilité du chauffage par eau chaude. Puis cette proposition nous a été faite. Comme d'autre part, l'achat préliminaire consistait en une chaudière qui avait été achetée d'occasion chez un marchand de ferraille, vous le savez comme moi, nous avons estimé qu'une installation à air pulsé, à la condition qu'elle ne soit pas d'un prix trop élevé, pouvait correspondre beaucoup plus nettement aux nécessités d'un jardin de ce genre.

M. RAMETTE. — Est-ce que, Monsieur le Maire, vous avez fait appel à différents concours ?

M. LE MAIRE. — Oui, nous avons fait appel à différents concours. La différence de prix va du simple au double.

M. RAMETTE. — Comme il s'agit là d'un jardin d'hiver, je pense que l'Administration Municipale future aura le temps d'examiner cette question. Cela ne presse pas.

M. LE MAIRE. — Je vous ferais remarquer que, l'hiver quoique terminé, une grande foule est allée visiter ces installations hier.

Nous avons surtout des enfants d'ouvriers qui ne peuvent pas passer de vacances à la mer ou à la campagne, qui sont très heureux de venir là.

M. RAMETTE. — Vous deviez être un peu plus soucieux de voter des crédits suffisants pour les envoyer...

M. LE MAIRE. — C'est une autre question.

M. COQUART. — Je prends acte tout d'abord des déclarations que vous avez faites concernant la chaudière ; si j'ai bien compris vos paroles, la première chaudière avait quand même été achetée et elle est quelque part en réserve.



M. LE MAIRE. — Au prix de la ferraille.

M. COQUART. — C'est tout de même un peu cavalier. On achète d'abord une chaudière ; après quoi on en achète une autre ! Celle-ci a peut-être toutes les qualités que vous lui prêtez, quoique je me sois laissé dire que, précisément, la chaudière au mazout, chauffage à air pulsé, soit peu indiquée pour les animaux l'hiver. Quoi qu'il en soit, ce que je veux souligner, c'est que le rapport que vous nous présentez demande l'autorisation d'imputer des dépenses sur tel et tel crédit, alors que la commande a déjà été faite d'une manière ferme et que les travaux sont exécutés. Ils sont tellement bien terminés que dans le compte rendu, soigneusement présenté, qu'on a pu lire dans un journal lillois, il y a une petite note publicitaire qui est ajoutée (je ne dis pas que c'est vous). Cette note publicitaire nous fait connaître que les visiteurs ont pu constater qu'une agréable chaleur régnait dans les volières ; et on fait savoir que l'installation a été réalisée par telle maison, etc... Par conséquent, vous nous invitez à ratifier après coup des travaux qui sont maintenant effectués.

Au fond, tout continue à être anormal dans cette affaire, car jamais le Conseil Municipal — chacun le sait ici, à commencer par M. Lourdel — n'a, par un vote, décidé ou accepté la création d'un jardin d'hiver, plus exactement d'un parc zoologique. De plus, ce bâtiment en dur, qui équivaut à plusieurs maisons, que vous venez de faire construire, c'est une construction sur un terrain militaire qui est grevé d'une servitude « *non aedificandi* », c'est-à-dire le type du terrain sur lequel on ne doit pas construire. Tout continue, par conséquent, à être absolument déconcertant et semble attester, d'abord un manque de cohésion de l'Administration, et deuxièmement une utilisation des crédits qui est vraiment singulière. Voilà maintenant que vous prélevez — car je suppose que votre groupe va vous approuver et que vous obtiendrez satisfaction — 620.000 fr. sur le crédit « Entretien des Bâtiments ». Je me suis reporté à la délibération du 7 novembre 1952 qui est intitulée, sous le n° 4.333, « Jardin des Enfants de la Citadelle — Installations complémentaires ». Voici comment on a présenté la chose.

M. LE MAIRE. — C'est exactement cela d'ailleurs.

M. COQUART. — ... « Il y aurait des parcs grillagés, etc... Il est en outre prévu des installations d'eau, d'éclairage, ainsi que le chauffage... » (lecture du rapport). Dans ces conditions, on comprend que le chauffage est compris dans le crédit demandé de 5 millions. Pas du tout, on nous révèle maintenant que le chauffage est à part. On prend actuellement sur un crédit, qui n'a pas à être amputé pour des choses de ce genre, « Entretien des Bâtiments », une somme de 620.000 fr. Il y a peut-être un côté amusant dans cette affaire, qui ne m'a pas échappé. Mais quand on conclut, on est amené à constater que l'on a traité les affaires municipales « par dessus la jambe ».

Le groupe Socialiste vote donc contre et donne à ce vote la signification d'un étonnement très vif en face des méthodes qui ont été suivies dans cette affaire.

M. LE MAIRE. — Quelle est votre position, Messieurs ?

M. RAMETTE. — Contre.

M. DEFAUX. — Nous nous abstenons.

M. SIMONOT. — Vous avez passé marché avec Roger Ducroux. Vous avez sollicité d'autres maisons ?



M. LE MAIRE. — Oui.

M. SIMONOT. — Vous avez en votre possession les réponses de ces maisons. Nous serions très heureux de les connaître, mes collègues du Conseil Municipal également.

M. DEFAUX. — Est-ce qu'il serait possible de connaître le prix de ferraille de la première chaudière inutilisable ?

M. VAN WOLPUT. — Vous dites qu'elle est à la ferraille. Il ne faut pas répondre, comme dit notre ami Coquart, par dessus la jambe. Vous dites que c'est de la ferraille. Il y a tout de même des responsabilités. Comment ? Des fonctionnaires municipaux achètent de la ferraille !

M. LE MAIRE. — Elle a été achetée au prix de mitraille.

M. VAN WOLPUT. — Vous devez en connaître le kilotage ?

M. LE MAIRE. — Je l'ai eu parfaitement, c'était une affaire. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle a été achetée.

M. DEFAUX. — Une mauvaise affaire.

M. VAN WOLPUT. — Une très mauvaise affaire.

M. LE MAIRE. — Beaucoup moins que les chaudières de la Cité Hospitalière

M. VAN WOLPUT. — Vous les avez signés, ces marchés.

M. RAMETTE. — M. Coquart vient de nous indiquer que pour le rapport 4.795 nous nous trouvions devant un fait acquis. Dans le rapport, vous nous dites : cette proposition paraît intéressante pour la Ville. En conséquence, nous vous demandons d'approuver l'exécution des travaux susvisés, d'autoriser la passation du marché avec M. Roger Ducroux. Mais tout cela est passé, tout cela est réglé.

Est-ce que nous ne nous trouvons pas devant la même situation pour le 4.796, 4.797 ?

M. LE MAIRE. — Pas question.

M. COQUART. — J'ajoute que la Commission des Bâtiments, saisie de l'affaire, n'a pas jugé possible de donner son accord au rapport, comme on peut le voir au procès-verbal. J'étais d'ailleurs présent. Il a été décidé que le rapport ne pouvait pas contenir la mention : « d'accord avec votre Commission des Bâtiments ». La Commission des Bâtiments, qui connaît un peu de quoi il s'agit, ne pouvait vraiment pas approuver une amputation du crédit d'entretien des bâtiments et surtout l'exécution de travaux sans que même les services compétents aient été consultés.

Vraiment, ce désaveu de la Commission compétente me paraît très significatif. Je le signale à mes collègues.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F., les 2 conseillers M.R.P. s'étant abstenus et les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*



N° 4.796

—  
Services  
Municipaux—  
Fourniture  
et pose  
de bulgomme  
en revêtement  
sur sol  
ou sur mobilier—  
Fourniture  
et réparation de  
pneumatiques  
et de  
chambres à air—  
Marché**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Il a été confié aux Établissements Matthys « La Maison du Pneu », 10-14, rue Colbert, à Lille, des travaux de revêtement de sol en bulgomme, au Conservatoire de Lille.

D'autre part, cette firme fournit et exécute des réparations de pneumatiques et de chambres à air destinés aux véhicules municipaux.

Le montant des fournitures et travaux, qui dépasse d'ores et déjà 500.000 fr. nécessite la passation d'un marché avec les Établissements Matthys.

Nous vous demandons de nous autoriser à passer avec cette maison un marché évalué à 1.500.000 fr.

Les dépenses seront imputées, selon leurs destinations respectives, sur les différents crédits inscrits au Budget de l'exercice 1953 et se rapportant à la fourniture et à l'exécution de travaux pour les services municipaux intéressés.

M. RAMETTE. — Nous demandons que le rapport ne soit pas soumis à la ratification.

M. COQUART. — On peut réserver cette question, en effet.

M. LE MAIRE. — Je n'y vois aucun inconvénient.

*Rapport réservé.*

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

N° 4.797

—  
Propriétés  
Communales—  
Acquisitions  
de machines-  
outils, outillage,  
quincaillerie et  
articles divers—  
Marché

L'exécution de travaux par la Main-d'œuvre Municipale dépendant de différents services nécessitera, dans le courant de l'année 1953, des achats de machines-outils, quincaillerie et articles divers.

Les Établissements René Flohart, 261, rue Pierre Legrand, à Lille, spécialisés dans les fournitures indiquées ci-avant, s'offrent à satisfaire nos besoins de cet ordre, rappelant qu'ils ont à maintes reprises dépanné différents services municipaux, pendant la période de guerre et d'après-guerre.

Étant donné le caractère particulier des articles à acquérir, les prix seront débattus par le service avant chaque commande. Ils seront nets, toutes taxes comprises.

D'accord, avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de nous autoriser à passer avec M. René Flohart un marché évalué approximativement à 600.000 fr.

Les dépenses seront imputées, suivant leur caractère, sur les différents crédits inscrits au Budget de l'exercice en cours et se rapportant à l'exécution de travaux par la Main-d'œuvre Municipale.

M. RAMETTE. — Même proposition que pour le n° 4.796.

*Rapport réservé.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour faire face, d'une part, à l'augmentation des effectifs et, d'autre part, permettre le remplacement du mobilier actuellement irréparable dans les écoles maternelles Jules Simon et Jean Aicard, l'acquisition de 100 tables individuelles et de 100 chaises doit être envisagée.

Pour satisfaire à la demande de M<sup>me</sup> l'Inspectrice des Écoles Maternelles qui a exprimé le désir que le type de mobilier existant dans ces deux écoles soit maintenu, nous devons faire appel aux Établissements Léo Wiart et C<sup>ie</sup>, 143, rue Pierre Legrand, à Lille, fournisseur de ce mobilier, dont les modèles sont déposés.

Les prix remis par cette maison sont les suivants :

*Tables individuelles* : 2 tiroirs, 1 case centrale, dessus de 0,50 × 0,35 m., recouverts de lino uni vert pastel, hauteur 0 m. 44 à 0 m. 52, pieds en 35 mm. gainés simples fuseaux avec angles arrondis.

L'unité . . . . . 3.640 fr.

*Chaises* : bâti hêtre, pieds avant gainés simples, fuseaux avec angles arrondis, panneau de dossier en contreplaqué 5 mm. okoumé, panneau de fond de siège contreplaqué okoumé 5 mm. Renforcement du piètement par coins collés et cloués sous siège.

L'unité . . . . . 2.070 fr.

Les prix ci-dessus comprennent toutes taxes. Ils s'entendent pour marchandises rendues franco de port et d'emballage à Lille et sont révisables en cas de variation des indices économiques officiels.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> De nous autoriser à passer avec les Établissements Léo Wiart et C<sup>ie</sup>, un marché évalué à 571.000 fr. ;

2<sup>o</sup> De décider l'imputation des dépenses sur les crédits inscrits au chapitre XIX, article 11 du Budget de 1953.

M. COQUART. — Mon collègue Doyennette et moi-même étions présents à la Commission des Bâtiments. Nous pouvons dire que cette question a été examinée, comme toutes les questions de son ordre du jour, par la Commission des Bâtiments, qu'elle a un caractère régulier, que les achats ont fait l'objet d'une proposition complète et précise de l'Inspectrice qualifiée, que la Commission des Bâtiments a pris connaissance du dossier ; par conséquent, il ne semble pas qu'il y ait lieu de différer l'achat de ce matériel pour les écoles. Nous ne trouvons pas, quant à nous, qu'il soit utile de réserver le n<sup>o</sup> 4.798.

*Rapport adopté à l'unanimité.*

N<sup>o</sup> 4.789

Établissements  
scolaires

Fourniture  
de tables  
individuelles  
et de chaises

Marché



N° 4.799

—  
*Abattoirs*—  
*Équipement et  
modernisation*—  
*Acquisition  
d'une bascule  
automatique*—  
*Marché*  
—**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 3.789 du 22 février 1952, vous avez décidé de poursuivre les travaux de modernisation aux Abattoirs de Lille et, en particulier d'achever l'équipement moderne de l'Abattoir des pores.

A cet effet, vous avez voté le crédit nécessaire.

Cet équipement comportait notamment la fourniture et l'installation d'une bascule automatique reliée au rail aérien.

En vue de cette acquisition, nous avons procédé à un large appel d'offres. La comparaison des soumissions a fait ressortir comme la plus intéressante pour la ville, en raison de la qualité du matériel offert, celle de la S.A.R.L. « Établissements Elwor » dont le siège social est à Courbevoie (Seine), 323, boulevard Saint Denis, concessionnaire de la « Toledo Scale Co ». Son offre reste dans le cadre du sous-crédit ouvert à cet effet.

En conséquence, et en accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° De nous autoriser à passer avec la S.A.R.L. « Établissements Elwor », un marché évalué à 1.100.000 fr. ;

2° De décider l'imputation de la dépense sur le crédit inscrit au Budget primitif de 1953, chapitre XXXV, article 196.

M. LE MAIRE. — Il est passé à la Commission des Bâtiments. Est-ce que vous êtes d'accord ?

M. COQUART. — La Commission des Bâtiments n'a rien trouvé de nature à lui faire penser que ces dépenses ne s'imposaient pas.

M. LE MAIRE. — Je ne vous cache pas que depuis ce matin j'ai un élément d'appréciation. Nous pourrions éventuellement avoir cette bascule à un prix plus intéressant. Je devais vous le proposer de toute façon.

M. DOYENNETTE. — Retirons le projet.

*Rapport réservé.*

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre d'application des dispositions de la Loi Barangé, divers appareils (électrophones, lanternes à projection, etc...) vont être livrés dans 55 établissements de l'enseignement primaire public et il est par suite indispensable de doter chacun d'eux d'une armoire-bibliothèque afin de permettre le rangement de ce matériel.

D'autre part, 25 bibliothèques sont nécessaires pour des classes insuffisamment pourvues en mobilier de ce genre. C'est donc en totalité 80 armoires-bibliothèques qu'il convient d'acquérir.

N° 4.800

—  
*Etablissements  
scolaires*—  
*Fourniture  
d'armoires-  
bibliothèques*—  
*Marché*  
—



A cet effet il a été procédé à un appel d'offres auprès de 11 fabricants de meubles habituellement consultés par nos Services.

La comparaison des propositions a fait apparaître comme étant la plus intéressante pour la Ville celle de M. Descamps, 60, 60 bis, rue de Flandre, à Lille.

Le prix remis par cet artisan est de 20.700 fr. par bibliothèque conforme au modèle déposé au Service d'Architecture de la Ville.

Ce prix est net de taxes. Il s'entend pour fournitures rendues franco de port au magasin de la Ville.

Nous vous demandons par suite, d'accord avec votre Commission des Bâtiments :

1<sup>o</sup> De nous autoriser à passer avec M. Descamps un marché évalué à 1.656.000 fr. ;

2<sup>o</sup> De décider l'imputation des dépenses de la façon suivante sur les crédits inscrits au Budget de 1953 :

a) Pour 55 bibliothèques évaluées à 1.138.500 fr. au chapitre XXI, du Budget sous la rubrique « Allocations scolaires » ;

b) Pour 25 bibliothèques évaluées à 517.500 fr. au chapitre XXI, article 20 du Budget primitif de 1953 sous la rubrique « Établissements scolaires — Mobilier et Matériel ».

M. COQUART. — Nous ne faisons pas d'objection à ce que ce soit réservé. Ce sont des crédits de la Loi Barangé, on ne sait jamais !

*Rapport réservé.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

D'importants travaux doivent être envisagés à l'Église Saint Pierre Saint Paul. Il s'agit de la réfection du clocher qui a subi de graves dégradations sous l'effet des intempéries. La lanterne de ce clocher est entièrement construite en pierre de Lezennes, pierre très gélive qui s'effrite et se désagrège petit à petit : en certains endroits des morceaux se sont déjà détachés des corniches et des colonnes à hauteur des abat-son, brisant la couverture de la nef et risquant de provoquer de graves accidents.

Le procédé le moins onéreux qui peut être employé pour remettre le clocher en état, et pour limiter l'action des intempéries, consiste à recouvrir d'un voile de béton légèrement armé toutes les parties endommagées.

Le devis de cette réfection s'élève à 4.901.698 fr.

Ces travaux présentent un caractère tout à fait spécial, et il ne semble pas indiqué de les mettre en concurrence ; il apparaît au contraire souhaitable d'en charger une entreprise bien connue et réputée pour sa façon d'exécuter les ouvrages qui lui sont confiés.

N<sup>o</sup> 4.801

—  
Eglise  
Saint Pierre  
Saint Paul

—  
Remise en état  
de la maçonnerie  
de pierre  
du clocher  
—



Il a donc été demandé des propositions pour l'exécution de ces travaux aux Établissements Joncquez Frères, rue Bonte-Pollet, qui d'ailleurs ont déjà réalisé des travaux similaires à l'Église Saint Martin d'Esquermes dans de bonnes conditions.

Cette firme consent pour la réfection du clocher de l'Église Saint Pierre Saint Paul un rabais de 10 % (au lieu de 9 % pour les travaux exécutés à l'Église Saint Martin d'Esquermes) sur les prix de la série du Bâtiment du Nord. Ce rabais a été reconnu acceptable par la Ville pour le genre de travail prévu.

Par ailleurs, le clergé a accepté de participer dans la proportion de 50 % dans la dépense totale ; il a cependant demandé, en raison des engagements qu'il a déjà contractés envers la Ville pour les travaux exécutés dans cette église, de pouvoir se libérer en cinq annuités à partir de 1954.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> De nous autoriser à passer avec les Établissements Joncquez Frères, un marché évalué à environ 4.902.000 fr. ;

2<sup>o</sup> De décider que les dépenses seront imputées sur le crédit inscrit au chapitre XIX, article 2 du Budget primitif de l'exercice 1953 sous la rubrique « Bâtiments Communaux, entretien des édifices cultuels » ;

3<sup>o</sup> D'admettre en recette la participation du culte évaluée à 2.451.000 fr. et étant donné son importance, d'autoriser son versement en cinq annuités égales de 1954 à 1958.

M. LE MAIRE. — Caractère d'urgence.

M. COQUART. — Nous reconnaissons qu'il y a urgence.

M. LE MAIRE. — Nous risquons des accidents.

*Rapport adopté à l'unanimité.*

N<sup>o</sup> 4.802

*Stade d'Athlétisme  
de la Citadelle*

*Construction  
d'un ponceau  
en béton armé*

*Marché*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le projet d'aménagement du Stade d'Athlétisme de la Citadelle, dressé par MM. Corbeau et Boyer, architectes, prévoit, afin de donner accès aux tennis, la construction d'un ponceau en béton armé sur la rigole de dessèchement qui traverse le stade de part en part.

Cet ouvrage de 10 m. de longueur sur 3 m. de largeur aura deux garde-corps métalliques avec panneaux grillagés.

M. l'Ingénieur régional de l'Équipement Sportif a approuvé les dispositions envisagées.

En vue de l'exécution de cet ouvrage, à l'exclusion toutefois des deux garde-corps, il a été procédé à un appel d'offres.

Dix entreprises spécialisées ont été consultées. Cinq d'entre elles ont remis des propositions parmi lesquelles celle des Établissements Cattoire et Allard,



39, rue des Stations, à Lille, qui comporte un rabais de 27,60 % sur les prix de la Série du Bâtiment de la région du Nord, est la plus intéressante pour la Ville.

Le montant de la dépense pour ce lot de travaux s'élève ainsi, rabais déduit, à 687.800 fr.

En raison de l'importance réduite des travaux relatifs aux garde-corps : ferronnerie et peinture, il sera passé commande à des entreprises déjà adjudicataires de la Ville.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> D'approuver l'exécution des travaux désignés ci-avant ;

2<sup>o</sup> D'autoriser la passation d'un marché avec les Établissements Cattoire et Allard ;

3<sup>o</sup> De décider que les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts au Budget pour l'édification du Stade d'Athlétisme de la Citadelle.

M. RAMETTE. — On peut réserver, il n'y a pas urgence.

M. LE MAIRE. — Il y a une question d'achèvement du stade.

M. MINNE. — Il serait préférable de voter ce rapport aujourd'hui.

M. LE MAIRE. — Il présente, en effet, un caractère d'urgence.

M. VAN WOLPUT. — Je voudrais que mes collègues admettent aussi ce rapport.

M. RAMETTE. — Nous acceptons.

*Rapport adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n<sup>o</sup> 2.676 du 26 janvier 1951, vous avez désigné M. Georges Mourey, ingénieur, 106, rue d'Isly, à Lille, au titre d'expert-réalisateur pour les installations électriques de l'Institut Denis Diderot endommagées par faits de guerre.

M. Mourey demande que ses fonctions soient limitées à celles d'expert-vérificateur.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous proposons :

a) D'agréer la demande de M. Mourey ;

b) De charger le Service Municipal des Travaux de la réalisation des installations électriques de l'Institut Denis Diderot.

*Adopté à l'unanimité.*

N<sup>o</sup> 4.803

*Domages de guerre*

*Institut  
Denis-Diderot*

*Installations  
électriques*

*Désignation  
d'un expert*



N° 4.804  
—  
*Eglise Saint-André*  
—  
*Grosses  
réparations*  
—  
*Crédit  
complémentaire*  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.647 du 20 février 1953, vous avez approuvé l'exécution des travaux de consolidation de deux contreforts de l'Eglise Saint André, classée parmi les monuments historiques, et vous avez décidé que la quote-part de la Ville dans les dépenses, au taux de 50 %, atteindra environ 358.000 fr.

M. l'Architecte en Chef des Monuments historiques est allé sur place et il a signalé qu'indépendamment des deux contreforts indiqués ci-dessus, quatre autres, toutefois moins endommagés, lui paraissaient devoir être consolidés également d'urgence, et trois enfin dans un délai aussi rapproché que possible.

La dépense à prévoir s'établit comme suit :

Chapitre I. — Consolidation d'urgence de 5 contreforts . . . 1.356.000 fr.

Chapitre II. — Consolidation de 3 autres contreforts . . . 954.000 »

Au taux de 50 % la quote-part de la Ville sera de 678.000 fr. pour le chapitre I et de 477.000 fr. pour le chapitre II.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° D'autoriser, pour le moment, l'exécution des travaux du chapitre I ;

2° De porter la quote-part de la Ville de 358.000 à 678.000 fr. ;

3° De décider que la dépense supplémentaire, soit 320.000 fr. sera imputée sur le crédit inscrit à l'article 2 du chapitre XIX du Budget primitif de l'exercice 1953 sous la rubrique « Entretien des Édifices cultuels ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

N° 4.805  
—  
*Dommages  
de guerre*  
—  
*Colonie  
de vacances  
de Wormhoudt*  
—  
*Quatrième phase  
de travaux  
9<sup>e</sup> lot*  
—  
*Fourniture  
de matériaux  
spéciaux*  
—  
*Marché*  
—

Au cours de votre réunion du 22 février 1952, par délibération n° 3.824, vous avez adopté le projet d'exécution de la quatrième phase de reconstruction de la Colonie de Vacances de Wormhoudt. Ce projet, établi par M. Stevens, est relatif à l'installation de réfectoires, de cuisines, de vestiaires-lavabos et de chambres pour le personnel.

Les travaux ont été mis en adjudication le 9 octobre 1952 à l'exclusion du lot n° 4 bis : pose de volets roulants et du lot n° 9 : fournitures de panneaux acoustiques destinés au réfectoire et de matériaux spéciaux pour habillage intérieur des murs.

Ce dernier lot a fait l'objet d'une demande de propositions auprès de maisons spécialisées. C'est la Société Ch. Dubois et C<sup>ie</sup> de Lille qui a fourni les prix les plus avantageux, à savoir :

*Panneaux acoustiques Unitone :*

580 m<sup>2</sup> à 820 fr. le m<sup>2</sup> . . . . . 475.600 fr.



Panneaux mi-durs Unilac :

140 m<sup>2</sup> à 305 fr. le m<sup>2</sup> . . . . . 42.700 »

Panneaux laqués Unilac :

326 m<sup>2</sup> à 1.545 fr. le m<sup>2</sup> . . . . . 503.670 »

soit un montant de . . . . . 1.021.970 fr.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> De nous autoriser à passer avec la Société Ch. Dubois et C<sup>ie</sup> un marché d'un montant de 1.021.970 fr. ;

2<sup>o</sup> De décider que la dépense sera imputée sur le crédit ouvert au Budget pour la réparation de dommages de guerre.

M. LE MAIRE. — Il s'agit là de la Colonie de Wormhoudt.

M. MINNE. — Ce sont des travaux qui sont en cours depuis un certain temps. Il y aurait intérêt à en prévoir l'achèvement cette année étant donné qu'une partie de ces locaux seront probablement utilisés au mois de juillet.

*Rapport adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa réunion du 21 février 1953, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional de Lille a décidé d'accorder à M. Fruchart Louis, horloger-bijoutier, demeurant à Lille, rue d'Esquermes, n<sup>o</sup> 9, la concession pour une durée de 30 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 1953 du terrain sis à Lille, rue d'Esquermes, n<sup>o</sup> 9, d'une superficie approximative de 82 m<sup>2</sup>, repris au cadastre sous partie du n<sup>o</sup> 363 de la section G, moyennant paiement, outre les charges, d'une redevance annuelle de 9 hectolitres de blé de première qualité payable en argent, à terme échu, le 15 mars de chaque année : la première échéance au 15 mars 1954 pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1953 au 15 mars 1954 étant ventilée à 8 hl 62 l.

Cette concession serait consentie sous toutes les clauses et conditions du cahier des charges pour les baux emphytéotiques des terrains appartenant au Centre Hospitalier Régional de Lille reçu par M<sup>e</sup> Martin, notaire à Lille, le 12 avril 1930 et approuvé par M. le Préfet du Nord le 18 avril suivant.

Étant donné l'état de vétusté des constructions érigées sur ce terrain dont la remise en état entraînerait des dépenses trop élevées — l'engagement pris par M. Fruchart d'acquérir ces constructions comme matériaux de démolition à emporter pour la somme forfaitaire de 10.000 fr. payable le jour de la signature du bail — l'avantage que présente pour le Centre Hospitalier Régional de Lille la nouvelle redevance, susceptible de varier en fonction du cours du blé, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté à l'unanimité.*

N<sup>o</sup> 4.806

Centre Hospitalier  
Régional de Lille

Arrentement  
9, rue d'Esquermes



N° 4.807

Centre Hospitalier  
Régional de LilleArrentement  
21, rue Sans-Pavé**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional de Lille, par délibération en date du 21 mars 1953, a décidé d'accorder à M. E. de Rycke, demeurant à Paris, rue Cognacq-Jay, n° 1, la concession emphytéotique, pour une durée de 18 ans et 1 jour à dater du 16 mars 1952, du terrain sis à Lille, rue Sans Pavé, n° 21, d'une superficie de 148 m<sup>2</sup> 46 dm<sup>2</sup>, repris au cadastre sous les n°s 1.186 et 1.187 de la section B, moyennant, outre les charges, une redevance annuelle de 20 hectolitres de blé de première qualité, payable en argent à terme échu, le 15 mars de chaque année, et révisable en fonction du cours du blé.

Cette concession serait consentie sous toutes les clauses et conditions du cahier des charges pour les baux emphytéotiques des terrains appartenant au Centre Hospitalier Régional de Lille, reçu par M<sup>e</sup> Martin, notaire à Lille, le 12 avril 1930 approuvé par M. le Préfet du Nord le 18 du même mois.

L'arrentement précité étant frappé d'une servitude de reculement, l'arrentataire s'engage à ne faire édifier aucune construction nouvelle et à n'effectuer aucun travail confortatif à celles existantes sans l'autorisation préalable de la Ville et à faire son affaire personnelle de l'alignement au cas où celle-ci en déciderait la réalisation.

La nouvelle redevance qui représente une augmentation annuelle de revenu de 39.220 fr. susceptible de varier en fonction du cours du blé, paraissant avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional de Lille, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération susvisée.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.808

Centre Hospitalier  
Régional de LilleLegs Delœul  
Acceptation  
définitive**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa réunion du 20 décembre 1952, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional de Lille a décidé d'accepter définitivement le legs universel que lui a consenti M<sup>me</sup> Hélène Victorine Delœul-Galand, à charge de remettre le montant de six donations à des personnes nommément désignées dans son testament et d'entretenir la tombe de sa fille Andrée Delœul au cimetière de l'Est, allée C 10.

Le montant de l'actif de la succession de M<sup>me</sup> Delœul s'élève à 2.819.261 fr. et le passif à 378.783 fr.

Ces dispositions testamentaires étant avantageuses pour le Centre Hospitalier Régional de Lille, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue du redressement et de l'élargissement du chemin vicinal n° 8, le Service des Ponts et Chaussées (arrondissement de Lille) offre d'acquérir, par voie amiable et moyennant le prix de 5.265 fr. (indemnité de remploi comprise) une partie du terrain de 81 m<sup>2</sup> à prendre dans une parcelle de 35 a 32 reprise au cadastre de Wattignies, au lieu dit « Champ du Moulin de Bataille » sous le n° 289 de la section D.

Cette offre correspondant à la valeur vénale actuelle dudit terrain, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional de Lille a décidé, au cours de sa séance du 21 mars 1953, de l'aliéner sous la charge des baux et occupations en cours, moyennant le prix proposé de 5.265 fr. qui sera productif d'intérêt au taux légal à compter du jour de la prise de possession jusqu'au jour du règlement.

La recette provenant de cette vente serait affectée à l'exécution de travaux extraordinaires.

En conséquence, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.809

Centre Hospitalier  
Régional de Lille

Aliénation à  
Wattignies

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons accordé à divers particuliers la concession de jouissance temporaire d'immeubles appartenant à la Ville, moyennant l'engagement souscrit par eux :

1° De ne réclamer aucune indemnité en cas de privation de jouissance ou d'éviction quelle qu'elle soit ;

2° De n'exiger aucune réparation.

Il a été en outre entendu que chacune des parties aura la faculté de faire cesser l'occupation à l'expiration de chaque mois sur préavis d'un mois donné par écrit.

Ces autorisations ont été octroyées dans les conditions ci-après :

N° 4.810

Occupation  
temporaire  
d'immeubles  
communaux

Homologation

NOM ET PROFESSION DE L'OCCUPANT	SITUATION DE L'IMMEUBLE	DATE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE	REDEVANCE MENSUELLE
M. Soltane Daoudi, ma- nœuvre . . . . .	19, rue de Poids, bâti- ment sur rue, rez-de- chaussée : 1 pièce . .	1-1-1953	360 frs
M. Bel Karoubi Mohamed, marchand de marché .	19, rue de Poids, bâti- ment du fond, 1 <sup>er</sup> étage : 1 pièce . . .	1-1-1953	360 »
M <sup>me</sup> veuve Dattignie Flo- rine, économiquement faible . . . . .	36 à 44, rue du Croquet, bâtiment sur cour, 1 <sup>er</sup> étage : 2 pièces . . .	1-5-1953	175 »



A noter que les majorations prévues par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et l'article 74 de la loi du 24 mai 1951 seront appliquées chaque semestre aux redevances des locaux repris ci-dessus.

D'autre part, en application de la loi n° 48-1309 du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, les occupants ci-après désignés ont accepté les nouvelles redevances proposées par le Service de l'Urbanisme et du Plan.

SITUATION DE L'IMMEUBLE	NOM DE L'OCCUPANT	NATURE DE L'ACTE	ANCIENNE REDEVANCE	NOUVELLE REDEVANCE	POINT DE DÉPART
78, rue d'Isly	M. Georges Dugauquier, industriel.	Occupation verbale du 1-5-1932	14.400 frs	28.800 frs	1-8-1950
245, rue de Paris.	Sté Haslé.	Occupation verbale du 1-4-1940	36.000 »	72.000 »	1-8-1950

Par ailleurs, aux termes d'un acte en date des 29 mars et 10 mai 1952 passé devant M<sup>e</sup> Ducrocq, notaire à Lille, la Ville est devenue propriétaire de l'immeuble sis à Lille, 219, rue de Paris, dont elle a la jouissance depuis le 17 décembre 1952, date de paiement du prix d'acquisition.

Cet immeuble est occupé par M. et M<sup>me</sup> Devendeville, suivant bail des 22 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1944, pour une durée de trois, six ou neuf années qui ont commencé à courir le 1<sup>er</sup> octobre 1944, moyennant un loyer annuel de 20.000 fr. porté à 40.000 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1949, plus contributions et assurances.

En outre, nous avons été saisi de demandes de renouvellement du bail émanant de :

1<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Vanackère, née Josette Sueur qui occupe l'immeuble à usage de commerce, sis à Lille, 77, rue Saint Sauveur, suivant bail du 10 novembre 1943 pour une durée de neuf années et six semaines arrivées à expiration le 31 décembre 1952, moyennant un loyer s'élevant depuis le 15 mai 1952 à 51.000 fr. par an plus contributions et assurances ;

2<sup>o</sup> M. et M<sup>me</sup> Vanderstraeten-Ostyn occupant l'immeuble à usage de café-tabacs, sis à Lille, 22, rue du Croquet, suivant bail du 28 juin 1944, pour une durée de neuf années arrivant à expiration le 31 juillet 1953, moyennant un loyer annuel de 9.000 fr. porté à 18.000 fr. le 1<sup>er</sup> août 1951 plus contributions et assurances.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme et du Plan, nous vous proposons d'accorder aux intéressés le renouvellement des baux aux conditions actuellement en vigueur.

Nous vous demandons de ratifier ces décisions et de nous autoriser à passer les contrats nécessaires.

M. RAMETTE. — Il s'agit d'occupation temporaire d'immeubles. Il m'a été signalé qu'il y a des immeubles de ce genre qui ont été loués, dans ce quartier ;



les locataires principaux de ces maisons les louent, en font des dortoirs où s'entassent à l'heure actuelle des dizaines de Nord-Africains.

M. LE MAIRE. — Vous pourriez donner des précisions.

M. RAMETTE. — Ce qui pose en même temps le problème du logement pour ces malheureux. Ils sont exploités dans des conditions odieuses ; ils doivent coucher à même le plancher et payer au locataire principal des loyers vraiment scandaleux.

*Rapport adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En exécution de la délibération du Conseil Municipal en date du 10 novembre 1896, nous soumettons à votre homologation les autorisations verbales que nous avons accordées à des particuliers d'occuper temporairement les terrains communaux désignés ci-après :

NOM ET ADRESSE de L'OCCUPANT	PROFESSION	SITUATION DU TERRAIN	DATE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE	REDEVANCE ANNUELLE PAYABLE D'AVANCE
M. Marcq André, 6, rue Gustave Nadaud, Lille.	boulangier	Angle des rues Armand Carre <sup>l</sup> et du Capitaine Mi- chel — 80 m <sup>2</sup> .	1-1-1953	80 fr.
M. Bélaïd Smaïl, 9 bis, allée du Fort St- Agnès, Lille.	manceuvre.	9 bis, allée du Fort St- Agnès — 417 m <sup>2</sup>	1-1-1953	1.440 »

Nous vous demandons de ratifier ces décisions.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Demortreux, demeurant à Lille, 1, petite rue de l'Alma, a fait procéder à l'agrandissement d'une construction existant sur un terrain sis, 28, rue de l'Alma, dont il est propriétaire, repris au cadastre sous les n° 1.531 P et 1.532 P de la section C, dans la zone grevée de servitude « *non aedificandi* » prévue par le décret du 10 août 1853, maintenue par la loi du 19 octobre 1919, portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Ville de Lille, modifiée et complétée par celle du 12 juillet 1941.

N° 4.811

—  
Occupation  
temporaire  
de terrains  
communaux

—  
Homologation

N° 4.812

—  
Contravention  
zonière

—  
Instance contre  
M. Demortreux



Nos interventions tant verbales qu'écrites mettant M. Demortreux en demeure d'arrêter toute espèce de travaux et de rétablir l'ancien état des lieux étant restées sans effet, contravention a été dressée à son encontre le 28 février 1953.

Il s'agit en l'espèce d'une contravention de grande voirie dont le Conseil de Préfecture Interdépartemental doit être appelé à connaître en vertu des dispositions des lois des 6 et 7 septembre 1790, 28 Pluviose an VIII, 29 Floréal an X et du décret du 28 décembre 1925.

En conséquence, nous vous proposons d'adresser le procès-verbal de contravention susvisé à M. le Préfet du Nord et de nous autoriser à défendre à cette action devant toutes juridictions compétentes.

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F., 2 conseillers M.R.P., 8 conseillers Socialistes ; les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*

N° 4.813

Contravention  
zonière

Instance  
contre les  
Etablissements  
Boone

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements Boone, dont le siège est à La Madeleine, 7 à 25, rue du Halage, ont procédé à la construction d'un hangar sur un terrain dont ils sont locataires, situé chemin du Halage, à La Madeleine, repris au cadastre sous le n° 3.640, section A, dans la zone grevée de servitude « *non aedificandi* », prévue par le décret du 10 août 1853, maintenue par la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Ville de Lille, modifiée et complétée par celle du 12 juillet 1941.

Nos interventions mettant M. le Directeur des Établissements Boone en demeure de cesser toute espèce de travaux et de rétablir l'ancien état des lieux étant demeurées sans effet, contravention a été dressée à l'encontre de ces établissements le 2 mars 1953.

Il s'agit en l'espèce d'une contravention de grande voirie dont le Conseil de Préfecture Interdépartemental doit être appelé à connaître en vertu des dispositions des lois des 6 et 7 septembre 1790, 28 Pluviose an VIII, 29 Floréal an X et du décret du 28 décembre 1925.

En conséquence, nous vous proposons d'adresser le procès-verbal de contravention susvisé à M. le Préfet du Nord et de nous autoriser à défendre à cette action devant toutes juridictions compétentes.

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F., 2 conseillers M.R.P., 8 conseillers Socialistes ; les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un procès-verbal d'adjudication en date du 29 août 1949 les Consorts Laporte se sont rendus acquéreurs d'une parcelle de terrain de 242 m<sup>2</sup>, sise à Lille, avenue Louise Michel, reprise au cadastre sous partie du n° 2.596 de la section D, moyennant le prix de 121.000 fr.

Selon les conditions du cahier des charges, cette somme était payable à raison de 1/5<sup>e</sup> dans le mois de l'adjudication, 1/5<sup>e</sup> à l'expiration de la deuxième année à partir du jour de l'adjudication et 1/5<sup>e</sup> à l'expiration de chacune des trois années suivantes et elle était productive d'intérêts à compter du 29 août 1949 au taux de 5 % l'an, payables chaque année à la Caisse de M. le Receveur Municipal.

Les Consorts Laporte se sont libérés du premier cinquième le 29 août 1949, du second le 28 août 1951, du troisième le 28 août 1952 et ont acquitté le solde du prix le 12 mars 1953 ainsi que le montant des intérêts.

En conséquence, nous vous demandons de nous autoriser et d'autoriser M. le Receveur Municipal à donner mainlevée de l'inscription d'office prise le 15 septembre 1949, volume 489, n° 34 et à consentir à sa radiation.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.814

—  
*Mainlevée  
de l'inscription  
d'office prise  
à l'encontre  
des Consorts  
Laporte*  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> Limoisin avait assigné la Ville en renouvellement du bail consenti pour l'immeuble, 218, rue de Paris et, devant le refus opposé par la Ville, en paiement d'une indemnité d'éviction.

Par jugement rendu le 9 juin 1952, le Tribunal Civil de Lille a déclaré M<sup>me</sup> Limoisin irrecevable en sa demande d'indemnité d'éviction et l'a condamnée aux dépens.

M<sup>e</sup> Vandewalle, avoué, 50, rue de l'Hôpital-Militaire, à Lille, ayant occupé pour la Ville dans cette affaire, nous a transmis la note des honoraires qui lui sont dus et qui s'élèvent à 19.366 fr.

Nous vous demandons de nous autoriser à régler cette somme qui sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article 1<sup>er</sup> du Budget, sous rubrique : Frais de Contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.815

—  
*Affaire Limoisin*  
—  
*Honoraires de  
M<sup>e</sup> Vandewalle*  
—  
*Règlement*  
—



N° 4.816

Honoraires  
de M<sup>e</sup> Payen

Règlement

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>e</sup> Marcel Payen, avocat, 114 bis, rue des Postes, nous a transmis la note des honoraires s'élevant à 124.992 fr. qui lui sont dus pour avoir défendu les intérêts de la Ville devant le Tribunal Civil dans les affaires ci-après.

*Instance contre M<sup>me</sup> Limoisin :*

1<sup>o</sup> En renouvellement d'un bail consenti pour l'immeuble, sis à Lille, 218, rue de Paris ;

2<sup>o</sup> En paiement d'une indemnité d'éviction en raison du refus opposé par la Ville au renouvellement du bail.

*Frais.*

Grefte non conciliation . . . . .	854 fr.
Expédition du procès-verbal de non conciliation . . . . .	350 »
Signification . . . . .	1.288 »

*Honoraires.*

Aff. propriété commerciale : refus de renouvellement de bail. . .	8.000 »
Aff. civile : demande d'indemnité . . . . .	22.000 »

*Instance contre la Société d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes à l'effet d'obtenir le paiement de la soulte de 2.600.000 fr. et des intérêts de cette somme prévus dans l'acte d'échange intervenu entre la Ville et cette Administration en 1943.*

<i>Honoraires . . . . .</i>	92.500 »
-----------------------------	----------

Nous vous demandons de décider le règlement de la somme de 124.992 fr. qui sera imputée sur le crédit « Frais d'actes et de procédure ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des dispositions de la loi du 21 juin 1898 visant la sécurité publique, M. Corbeau, architecte-expert, demeurant à La Madeleine, 3, avenue Germaine, a été appelé à procéder à l'expertise de divers immeubles menaçant ruine.

Le montant des honoraires qui lui sont dus de ce fait s'élève à 27.000 fr. se décomposant comme suit :

*Lille : 29 et 31, rue de Douai.*

Février 1953 : Vacation sur place et déplacements. . .	6.000 fr.	
Rédaction et mise au net du compte		
rendu . . . . .	2.000 fr.	8.000 fr.

N° 4.817

Immeubles  
menaçant ruineHonoraires  
de M. Corbeau



*Lille : 228, rue des Postes (3, cour Saint Jean).*

Mars 1953 :	Vacations sur place et déplacement. . .	4.000 fr.	
	Rédaction et mise au net du compte		
	rendu . . . . .	2.000 fr.	6.000 fr.

*Lille : 133, rue Masséna.*

Février-	Vacations sur place et déplacements. . .	5.000 fr.	
Mars 1953 :	Rédaction et mise au net du compte		
	rendu . . . . .	3.000 fr.	8.000 fr.

*Lille : 112, rue de Jemmapes.*

Mars 1953 :	Vacations sur place et déplacement. . .	3.000 fr.	
	Rédaction et mise au net du compte		
	rendu . . . . .	2.000 fr.	5.000 fr.

Soit au total . . . . . 27.000 fr.

D'autre part, pour la clarté du rapport concernant l'immeuble, sis à Lille, 133, rue Masséna, M. Corbeau a été amené à faire prendre une photographie des lieux. M. Fiévet, photographe-industriel, demeurant à Lille, 1, rue du Vert-Bois, requis pour procéder à cette opération, nous a adressé sa facture dont le montant est de 1.910 fr.

En conséquence, nous vous proposons de décider de payer :

1° A M. Corbeau, la somme de 27.000 fr. ;

2° A M. Fiévet, la somme de 1.910 fr. qui seront prélevées sur le crédit ouvert au chapitre XXXI, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville occupe depuis le 1<sup>er</sup> avril 1947 un baraquement provisoire comprenant quatre classes et un vestiaire, installé dans la cour des filles du Groupe Scolaire Bracke-Desrousseaux, mis à notre disposition par l'Office Départemental des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, moyennant une redevance annuelle de 6.840 fr., payable par trimestre et d'avance.

L'Administration des Domaines nous a informé qu'en exécution des dispositions de l'arrêté interministériel du 21 juin 1952, la redevance se trouve portée à 1.745 fr. 62 centimes par mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1952 et que ladite redevance sera majorée d'un cinquième chaque semestre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1953 et ce, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1957.

Nous vous demandons de décider le règlement de cette redevance au nouveau taux et de nous autoriser à signer le contrat nécessaire.

N° 4.818

Abri provisoire

Groupe scolaire  
Bracke-  
Desrousseaux

Majoration  
de la redevance



La dépense sera imputée, suivant les exercices, sur les crédits inscrits au chapitre XXX *ter* des Budgets primitif et supplémentaire, sous rubrique « Canons d'arrentement, loyers, redevances ».

*Adopté à l'unanimité.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4.819

—  
Location d'un  
local  
place Madeleine-  
Caulier

—  
Majoration  
de la redevance  
—

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un bail en date du 10 octobre 1949, passé devant Me Deleplanque, notaire à Lille, les Consorts Christophe ont accordé à la Ville la location d'une boutique dépendant de l'ancien cinéma « Fives-Palace », sis à Lille, place Madeleine Caulier, pour une durée de neuf années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949, résiliable à l'expiration de la troisième ou de la sixième année, moyennant un loyer annuel de 6.000 fr.

Ce local est occupé à usage de bureau par le Service des Halles et Marchés pour faciliter les démarches que doivent accomplir les commerçants du marché de Fives et afficher le règlement ou les avis de vacance de place.

Me Gombert, avoué, mandataire des Consorts Christophe, nous avait demandé de vouloir bien envisager une augmentation du loyer en raison des circonstances économiques actuelles.

Le locataire de la boutique contiguë, commerçant en légumes, payait 10.000 fr. par an pour le même emplacement, il vient de subir une majoration portant son loyer à 15.000 fr. par an.

En accord avec le Service des Halles et Marchés, nous avons proposé aux Consorts Christophe, qui acceptent, d'acquitter un loyer annuel de 9.000 fr., à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952, point de départ de la deuxième période triennale.

Nous vous demandons d'agréer ces conditions et de nous autoriser à passer l'avenant nécessaire.

La dépense sera imputée, suivant les exercices, sur les crédits inscrits au chapitre XXX *ter* des Budgets primitif et supplémentaire de 1953, à l'article « loyers à divers » — Canons d'arrentement. Redevance.

*Adopté à l'unanimité.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4.820

—  
Gymnase  
7, place  
Sébastopol

—  
Majoration  
du loyer  
—

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant bail du 5 juillet 1950, la Ville a la jouissance de l'immeuble, 7, place Sébastopol, pour une durée de neuf années ayant pris cours le 1<sup>er</sup> avril 1950, résiliable à l'expiration de la troisième ou de la sixième année, moyennant un loyer annuel de 80.000 fr.



Or, nous avons été saisi par M. Grimonprez, propriétaire dudit immeuble, d'une demande tendant à porter le loyer à 135.000 fr. par an, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1953, point de départ de la deuxième période triennale.

En procédant par analogie avec les locaux à usage d'habitation, nous avons fait procéder à la détermination de la surface corrigée qui s'élève à 849 mètres carrés et, la valeur locative de l'immeuble, classé en catégorie 3 A individuelle serait pour l'année 1953 de 210.876 fr. et de 234.200 fr. pour 1954.

En raison des circonstances économiques actuelles et de l'importance des locaux loués à la Ville, il apparaît que la demande de M. Grimonprez est raisonnable.

En conséquence, étant donné que cet immeuble est utilisé par la Ville pour ses besoins administratifs, scolaires et post-scolaires, et d'autre part, mis à la disposition de la Fédération des Amicales Laïques, nous vous demandons : a) d'accorder satisfaction à M. Grimonprez et de nous autoriser à passer l'avenant nécessaire ; b) de décider, avec l'imputation de la dépense, le vote d'un crédit complémentaire de 2.500 fr. qui sera inscrit au chapitre XXI, article 17 du Budget supplémentaire de 1953, sous rubrique : « Écoles primaires élémentaires — loyers ».

Adopté à l'unanimité.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons accordé les locations ci-après pour des locaux dépendant des Abattoirs, suivant les tarifs repris dans la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 1949, n° 1.253.

NOM ET ADRESSE DES OCCUPANTS	DÉSIGNATION DES LOCAUX	POINT DE DÉPART	DURÉE	LOYER ANNUEL
Ets Maurice Taillandier, aux Abattoirs	Grande Triperie n° 3	1-3-1953	3 ans	30.400 frs payable par semestre et d'avance.
M. Henri Janssens, aux Abattoirs.	Petite Triperie n° 11	»	»	18.200 frs payable par semestre et d'avance.
M. Jean Liébart, aux Abattoirs.	Grand grenier n° 5	»	»	2.900 frs payable par semestre et d'avance.
M. Maurice Haghebaert	Petit grenier n° 40	15-3-1953	»	900 frs payable par semestre et d'avance.
Sté « Les Fils d'Oscar Seys », 38, rue Saint-Sébastien, Lille.	Petit grenier n° 41	15-3-1953	»	900 frs payable par semestre et d'avance.
M. Jean Paris, aux Abattoirs.	Petit grenier n° 55	»	»	»

N° 4.821

Abattoirs

Location  
de locaux



Il est entendu que chacune des parties aura la faculté de résiliation à l'expiration de chaque année d'occupation, moyennant préavis d'un mois donné par écrit.

Nous vous demandons de ratifier ces décisions et de nous autoriser à passer les contrats nécessaires.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.822

Affichage

Clôture  
angle des places  
Roger Salengro  
et Simon Vollant

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de réviser le montant de la redevance de l'emplacement d'affichage, sis à Lille, à l'angle des places Roger Salengro et Simon Vollant, nous avons résilié au 31 mars 1953 l'autorisation de placer de la publicité commerciale accordée le 1<sup>er</sup> avril 1952 à la Société « l'Express », 32, rue Lepelletier, à Lille, pour la durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction, moyennant une redevance annuelle, payable d'avance, de 36.000 fr. avec faculté de révision à l'expiration de chaque année d'occupation.

La Société d'Affichage « Giraudy », 56-58, rue Faidherbe, à Lille, ayant exprimé le désir d'être consultée lors du renouvellement de la concession, nous avons procédé à un appel d'offres auprès des deux sociétés qui nous ont fait les propositions suivantes :

Société « l'Express » : 236.000 fr. par an.

Société « Giraudy » : 251.575 fr. par an.

La Société « Giraudy » nous ayant fait la proposition la plus avantageuse, nous lui avons accordé la concession de cet emplacement pour la durée d'une année à compter du 1<sup>er</sup> avril 1953.

Nous vous demandons de ratifier cette décision.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.823

Dégâts  
matériels divers

Admission  
en recette

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Des dégâts ont été causés par des tiers à diverses installations appartenant à la Ville.

En vue de récupérer les frais de remise en état de ces installations nous sommes intervenus auprès des responsables de ces dégâts et nous avons pu obtenir le remboursement des sommes reprises ci-dessous.



En conséquence, nous vous proposons de vouloir bien en décider l'admission en recette :

DATE DE L'ACCIDENT	SITUATION DU DOMMAGE	NOMS ET ADRESSES DES RESPONSABLES	MONTANT DES DÉGATS
29- 9-1952	Jardin d'enfants de la Citadelle. Dégâts à la clôture.	M. Grimaud, directeur de la C <sup>ie</sup> « La Concorde », 13, rue de Douai-Lens.	24.390 frs
14-11-1952	Borne de refuge, angle boulevard Carnot, rue des Jardins.	Société d'assurances mutuelles de la Seine et de Seine-et-Oise, 8 et 12, rue Boissy-d'Anglas et 9, rue Royale, Paris (8 <sup>e</sup> ).	17.656 »
14-12-1952	Borne de refuge, boulevard J.-B.-Lebas.	Compagnie Générale d'assurances, 50, boulevard de la Liberté, Lille.	64.113 »
22-12-1952	Candélabre, place des Chasseurs de Driant.	Compagnie d'assurances Générales — M.M. Dubois-Prouvost, 34, boulevard de la Liberté, Lille.	76.056 »
22-12-1952	Balise en ciment armé, boulevard Carnot.	M. Henri Duploux, 33, rue du Gl-Sarrail, Roubaix.	2.255 »

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 22 juillet 1952, n° 4.116, vous avez décidé d'accorder à M. Ludovic Dupuis, directeur adjoint à la Sécurité Sociale, demeurant à Lille, 19, boulevard de la Liberté, un prêt de 500.000 fr. pour lui permettre d'ériger une maison à usage d'habitation sur un terrain lui appartenant, sis à Lille, rue de la Digue.

Conformément aux dispositions prévues par la délibération du 22 juillet 1952 susvisée, un avenant au contrat d'assurance-vie souscrit par la Ville a été passé avec la Compagnie « Le Phénix », dont le siège est à Paris, 33, rue Lafayette, et une prime de 56.024 fr., impôts compris, a été versée au nom de M. Dupuis.

D'autre part, une inscription hypothécaire a été prise au profit de la Ville de Lille pour sûreté des sommes qui lui étaient allouées.

M. Dupuis vient de nous informer que, pour des raisons personnelles, il ne peut donner suite à ses projets et nous prie de vouloir bien annuler le prêt à la construction qui lui a été consenti.

N° 4.824

*Prêt à la  
construction*

*Désistement  
de M. Dupuis*



Nous vous proposons d'émettre un avis favorable à la demande présentée par l'intéressé et de décider l'annulation des dispositions le concernant, reprises dans votre délibération du 22 juillet 1952.

Nous vous demandons, en conséquence, de nous autoriser :

1° A donner mainlevée et à consentir à la radiation de l'inscription prise le 5 décembre 1952, volume 546, n° 39, au 1<sup>er</sup> Bureau des Hypothèques au profit de la Ville de Lille, étant entendu que les frais y afférents seront à la charge de M. Dupuis ;

2° A admettre en recette la somme de 56.024 fr., dont nous sollicitons le remboursement à la Compagnie « Le Phénix ».

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.825

*Mainlevée  
d'inscription  
d'office prise  
à l'encontre des  
Consorts Jusniaux*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un acte reçu par Me Joseph Vandorme, notaire à Lille, le 14 mars 1952, les Consorts Jusniaux se sont rendus acquéreurs d'une parcelle de terrain de 353 m<sup>2</sup>, sise à Lille, avenue Louise Michel, reprise au cadastre sous partie du n° 2.596 de la section D, pour la somme de 282. 400fr.

Selon les conditions du cahier des charges, cette somme pouvait être payée comptant ou à termes échelonnés et dans les conditions suivantes : 1/5<sup>e</sup> le jour de la vente, 1/5<sup>e</sup> à l'expiration de la deuxième année à partir du jour de la vente et 1/5<sup>e</sup> à l'expiration de chacune des trois années suivantes.

De plus, ce prix portait intérêts à compter du jour de la vente, au taux de 5 % l'an, payables chaque année à la Caisse de M. le Receveur Municipal.

Pour sûreté de la somme de 225.920 fr., représentant le solde du prix de vente, et des intérêts, une inscription d'office fut prise le 14 mai 1952, volume 535, n° 21.

Les Consorts Jusniaux s'étant acquittés le 12 novembre 1952, nous vous demandons de nous autoriser et d'autoriser M. le Receveur Municipal à leur donner quittance de la somme de 225.920 fr., en désistant la Ville de tous droits de privilège et d'action résolutoire, et à consentir la mainlevée entière et définitive de la susdite inscription d'office prise pour sûreté du paiement de la somme de 225.920 fr. et de tous intérêts, frais et accessoires.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un procès-verbal d'adjudication en date du 8 juin 1951, M. Jules-Paul-Lucien Jonvel et M<sup>me</sup> Yvonne-Émilienne-Cornélie George, son épouse, demeurant ensemble, à Lille, 12, rue de Wattignies, se sont rendus acquéreurs d'une parcelle de terrain de 203 m<sup>2</sup>, sise à Lille, rue du Capitaine Michel, reprise au cadastre sous partie du n° 2.596 de la section D, moyennant la somme de 548.100 fr.

Selon les conditions du cahier des charges, cette somme était payable à raison de 1/5<sup>e</sup> dans le mois de l'adjudication, 1/5<sup>e</sup> à l'expiration de la deuxième année à partir du jour de l'adjudication et 1/5<sup>e</sup> à l'expiration de chacune des trois années suivantes et elle était productive d'intérêts à compter du 8 juin 1951 au taux de 5 % l'an, payables chaque année à la Caisse de M. le Receveur Municipal.

Pour sûreté du règlement du prix et de la somme de 72.000 fr s'appliquant au remboursement de l'avance des droits et taxes d'enregistrement complémentaires et supplémentaires que la Ville de Lille aurait pu être éventuellement tenue de faire pour le compte des adjudicataires, en application de l'article 10 du décret du 18 septembre 1950, une inscription d'office fut prise le 23 juillet 1951, volume 520, n° 87.

M. et M<sup>me</sup> Jonvel-George se sont libérés du premier cinquième le 6 juillet 1951 et ont acquitté le solde du prix le 20 mars 1953, ainsi que le montant des intérêts.

En conséquence, nous vous demandons de nous autoriser et d'autoriser M. le Receveur Municipal à donner mainlevée de la susdite inscription d'office et à consentir à sa radiation en ce qui concerne le règlement du prix d'acquisition et des intérêts.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Halles aux Sucres : bâtiments, matériel et marchandises sont assurées contre l'incendie, depuis le 20 avril 1951, suivant police soumise à votre ratification le 26 juillet 1951 (délibération n° 3.019) pour la somme de 442.500.000 fr., se répartissant comme suit :

1° 140 millions sur les bâtiments ;

2° 1.500.000 fr. sur les machines-outils, petit outillage et tous approvisionnements nécessaires à la confection et à la remise en état des décors des théâtres. Les décors proprement dits, assurés par police spéciale (Théâtre Sébastopol) étant exclus de l'assurance ;

N° 4.826

—  
*Mainlevée  
de l'inscription  
d'office prise à  
l'encontre de  
M. et M<sup>me</sup> Jonvel-  
George*  
—

N° 4.827

—  
*Halles aux Sucres*  
—

*Assurance  
contre  
l'incendie*  
—  
*Avenant*  
—



- 3° 50 millions sur le contenu du bâtiment, consistant en : matériel et fournitures de bureau, agencement, tout ce qui compose le Musée Industriel, objets divers, matériel du Service des Fêtes ;
- 4° 250 millions sur marchandises ordinaires soumises au contrôle de la Douane ou de la Régie ;
- 5° 1 million sur recours aux voisins.

Nous nous trouvons ici en présence d'un risque particulièrement dangereux, aussi avons-nous estimé de notre devoir, en prévision de l'échéance annuelle prochaine, d'attirer votre attention sur l'impérieuse nécessité d'harmoniser, dans le cadre du coût actuel de la construction et du remplacement du matériel et des marchandises, les capitaux actuellement assurés.

Bien que notre position s'avérât délicate en raison d'un récent sinistre ayant nécessité des Compagnies d'assurances un débours de plus de 2 millions, notre directeur de risque a pu obtenir de la Compagnie Apéritrice un allègement aux conditions de primes actuelles.

Nous venons d'être avisé qu'en cas de revalorisation de la police, nous serions autorisé à souscrire un avenant avec des taux de primes sensiblement minorés.

Les chiffres comparés qui suivent, attestent de l'importance des concessions que nous avons pu enregistrer :

#### *Taux nouveaux*

- Art. 1<sup>er</sup>, 3 et 4. —  $2,55 \text{ ‰}$  au lieu de  $1,65 + 75 \% = 2,88 \text{ ‰}$ .
- Art. 2. —  $6 \text{ ‰}$  au lieu de  $6 + 75 \% = 10,50 \text{ ‰}$ .

Les taux précités seront exempts de toute majoration et la prime totale finale subira un abattement de 15 % pour « Contribution à la Défense du Franc ».

Afin d'éviter, en cas de sinistre, les conséquences pécuniaires résultant d'assurance insuffisante, nous vous proposons, à la lumière d'expertises antérieures, d'adopter les chiffres de garantie ci-après :

- |  |                 |
|--|-----------------|
| Art. 1 <sup>er</sup> . — Bâtiments . . . . .               | 240.000.000 fr. |
| Art. 2. — Machines-outils et autres . . . . .              | 2.250.000 »     |
| Art. 3. — Matériel et contenu du Musée Industriel. . . . . | 90.000.000 »    |

#### *Assurance compte-courant*

- Art. 4. — En égard aux déclarations mensuelles, le chiffre de 250 millions peut, sans inconvénient, être ramené à 200 millions (maintien des ristournes proportionnelles en fin d'année, en cas d'existences inférieures).

- Art. 5. — Recours des voisins . . . . . 5.000.000 fr.

Grâce à l'accueil fait par les assureurs à notre requête, ces nouvelles garanties n'apporteront aucune charge nouvelle aux prévisions budgétaires.

En effet, la prime annuelle nouvelle (impôts compris) ne serait que de 1.789.312 fr. alors qu'elle s'élève actuellement à 1.793.389 fr., d'où réduction de 4.277 fr.

Nous vous demandons de nous autoriser à souscrire l'avenant nécessaire aux conditions sus-indiquées.



Il reste bien entendu qu'il s'agit ici d'une revalorisation pure et simple, toutes les autres clauses et conditions de la police restant les mêmes, y compris la faculté de résiliation aux échéances prévues.

M. COQUART. — Je demande que le rapport soit réservé.

M. LUBREZ. — Mes remarques sont les mêmes que lors du dernier Conseil Municipal. On a intérêt à ce que le montant des capitaux assurés soit augmenté pour éviter l'application de la règle proportionnelle en cas de sinistre. Aujourd'hui il y a d'autant moins d'inconvénient à accepter le rapport que l'on augmente le capital assuré en réduisant la prime à payer.

M. COQUART. — Mes remarques seront à peu près les mêmes que la dernière fois. Personne n'a jamais demandé le texte des contrats de location, comme ceux qui nous sont donnés en série de même type d'ailleurs et de rédaction identique (vous les avez remarqués à propos des Nord-Africains à qui on loue, à titre provisoire, des locaux). Mais par contre, j'ai réclamé avec persévérance le texte des avenants aux polices d'assurance. Je relève que M. Lubrez nous donne en surabondance le texte des contrats de location à titre précaire que je n'ai jamais demandé, mais qu'il ne nous donne pas le texte des avenants aux polices d'assurance.

Ceci me rappelle que, lorsqu'on lui demandait le texte de certaine convention avec la T.R.U., M. Lubrez ne lisait pas l'article essentiel, mais lisait l'article qui contenait d'immenses formules mathématiques, de telle sorte qu'au bout de quelques instants le Conseil a arrêté la lecture.

Les remarques que je veux formuler, du même ordre que la dernière fois, sont les suivantes : le rapport n'indique pas à partir de quand joue l'effet de l'avenant qui est proposé ; le rapport n'indique pas la date d'échéance ; le texte de l'avenant n'est pas donné. Par conséquent, je crois que nous avons intérêt, puisque nous réservons aujourd'hui un certain nombre de délibérations, à réserver ce rapport pour informations complémentaires.

M. LUBREZ. — La dernière fois, j'avais remarqué que M. Coquart avait confondu revalorisation et résiliation (lecture du dernier alinéa du rapport).

M. COQUART. — J'ai parfaitement lu, je l'ai lu deux fois, Monsieur Lubrez.

M. LUBREZ. — Il n'y a rien de changé au contrat que vous connaissez parfaitement, si ce n'est l'augmentation des capitaux pour un prix inférieur. Je crois que vous êtes suffisamment éclairé.

M. COQUART. — Ce n'est pas mon avis. Je demande que ce soit réservé suivant le principe qui a été admis.

M. RAMETTE. — Nous demandons de réserver.

M. HÉNAUX. — Nous votons le rapport.

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi du rapport à une séance ultérieure.*



N° 4.828

Grand Théâtre

Assurance  
contre l'incendieAvenant à la  
police d'assurance

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de votre délibération n° 1.762 du 29 mars 1950, vous avez décidé de conclure avec 33 Compagnies un nouveau contrat en vue de garantir contre l'incendie le Grand Théâtre et son contenu, en rajustant les capitaux suivant les évaluations faites par le Cabinet Galtier Frères.

Les existences portées dans la police souscrite avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1950 s'élèvent à la somme totale de 330.100.000 fr., se répartissant comme suit :

Bâtiments . . . . .	250.000.000 fr.
Mobilier et matériel . . . . .	80.000.000 »
Recours aux voisins . . . . .	100.000 »

Ces chiffres étant manifestement insuffisants à l'heure actuelle, nous sommes entré en pourparlers avec les Compagnies d'Assurances à l'effet d'assurer correctement ces risques en faisant valoir tout particulièrement au vérificateur venu de Paris en tant que délégué du Comité National de Sécurité contre l'Incendie les efforts d'ordre matériel et financier accomplis par l'Administration municipale en vue de réduire dans la plus large mesure possible les risques d'incendie.

Le dit Comité, adoptant les conclusions de son rapporteur, consent à ce que le Grand Théâtre soit considéré comme un risque de qualité exceptionnelle permettant l'application d'un tarif très largement minoré par rapport aux taux de prime en vigueur.

Actuellement, en effet, le taux de prime normal applicable serait de 10,50 ‰ alors que celui appliqué en la police est de :  $3,46 + 75 \% = 6,05 \text{ ‰}$ .

Or, compte tenu de la réduction prévue au titre de « Bonification pour la Défense du Franc », nous sommes autorisé à acter le taux de 2,40 ‰.

Dès lors, il apparaît possible, sans obérer les prévisions budgétaires de rajuster les capitaux assurés et de les mettre en harmonie avec le coût actuel de la reconstruction et du remplacement du mobilier et du matériel.

A cet effet, après avoir apporté les correctifs nécessaires aux estimations faites en 1937 par le Cabinet d'Expertises Galtier Frères, nous vous proposons de souscrire un avenant à la police en cours sur les bases ci-après :

Assurance des bâtiments . . . . .	634.000.000 fr.
— du mobilier et du matériel . . . . .	150.000.000 »
— du recours des voisins . . . . .	5.000.000 »

Dans ce cas, la prime annuelle totale (impôts compris) serait de 2.917.863 fr. contre celle de 2.920.882 fr., acquittée actuellement par la Ville.

Afin de mieux mesurer la répercussion des nouvelles conditions, il apparaît utile d'ajouter qu'en s'en tenant aux taux de primes du contrat, et dans l'hypothèse d'une revalorisation du même ordre des capitaux assurés, la prime annuelle (impôts compris) eût été de Fr. 6.972.044.

Ainsi, grâce à l'installation du système de sécurité Grand Secours, la Ville réalisera une économie annuelle de l'ordre de quatre millions de francs.



Il reste bien entendu qu'il s'agit ici d'une revalorisation pure et simple, toutes les autres clauses et conditions de la police restant les mêmes, y compris la faculté de résiliation aux échéances prévues.

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi du rapport à une séance ultérieure.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa réunion du 27 janvier 1953, la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance a décidé de donner une suite favorable à la demande de l'Office Municipal d'Habitations à Loyer Modéré de Lille, tendant à obtenir la cession amiable, à son profit, pour le prix de 3.780.000 fr. fixé par le Service des Domaines, d'une parcelle de terrain sise à Lille, 153, rue de l'Arbrisseau, d'une contenance de 12.400 m<sup>2</sup> environ, sur lequel s'élève une petite habitation, actuellement louée à usage horticole à M<sup>me</sup> veuve Soufflet, étant entendu que l'Office Municipal d'Habitations à Loyer Modéré fera son affaire de l'éviction de l'occupante.

Cette offre paraissant acceptable, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet, sous réserve toutefois que l'acquéreur se conforme aux alignements prévus pour ce terrain au plan d'aménagement de la Ville de Lille.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.829

Bureau de  
Bienfaisance

Aliénation  
amiable, rue  
de l'Arbrisseau,  
au profit de  
l'Office  
Municipal  
d'H.L.M.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 30 novembre 1950, n° 2.478, approuvée par M. le Préfet du Nord le 21 décembre suivant, vous avez décidé, dans le but de faciliter l'amélioration et l'entretien des logements existants, d'accorder des prêts sans intérêt permettant aux propriétaires d'effectuer les travaux nécessaires dans leurs immeubles, travaux entrepris avec l'aide du Fonds National pour l'Amélioration de l'Habitat.

Ces prêts pouvaient atteindre la moitié de la somme restant à la charge des propriétaires et étaient récupérés dans un délai maximum de 15 ans, le remboursement étant garanti par l'inscription d'une hypothèque.

Pour nous conformer aux instructions ministérielles transmises par M. le Préfet du Nord le 30 octobre dernier, précisant que les communes ne sont pas habilitées à prêter directement aux particuliers mais que les collectivités locales peuvent

N° 4.830

Amélioration  
et entretien  
de l'habitat

Octroi  
de prêts-  
réparations



être autorisées à consentir des prêts en faveur d'organismes d'habitations à loyer modéré, nous nous sommes trouvés dans l'obligation de modifier la procédure jusqu'à présent suivie pour l'attribution de ces prêts-réparations.

La Société « Les Habitations Économiques du Nord » dont le siège est à Lille, 116, rue de l'Hôpital-Militaire, a consenti à recevoir le montant des prêts avec mission de les prêter aux particuliers.

Ces prêts seront faits pour une durée maximum de 15 ans et remboursables par trimestre sans intérêt.

Les remboursements à la Société H.E.N. par les particuliers se feront par mensualités également sans intérêt.

Cette société prendra une hypothèque sur la maison pour laquelle le prêt est consenti et pour sûreté du remboursement à la Ville de son prêt, elle lui délèguera en garantie sa créance sur son emprunteur avec subrogation dans l'hypothèque qui lui aura été consentie par celui-ci.

La Société H.E.N. s'assurera en outre que l'immeuble est couvert par une assurance contre l'incendie.

Au cas où les emprunteurs n'effectueraient pas leurs paiements dans les délais convenus, la Société H.E.N. ne pourrait être tenue de rembourser la Ville au-delà de ses propres rentrées. Mais la Ville pourrait alors exiger que tous pouvoirs lui soient donnés par ladite société pour exercer toutes poursuites et recevoir directement les sommes dues par les débiteurs en percevant les loyers de l'immeuble jusqu'à extinction complète de la dette.

Tous les frais entraînés par ces opérations seraient à la charge des particuliers emprunteurs.

La Société H.E.N. pour se couvrir de ses frais de correspondance et de comptabilité relatifs à ces opérations, pourra demander aux emprunteurs une redevance qui jusqu'à nouvelle décision est fixée comme suit : 1.000 fr. lors de la conclusion du prêt, puis 1.500 fr. par an durant la durée du prêt.

Nous vous demandons d'accepter ces propositions et de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

M. RAMETTE. — Nous sommes partisans que l'on apporte immédiatement des améliorations aux habitations existantes. Nous avons déjà, dans des séances antérieures, montré que c'était là une de nos préoccupations.

Il s'agit ici, par le vote de ce rapport, de l'avenant et des rapports qui vont suivre, de remettre des sommes importantes à la Société des Habitations Économiques du Nord dans le Conseil d'Administration de laquelle on trouve un représentant de la toute puissante famille des Thiriez. Nous considérons, quant à nous, que les subventions que la Ville doit destiner à de tels travaux devraient être réparties par les soins d'un organisme extra-municipal, mais dans lequel le Conseil Municipal serait largement représenté. Cela devrait être un organisme dans lequel pourraient participer les représentants d'organisations comme celle des mal logés qui existe à Lille, qui a d'ailleurs développé une très grande activité dans ces derniers temps sur un programme visant à la construction de nouveaux logements et sur un programme de lutte contre le taudis. Elle a recueilli, je crois 10 à 15.000 signatures. C'est une organisation sérieuse. Comme nous le disions



dans une séance antérieure, à un tel organisme, auquel serait confiée la répartition de ces sommes nécessaires à l'entretien d'immeubles menaçant plus ou moins ruine, devraient participer les organisations syndicales, les représentants des travailleurs des différentes organisations ouvrières.

Mais ici, il s'agit de donner à un organisme, sur lequel le Conseil Municipal n'a aucun pouvoir, la possibilité de disposer de sommes tout à fait importantes et d'en faire la répartition à son gré.

M. LE MAIRE. — Ne croyez pas que la Municipalité n'a aucun pouvoir. La Municipalité suit de très près tous les travaux qui sont faits par cet organisme. Nous avons des rapports précis.

M. RAMETTE. — Nous sommes d'accord pour que l'on fasse un effort pour prêter aux propriétaires qui n'ont pas les moyens, les fonds nécessaires pour la réparation d'immeubles. Nous sommes, quant à nous, partisans de faire un grand effort pour conserver et préserver le capital immobilier existant, en même temps que l'on doit faire un effort conséquent pour la construction de nouveaux immeubles et de logements pour les travailleurs. Nous ne pensons cependant pas, que l'on doive recourir à un organisme de ce genre sur lequel le Conseil Municipal n'a pas de pouvoir et qui disposera à son gré de la répartition de ces sommes.

M. COQUART. — Je pense qu'il serait de bonne méthode, quand un conseiller demande qu'un rapport à l'ordre du jour de ce soir en soit retiré, de consulter d'abord le Conseil pour savoir si les Conseillers admettent que le rapport soit réservé, ce qui nous permettrait de ne pas aborder le fond. Si, évidemment, la majorité dit qu'il doit y avoir un vote ce soir sur le rapport, alors nous apporterons notre contribution à la discussion. Il vaut mieux que nous soyons fixés au départ, que nous sachions qu'il y a lieu de discuter ; ceci n'est pas une critique pour le fait que M. Ramette a abordé le fond, car la procédure n'avait pas été fixée avant son intervention. Je dis que maintenant j'aimerais bien que la procédure soit fixée.

Je trouve, moi aussi, qu'il conviendrait de réserver ce rapport et je demande si la majorité partage notre opinion ; dans ce cas, je n'interviendrai pas.

M. MINNE. — La majorité maintient sa position.

M. COQUART. — Je serai très bref sur ledit rapport. Je confirmerai, car nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, que nous n'avons qu'une confiance limitée dans la formule retenue par l'Administration Municipale. J'indiquerai que, dans le rapport dont nous sommes saisis ce soir, il y a quelque chose qui nous confirme dans cette méfiance. C'est l'avant dernier paragraphe (reproduit d'ailleurs dans le texte de la convention, qui nous est honnêtement soumis, ce dont je prends acte bien volontiers). Voici la formule : « la Société... » (lecture du rapport). Ceci indique bien que cette société privée se réserve de modifier les modalités de fonctionnement. De même que, pratiquement, nous n'avons pas de contrôle effectif sur la désignation des attributaires, les conditions de gestion au point de vue financier, etc..., de même, ici, on constate que cette société privée, une fois alimentée en fonds par la Ville, a un fonctionnement qui échappe au contrôle municipal. M. Decamps, à titre personnel, joue un rôle important dans cet organisme. J'admets comme une chose acquise, puisque M. le Maire l'a affirmé, que l'Administration était au courant de l'activité de



cet organisme. Mais je le dis franchement, cela ne me paraît quand même pas suffisant.

Nous ne voulons donc pas nous associer à la proposition qui fait l'objet du rapport 4.830.

M. DEFAUX. — Pour nous, nous considérons que la solution n'est certainement pas idéale, mais tout de même c'est une solution immédiate à un problème urgent. A cause de cela, nous la voterons. Nous souhaitons ardemment que la Municipalité ait un contrôle strict sur la gestion de cette société.

M. COQUART. — J'ajoute qu'en ce qui concerne le n° 4.831, je le précise maintenant pour gagner du temps, nous nous contenterons de nous abstenir reconnaissant en un sens que l'on construit aux H.E.N. ou du moins qu'on commence à construire, du fait que M. Decamps apporte l'impulsion qu'il peut donner à l'organisme en question. Mais puisque la formule nous paraît prêter à la critique nous nous abstenons, pour souligner nos réserves.

M. LE MAIRE. — Vous votez contre, Messieurs ?

M. RAMETTE. — Nous votons contre le n° 4.830 qui est le principe...

M. SIMONOT. — En soulignant que l'argent prêté par la Ville, qui ne coûte pas un sou à la Société d'Habitations Économiques du Nord, lui rapporte quand même 23.500 fr. sur les 15 ans. C'est un bon placement.

*Le rapport 4.830 est adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes s'étant abstenus et les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes saisi de plusieurs demandes de prêts-réparations présentées par des propriétaires effectuant des travaux dans leurs immeubles avec l'aide du Fonds National pour l'Amélioration de l'Habitat.

Nous vous proposons d'accueillir favorablement ces demandes et décider que conformément aux dispositions que vous venez de prendre concernant l'attribution des prêts de cette nature, la somme de 1.551.000 fr. sera versée à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » qui devra la répartir aux bénéficiaires ci-après :

1<sup>o</sup> M<sup>me</sup> veuve Delos, domiciliée à Lille, 193, rue du Faubourg de Roubaix qui sollicite un prêt en vue d'effectuer des réparations dans sa maison, dont les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages sont respectivement loués à des familles de 2 et 5 personnes.

Le Fonds National pour l'Amélioration de l'Habitat a signifié une décision de subvention de 35 % sur le devis de 262.471 fr. qui a été présenté.

Une somme de 170.606 fr. reste à la charge de l'intéressée. Nous vous proposons, en conséquence, de décider l'octroi en faveur de M<sup>me</sup> Delos, d'un prêt sans intérêt de 85.000 fr. remboursable en 15 ans ;

N° 4.831

Amélioration  
et entretien  
de l'habitat

Prêts-réparations

Versement à la  
Société H.E.N.  
d'une somme  
de 1.551.000 frs



2<sup>o</sup> M<sup>me</sup> veuve Roland, demeurant à Lille, 136, rue Léon Gambetta, qui sollicite un prêt en vue d'effectuer des réparations dans un immeuble lui appartenant, sis à Lille, 2, 2 *bis* et 2 *ter*, rue de Bapaume, occupé par 14 ménages.

Le Fonds National pour l'Amélioration de l'Habitat a signifié une décision de subvention de 20 % sur le devis de 2.076.000 fr., qui a été présenté.

Une somme de 1.660.800 fr. reste à la charge de l'intéressée. Nous vous proposons, en conséquence, de décider l'octroi, en faveur de M<sup>me</sup> Roland, d'un prêt sans intérêt de 830.000 fr. remboursable en 15 ans ;

3<sup>o</sup> M. Julien Rosseuw, demeurant à Lille, 12 *bis*, rue de Bône, qui sollicite un prêt en vue d'effectuer des réparations dans des immeubles lui appartenant et sis à Lille, 12, 12 *bis* et 14, rue de Bône. Ces immeubles sont loués et occupés, le 12 par 2 ménages, les 12 et 14 par 3 ménages.

Le Fonds National pour l'Amélioration de l'Habitat a signifié une décision de subvention de 25 % sur le devis de 214.000 fr. qui a été présenté.

Une somme de 160.500 fr. reste à la charge de l'intéressé. Nous vous proposons, en conséquence, de décider l'octroi, en faveur de M. Rosseuw, d'un prêt sans intérêt de 80.000 fr., remboursable en 15 ans ;

4<sup>o</sup> M. Francis Garbi, demeurant à Lille, 39, rue Réaumur, qui sollicite un prêt en vue d'effectuer des réparations dans un immeuble lui appartenant, sis à Lille, 4 et 6, rue Carpeaux, comprenant 3 étages au-dessus du rez-de-chaussée et loué à 7 familles.

Le Fonds National pour l'Amélioration de l'Habitat a signifié une décision de subvention de 25 % sur le devis de 1.484.047 fr., qui a été présenté.

Une somme de 1.113.036 fr. reste à la charge de l'intéressé. Nous vous proposons, en conséquence, de décider l'octroi en faveur de M. Garbi d'un prêt sans intérêt de 556.000 fr., remboursable en 15 ans.

Le remboursement à la Ville de Lille par la Société H.E.N. se fera conformément aux clauses de la convention passée avec ladite société.

La dépense sera imputée sur le crédit de report inscrit au chapitre XXXVI, article 226 du Budget supplémentaire.

M. RAMETTE. — Nous nous abstiendrons. Évidemment, c'est une somme qui est déjà répartie entre différents bénéficiaires qui vont pouvoir entreprendre les réparations. Nous continuons à penser que nous aurions plus de garanties sur l'utilisation des fonds, si l'organisme répartiteur était un organisme dans lequel la Municipalité serait représentée, ainsi que les organismes intéressés : organisation contre le taudis, les syndicats et autres organisations.

M. DECAMPS. — Je voudrais simplement préciser que ce n'est pas la société qui en fait la répartition, mais nous. Nous nous servons de la société parce que nous n'avons pas d'autre méthode pour faire parvenir ces sommes aux intéressés.

M. RAMETTE. — On pourrait avoir d'autres méthodes.

M. DECAMPS. — Je ne suis pas assez malin pour en trouver d'autres.

M. RAMETTE. — On l'a dit tout à l'heure, vous êtes très intéressé à la chose.

M. COQUART. — Nous nous abstenons.



M. DEFAUX. — Nous voterons pour étant donné qu'il s'agit de la possibilité pour de nombreux travailleurs de devenir propriétaires de leur maison.

*Le rapport n° 4.831 est adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

N° 4.832

Prêts à la  
construction

Versement  
à la Société  
« Les Habitations  
Economiques du  
Nord » d'une  
somme de  
22.500.000 frs

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Diverses personnes bénéficiaires de prêts consentis par des organismes destinés à faciliter la construction sollicitent de la Ville de Lille un prêt complémentaire pour leur permettre de bâtir une maison à usage d'habitation sur le territoire de notre ville.

En vertu de la décision que vous avez prise le 30 novembre 1950 pour encourager la construction, nous vous proposons d'accueillir favorablement leur demande et décider que conformément aux dispositions prévues par votre délibération du 20 février dernier, n° 4.767, le montant de ces prêts, soit 22.500.000 fr. sera versé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » dont le siège est à Lille, 116, rue de l'Hôpital-Militaire, qui devra les attribuer aux intéressés suivant les conditions ci-après :

500.000 fr. à M. René Admont, tourneur, demeurant à Lille, 26, rue du Marché, propriétaire d'un terrain de 216 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Lucien Blondeau, docker, demeurant à Lille, 49, rue de Lyon, propriétaire d'un terrain de 216 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 16 ans.

500.000 fr. à M. Albert Buseyne, mécanicien monteur, demeurant à Lille, boulevard d'Alsace, propriétaire d'un terrain de 482,20 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 24 ans.

500.000 fr. à M. Émile Butin, graisseur, demeurant à Lille, rue Montaigne (cour Stricanne, n° 1), propriétaire d'un terrain de 348,55 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 17 ans.

500.000 fr. à M. Raymond Calot, agent de maîtrise, demeurant à Hellemmes, 2, rue du Dr Calmette, propriétaire d'un terrain de 234 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean Chaumet, contremaître, demeurant à Ronchin, 10, rue du Commerce, propriétaire d'un terrain de 436,30 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Ernest Cochet, électricien, demeurant à Lille, 8, rue des Archives, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.



500.000 fr. à M. Jules Copenolle, contremaître, demeurant à Lille, 46, rue du Faubourg de Douai, propriétaire d'un terrain de 232 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 22 ans.

500.000 fr. à M. Théophile Croquette, chauffeur de chaudière, demeurant à Ronchin, 3, rue de l'Industrie, propriétaire d'un terrain de 270 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 24 ans.

500.000 fr. à M. Robert Dartois, ouvrier zingueur, demeurant à Lille, 35, rue d'Antin, propriétaire d'un terrain de 240 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean Deboudt, employé, demeurant à Lille, 5 *ter*, rue des Jardins Caulier, propriétaire d'un terrain de 265,60 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Henri Decressy, tourneur, demeurant à Lille, 7, rue Denis du Péage, propriétaire d'un terrain de 273,60 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Raymond Decubber, mécanicien, demeurant à Lille, 2, rue du Marché, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean Depooter, employé de fabrication, demeurant à Lille, 103, rue Caumartin, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Henri Deprets, surveillant, demeurant à Lille, 1, rue du Becquerel, propriétaire d'un terrain de 224 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 22 ans.

500.000 fr. à M. Fernand Donkervolke, batteur, demeurant à Lille, 105, rue Sylvere Verhulst, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Michel Fouace, tourneur, demeurant à Hellemmes, 97, rue Jean-Jacques Rousseau, propriétaire d'un terrain de 216 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. André Fruit, batteur, demeurant à Ronchin, 27, rue de l'Industrie, propriétaire d'un terrain de 361,20 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Lucien Hamonniaux, contremaître, demeurant à Ronchin, 96, rue du Centre, propriétaire d'un terrain de 319,50 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean Herreng, employé, demeurant à Lille, 6, place du Maréchal Leclerc, propriétaire d'un terrain de 292,50 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Michel Latinie, employé, demeurant à Gondecourt, 3, rue de la Gare, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.



500.000 fr. à M. Raymond Loos, régleur, demeurant à Ronchin, 56, rue de l'Industrie, propriétaire d'un terrain de 384,90 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Raymond Mille, facteur, demeurant à Lille, 34, rue Adolphe Werquin, propriétaire d'un terrain de 216 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Maurice Ryon, contremaître, demeurant à Mons-en-Barœul, 49, rue Voltaire, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Pierre Schouwbroeck, employé, demeurant à La Madeleine, 9, avenue du Cimetière, propriétaire d'un terrain de 248 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean Smagghe, employé, demeurant à Lille, 24, rue Mexico, propriétaire d'un terrain de 368,40 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Paul Spellemaeker, chronométriseur analyseur, demeurant à Lille, 204, rue d'Arras, propriétaire d'un terrain de 553,50 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. André Thomas, électricien, demeurant à Ronchin, 11, rue de l'Industrie, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 24 ans.

500.000 fr. à M. Raymond Trottein, surveillant de dévidage, demeurant à Lille, 24, rue de Turenne, propriétaire d'un terrain de 297 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 24 ans.

500.000 fr. à M. Roger Vankersbilck, comptable, demeurant à Lille, 104, rue de Saint André, propriétaire d'un terrain de 311,85 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Robert Vincent, mécanicien, demeurant à Lille, 3, rue du Faubourg de Béthune, propriétaire d'un terrain de 506,60 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jules Wacquez, soigneur de cardes, demeurant à Ronchin, 9, rue de l'Industrie, propriétaire d'un terrain de 257,60 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean-Marie Wartel, employé, demeurant à Lille, 52, rue de la Louvière, propriétaire d'un terrain de 344 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue du Capitaine Ferber, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Ernest Delporte, inspecteur aux P.T.T., demeurant à Mons-en-Barœul, 16, rue Corneille, propriétaire d'un terrain de 243 m<sup>2</sup>, sis à Lille, avenue Louise Michel, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 26 ans.

500.000 fr. à M. Roger Jouvel, inspecteur d'assurances, demeurant à Lille, 322, rue Solférino, propriétaire d'un terrain de 243 m<sup>2</sup>, sis à Lille, avenue Louise Michel, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 28 ans.



500.000 fr. à M. Claude Dassonville, mécanicien ajusteur, demeurant à Lomme, 257, rue Jean Jaurès, propriétaire d'un terrain de 266 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Henri De Bert, électricien, demeurant à Lille, 18, rue de Turenne, propriétaire d'un terrain de 265 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Robert Dereumaux, chaudronnier-soudeur, demeurant à Lille, 46, rue d'Arcole, propriétaire d'un terrain de 258 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Jean Drécourt, encolleur, demeurant à Lille, 44, rue du Capitaine Ferber, propriétaire d'un terrain de 409 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Julien Dumont, comptable, demeurant à Lille, 6, rue Solier, propriétaire d'un terrain de 270 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Georges Gillon, fileur, demeurant à Lille, 32, rue des Secouristes, propriétaire d'un terrain de 265 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Gaston Hiroux, chauffeur de générateur, demeurant à Lille, 9, rue Paul Lafargue, propriétaire d'un terrain de 261 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 19 ans.

500.000 fr. à M. Georges Thieffry, employé, demeurant à Chérengh, 6, rue du Bon Passage, propriétaire d'un terrain de 379 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Kléber Vandewalle, tisserand, demeurant à Lille, 10, rue Carpeaux, propriétaire d'un terrain de 277 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

500.000 fr. à M. Louis Versmessen, menuisier, demeurant à Lille, 36, rue de La Bassée, propriétaire d'un terrain de 272 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue de la Prévoyance prolongée, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 25 ans.

Le remboursement à la Ville de Lille par la Société H.E.N. se fera conformément aux clauses de la convention passée avec ladite société, le 28 mars 1953, en exécution de votre délibération susvisée du 20 février 1952 (n° 4.767.)

La dépense sera imputée sur les crédits de report inscrits au chapitre XXXVI, articles 225 et 226, du Budget supplémentaire.

M. LE MAIRE. — Notre proposition est ferme. Nous maintenons ce rapport.

M. COQUART. — Nous sommes hostiles au rôle, si important, qui est donné à un organisme privé. Je sais bien que M. Decamps peut dire que les instructions



obligent à passer par le canal d'un organisme de ce genre. Il n'en reste pas moins, me semble-t-il, que la désignation des bénéficiaires échappe à un contrôle municipal. Or, il y a tout de même des vérifications auxquelles un organisme municipal pourrait procéder. Par exemple, des prêts sont accordés à des personnes qui ne sont pas de Lille. Je ne m'élève pas du tout contre l'idée ; je n'ignore pas, que, par exemple, un ménage de jeunes lillois peut très bien, espérant trouver un jour ou l'autre un logement à Lille, habiter la campagne, chez les parents de l'un ou de l'autre. Encore faut-il vérifier lesdits cas ; encore faut-il s'assurer que nous restons quand même sur le plan local. Or, je n'ai pas l'assurance qu'on peut vérifier, comme je viens de l'indiquer. Je constate, en outre, que ce rapport n'a pas été soumis à la Commission des Finances. Je ne veux pas en déduire je ne sais quel aspect suspect, mais enfin, quand même, nous n'avons pas beaucoup de garanties. Bref, tout en pensant que peut-être un vote contre s'imposerait, je sais qu'il y a malgré tout des gens dont les intérêts ne doivent pas être méconnus, que ces personnes attendent d'avoir un toit. Je comprends très bien leur situation. Dans ces conditions, pour aujourd'hui, mes amis et moi nous nous en tiendrons à l'abstention pour marquer nos réserves.

M. RAMETTE. — Sur ce point, pour les mêmes raisons que pour le rapport précédent, nous nous abstiendrons. Nous considérons que ce n'est pas par l'intermédiaire de cet organisme privé que ces fonds devraient être alloués à ceux qui ont l'intention de construire. Nous sommes naturellement d'accord pour que l'on prête à ceux qui ont des possibilités de bâtir. Nous avons déjà voté de pareilles propositions.

M. DEFAUX. — Nous votons pour ce rapport qui permet l'accession à la propriété.

*Le rapport n° 4.832 est adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4.833

Jardin d'enfants  
de la Citadelle

Exploitation  
de la laiterie

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisis par M<sup>me</sup> Marie-Louise Dupont, demeurant à Lille, 73, rue d'Angleterre, d'une demande tendant à obtenir la concession d'une exploitation de la laiterie du Jardin pour Enfants, sise à l'entrée du Bois de Boulogne.

Nous avons accordé cette concession pour les mois d'avril, mai, juin, juillet août et septembre des années 1953, 1954 et 1955, moyennant paiement d'une redevance annuelle fixée à :

20.000 fr.	pour l'année 1953
50.000 fr.	— 1954
70.000 fr.	— 1955

Nous vous demandons de ratifier cette décision et de nous autoriser à signer la convention que nous vous soumettons.



M. LE MAIRE. — C'est par erreur que ce rapport est présenté. Il n'est pas passé à la Commission. J'avais demandé aux services de m'étudier un projet et on a fait passer ce rapport par erreur. Nous le retirons.

M. COQUART. — Est-ce qu'il ne s'agirait pas d'une ratification après coup ?

M. LE MAIRE. — Pas du tout.

M. COQUART. — Nous avons quand même le texte d'une convention, le nom de la personne.

M. LE MAIRE. — Il n'y a pas eu entrevue avec la personne.

*Rapport retiré de l'ordre du jour.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi par M. André Salmon, docteur, demeurant à Lille, 1, place du Général Leclerc, d'une demande tendant à obtenir l'autorisation d'occuper, à usage de jardin d'agrément, un terrain de 603 m<sup>2</sup>, sis à Saint-André, repris au cadastre sous le n° 2.118 de la section U.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme et du Plan, nous vous proposons d'accorder à M. Salmon un bail d'une durée de dix-huit années qui commenceront à courir le 1<sup>er</sup> juin 1953, renouvelable par tacite reconduction jusqu'au moment de la réalisation du plan d'aménagement de la zone, moyennant une redevance annuelle calculée sur la base de cinq francs par mètre carré, payable d'avance et révisable en fonction des lois et décrets qui pourraient intervenir ultérieurement.

En outre, M. Salmon s'engage :

1° A maintenir le terrain dans son affectation actuelle de jardin d'agrément et s'interdit formellement d'y ériger une construction de quelque nature que ce soit ;

2° A le clôturer à ses frais, risques et périls ;

3° A supporter toutes les charges contributives qui pourraient grever ledit terrain.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors des travaux de terrassement effectués par nos ouvriers fossoyeurs au cimetière de l'Est, pour la mise en place d'un sarcophage, l'assise du monument voisin, situé sur la concession de terrain n° 98.453 (Sépulture Moniez), s'est effondrée.

N° 4.834

—  
*Occupation  
de terrain  
à Saint-André*

—  
*Docteur  
André Salmon*  
—

N° 4.835

—  
*Cimetière  
de l'Est*

—  
*Sépulture Moniez*

—  
*Dégâts  
—  
Règlement*  
—



M. Crombez, marbrier, demeurant, 1, rue du Ballon, s'engage à effectuer la réparation de la dite assise, moyennant une somme de 4.000 fr.

Nous vous demandons de nous autoriser à régler à M. Crombez la somme précitée celle-ci étant prélevée sur le crédit « Cimetières », « chapitre XIX *ter* ».

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.836

*Cimetières*

*Remboursement  
de concession*

*Six Constant*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> veuve Six-Censier, demeurant à Lille, 91, rue de Philadelphie, sollicite le remboursement de la concession de terrain n° 112.269, au cimetière de l'Est, accordée pour trente ans, le 14 novembre 1952 (Quittance n° 15.574 du 14 novembre 1952) pour la sépulture de M. Constant Six.

L'inhumation prévue n'a pas eu lieu, M<sup>me</sup> veuve Six-Censier ayant fait superposer le corps dans la concession n° 91.806, du même cimetière.

Le prix de la concession perçu par la Ville s'élève à 9.900 fr., dont 6.600 fr. représentant la part de la Ville et 3.300 fr. celle du Bureau de Bienfaisance. Quant aux frais de régie, sans objet, ceux-ci s'élèvent à la somme de 1.580 fr.

Nous vous prions d'accueillir favorablement la demande de remboursement qui nous est présentée, à concurrence de 7.380 fr., la différence de 800 fr. restant acquise pour frais d'établissement d'actes.

Il sera loisible à la pétitionnaire de solliciter de M. le Président du Bureau de Bienfaisance, le remboursement de la somme portée au compte de cet établissement, soit 3.300 fr.

La somme de 7.380 fr. sera prélevée sur le crédit des cimetières.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.837

*Cimetières*

*Rétrocession  
de concession*

*Rooke Alfred*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> veuve Rooke Clémence, demeurant à Lille, 21, rue Léonard Danel, sollicite le remboursement de la somme restant à courir sur la concession du terrain n° 111.450, située au cimetière de l'Est, accordée pour trente ans le 8 avril 1952 (Quittance n° 6.505 du 8 avril 1952) devenue libre par suite de l'exhumation effectuée le 5 février 1953 du corps de Rooke Alfred, transféré à Wattrelos.

La somme à ristourner, compte tenu du temps écoulé, s'élève à 9.627 fr., dont 6.418 fr. pour la part de la Ville, et 3.209 fr. pour celle du Bureau de Bienfaisance.



Nous vous proposons d'agréer la demande de M<sup>me</sup> veuve Rooke Clémence, à concurrence de 5.818 fr., la différence de 600 fr. restant acquise pour frais d'établissement d'actes.

Il sera loisible à la pétitionnaire de solliciter de M. le Président du Bureau de Bienfaisance le remboursement de la somme portée au compte de cet établissement, soit 3.209 fr.

La somme de 5.818 fr. sera prélevée sur le crédit des cimetières.

Adopté à l'unanimité.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 1948, la Ville participe aux frais d'envoi, en Colonies de Vacances de leur choix, des enfants de familles de condition modeste.

Nous avons l'intention de continuer au cours de l'année 1953 notre aide aux familles nécessiteuses, à l'occasion des prochaines vacances scolaires.

Cependant, la délibération initiale n° 423 du 5 juillet 1948 ayant subi plusieurs modifications, nous vous rappelons ci-dessous les textes en vigueur en 1952 :

1° Il est accordé aux familles qui le sollicitent *un bon de participation* à une colonie agréée de leur choix ou dépendant d'un organisme agréé, à condition que les ressources de la famille — non comprises les allocations familiales — ne soient pas supérieures au salaire minimum national interprofessionnel garanti, augmenté de 40 %.

2° La participation de la Ville s'exercera sur présentation d'une attestation de l'organisme directeur indiquant pour chaque enfant le lieu, la date et la durée du séjour ainsi que la somme due par la famille ;

3° La participation de la Ville sera de 120 fr. par jour et payable soit aux parents, lorsque ceux-ci apporteront justification du versement des frais qui leur incombent, soit à l'organisme directeur lorsque la famille n'aura pu faire l'avance de sa contribution personnelle. Cet organisme pourra alors être mandaté directement sur présentation du bon de participation revêtu de l'accord du chef de famille.

La participation municipale ne pourra jamais être supérieure à la somme effectivement réclamée à la famille ;

4° Le contrôle des ressources sera effectué par nos Services sur la déclaration du chef de famille, accompagnée de pièces justificatives présentées préalablement à la délivrance du bon de participation ;

5° La participation municipale sera accordée pour tout séjour de 8 jours minimum. Elle sera limitée à 30 jours pour les colonies organisées en France ou à l'étranger ;

6° Dans les limites précisées ci-dessus elle pourra s'exercer pour des séjours dans deux colonies différentes ;

N° 4.838

Colonies  
de vacances  
privées

Participation  
aux frais  
de séjour  
d'enfants  
de familles  
de condition  
modeste

Reconduction  
de la délibération  
n° 4.047 du  
22 Avril 1952



7° Elle s'appliquera aux enfants âgés de 3 ans au moins et de 20 ans au plus.

Les demandes de participation présentant des cas particulièrement intéressants seront soumises pour décision à la Commission Extra-Municipale de la Famille.

Par ailleurs, en vue de permettre l'admission d'un plus grand nombre d'enfants dans les Colonies à l'époque des vacances scolaires, nous avancerons de quinze jours l'ouverture de la période des séjours donnant lieu à participation, qui s'étalera désormais du 15 mai au 30 septembre. Ceci par analogie avec les dispositions en vigueur à la Caisse Centrale des Allocations Familiales de Lille.

Nous vous prions de décider en ces termes la reconduction de la participation accordée en 1952, et d'imputer la dépense sur le crédit ouvert au chapitre XXVI, article 9 du Budget primitif.

M. COQUART. — Puisqu'il s'agit d'une reconduction, j'aimerais savoir pour quel motif on invite le Conseil à prendre une nouvelle délibération ; il y a eu des délibérations antérieures et le système n'est pas modifié. Quels sont les éléments nouveaux qui interviennent pour que l'on soumette une nouvelle délibération ?

M. LE MAIRE. — Nous avons estimé qu'il était normal que nous la représentions pour cette année, tout simplement.

M. COQUART. — Si c'est en vigueur, il n'y a pas lieu de présenter une nouvelle délibération. S'il y a des éléments nouveaux, il n'y a qu'à réserver.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Chaque année, la délibération est présentée au Conseil Municipal.

M. COQUART. — Il y a eu déjà le 20 février une délibération 4.761 sur ces mêmes questions.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Pour les camps de vacances.

M. COQUART. — Je sais bien que mon dossier est commun pour les camps et les colonies, mais enfin !

M. MINNE. — Il y a une petite modification tout de même, ne serait-ce que la période pendant laquelle auront lieu ces envois en colonies ; en raison des modifications du programme scolaire, elles commencent au 15 mai alors que précédemment elles commençaient plus tard.

M. COQUART. — Nous nous contenterons de nous abstenir. Nous nous abstenons d'autant plus qu'il y a du pour et du contre dans cette affaire. Je fais d'abord remarquer à M<sup>me</sup> Defline qu'il avait bien été convenu — elle l'avait expressément certifié — que le chiffre de 3 ans serait remplacé par celui de 4 ans, en vue d'un alignement général ; mais ce n'est qu'un détail. Je me suis fait communiquer, l'année dernière, la liste des colonies de vacances qui bénéficient de ces participations de la Ville. J'ai mon opinion sur cette liste, qui prédomine fortement les organismes privés. Mais je ne connais pas la répartition des fonds de la Ville entre ces organismes. Je signale à nos collègues qu'il y a là divers organismes publics, la S.N.C.F., les lycées, etc... Dans ces conditions, il paraît difficile de repousser purement et simplement une délibération qui vise à octroyer des avantages à des enfants.



Sachant que, de toute manière, le système fonctionne et que cette délibération est surtout pour la forme, j'aime autant ne pas aborder le fond complètement et proposer à mes amis l'abstention sur cette question.

M. RAMETTE. — Sur ce point, nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer que nous aurions aimé que la Municipalité prenne l'initiative d'un organisme qui associerait largement la population à l'effort indispensable pour que les enfants des travailleurs puissent jouir du grand air dans les colonies de vacances, de telle manière qu'il soit fait abstraction d'idées politiques et confessionnelles et que l'effort soit dirigé vers des organismes de caractère laïc et non confessionnel.

Mais nous savons aussi que cette délibération, qui vise les colonies de vacances privées, comporte des colonies qui ne sont pas particulièrement confessionnelles. Nous ne pouvons pas en faire ici la discrimination. Je pense que l'Administration Municipale future saura peut-être mieux suivre nos suggestions et nos initiatives. Nous pourrions avoir satisfaction sur le fond.

Pour ne pas priver certains enfants du grand air, puisque les choses sont engagées, les colonies doivent commencer le 15 mai prochain, nous nous contenterons de nous abstenir parce que nous n'avons pas satisfaction sur la question de principe...

M. DEFAUX. — Nous votons pour parce que nous estimons tout simplement que c'est pour la santé des enfants qui vivent en général dans des conditions d'hygiène défectueuses.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Je voudrais simplement rappeler que la Commission Extra-Municipale de la Famille donne généralement un avis dans les décisions qui sont prises, c'est pour répondre au vœu unanime des représentants des associations familiales que nous maintenons notre position, ceux-ci réclamant pour les parents le droit et la liberté de choisir les colonies de vacances de leurs enfants.

M. COQUART. — Je ne suis pas hostile au principe, ni même à l'octroi à des associations privées, le cas échéant. Seulement, j'avoue que j'ai des doutes sur certains points. Je vois par exemple, parmi les bénéficiaires dont la liste m'a été donnée, trois associations qui ont exactement le même nom. Elles s'appellent toutes les trois « Patronage du Sacré-Cœur » ; l'un est rue Solférino, l'autre rue Nationale, le troisième rue Condorcet. Je ne sais pas si c'est le même organisme avec des filiales, ou s'il s'agit de plusieurs organismes. Quand j'ai demandé des renseignements, on ne m'a pas communiqué la répartition des participations accordées. Je ne me sens pas très bien informé. Sur le principe, je n'ai pas formulé une opposition ; c'est plutôt une réserve. C'est pourquoi j'ai dit : abstention.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Vous confondez camps et colonies de vacances.

M. COQUART. — Si je pouvais savoir que les organismes sont bien des organismes différents, etc..., il est possible que je me rallierais à la proposition. Mais en fait, nous préférons d'autres formules. Nous avons, nous aussi, préconisé que ce soit la Ville qui, sans aucune restriction, ouvrant toutes larges les portes, prenne l'initiative et la direction. Tandis que là, dans ce rapport, de même que sur le plan du logement, on nous demande de faire confiance à des organismes parmi lesquels, si certains offrent toutes garanties, les autres, peut-être, en offrent moins ; de telle sorte que nous nous sentons toujours hésitants devant ce genre



de formule. C'est pourquoi, n'ayant pas le moyen de faire appliquer la formule qui nous paraît la plus conforme à l'intérêt général de la collectivité communale, nous nous abstenons.

M. MINNE. — Je suis très heureux de constater que nous réalisons ce soir sur cette épineuse question, qui souvent nous a séparés, une quasi unanimité. Je me permets de l'enregistrer et je suis persuadé que tous se féliciteront de la position prise par la quasi unanimité du Conseil Municipal.

M. COQUART. — Je ne sais pas si ce que vous avez dit ne repose pas sur une certaine équivoque. Je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait eu unanimité.

M. RAMETTE. — Il n'y a pas eu unanimité.

M. COQUART. — Nous, nous voulons une organisation qui procède de la Ville, qui soit contrôlée par la Ville, qui soit libéralement ouverte à tous. Vous, jusqu'à présent, vous avez dit : « nous reconnaissons des organismes qui existent en dehors du cadre communal, nous les subventionnons, nous accordons des participations aux familles, etc... ». Ce que vous pouvez considérer comme faisant l'unanimité, je suis ici d'accord avec vous, c'est la volonté des uns et des autres d'avoir de la sollicitude pour les enfants qui ont besoin d'air, de milieu salubre. Sur ce point, en effet, je suis persuadé que vous avez toujours eu cette préoccupation constante. Nous sommes unanimes sur ce plan général, soit ; mais je ne sais pas s'il est possible d'aller actuellement plus loin.

M. SIMONOT. — C'est bien jusqu'au 30 septembre qu'il faut lire ?

M. MINNE. — Là aussi j'ai l'impression qu'il y a peut-être erreur. En réalité, si mes renseignements sont exacts, je crois que la date du 30 septembre ne sera pas atteinte.

M. LE MAIRE. — Il est bon de la prévoir.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ;  
les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 1948, la Ville accorde aux Agents Municipaux une participation aux frais d'envoi de leurs enfants en Colonies de Vacances.

Cette participation, de l'ordre de 100 fr. par jour, égale à celle accordée à leurs agents par les Administrations de l'État, continuera à être appliquée en 1953 suivant les modalités fixées par la délibération n° 2.158 du 11 juillet 1950.

Toutefois, pour le cas où la participation accordée aux Agents de l'État serait augmentée, celle de la Ville à ses agents serait automatiquement modifiée en conséquence.

Nous vous prions d'agréer cette proposition et de décider que la dépense sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre I, article 4 du Budget primitif.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.839

*Vacances  
des enfants  
des Agents  
Municipaux*

*Participation  
aux frais*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de la séance du 7 novembre 1952 (délibération 4.295), vous avez arrêté la liste des abonnements à souscrire en 1953, ainsi que la récapitulation mentionnant le montant des imputations sur divers chapitres du budget.

Depuis, il s'avère que quelques revues, non prévues dans la dite délibération, ont été jugées nécessaires.

Dans ces conditions, nous vous demandons de compléter comme suit la liste des abonnements autorisés.

N° 4.840

Abonnements  
à journaux,  
revues, périodiques  
et publications à  
souscrire pour les  
différents services  
municipaux

Complément  
pour l'exercice  
1953

NOMBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX REVUES ET PÉRIODIQUES	PRIX UNITAIRE	SOMME
2	<i>Chapitre II. — Administration Générale.</i> Juris-Classeur Administratif avec mises à jour périodiques . . . . .	19.200 frs	38.400 frs
1	Prévision pour mises à jour 1953 . . . . .	1.000 »	2.000 »
1	Statut Général des Fonctionnaires mis à jour au 31 mai 1952 . . . . .	2.400 »	2.400 »
1	Abonnement aux mises à jour du Statut Général des Fonctionnaires du 1 <sup>er</sup> avril 1950 au 31 mai 1952 . . . . .	900 »	900 »
2	Abonnements aux mises à jour du Statut Général des Fonctionnaires postérieures au 31 mai 1952 . . . . .	1.000 »	2.000 »
			45.700 »
1	<i>Chapitre XXI. — Enseignement Collège Technique V.-Labbé</i> La Connaissances des Arts et reliure s'y rapportant . . . . .	6.150 »	6.150 »
1	<i>Chapitre VII. — Article I C. Sapeurs-Pompiers</i> « Journal Officiel » — Edit., Lois et décrets . . . . .	3.450 »	3.450 »

### Récapitulation générale

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS	CHAPITRE DU BUDGET	PRÉVISION DÉPENSE
Administration Générale . . . . .	Chapitre II . . . . .	45.700 frs
Collège Technique V.-Labbé . . . . .	Chapitre XXI — Enseigne- ment . . . . .	6.150 »
Sapeurs-Pompiers . . . . .	Chapitre VII — art. I C. . . . .	3.450 »
	TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	55.300 »

Les prix ont été indiqués sous toutes réserves des modifications pouvant intervenir.

Nous vous prions de vouloir bien nous autoriser à souscrire les abonnements susvisés et décider de l'imputation de la dépense sur les crédits ouverts à cet effet.

Adopté à l'unanimité.



N° 4.841

Office du  
Sport Scolaire  
et Universitaire

Organisation  
d'une compétition  
d'aviron scolaire  
et universitaire  
le 19 Avril 1953

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Secrétariat Général de l'Académie de Lille (O.S.S.U.), fait connaître qu'il organise le 19 avril 1953 une compétition d'aviron scolaire et universitaire avec des équipes d'autres Académies.

En accord avec votre Commission de l'Éducation Physique et des Sports, nous vous prions de décider l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 30.000 fr. à imputer sur le Crédit ouvert au chapitre XXVIII, article 7 du Budget primitif.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.842

Cyclo-Club-Lillois

Courses Cyclistes

Grand Prix de  
la Ville de Lille

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre des Fêtes de Lille, le *Cyclo Club Lillois*, dont le siège social est situé à Lille, 3, rue d'Angleterre, fera disputer le 11 juin 1953, une épreuve cycliste sur 200 km., dénommée « Grand Prix de la Ville de Lille ».

Le départ, l'arrivée et différents passages auront lieu à Lille.

Cette épreuve est appelée à avoir un très grand retentissement sur le plan du cyclisme local.

Dans ces conditions, et en accord avec votre Commission d'Éducation Physique et des Sports, nous vous prions de vouloir bien accorder à ce club une subvention exceptionnelle de 150.000 fr. à imputer sur le Crédit ouvert au chapitre XXVIII, article 7 du Budget ordinaire ainsi que les frais de sonorisation, de barricadage et de police sur le territoire de Lille.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.843

« Etoile Cycliste  
Lilloise »  
Grands Prix  
Cyclistes  
G.-Delory -  
A. Inghels -  
G. Nicolle -  
de la Braderie

Demande  
d'augmentation  
de subvention

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

L'*Etoile Cycliste Lilloise*, dont le siège est situé à Lille, 224, rue Colbert, organise chaque année 4 Grands Prix Cyclistes qui sont courus à Lille, savoir :

- « Grand Prix Gustave Delory », 1<sup>er</sup> mai.
- — Georges Nicolle », 14 juin.
- — Albert Inghels », 3 août.
- — de la Braderie », 7 septembre.

A cet effet, cette Société sollicite une augmentation de subvention pour l'organisation de ces manifestations.



En accord avec votre Commission d'Éducation Physique et des Sports, nous vous prions de décider l'attribution de trois subventions exceptionnelles de 40.000 fr. pour les Grands Prix G. Delory, A. Inghels et de la Braderie et une autre de 30.000 fr. pour le Grand Prix G. Nicolle ; les frais de sonorisation, de barricadage et de police étant à la charge de la Ville de Lille.

Ces sommes seront imputées sur le Crédit ouvert au chapitre XXVIII, article 7 du Budget primitif.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Office Municipal des Sports a étudié un projet de répartition de 1.800.000 fr. à imputer sur le Crédit de 3 millions réservé aux Sociétés Sportives et d'Éducation Physique à titre de subvention de fonctionnement à attribuer aux sociétés locales.

Cette opération s'est effectuée sur les bases suivantes :

1 <sup>o</sup> <i>Fédérations Scolaires et Omnisports,</i>	
comprenant 75 sociétés, totalisant 7.385 licenciés. . . . .	900.000 fr.
2 <sup>o</sup> <i>Fédérations Unisports,</i>	
comprenant 25 sociétés, totalisant 2.469 licenciés. . . . .	900.000 fr.
Total . . . . .	1.800.000 fr.

En accord avec votre Commission de l'Éducation Physique et des Sports, nous vous prions de décider l'attribution des subventions suivantes, sur les bases précitées :

1 <sup>o</sup> Union Départementale des Flandres . . . . .	175.000 fr.
Union Fédérale des Œuvres Laïques et d'E.P. . . . .	450.000 »
Office du Sport Scolaire et Universitaire. . . . .	150.000 »
Union Sportive Travailleuse . . . . .	100.000 »
Fédération Sportive et Gymnique du Travail . . . . .	25.000 »
Total . . . . .	900.000 fr.
2 <sup>o</sup> Ligue d'Escrime du Nord de la France . . . . .	8.500 fr.
Société d'E.P. des Sapeurs-Pompiers . . . . .	39.000 »
La Saint-Maurice Fives . . . . .	72.000 »
Union Sportive des Carabiniers de Pellevoisin. . . . .	11.500 »
Club de Lutte de Lille . . . . .	5.500 »
Les Lutteurs Municipaux . . . . .	3.500 »
Club Haltérophile Lillois . . . . .	16.000 »
Lille-Université-Club . . . . .	107.000 »

N<sup>o</sup> 4.844

*Sociétés  
Sportives*

*Subventions  
de fonctionnement*



Lille Olympique Sporting Club . . . . .	190.000 »
La Paume Lilloise . . . . .	3.000 »
Union Nautique . . . . .	55.000 »
Union Sportive de Saint Michel . . . . .	4.500 »
Pupilles de Neptune . . . . .	124.000 »
Athlétic Club Hôteliers Lillois . . . . .	12.000 »
Football Club Lille-Centre . . . . .	9.000 »
Association Sportive 11 <sup>e</sup> C <sup>1e</sup> des C.R.S. . . . .	26.000 »
Cyclo-Club Lillois . . . . .	33.000 »
Société des Archers « L'Ancienne Alliance » . . . . .	8.000 »
La Boule Ferrée Lilloise . . . . .	6.000 »
La Boule Sportive de l'Esplanade . . . . .	7.500 »
La Boule Sportive de Moulins-Lille . . . . .	5.000 »
Amicale Bouliste H.B.M. Porte de Béthune . . . . .	4.500 »
Les Corsaires Boulistes . . . . .	2.500 »
Association Sportive P.T.T. — Lille . . . . .	147.000 »

Total . . . . . 900.000 fr.

Total général :

1<sup>o</sup> 900.000 fr.

2<sup>o</sup> 900.000 fr.

1.800.000 fr.

et d'imputer cette dépense sur le chapitre XXVIII, article 7 du Budget primitif intitulé « Subventions Sociétés Sportives et d'Éducation Physique ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La « Ligue des Flandres de Volley-Ball », dont le siège est situé à Lille, place du Général de Gaulle, sollicite une subvention pour l'organisation d'une réunion de propagande.

Cette manifestation se déroulera à Lille le 14 mai 1953, dans la salle Roger Salengro.

En accord avec votre Commission de l'Éducation Physique et des Sports, nous vous prions de décider l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 25.000 fr. à imputer sur le Crédit ouvert au chapitre XXVIII, article 7 du Budget primitif.

*Adopté à l'unanimité.*

N<sup>o</sup> 4.845

« Ligue des  
Flandres  
de Volley-ball »

Réunion  
de propagande  
du 14/5/1953

Demande  
de subvention



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de votre réunion du 29 mars 1950, (délibération n° 1.793), vous avez fixé à 10 fr. par élève fréquentant les Collèges Modernes et Techniques, la cotisation annuelle à payer au Centre Régional du Bureau Universitaire de Statistique, en raison des services que cet organisme rend aux familles, aux élèves, aux chefs d'établissements et aux professeurs correspondants.

En raison des difficultés financières que connaissent les Centres Régionaux du Bureau Universitaire de Statistique, M. le Ministre de l'Éducation Nationale a décidé, par circulaire en date du 27 novembre 1951, de relever le taux de la contribution suivant le tarif ci-après :

Jusqu'à 300 élèves . . . . .	4.200 fr.
Entre 301 et 500 élèves . . . . .	7.000 »
— 501 et 1.000 — . . . . .	14.000 »
— 1.001 et 1.500 — . . . . .	21.000 »
— 1.501 et 2.000 — . . . . .	28.000 »
— 2.001 et 2.500 — . . . . .	35.000 »

Compte tenu des effectifs de nos Collèges Modernes et Techniques, la cotisation à payer au Bureau Universitaire de Statistique serait la suivante à compter de 1952 :

Collège Moderne « Jean Macé » . . . . .	7.000 fr.
— Moderne « Franklin » . . . . .	14.000 »
— Technique « Valentine Labbé » . . . . .	14.000 »
— Technique « Baggio » . . . . .	21.000 »

En accord avec votre Commission de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, nous vous proposons de vouloir bien nous autoriser à prélever sur les crédits de fonctionnement respectifs, les cotisations précitées dues par les Collèges Modernes et Techniques de notre Ville.

Adopté à l'unanimité.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La réalisation du programme 1953 d'électrification de l'éclairage public nécessite l'achat d'environ 500 lanternes.

Nous avons donc procédé à un très large appel d'offres auprès des Sociétés spécialisées.

Les Sociétés suivantes ont été consultées :

1. L'Éclairage Technique, 15, rue Claudot, à Nancy.
2. Saunier-Duval, 99, avenue de la République, à Paris.

N° 4.846

Centres  
Régionaux  
du Bureau  
Universitaire  
des statistiques  
Modification  
de la cotisation

N° 4.847

Achat de  
lanternes  
d'éclairage  
public

(Programme 1953)



3. Le Projecteur Standard, 12, rue de Verdun, à Lyon.
4. Barbier, Bénard, Turenne, 82, rue Curial, à Paris.
5. Vernier et C<sup>ie</sup>, 121, boulevard Gambetta, à Roubaix.
6. Société Anonyme Holophane, 156, boulevard Haussmann, à Paris.
7. Établissements Laffargue, 56, rue des Petites Écuries, à Paris.
8. Société Française d'Éclairage « Gal », 1, rue Dulong, à Paris.
9. Compagnie Générale d'Électricité, 287 bis, rue Solférino, à Lille.
10. Établissements Paz et Silva, 14, rue Léonard Danel, à Lille.
11. Compagnie des Lampes Mazda, 29, rue de Lisbonne, à Paris.
12. Société Anonyme Philips, 33, boulevard Vauban, à Lille.
13. Établissements P. Girardin, 38, rue du Landy, à Aubervilliers.
14. Société Auer, 21, rue Saint Fargeau, à Paris.

Parmi ces Sociétés, 11 nous ont fait des offres et ont déposé en nos magasins des exemplaires des modèles proposés.

L'examen de ces divers modèles a été effectué par les Services Techniques Municipaux et par les Services compétents de l'Électricité de France.

Les facteurs suivants ont été retenus pour l'appréciation de ces modèles.

- Prix.
- Solidité de l'armature.
- Qualité de la construction.
- Rendement du système optique.
- Facilité de fixation.
- Équipement — Réglage — Entretien.

Compte tenu de ces facteurs, les appareils estimés les plus avantageux pour la Ville ont été les suivants :

- 1<sup>o</sup> Lanternes types 305 P et 601 de « L'Éclairage Technique » ;
- 2<sup>o</sup> Lanterne type NH 30 de la « Société Anonyme Philips ».

Les besoins approximatifs pour la réalisation du programme de 1953, sont de :

- 200 lanternes NH 30.
- 200 lanternes 305 P.
- 100 lanternes 601.

Nous vous demandons de bien vouloir ratifier ce choix et de nous autoriser à passer avec les firmes intéressées les marchés de gré à gré nécessaires, c'est-à-dire :

- 1<sup>o</sup> Avec la Société Anonyme Philips :

Un marché dont le montant approximatif est de 2.150.000 fr., sauf variations dans les conditions économiques ;

- 2<sup>o</sup> Avec L'Éclairage Technique :

Un marché dont le montant approximatif est de 2.850.000 fr., sauf variations dans les conditions économiques.

La dépense totale en résultant sera imputée au crédit ouvert au Budget primitif de 1953, chapitre XII, article 7.



M. COQUART. — Nous pouvons réserver ce rapport.

M. LUBREZ. — Un simple retard d'un mois, c'est quelques kilomètres de rues qui ne seront pas électrifiés cette année.

M. COQUART. — Vous avez fait placer les dernières lampes qui étaient dans les magasins municipaux ?

M. LUBREZ. — Nous avons tout employé sur les crédits que vous nous aviez accordés. Il convient de les renouveler pour 1953.

M. COQUART. — Je maintiens ma demande de réserve.

M. LE MAIRE. — Nous maintenons notre position.

*Rapport adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P. s'étant abstenus ; et les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

L'installation des lanternes d'éclairage public, dont vous venez de décider l'achat à la Société L'Éclairage Technique, rue Claudot, à Nancy, et à la Société Philips, 33, boulevard Vauban, à Lille, en vue de la réalisation du programme d'extension de l'éclairage électrique des voies publiques au cours de l'année 1953, nécessitera un approvisionnement en consoles et appliques murales de supports de lanternes.

A cet effet, nous avons demandé aux firmes précitées de nous faire connaître s'il leur était possible de nous fournir le matériel de supports correspondant aux lanternes de leur fabrication.

La Société L'Éclairage Technique nous offre :

120 consoles en fonte, n° 57, au prix unitaire de . . . . .	4.150 fr.
100 consoles tubes, n° 60, saillie 60, au prix unitaire de . . . . .	1.385 »
300 raccords pivotants P 27, au prix unitaire de . . . . .	530 »

adaptés aux appareils 305 P et 601.

La Société Philips nous transmet la proposition des Établissements Génie, 45, avenue Victor Hugo, à Aubervilliers, pour la fourniture de :

150 consoles tubes n° 41051, saillie 50, au prix unitaire . . . . .	2.400 fr.
50 consoles tubes n° 41051, saillie 70, — . . . . .	2.565 »

adaptées aux appareils NH 30.

Ces propositions étant acceptables et le matériel proposé nous ayant donné satisfaction les années précédentes, nous vous demandons de les approuver et de nous autoriser à passer marché sur ces bases avec la Société L'Éclairage Technique et les Établissements Génie.

N° 4.848

Fourniture  
de consoles  
et d'appliques  
murales de  
supports  
de lanternes



Les dépenses en résultant, soit approximativement 1 million de fr. en ce qui concerne la Société L'Éclairage Technique et approximativement 500.000 fr. en ce qui concerne les Établissements Génie seront imputés sur le chapitre XII, article 7 du Budget primitif de 1953.

M. RAMETTE. — Même chose, réserve.

M. DEFAUX. — Nous nous abstenons.

M. LE MAIRE. — Nous maintenons le rapport.

M. RAMETTE. — On engage des crédits considérables, il vaudrait mieux qu'on les réserve. L'utilité n'est pas contestable.

M. LE MAIRE. — Pour pendre les lanternes, il faut les consoles.

M. LUBREZ. — Il n'y a pas de temps à perdre. Voilà 20 ans que cela aurait dû être fait.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P. s'étant abstenus ; et les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le programme de travaux de construction d'égouts, approuvé par délibération n° 866 du 6 août 1946 et agréé par décision ministérielle du 20 décembre suivant, a été en partie réalisé.

Les travaux commencés en 1947 ont été continués jusqu'à épuisement des subventions et des crédits alloués.

En vue de terminer ce programme, nos Services Techniques ont établi un projet prévoyant la construction de 4.000 m. environ d'égouts primaires dans les voies qui figuraient au programme précité.

Nous vous proposons d'approuver ce projet qui comporte cahier des charges et dont la dépense, évaluée approximativement à 48 millions de fr. sera imputée :

a) A concurrence de 33.600.000 fr. sur le crédit d'égale importance inscrit au chapitre XXXV, article 9 du Budget primitif de 1953, à réaliser par voie d'emprunt qui sera remboursé en 30 ans au taux habituellement fixé par la Caisse des dépôts et consignations.

Nous vous prions de voter à cet effet l'imposition de garantie qui ressort à 24 centimes 23 centièmes sur la base de la valeur du centime, soit 100.759,68 fr. pour une annuité constante de 2.441.004 fr. ;

b) A raison de 14.400.000 fr. sur le crédit inscrit au chapitre XXXV, article 18 du même document, en remploi de la subvention d'État.

M. COQUART. — Nous sommes partisans de réserver ce rapport.

N° 4.849

Construction  
d'égouts  
primaires

Achèvement  
du programme  
de 1946



Il y a un élément qui fait que je pense qu'il faut réserver ce rapport ; la liste des rues intéressées par les travaux ne nous est pas fournie. Je demande donc que soient réservées les constructions d'égouts. Ce n'est pas tout à fait à 48 heures près, Monsieur le Maire, vous le savez comme moi.

M. LE MAIRE. — Les services me l'ont demandé, compte tenu des crédits...

M. COQUART. — Comme je crois savoir qu'en 1953 on ajoute des rues au programme existant, je voudrais avoir la certitude que l'on commencera par achever le programme de 1946 avant de procéder aux travaux d'égouts dans de nouvelles voies. J'insiste pour qu'il y ait réserve du rapport 4.849.

M. RAMETTE. — Cela engage complètement la responsabilité de l'Administration Municipale à venir.

M. LE MAIRE. — Mais non, il est question de travaux et de marchés.

M. COQUART. — Il y a des travaux en cours. Par conséquent, dans 15 jours le Conseil Municipal peut prendre sa décision et les travaux d'égouts n'auront pas été retardés, tout au moins très sensiblement, même si c'est urgent depuis 20 ans.

M. RAMETTE. — Nous pouvons différer.

M. HÉNAUX. — Réserve étant donné l'importance du crédit.

M. COQUART. — Je vous demande de donner au Conseil communication de la liste des rues qui font l'objet du programme.

M. LE MAIRE. — Nous maintenons notre position.

M. COQUART. — Je l'ai sous les yeux, ce programme de 1946. Je suis obligé d'insister, quand je vois qu'on nous demande de ratifier un programme auquel il est fait allusion au paragraphe 3, et qu'on ne le donne pas. Car je sais qu'on a établi une liste supplémentaire assez copieuse, alors que le programme de 1946 reste à terminer, et que figure par exemple dans ce supplément la rue Crespel Tilloy, que vous connaissez bien, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE. — Elle nous a été demandée par les habitants.

M. COQUART. — Je veux bien voter le rapport, si vous soumettez au Conseil Municipal la liste des rues qui sont visées. Lisez-nous une liste complète, je vais pointer si c'est bien l'achèvement du programme de 1946. Je ne suis pas hostile à la construction d'égouts, au contraire, dans des voies nouvelles ajoutées à cette liste, y compris la rue Crespel Tilloy. Seulement, je voudrais avoir la certitude qu'on va commencer par achever le programme de 1946. Tout de même, vous avez un dossier ! Vous ne pouvez pas refuser au Conseil la communication d'éléments qui sont indispensables pour un vote sur cette question. Vous devez, autrement accepter que ce rapport soit différé jusqu'à ce que les Conseillers Municipaux sachent ce qu'ils votent. Vous avez certainement un dossier, vous savez quelle est la liste des rues qui doivent composer le programme dont il est question. Je voterai le rapport s'il prévoit l'achèvement du programme de 1946. Mais lisez-nous la liste, que ce soit un engagement.

M. SIMONOT. — Quelles rues concernent le métré qui nous est proposé ?

M. RAMETTE. — Je ne comprends pas votre entêtement.

M. LE MAIRE. — Je n'ai pas les éléments ici.



M. RAMETTE. — Au début, vous étiez prêt à sacrifier la totalité des rapports, vous vouliez ramener la discussion à deux ou trois rapports tout au plus ; et maintenant, sur un des rapports (c'est la note à payer de 48 millions de francs) vous considérez qu'il faut absolument passer outre à la réserve que nous formulons. Or, les travaux qui vont être engagés avec ces crédits seront sous le contrôle de la future administration municipale. Elle peut différer d'opinion par rapport au plan que vous avez conçu, parce que vous entreprenez les travaux dans telle ou telle rue, que vous n'êtes pas à même de nous signaler d'ailleurs ; nous pouvons juger quant à nous que ce ne sont pas dans ces rues là où les travaux d'égouts sont plus urgents, nous pouvons différer d'opinion. Par conséquent, je demande que l'on réserve ce rapport.

M. LE MAIRE. — Nous le maintenons tout simplement, je n'ai pas les éléments.

M. COQUART. — Vous avouez vous-même que vous n'avez pas les éléments.

M. LE MAIRE. — Je ne les ai pas ici.

M. COQUART. — Simple conseiller municipal, j'ai les documents dans ma serviette. Voilà le programme de 1946. Vous, vous ne l'avez pas ? C'est tout de même curieux ! Et vous insistez pour que ce soit voté à toute force, alors que vous admettez que d'autres rapports peuvent être différés.

M. LE MAIRE. — Si vous estimez devoir discuter certains rapports, nous avons bien le droit quant à nous de discuter les autres.

M. COQUART. — Je vous ai dit que je votais le rapport si vous lisiez au Conseil la liste des rues qui constituent le programme que vous faites ratifier. Je ne peux pas montrer davantage de bonne volonté.

M. LE MAIRE. — Je l'ai au bureau. Si vous l'avez là, passez-la moi, je vous la lirai.

M. COQUART. — Ne jouons pas la comédie.

M. LE MAIRE. — Vous ne mettez pas de la bonne volonté dans la discussion.

M. COQUART. — Le programme de 1946 a été établi de notre temps, Nous pouvons connaître la liste des rues qu'on ajoute.

M. LE MAIRE. — C'est la raison pour laquelle je ne comprends pas votre intervention. Vous êtes tellement au courant.

M. MANGUINE. — Pas du programme de 1953.

M. COQUART. — J'ai aussi la liste des rues qu'on a ajoutées à ce programme, dont la rue Crespel Tilloy. Vous devriez être le premier à dire : « J'ai mon atelier de réparations dans cette rue, je ne la ferai passer qu'après l'achèvement du programme de 1946 ».

M. LE MAIRE. — Ce n'est pas à moi à parler de la rue Crespel Tilloy. On n'est même pas intervenu auprès de moi...

M. COQUART. — Je suis prêt à le croire. Je vous demande de ne pas donner suite à cette proposition.

M. LE MAIRE. — En cette chose comme en d'autres qui font l'objet de la part de vos amis de commentaires plus ou moins calomnieux... vous n'ignorez pas, vous ne devez pas ignorer que la rue Crespel Tilloy n'est plus d'aucun intérêt pour moi.



M. COQUART. — Je ne me prononce pas sur l'intérêt que présente pour vous la rue Crespel Tilloy ; je dis que l'on a ajouté cette rue.

M. LE MAIRE. — Vous en faites une question personnelle.

M. COQUART. — Vous savez qu'on a ajouté la rue Crespel Tilloy au programme d'égouts. Mettons. Or, on peut très bien, la semaine prochaine, d'après un programme ratifié comme ça dans la nuit, commencer par elle, et ne pas achever le programme de 1946.

M. LE MAIRE. — Croyez-vous, si on me demandait de faire des travaux dans la rue que vous habitez, que, parce que vous habitez dans cette rue, je ferais abstraction d'une demande qui m'est faite par des habitants ? Pas de question.

M. COQUART. — Je vous demande de communiquer la liste des rues.

M. LE MAIRE. — Je ne vois que la demande qui m'est présentée par des personnes du quartier, demande examinée par les Services, et non pas par moi.

M. COQUART. — Cela ne vous empêche pas d'indiquer les rues du programme que vous faites ratifier.

Je maintiens ma demande de réserve.

M. RAMETTE. — Tout ceci nous éloigne du débat que nous avons engagé ; cela montre que certains intérêts particuliers peuvent être en jeu. Nous pouvons différer d'opinion sur l'exécution des travaux qui sont prévus dans ce rapport. Nous pouvons, nous, penser que certaines rues pourraient être retardées et que l'on pourrait commencer par d'autres. Nous pourrions même envisager l'extension du programme de travaux à exécuter. Je pense que l'Administration Municipale, qui sera élue après les élections du 26 avril prochain, peut différer, également Vous aurez engagé les travaux qui seront opposés aux vues, aux conceptions et buts de cette municipalité. Et vraiment, ce n'est pas 15 jours ou 3 semaines qui peuvent, en la matière, constituer un péril.

Vous aviez admis, je pense, cette conception, au départ, au début de la discussion. Vous l'aviez admise d'une manière extensive puisque vous alliez jusqu'à proposer le retrait de la plupart des rapports, à l'exception de deux ou trois qui vous tenaient particulièrement à cœur.

M. HÉNAUX. — Étant donné l'importance du crédit qu'on nous demande de voter et le manque d'éléments d'informations, nous nous joignons à nos collègues de la minorité et nous demandons que le rapport soit réservé.

M. VAN WOLPUT. — Cela fait combien de voix pour et combien de voix contre.

M. LE MAIRE. — M. le Docteur Duterne a un pouvoir...

M. HÉNAUX. — Il y aurait peut-être quelques membres de la majorité qui hésiteraient.

M. DECAMPS. — Cela m'étonnerait beaucoup.

M. RAMETTE. — Pourquoi avez-vous cette certitude, Monsieur Decamps ?

M. HÉNAUX. — Vous marchez tous comme ça, comme un seul homme ?

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F., les 2 conseillers M.R.P. et les 8 conseillers Socialistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure et les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*



N° 4.850

Construction  
d'égouts  
primairesSubvention  
de l'Etat**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vertu de l'arrêté du 10 juillet 1947, paru au *Journal Officiel* le 6 septembre 1947, les collectivités locales peuvent demander à l'État une subvention dont le taux maximum est de 40 % en ce qui concerne les travaux d'assainissement.

En conséquence, nous vous demandons de nous autoriser à engager les formalités nécessaires pour obtenir que les travaux relatifs à la construction de 4 km. d'égouts primaires, qui vient d'être décidée, soient subventionnés au titre du chapitre 6.550 (Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains) — article 2 (Assainissement).

Le montant total des travaux étant estimé à 48 millions de fr., donc inférieur à 50 millions de fr. les travaux peuvent être subventionnés directement par le Préfet sur les crédits du Ministère de l'Intérieur.

Le produit de cette subvention sera inscrit au chapitre XIII, article 2 des recettes du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.851

Réparation  
du collecteur  
du boulevard  
de la Liberté

Marché

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Une partie de la voûte du collecteur du boulevard de la Liberté s'est effondrée le 11 février dernier, en amont du confluent du canal des Stations.

La réparation de ce collecteur a été entreprise d'urgence en vue de rétablir, dans le plus bref délai, la circulation dans cette importante voie.

Les travaux ont été confiés à la Société P. Rouzé et C<sup>ie</sup>, qui effectuait d'importants travaux de construction d'égouts pour notre compte et qui disposait immédiatement du personnel qualifié et de la main-d'œuvre nécessaire.

Pour permettre le règlement de la dépense engagée, nous vous demandons de vouloir bien nous autoriser à passer marché avec la dite Société, pour l'exécution des dits travaux dont le montant a été évalué à la somme de 720.000 fr. environ.

Cette dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au Budget primitif 1953 (chapitre XII, article 5).

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons procédé à un appel d'offres en vue de la construction d'un égout dans la rue des Meuniers, entre le boulevard Victor Hugo et la rue de Wazemmes, pour desservir la pouponnière dont l'aménagement est projeté.

Douze entreprises ont été consultées ; neuf ont répondu à notre appel et nous ont fait tenir les propositions résumées ci-après :

DÉSIGNATION DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT DES TRAVAUX PRÉVUS
Entreprise Caroni, à La Madeleine . . . . .	2.754.620 frs
Albert Choquel, Entrepreneur, à La Madeleine . . . . .	2.318.910 »
René Fournie, Entrepreneur, à Lesquin . . . . .	2.150.885 »
Société Générale d'Entreprises . . . . .	2.414.440 »
Jonqueux Frères, à Lille . . . . .	3.262.254 »
Victor Knockaert, Entrepreneur, à Marcq-en-Barœul . . . . .	2.290.698 »
Paul Rouzé et Cie, à Lille . . . . .	2.451.900 »
Ets L. Sorreaux Père et Fils, à La Madeleine . . . . .	2.134.000 »
Entreprise Lamblin, à Lambersart . . . . .	3.132.723 »

L'offre présentée par les Établissements L. Sorreaux Père et Fils étant la plus avantageuse, nous vous demandons d'accepter, pour valoir marché, la soumission souscrite par cette firme.

La dépense évaluée approximativement à 2.134.000 fr. sera imputée sur le crédit ouvert au Budget primitif de 1953, pour l'entretien et l'extension des égouts.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de construction d'égouts (3<sup>e</sup> lot) qui ont été confiés aux Établissements L. Sorreaux Père et Fils, entrepreneurs à La Madeleine, en vertu de l'adjudication du 18 juin 1951, approuvée le 25 juin suivant par M. le Préfet du Nord, se montaient, d'après les prévisions du devis, à 9.650.940 fr.

Les travaux qui sont en bon état d'entretien ont fait l'objet d'une réception définitive le 15 mars 1953.

D'après le décompte général et définitif, le montant total des dépenses atteint 10.618.767 fr.

Cette augmentation provient de l'application de l'article 15 du cahier des charges particulières qui prévoyait une variation des prix en fonction des conditions économiques.

Nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception définitive et d'approuver ce décompte général et définitif.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.852

Construction  
d'un égout  
rue des  
Meuniers

Marché

N° 4.853

Construction  
d'égouts  
(3<sup>e</sup> lot)

Décompte  
définitif

Réception  
définitive



N° 4.854

Fourniture  
de 6.000 tonnes  
de sable  
de rivière

—  
Marché  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'assurer l'entretien des voies publiques, nous avons procédé à un appel d'offres pour la fourniture de 6.000 tonnes de sable de rivière à livrer dans les magasins du Service de la Voie Publique.

Les prix remis par les concurrents devaient comprendre le prix du matériau, sur bateau départ quai expéditeur et le remboursement au fournisseur, sur justifications, des dépenses de frêt, de déchargement et débours.

Dix-huit négociants ont été consultés. Trois d'entre eux ont remis des propositions qui sont reprises dans le tableau ci-après :

	ORIGINE DU SABLE	PRIX DÉPART A LA TONNE	EVALUATION DES FRAIS DE TRANSPORT DÉCHARGEMENT ET DÉBOURS A LA TONNE	MONTANT TOTAL
Van Peer Frères, à Saint-André . . . .	Seine	575 frs	863 frs	8.628.000 frs
Comptoir des Matériaux à Saint-André . . . .	S.-et-O.	610 »	712 80	7.936.800 »
Bernard François, né- gociant à Lille . . . .	Aisne	550 »	566 37	6.698.220 »
	S.-et-O.	600 »	697 58	7.785.480 »
	Seine	550 »	783 21	7.999.260 »

La proposition de M. Bernard François pour la fourniture de sable de l'Aisne étant la plus avantageuse et l'échantillon de sable déposé par lui étant satisfaisant, nous vous demandons de nous autoriser à passer avec l'intéressé un marché pour la fourniture de 6.000 tonnes de sable environ, au prix de 550 fr. la tonne départ.

La dépense correspondante est évaluée à 3.300.000 fr. environ pour la fourniture et à 3.398.220 fr. pour le remboursement des frais de transport, de déchargement et des débours.

Ces sommes seront imputées sur le crédit ouvert au Budget primitif pour l'entretien et l'extension des voies publiques.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons procédé à un appel d'offres en vue de la fourniture de grenaille destinée à l'entretien des voies publiques. La soumission prévoyait la fourniture de 560 tonnes environ de grenaille 2/5 ou 3/8.

Dix-sept négociants ont été consultés ; quatre d'entre eux nous ont fait tenir leurs offres.

N° 4.855

Fourniture  
de grenaille  
de prophyre

—  
Marché  
—



Compte tenu de la qualité des matériaux présentés, la proposition la plus avantageuse pour la Ville a été présentée par M. François Bernard, 5, place du Temple, à Lille, qui offre de fournir de la grenaille de porphyre 3/8 au prix de 1.900 fr. la tonne.

Nous vous proposons d'accepter, pour valoir marché, la soumission ainsi souscrite.

Le montant de la dépense, évalué approximativement à la somme de 1.064.000 fr., sera imputé sur le crédit ouvert au Budget primitif de l'exercice 1953, pour l'entretien des voies publiques.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'achever l'aménagement de certains jardins publics récemment établis, le Service Municipal des Promenades et Jardins a prévu la construction de bacs à sable, pataugeoires, bordures de briques, murets, etc...

Pour l'exécution de ces travaux, il a été fait appel à l'entreprise De Sauw, 60, rue d'Arcole, à Lille. Celle-ci a répondu favorablement à notre demande, elle nous a consenti un rabais de 17 % sur la Série de Prix du Bâtiment du Nord, et s'engage à respecter les délais prescrits.

Nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et des Jardins, de passer marché avec cette firme pour l'exécution des travaux précités.

Le montant du marché s'élève à la somme approximative de 500.000 fr.

La dépense sera imputée au Crédit ouvert au chapitre XII, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif 1953 « Promenades et Jardins ».

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.856

—  
*Exécution  
de travaux*

—  
*Marché  
De Sauw,  
60, rue d'Arcole,  
Lille*  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'achever l'aménagement de jardins publics, le Service Municipal des Promenades et Jardins a prévu différents travaux de terrassement et construction d'une part, la location d'engins mécaniques et la fourniture de scories d'autre part.

Pour l'exécution de ces travaux et la livraison de ce matériau, il a été fait appel à M. J. Prévot, 29, rue G. Werniers, à Lille, qui a répondu favorablement à notre demande.

N° 4.857

—  
*Exécution  
de travaux*

—  
*Location  
d'engins  
mécaniques*

—  
*Fourniture  
de scories*

—  
*Marché J. Prévot,  
29, rue G.-Werniers  
Lille*  
—



Les travaux seront exécutés en respectant les conditions et délais prescrits et en appliquant une baisse de 17% sur la Série de Prix du Bâtiment du Nord.

Les prix de location des engins seront débattus avant chaque commande.

Les fournitures de scories seront effectuées au prix de 500 fr. le m<sup>3</sup>.

Nous vous proposons donc d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et des Jardins, de passer marché avec cette firme pour la somme approximative de 500.000 fr.

La dépense sera imputée au Crédit ouvert au chapitre XII, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif 1953 « Promenades et Jardins ».

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.858

*Eclairage  
de la voie  
publique  
par des  
installations  
particulières*

*Remboursement  
des frais*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Des particuliers ont offert de poser sur la façade de leur immeuble, à leurs frais et avec du matériel fourni par eux-mêmes, une lampe destinée à éclairer une partie de la rue qu'ils habitent et qui est dépourvue d'éclairage.

Les propositions ont été agréées et il a été convenu que la Ville supporterait la dépense de consommation d'électricité évaluée d'après la puissance de la lampe installée et la durée de fonctionnement fixée forfaitairement à 12 heures par jour en janvier, février et mars.

En conséquence, nous vous proposons de décider le remboursement, dans les conditions ci-après, des dépenses engagées par les intéressés durant le 1<sup>er</sup> trimestre 1953.

EMPLACEMENT DE LA LAMPE	PUISSANCE DE LA LAMPE	HEURES D'UTILISATION	NOMBRE DE KWH	PRIX DU KWH	SOMMES A REMBOURSER
90, rue de la Plaine, Ets Dubois et Fils, au dit lieu . . . . .	100 W × 2	1/1 au 31/3/53 1080 heures	216	27 60	5.961 60
12 à 16, rue Geoffroy St Hilaire, Devlaamik, au dit lieu . . . . .	200 W	1/1 au 31/3/53 1080 heures	216	27 60	5.961 60
89, rue Jenner, Declercq, y demeurant	75 W	1/1 au 31/3/53 1080 heures	81	27 60	2.235 60
5, rue de l'Arc, Delapotterie, y demeurant . . . . .	200 W	1/1 au 31/3/53 494 h 3/4	98,950	27 60	2.731 02
					16.889 82

Le montant de la dépense, soit seize mille huit cent quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-deux centimes, sera imputé sur les crédits ouverts à l'article 7, chapitre XII du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de compléter divers ensembles d'éclairage public dont le matériel a été livré par la Société Holophane, 156, boulevard Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>) et de remplacer certains appareils détériorés de cette marque, nous avons demandé à cette Société de nous fournir diverses pièces : lanternes, consoles, réfracteurs, etc... matériel dont elle reste la seule détentrice.

En conséquence, les prix proposés étant acceptables, nous vous demandons de nous autoriser à passer avec cette Société un marché de gré à gré dont l'importance peut être fixée approximativement à huit cent mille francs.

La dépense en résultant sera imputée au chapitre XII, article 7 du Budget primitif de 1953.

M. COQUART. — On peut réserver les 4.859, 4.860, 4.861 et 4.862.

M. LUBREZ. — Je ne vois pas l'intérêt de retarder ; plus vite ces voies seront signalisées, moins il y aura d'accidents.

M. HÉNAUX. — Ce n'est pas à 8 jours près.

M. COQUART. — Quelle décision a été prise ?

M. LE MAIRE. — Nous maintenons.

M. COQUART. — J'en prends note, je ne discute pas, le vote est acquis.

Nous avons demandé que soient réservés les nos 4.859, 4.860, 4.861. Je demande que le 4.862 soit réservé.

M. RAMETTE. — Également.

M. LE MAIRE. — Vous allez tout simplement retarder une livraison.

M. COQUART. — Il n'y a pas eu de Commission de consultée pour ces très importants marchés. Pour les rapports des bâtiments, qui avaient été examinés comme de coutume par des commissaires de différents partis, nous avons dit par exemple : « on peut acheter les tables ». Ici, nous avons de très gros marchés et ils n'ont pas été examinés par une commission. La Commission compétente existe sur le papier mais n'est pas convoquée. J'espère que la prochaine municipalité agira autrement. Par conséquent, je demande que l'on réserve ce rapport. Je me serais probablement incliné s'il y avait eu une Commission qui avait vu les dossiers. Comme ce n'est pas le cas, je maintiens ma demande de réserve ; de même pour le 4.862.

M. LE MAIRE. — Non.

M. RAMETTE. — Vous donnez l'impression véritablement d'une hâte suspecte dans la volonté d'arracher les votes.

M. LE MAIRE. — Pas du tout.

M. RAMETTE. — Vous ne pouvez pas nous empêcher de penser qu'il y a des petits copains.

N° 4.859

Achat de matériel  
d'entretien  
pour  
l'électrification  
des voies  
publiques



M. HÉNAUX. — Étant donné que la Commission compétente n'a pas été consultée, nous nous trouvons dans l'obligation également de demander à ce que le rapport soit réservé.

*Rapport adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P., les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

N° 4.860

—  
Signalisations  
lumineuses

—  
Fournitures

—  
Programme 1953

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le programme 1953 d'équipement des carrefours dangereux de la Ville, en signalisations lumineuses, prévoit :

1° L'installation de feux tricolores aux trois carrefours suivants :

- Carrefour dit de la Douane de Fives (rue Pierre Legrand, de Lannoy, Bernos, de Bouvines) ;
- Carrefour des rues Léon Gambetta et Solférino ;
- Carrefour des rues du Faubourg de Roubaix, Saint Gabriel, de la Louvière ;

2° L'installation d'une signalisation par feux clignotants susceptible d'être rapidement transformée en signalisation par feux tricolores au carrefour des rues Saint André et du Pont Neuf ;

3° L'installation d'une signalisation par feux clignotants simples au carrefour du boulevard Montebello et de la rue d'Esquermes.

Nous avons consultés les sociétés suivantes qui sont susceptibles de nous fournir les équipements nécessaires.

- Société E.V.R., 22, rue de l'Arcade, Paris.
- La Signalisation Électroautomatique, 10, impasse Lindbergh, à Lyon.
- Société Neuhaus, à Neuilly-sur-Seine.
- M. Garbarini, 23, rue de Colombes, à Courbevoie.
- Établissements Saunier-Duval, avenue de la République, à Paris.
- Société S.I.L.E.C., 64 bis, rue de Monceau, à Paris.
- S.A.R.L. Hébert Moreau, 38, rue Kuhlmann, à Lille.

L'appréciation des offres s'est faite suivant les facteurs suivants :

- Prix ;
- Qualité du matériel ;
- Adaptation du matériel eu égard à la structure des carrefours à équiper ;
- Délais de livraison.

Compte tenu de ces facteurs, les propositions les plus avantageuses pour la Ville ont été présentées :



a) Par la Société E.V.R., en ce qui concerne les 2 carrefours de la Douane de Fives et Gambetta/Solférino ;

b) Par la Signalisation Électroautomatique, en ce qui concerne les carrefours Saint Gabriel/Faubourg de Roubaix et Saint André/Pont Neuf ;

c) Par la Société Neuhaus, en ce qui concerne le carrefour Esquermes/Montebello.

Nous vous demandons, en conséquence, d'approuver les propositions qui précèdent et de nous autoriser à passer avec la Société E.V.R., la Société la Signalisation Électroautomatique et la Société Neuhaus, les marchés de gré à gré nécessaires, dont le montant respectif peut-être approximativement évalué à 1.465.000 fr., 580.000 fr. et 105.000 fr.

Les dépenses en résultant, soit 2.150.000 fr. seront imputées au Crédit ouvert au Budget primitif de 1953 (chapitre XII, art. 8).

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P., les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La réalisation du programme 1953 d'électrification de l'éclairage public nécessite l'achat d'environ 150 candélabres.

Nous avons procédé à un très large appel d'offres auprès des sociétés spécialisées.

Treize sociétés ont été consultées. Onze nous ont fait des propositions.

L'examen de ces propositions a été effectué par les Services Techniques Municipaux.

Deux catégories de candélabres étaient à considérer :

*Catégorie A* — Candélabres destinés à de larges avenues et devant essentiellement présenter un caractère esthétique ;

*Catégorie B* — Candélabres destinés à des voies d'importance moyenne pour lesquelles le caractère esthétique est moins essentiel.

Les facteurs suivants ont été pris en considération pour l'appréciation des modèles proposés :

- Prix ;
- Esthétique ;
- Qualité du matériau employé ;
- Facilités d'entretien ;
- Délai de livraison.

Les candélabres métalliques présentés n'ont pu être retenus étant donné leur prix élevé et le coût de l'entretien.

N° 4.861

Fourniture  
de candélabres

(Programme 1953)



Les candélabres avec fût et console en une seule pièce ont été éliminés à cause de leur fragilité qui entraîne généralement des avaries en cours de transport et pendant les opérations de manutention.

Compte tenu de ces considérations et des facteurs mentionnés plus haut, les modèles estimés les plus avantageux pour la Ville ont été les suivants :

*Catégorie A* — Le candélabre type « 4903 »,  
à section octogonale, en béton armé, avec accessoires d'embellissement de la Société Sanca.

*Catégorie B* — Le candélabre type « Normax »,  
à section circulaire, en béton centrifugé de la Société S.I.P.B.A.

Les besoins approximatifs pour la réalisation du programme 1953 sont les suivants :

*Catégorie A :*

40 candélabres pour alimentation aérienne ;  
30 — souterraine.

*Catégorie B :*

60 candélabres pour alimentation aérienne ;  
20 — souterraine.

Nous vous demandons de bien vouloir ratifier ce choix et de nous autoriser à passer avec les entreprises intéressées les marchés de gré à gré nécessaires, c'est-à-dire :

1° Avec la Société Sanca,  
un marché dont le montant approximatif est de 2.650.000 fr. ;

2° Avec la Société S.I.P.B.A.,  
un marché dont le montant approximatif est de 1.775.000 fr.

La dépense totale en résultant sera imputée au Crédit ouvert au Budget primitif de 1953 (chapitre XII, article 7).

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P., les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

N° 4.862

*Fourniture  
de bordures  
de trottoirs  
en béton*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont procédé à un appel d'offres en vue de la fourniture de 6.000 mètres environ de bordures de trottoirs en béton.

Quatorze entreprises ont été consultées. Huit ont répondu à notre appel et nous ont fait parvenir leurs propositions.

Compte tenu de la qualité des matériaux proposés, les offres jugées les plus avantageuses pour la Ville ont été celles des Établissements R. Hayem (bordures



en béton de gravillon de Seine, au prix de 512 fr. le ml.) et des Établissements P.R.O.C.I. (bordures en béton de gravillon du Rhin au prix de 515 fr. le ml.).

Nous vous proposons de répartir également la commande entre ces deux firmes et de nous autoriser à passer marché avec chacune d'elles pour la fourniture de 3.000 ml. de bordures.

La dépense totale correspondante évaluée à 3.081.000 fr., sauf variation dans les conditions économiques, sera imputée sur le Crédit ouvert au chapitre XII, article 5 du Budget primitif 1953 et sur les crédits destinés à l'aménagement des voies d'accès à la Cité Hospitalière.

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P., les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les dispositions légales nous obligent à passer des marchés lorsqu'il s'agit de dépenses se renouvelant périodiquement au cours d'une même année et dont le montant annuel est prévisible et dépasse 500.000 fr. Conformément à cette réglementation, il convient de passer des marchés avec l'entreprise Pluquet, rue de La Bassée, à Lille, qui nous fournit le matériel de terrassement et effectue des travaux dont le caractère particulier n'est pas comparable aux ouvrages pouvant être exécutés suivant la Série de Prix du Bâtiment de la région du Nord et qui, de ce fait, ne permet pas de prendre celle-ci comme base de règlement.

Les prix de location des engins et des travaux envisagés seront débattus d'accord avec les services intéressés, l'entreprise s'engageant à communiquer les pièces authentiques donnant la justification de ses prix.

Nous vous demandons, dans ces conditions, de nous autoriser à passer avec cette firme les marchés nécessaires.

NATURE DES TRAVAUX DÉSIGNATION DES ENTREPRISES	DÉPENSES PRÉVUES
Exécution de raccords de pavage nécessités par la dépense des voies ferrées des lignes de tramways déclassées . . . . .	600.000 frs
Location d'engins lourds de terrassement et de matériel mécanique nécessaires pour la construction de revêtements des voies publiques . . . . .	600.000 »

Les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts au Budget primitif et au Budget supplémentaire de l'exercice 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.863

Location de matériel lourd

Exécution de travaux divers



N° 4.864

Reconstruction  
d'environ  
6.000 m<sup>2</sup>  
de chaussées  
pavées et  
redressement  
de 1.500 mètres  
de bordures

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont procédé à un appel d'offres en vue de confier à l'entreprise les travaux de reconstruction d'environ 6.000 m<sup>2</sup> de chaussées et de redressement de 1.500 m. de bordures de trottoirs dans diverses voies de la Ville.

Dix entreprises ont été consultées; cinq ont répondu à notre appel et nous ont fait tenir les propositions suivantes :

	PRIX DU M <sup>2</sup> DE CHAUSSEE RECONSTRUITE	PRIX DU M DE BORDURE REDRESSEE	MONTANT TOTAL DU TRAVAIL PREVU
M. Octave Bonvin, 25, rue Gambetta, Emmerin . . . . .	629 frs	440 frs	4.434.000 frs
M. Corbeil, à Saint-André . . . . .	556 »	480 »	4.056.000 »
M. Léonard Roussel, 33, rue H. Ghes- quière, Emmerin . . . . .	425 »	450 »	3.225.000 »
Ets Pluquet, à Lille . . . . .	405 »	442 »	3.093.000 »
Sté Coopérative Ouvrière de Pavage, 37, rue Victor Hugo, Emmerin. . .	416 »	330 »	2.991.000 »

Cette dernière offre étant la plus avantageuse pour la Ville, nous vous demandons d'accepter pour valoir marché, la soumission souscrite par la Société Coopérative Ouvrière de Pavage.

La dépense, évaluée approximativement à la somme de 3 millions de fr., sous réserves de variations dans les conditions économiques, sera imputée sur le crédit ouvert au Budget primitif de 1953 pour l'entretien et l'extension des voies publiques.

M. COQUART. — Quel est l'avis de la Commission compétente ?

M. LE MAIRE. — C'est l'avis du Conseil d'Administration.

M. RAMETTE. — Il n'y a pas eu de Commission consultée ? Réserveons.

M. COQUART. — Nous réservons. Et vous, qu'est-ce que vous faites ?

M. LE MAIRE. — Nous maintenons.

M. HÉNAUX. — Il est bien entendu que c'est à cause de la méthode suivie et non pas sur le fond des rapports que nous nous prononçons.

M. COQUART. — Nous serions tout prêts à adopter les propositions faites par les Services Techniques. Nous sommes persuadés que les études ont dû être menées de la façon la plus correcte. Toutefois, nous ne savons pas si, dans certain cas, il n'y a pas eu des ordres donnés par les administrateurs, auquel cas les services n'ont qu'à s'incliner. Comme nous manquons d'informations, nous aimerions mieux que ce soit réservé, qu'une Commission fût saisie.

M. LE MAIRE. — J'en ai discuté très longuement avec les Services Techniques, en particulier avec M. Aurel. Je maintiens toujours.



M. COQUART. — Je n'aborde pas la question sous cet angle...

M. DEFAUX. — Je, je..., mais nous ?

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P.,  
8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant demandé le  
renvoi à une séance ultérieure.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.427 du 7 novembre 1952, vous avez décidé de participer aux travaux exécutés par l'Administration des Ponts et Chaussées pour la reconstruction de la chaussée de la route Nationale n° 41, rue du Faubourg de Béthune.

Cette Administration nous a adressé le décompte des travaux à notre charge ; travaux qui ont été exécutés pour le compte de la Ville de Lille par la Société Salviam, aux conditions et prix consentis au Service des Ponts et Chaussées.

Nous vous demandons de vouloir bien approuver le marché passé avec cette firme et décider que la dépense qui se monte à 2.071.618 fr. sera prélevée, comme le prévoyait la délibération susvisée, sur le Crédit spécial inscrit à l'article 41, chapitre XXXV du Budget supplémentaire 1952.

M. RAMETTE. — La Commission a statué ? Même chose, réserve.

M. COQUART. — Notre collègue Ghys, membre de la Commission de la Voie Publique, demande que ce soit renvoyé devant la dite Commission.

M. LE MAIRE. — J'attire votre attention sur le fait qu'il y a déjà une délibération.

M. COQUART. — Elle avait été prise sans l'avis de la Commission. Nous sommes dans un cercle vicieux.

M. LE MAIRE. — Vous n'êtes pas d'accord par conséquent ?

M. HÉNAUX. — Non plus, vous nous mettez dans cette obligation.

M. MILLEVILLE. — Tous ces rapports contiennent du travail pour l'ouvrier.

M. RAMETTE. — Ils contiennent des marchés qui peuvent profiter à tel ou tel... qu'on veut nous faire voter à une vitesse qui nous fait douter de la sincérité...

M. LE MAIRE. — Je regrette pour vous ; ceci est fait très honnêtement. Je souhaite qu'il en soit toujours ainsi.

M. RAMETTE. — Vous devriez vous entourer de tout le contrôle nécessaire.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P.,  
8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant demandé le  
renvoi à une séance ultérieure.*

N° 4.865

Reconstruction  
de la chaussée  
de la rue du  
Faubourg-de-  
Béthune

Marché



N° 4.866

Construction  
du tronçon  
amont du  
Collecteur Est  
(entre la rue  
Armand-Carrel et  
le boulevard Paul-  
Painlevé)

Projet

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par suite de l'extension des quartiers situés au sud-est de notre Ville et de l'augmentation corrélatrice des surfaces couvertes ou revêtues, l'afflux des eaux d'orage est devenu plus important, le débit à assurer s'est considérablement accru ces dernières années et les égouts collecteurs de ce secteur ne répondent plus aux nécessités présentes.

Lors des orages, plusieurs rues de ces quartiers sont inondées ; les eaux ressortent par les bouches d'égout et pénètrent dans les caves par les soupiraux, après avoir submergé la chaussée et les trottoirs.

En vue de remédier à cette situation, nos Services Techniques ont dressé le projet d'un ouvrage destiné à assurer l'écoulement normal des eaux.

Il comprend la construction d'un collecteur de 850 m. de longueur et de section croissante qui, partant de l'égout de la rue Armand Carrel, aboutirait au collecteur Est vers le boulevard Paul Painlevé.

Cet ouvrage doublerait le collecteur dit de ceinture qui est nettement insuffisant et remédierait à la situation actuelle en absorbant un débit que ce collecteur ne peut recueillir que très imparfaitement.

Nous vous proposons d'approuver ce projet qui comporte cahier des charges et dont la dépense, évaluée à 80 millions de fr. environ, sera imputée :

a) A concurrence de 56 millions de fr. sur le crédit d'égale importance inscrit au chapitre XXXV, article 8 du Budget primitif de 1953, à réaliser par voie d'emprunt qui sera remboursé en 30 ans au taux habituellement fixé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Nous vous prions de voter à cet effet l'imposition de garantie qui ressort à 40 centimes 38 centièmes, sur la base de la valeur du centime, soit 100.759,68 fr. pour une annuité constante de 4.068.339 fr. ;

b) A raison de 24 millions de fr. sur le Crédit inscrit au chapitre XXXV, article 17 du même document, en emploi de la subvention d'État.

M. COQUART. — Quelle est votre position, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE. — C'est un projet, je maintiens le projet.

M. COQUART. — Je pense qu'on pourrait avantageusement réserver cette affaire jusqu'à ce que cette question ait été étudiée en Commission, d'autant plus qu'il y a des incidences financières importantes. J'ai l'impression que, *in petto*, l'Adjoint aux Finances doit être d'accord avec moi. Il n'y a pas une Commission qui ait été saisie du problème. Quand même, nous voudrions bien donner suite à cette proposition après un examen en Commission. Nous demandons le renvoi.

M. HÉNAUX. — Même position.

Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. ; les 2 conseillers M.R.P., 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vertu de l'arrêté du 10 juillet 1947 paru au *Journal Officiel* le 6 septembre 1947, les collectivités locales peuvent demander à l'État une subvention dont le taux maximum est de 40 % en ce qui concerne les travaux d'assainissement.

En conséquence, nous vous demandons de nous autoriser à engager les formalités nécessaires pour obtenir que les travaux relatifs à la construction de la partie amont du collecteur Est, qui vient d'être décidée, soient subventionnés au titre du chapitre 6.550 (Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains) — article 2 (Assainissement).

Le montant total des travaux est estimé à 80 millions de fr. et doit être subventionné par le Ministre sur les crédits du Ministère de l'Intérieur.

Le produit de cette subvention sera inscrit au chapitre XIII, article 1<sup>er</sup> des recettes du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.867

Construction  
de la partie  
amont du  
Collecteur Est  
(entre la rue  
Armand-Carrel  
et le boulevard  
Paul-Painlevé)

Subvention  
de l'Etat

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de faciliter les réparations qui, chaque année, s'avèrent nécessaires aux véhicules du Service des Transports Automobiles, nous avons coutume de nous adresser aux concessionnaires de la marque de chacun de ces véhicules.

En ce qui concerne la marque « Ford », nous nous adressons aux Établissements Jacques Danjou, 39, quai du Wault, à Lille.

Les sommes à régler à ces établissements, au cours de l'année 1953, étant susceptibles de dépasser la limite au delà de laquelle obligation est faite de passer un marché, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Services Publics, de bien vouloir nous autoriser à passer le marché qui permettra le règlement des dites sommes.

La dépense, évaluée approximativement à la somme de : 400.000 fr., sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1953 pour le service intéressé.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.868

Services publics

Réparations  
de véhicules  
automobiles

Marché



N° 4.869

*Services  
techniques*

*Réparations  
de moteurs  
électriques  
et fourniture  
de matériel*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Services Municipaux confient habituellement les réparations de moteurs électriques et de matériel électrique aux Établissements Desmet, 222, rue de Solférino, à Lille, dont l'atelier spécialisé a toujours exécuté ces travaux à notre entière satisfaction et avec toute la célérité désirable.

Las sommes à régler à ces établissements au cours de l'année 1953 sont susceptibles de dépasser la limite au delà de laquelle obligation est faite de passer marché. En conséquence, en accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons de nous autoriser à passer le marché de gré à gré devant permettre le règlement des dites sommes.

La dépense, évaluée approximativement à la somme de 500.000 fr., sera prélevée sur les crédits des Services utilisateurs, inscrits au Budget de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.870

*Transports  
automobiles*

*Echange  
standard  
d'un moteur*

*Admission  
en recette*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le courant de l'année 1952, notre Service des Transports Automobiles s'est trouvé dans l'obligation de procéder à l'échange standard d'un moteur de voiture de tourisme « Peugeot 203 ».

Cette opération a été conclue avec le concessionnaire des Automobiles Peugeot, la Société Industrielle Automobile du Nord, 46, boulevard Carnot, à Lille, qui, en fin de compte, était redevable envers la Ville de Lille d'une somme de 21.600 fr.

En accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons de bien vouloir prononcer l'admission en recette de cette somme de 21.600 fr.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.871

*Nettoie-  
ment des voies  
publiques*

*Emploi  
de nouveaux  
matériaux  
pour  
l'équipement  
des balais*

*Evaluation  
des redevances  
kilométriques  
correspondantes*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Lorsque vous avez décidé, par délibération n° 2.870 en date du 21 mars 1951, de mettre en service les arroseuses-balayeuses qui, depuis lors, ont largement contribué à l'assainissement et à la propreté des rues de notre ville, nous vous avons exposé l'impossibilité où nous nous étions trouvés de préciser la durée d'utilisation des balais en nous référant à l'expérience, pourtant grande, de la Ville de Paris dans ce domaine.

Les spécialistes de ce service, dans la capitale, nous avaient signalé qu'en raison de la grande diversité des matériaux qu'ils utilisent pour les opérations



de repiquage des rouleaux de balayage et, d'autre part, des différences importantes que présentent les revêtements des chaussées de notre Ville, par rapport à ceux des voies de la capitale, il leur était impossible de nous indiquer, avec une rigueur satisfaisante, la durée d'utilisation de l'équipement en mélange bambou-piassava que notre fabricant nous avait offert.

Par ailleurs, les difficultés d'approvisionnement de ces produits exotiques pouvaient conduire à penser que la proportion initiale du mélange de ces deux produits pourrait être appelée à subir diverses modifications qui auraient eu une incidence directe et immédiate sur la durée d'utilisation des balais.

Cet ensemble de raisons nous avait conduit à introduire, dans l'évaluation de la redevance kilométrique attachée au balayage, d'abord une indication théorique de la durée (150 km.) et, en outre, à prévoir une clause de révision mensuelle automatique en fonction des constatations que la pratique devait permettre de réaliser.

Ces précautions se sont avérées particulièrement fondées puisque des variations de l'ordre de 15 % ont été relevées depuis la mise en service du matériel en question.

Mais, d'une part, l'évolution de la technique du balayage au cours des deux dernières années ; d'autre part, l'introduction, dans l'équipement des balais, de nouveaux matériaux d'origine synthétique pour lesquels les éléments définitifs de durée sont loin d'être établis ; enfin, les complications d'ordre pratique qui, à l'épreuve, sont apparues dans l'application de la formule d'appréciation du rendement des balais que nous avons introduite dans le 8<sup>e</sup> avenant, nous conduisent à vous proposer aujourd'hui une formule de rémunération du Service du balayage offrant un caractère plus général et qui pourra jouer, avec une garantie satisfaisante de sécurité réciproque, quelles que soient la matière employée et la durée de son rendement.

Nous vous proposons donc de donner votre approbation au texte de l'avenant que nous soumettons ci-joint à votre examen.

\*  
\* \*

VILLE DE LILLE

#### SERVICES TECHNIQUES

*13<sup>e</sup> Avenant à la Convention passée le 2 février 1943 avec la Société T.R.U.*

Entre les soussignés :

Monsieur René Gaifie, maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 20 avril 1953, laquelle sera soumise à l'approbation de l'Autorité Supérieure en même temps que les présentes, d'une part,

et :

1<sup>o</sup> Madame Jules Dathis, demeurant à Marcq-en-Barœul, 117, rue du Quesne,



2° Monsieur Pierre Ouvrie, demeurant à Lille, 62, rue de la Justice,

3° Mademoiselle Nicole Christelle, demeurant à Marcq-en-Barœul, 117, rue du Quesne,

d'autre part,

Les deux premiers seuls gérants de la Société de Traitement des Résidus Urbains (Société T.R.U.), société à responsabilité limitée dont le siège est à Lille, 62, rue de la Justice.

Les deux derniers seuls gérants de la Société d'Assainissement de Repurgation Urbains (S.A.R.U.), société à responsabilité limitée dont le siège est à Lille, 62, rue de la Justice.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. — Les mentions se rapportant, dans le huitième avenant à la convention du 2 février 1943 :

- a) A la définition de l'index PB figurant à l'article 30-XIV ;
- b) Au paramètre PBo compris *in-fine* dans la formule « Prime kilométrique Kmab » du paragraphe 3 de l'article 30-XV ;
- c) A la valeur initiale Kmabo figurant *in-fine* au paragraphe de l'article 30-XVI ;
- d) Aux variations possibles de la durée d'utilisation des balais prévues aux 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, alinéas de l'article 30-XVII, sont supprimées.

ARTICLE 2. — Les mentions énumérées à l'article précédent sont respectivement remplacées par les suivantes :

1° Article 30-XIV.

a) L'index PB devient l'index Ma défini par le prix de livraison, toutes taxes comprises, par le fournisseur, des différents types d'équipement de balais et qui seront désignés respectivement :

Par les lettres A, B, C, D, E, F, G, etc..., pour les arroseuses-balayeuses ;

Et par les lettres A', B', C', D', E', F', G', etc..., pour les balayeuses-ramasseuses ;

Ces indicatifs terminaux A, B, C, ... A', B', C', ... correspondant chacun à la matière entrant dans l'équipement du balai pour chacun des matériels ci-dessus ;

b) La valeur de base PBo mentionnée *in-fine* à l'article 30-XIV, reste supprimée.

2° Article 30-XV.

Le paramètre PBo (0,008439 PBo) entrant dans la formule « Prime kilométrique Kmab » est remplacé par un paramètre de la forme :

1,25339 Max

dans lequel

Pay

d'une part, Max sera, pour l'engin considéré (arroseuse-balayeuse ou balayeuse-ramasseuse) l'index approprié à la matière utilisée pour le repiquage du balai ;



il sera repris de l'article 30-XIV ci-dessus :

MaA, MaB, MaC, etc..., pour les arroseuses-balayeuses, ou

MaA, MaB', MaC', etc..., pour les balayeuses-ramasseuses, et d'autre part, Pay sera le parcours d'utilisation correspondant pour l'engin à rémunérer, au type de garniture dont ledit engin aura été équipé pendant le mois considéré.

Ce parcours d'utilisation, particulier à chaque nature d'engin et à chaque type de garniture, sera :

a) Pour la première période d'utilisation de la matière visée, le parcours présumé indiqué par le fournisseur de l'équipement sur sa facture de livraison ;

b) Pour les périodes d'utilisation ultérieures, le parcours moyen d'utilisation évalué sur la base des parcours réels des balais qui auront été remplacés au cours du mois précédent celui auquel se rapporte la facturation.

#### 3<sup>e</sup> Article 30-XVI.

La valeur initiale de Kmabo, figurant *in-fine* au dit article, devant désormais varier suivant la nature des matériaux à utiliser pour le repiquage des balais, est conservée, à titre indicatif, pour faciliter la comparaison des prix de revient kilométriques de chacune des matières qui seront retenues, ou employées à titre d'essai, sur les engins affectés au service du balayage.

#### 4<sup>e</sup> Article 30-XVII.

Les alinéas 6 à 10 des dits articles relatifs aux effets des variations éventuelles du parcours d'utilisation des balais sur le multiplicateur du paramètre PB sont purement et simplement supprimés.

Fait à Lille, le

\* \* \*

M. COQUART. — Je demande que ce rapport soit réservé.

M. RAMETTE. — Nous également.

M. LUBREZ. — La Commission des Services Publics a donné un avis favorable le 8 avril 1953.

M. HÉNAUX. — Pour une fois, nous allons voter.

M. LUBREZ. — Pour tous les rapports précédents, il y avait avis de la Commission des Services Publics.

M. COQUART. — Ce n'est pas mentionné dans le rapport. Il aurait mieux valu nous le faire savoir.

M. HÉNAUX. — Nous votons.

M. COQUART. — Vote pour.

M. RAMETTE. — Nous votons pour.

*Adopté à l'unanimité.*



N° 4.872

Fourniture  
de produits  
en béton  
de ciment

—  
Marché  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.427 du 7 novembre 1952, vous avez décidé de participer aux travaux exécutés par l'Administration des Ponts et Chaussées pour la reconstruction des chaussées de la route Nationale, 41, rue du Faubourg de Béthune et de la route Nationale 42, entre le pont de la Citadelle et le pont tournant Vauban.

Cette Administration nous a adressé le décompte partiel des fournitures à notre charge, fournitures qui ont été effectuées pour le compte de la Ville de Lille par les Établissements « Vibracim », aux conditions et prix consentis au Service des Ponts et Chaussées.

Par ailleurs, les Services Municipaux envisagent l'achat dans le courant de l'année de produits divers en béton de ciment, tels que bordures, contre-bordures et autres.

Nous vous demandons de vouloir bien nous autoriser à passer marché avec les Établissements « Vibracim » pour les fournitures désignées ci-dessus, et de décider que les dépenses en résultant qui se montent approximativement à 600.000 fr. seront imputées sur le Crédit spécial inscrit à l'article 41, chapitre XXXV du Budget supplémentaire 1952 et sur les divers crédits des services utilisateurs.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons procédé à un appel d'offres en vue de la fourniture d'environ 18 tonnes de fontes pour égouts, comprenant :

30 regards lourds 0,80 × 0,80 pour chaussée ;

30 bouches d'égouts 0,65 × 0,65 ;

100 plaques de rechange pour bouches d'égouts.

Quatorze fondeurs ont été consultés, huit ont répondu à notre appel et nous ont fait tenir les propositions suivantes :

FOURNITURE DE 18 TONNES DE FONTE RENDUES EN NOS MAGASINS POUR LE PRIX DE :	
Sté des Fonderies de Pont-à-Mousson . . . . .	1.107.640 frs
Ets Dispa, à Roubaix . . . . .	1.044.000 »
Ets Durenne . . . . .	944.980 »
Ets Millescamps, à Lambersart . . . . .	925.200 »
Ets Lalau, à Marcq-en-Barœul . . . . .	1.566.000 »
Adin - Courtois, à Reims . . . . .	941.840 »
Loubert, à Amiens . . . . .	979.500 »
Ets Defrance, à Lille . . . . .	677.950 »

N° 4.873

Fourniture  
de fontes  
pour égouts

—  
Marché  
—



Cette dernière offre étant la plus avantageuse pour la Ville, nous vous demandons d'accepter pour valoir marché la soumission souscrite par les Établissements Defrance.

La dépense évaluée approximativement à 677.950 fr. sera imputée sur le Crédit ouvert au Budget de l'exercice 1953 pour l'entretien et l'extension des voies publiques.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour achever l'aménagement des sols du Stade d'Athlétisme de la Citadelle au lieu dit « Le Petit Paradis », le Service Municipal des Promenades et Jardins a étudié comparativement les prix proposés par diverses entreprises d'architecture paysagère.

Compte tenu des prix qui lui ont été soumis, il propose de faire appel à l'Entreprise Industrielle et Financière pour les Travaux Publics et le Bâtiment, 4, rue Beethoven, Paris (16<sup>e</sup>).

Les plantes de belle-venue sont fournies au tarif fixé par le Syndicat National des Pépiniéristes, l'entreprise tenant compte des rabais applicables aux végétaux livrés par quantités.

Nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et des Jardins, de passer marché avec l'entreprise sus-nommée, pour les travaux nécessités par la plantation d'arbres et d'arbustes et le semis des pelouses, d'une part ; la fourniture des végétaux et des semences, d'autre part.

Le montant du marché s'élève à la somme approximative de 1.100.000 fr.

La somme sera prélevée sur le Crédit ouvert au chapitre XXXV, article 163 du Budget supplémentaire de 1953.

M. VAN WOLPUT. — Je voudrais demander quelques explications. Ce sont des travaux de jardinage pour le parc de la Citadelle et je m'aperçois que les crédits sont inscrits sur le budget complémentaire de 1953, qui, naturellement n'a pas encore été soumis au Conseil Municipal. Il y en a pour un million. Là encore, il est évident que je ne m'élève pas contre ces travaux d'embellissement du stade de la Citadelle. Il apparaît anormal de constater cette précipitation. La Commission de l'Urbanisme et du Plan a paraît-il statué là-dessus. Il n'y a tout de même pas tellement urgence à cela. Je pense que le jardinier municipal pourrait nous renseigner à ce sujet.

M. LOURDEL. — Nous n'avons pas beaucoup plus de jardiniers aujourd'hui que nous n'en avions il y a 6 ans. J'ai consulté les chiffres. Nous ne pouvons pas tout entreprendre nous-mêmes. Nous sommes obligés de nous adresser à des entreprises privées.

N° 4.874

—  
*Stade  
d'Athlétisme  
de la Citadelle*

—  
*Travaux de  
jardinage et  
de plantation  
d'arbres  
et arbustes*

—  
*Marché*  
—



M. VAN WOLPUT. — Saint-Gaudens se trouve dans les Pyrénées. Quand même, aller chercher une entreprise à 1.000 kilomètres pour faire des travaux et nous les présenter ce soir. Certainement, vous n'allez pas les exécuter, à moins qu'ils le soient déjà. Je demande que ce soit réservé. C'est sur le budget complémentaire de 1953 qui n'a pas encore été soumis au Conseil. Vous engagez donc le futur Conseil Municipal.

M. COQUART. — M. Lourdel a quand même ses crédits normaux. Il n'est pas tellement pressé, il a des crédits qui lui permettent de marcher. Il peut attendre un peu.

M. LOURDEL. — Il y a longtemps que nous attendons.

M. COQUART. — Vous venez d'avoir vos crédits ; vous voulez déjà de nouveaux crédits qui seront repris au budget supplémentaire.

M. LOURDEL. — Il n'y a pas tellement de crédits importants.

M. RAMETTE. — Vous croyez que c'est la période pour la plantation d'arbustes, maintenant ?

M. LE MAIRE. — Nous maintenons le rapport.

M. LOURDEL. — C'est passé devant la Commission.

M. VAN WOLPUT. — Qui était présent à cette Commission ?

M. LOURDEL. — Toutes les personnes qui font partie de la Commission. M. Saint-Venant n'est plus là ; du côté communiste, M<sup>me</sup> Bocquet était de la Commission. M. le Maire était là.

M. VAN WOLPUT. — On a compris.

M. COQUART. — Nous reconnaissons qu'il est injuste de vous priver de vos crédits, vous, alors qu'on laisse passer des marchés extrêmement importants au bénéfice d'autres délégations. Nous demandons quand même le renvoi. Ce n'est pas parce que nous vous en voulons à vous et que nous soupçonnons que les jardins soient une occasion de spéculation ! Nous maintenons notre demande parce que nous en avons fait une question de principe.

Monsieur Lourdel, tout de même, c'est peut-être vous rendre un service que de ne pas vous donner des crédits exorbitants et toujours nouveaux. Vous finiriez par être pris par le démon du jardinage ! On ne pourrait plus faire quelques pas dans Lille sans se heurter à un arbuste ou à un massif.

M. HÉNAUX. — Pour nous, puisque par extraordinaire la Commission compétente a voté et que le crédit est maintenu, nous votons le rapport.

M. RAMETTE. — Réservé.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vertu d'un marché en date du 25 avril 1952 approuvé par M. le Préfet du Nord le 5 mai suivant, l'Entreprise de Travaux Publics et Particuliers F. Pluquet, rue de La Bassée (Nouveau Port) à Lille, a exécuté la réfection des chaussées et trottoirs des quinze voies privées ci-après :

1<sup>er</sup> lot : rue d'Austerlitz, de Bailleul, Fombelle, de Mazagran, de Magenta, du Mélantois. ;

2<sup>e</sup> lot : rues Albert Samin (partie comprise entre la rue Crespel Tilloy et la rue de Bapaume), Ducourouble, Pline, d'Hondschoote, impasse Saint Joseph, rues de la Gaité, de la Glacière, Saint Luc, Henri Lestienne.

L'importance des travaux prévus avait été évaluée approximativement à 9.676.500 fr. pour le 1<sup>er</sup> lot et à 7.851.800 fr. pour le 2<sup>e</sup> lot. Mais une entreprise ne se réalise pas toujours en fait conformément aux prévisions, surtout lorsqu'il s'agit de travaux de voirie intéressant des voies très anciennes et laissées à l'abandon depuis plusieurs lustres. C'est ainsi, par exemple, qu'il a été constaté, en cours d'exécution, que l'égout non visitable et dépourvu de regards qui dessert l'impasse Saint Joseph, était complètement envasé. Son curage nécessita le creusement du sol tous les trente mètres environ, le percement de la voûte en de nombreux points et l'intervention du matériel spécial de la S.A.C.R.U. Par voie de conséquence, la chaussée dut être refaite à neuf, alors qu'il n'avait été envisagé qu'un simple relevé à bout ; de plus, il fut reconnu indispensable, afin d'assurer un minimum d'assainissement, à l'extrémité de l'impasse, de construire un regard et de remanier la chaussée de la rue de la Concorde.

De même pour la rue de Bailleul, l'idée de réfection se trouvant à la base du détail estimatif initial, dut faire place à la notion de reconstruction du fait de l'installation d'un égout par notre Service de la Voie publique et de nombreux embranchements par les riverains.

Enfin, dans la plupart des cas, alors qu'il avait été prévu de conserver la fondation et le sable de forme, nous nous sommes trouvés en présence d'un sous-sol délavé par les infiltrations et de matériaux absolument impropres au réemploi, ce qui a entraîné des terrassements imprévisibles et considérables et de volumineux apports de sable. Le volume des déblais est ainsi passé de 300 m<sup>3</sup> à 1.746 m<sup>3</sup> et celui du sable de 430 m<sup>3</sup> à 1.189 m<sup>3</sup>. Finalement les décomptes généraux et définitifs font ressortir une dépense de 13.346.484 fr. pour le 1<sup>er</sup> lot et de 10.699.739 fr. pour le 2<sup>e</sup> lot.

A l'expiration de la période de garantie, une Commission composée de M. le Professeur Paget, adjoint au maire ; MM. Hanskens et Leroy, conseillers municipaux ; Richoux, chef de Division ; Marché, géomètre-expert, a procédé aux opérations de réception définitive après avoir constaté que les travaux terminés et éprouvés, se trouvaient en bon état d'entretien.

Nous vous prions de vouloir bien entériner cette réception et approuver les décomptes tels qu'ils ont été établis.

La dépense supplémentaire sera imputée sur les crédits ouverts au Budget pour l'aménagement des voies privées.

N° 4.875

*Mise en état  
d'assainissement  
et de viabilité  
de voies privées  
classées d'office  
dans le réseau  
des voies urbaines  
(1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> lots)*

- I. — Réception  
définitive
- II. — Décompte  
définitif



M. GHYS. — La Commission n'est jamais convoquée. Je proteste de nouveau et je vous répète ce que je vous ai déjà dit : vous m'avez toujours empêché de siéger dans cette Commission. C'est de votre faute si cette Commission ne fonctionne pas ; donc vous avez entravé mon mandat de conseiller municipal. Je m'en souviendrai. Il n'y a personne qui puisse dire le contraire.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F., 2 conseillers M.R.P. et 6 conseillers Communistes ; les 8 conseillers Socialistes ayant demandé le renvoi à une séance ultérieure.*

N° 4.876

Secours  
médicaux  
d'urgence

Réquisitions  
de police

Honoraires  
des médecins

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le tarif des honoraires alloués aux médecins requis de donner des soins, en cas d'urgence, aux malades ou blessés indigents, n'a pas été modifié depuis le 13 octobre 1947. Il est aujourd'hui inférieur aux barèmes servant de base au paiement des honoraires des médecins de l'assistance médicale gratuite, ainsi qu'il ressort du tableau comparatif ci-après :

PRESTATIONS	BARÈME MUNICIPAL	BARÈME A.M.G.
Visite de jour . . . . .	150 frs	240 frs
Visite de nuit . . . . .	400 »	420 »
Visite du dimanche . . . . .	300 »	600 »
Accouchement simple . . . . .	3.000 »	4.800 »
Accouchement gémellaire . . . . .	4.000 »	5.600 »

Cette disparité a provoqué une demande tendant à rétablir l'égalité entre les deux tarifs dont il s'agit.

Nous vous proposons de satisfaire à cette requête et de décider que les honoraires à régler aux médecins concourant au service médical d'urgence seront dorénavant payés sur la base du tarif applicable aux médecins de l'assistance médicale gratuite.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.877

Service  
de désinfection

Taxes

Modification  
du tarif

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Préfet du Nord nous a transmis, le 23 mars, copie d'une dépêche aux termes de laquelle la Cour des Comptes formule des observations au sujet des taxes à appliquer aux opérations de désinfection, taxes que le Conseil Municipal a votées en séance du 22 avril 1952.



Nous avons décidé de fixer uniformément à 400 fr. par pièce le tarif applicable aux désinfections, qu'elles soient obligatoires ou facultatives. Or, le décret du 3 janvier 1952, sur l'organisation et le fonctionnement des Services de désinfection, dispose que le taux maximum des taxes afférentes aux opérations obligatoires est de la moitié du tarif arrêté par le Conseil Municipal pour les opérations facultatives. Nous avons certes tenu compte de cette disposition pour la détermination du tarif applicable aux désinfections et désinsectisations demandées pour des motifs extra-légaux, mais nous n'avions pas cru devoir en faire application aux désinfections facultatives prévues par la loi.

Pour satisfaire à la demande de la Cour des Comptes, nous vous proposons d'adopter les tarifs ci-après et de maintenir telles quelles les autres taxes.

DÉSINFECTIONS OBLIGATOIRES	TARIF ÉTABLI PAR DÉLIBÉRATION n° 3.959 du 22 Avril 1952	TARIF PROPOSÉ
Locaux d'habitation . . . . .	400 frs par pièce.	200 frs par pièce.
DÉSINFECTIONS FACULTATIVES PRÉVUES PAR LA LOI		
Locaux d'habitation . . . . .	400 frs par pièce.	400 frs par pièce.

Adopté à l'unanimité.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les sapeurs-pompiers non logés, au nombre de soixante-douze, se trouvent dans l'obligation de prendre leurs repas à la caserne les jours où ils sont de service. Or, les cuisines dont ils disposent sont dépourvues de vaisselle, et il nous a été demandé d'en décider l'attribution.

Faisant droit à cette requête, nous vous proposons de mettre à la disposition du personnel les objets de vaissellerie ci-après :

- 6 douzaines assiettes ;
- 6 douzaines couverts ;
- 4 plats à viande à rôtir en aluminium ;
- 4 grandes fourchettes ;
- 4 couteaux à viande ;
- 4 ouvre-boîtes à ailettes ;
- 12 salières.

La dépense en résultant, s'élevant approximativement à 10.500 fr., sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre VII, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif de l'exercice 1953.

N° 4.878

Sapeurs-Pompiers

Fourniture  
de vaisselle  
au personnel  
non caserné



M. MILLEVILLE. — Je n'ai rien à dire contre les pompiers, mais « fourniture de vaisselle au personnel non caserné... » ...mon patron ne m'a jamais acheét de vaisselle à moi.

M. LE MAIRE. — L'explication est la suivante : « Le personnel devrait être caserné ». Vous savez très bien qu'il y a toujours en projet la construction d'une caserne à condition que nous ayons les crédits.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.879

*Sapeurs-Pompiers*

*Attribution  
d'une tenue  
de sport*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

L'emploi du temps des sapeurs-pompiers prévoit nécessairement une leçon quotidienne de culture physique, indispensable au développement et au maintien de la force et de l'équilibre corporels.

Le personnel suit ces leçons, revêtu de vêtements non adaptés (pantalon de drap, bottes ou souliers, chemises, etc...) alors que la tenue légère est de rigueur.

Désireux de procurer à ses hommes tous les bienfaits possibles de l'éducation physique, le Commandant du Corps nous a suggéré d'attribuer à chaque homme une tenue de sport comportant un maillot, une culotte et une paire de chaussons.

Nous vous proposons, par suite, d'agréer cette demande et de décider la fourniture gratuite de ces vêtements.

La dépense sera imputée sur le Crédit ouvert au chapitre VII, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif.

Nous vous prions en outre de solliciter l'aide financière de l'État et du Service Départemental d'Incendie, étant entendu que sera prise en charge par la Ville la différence entre la dépense totale et le montant des subventions.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.880

*Aliénation  
d'une parcelle  
de terrain  
située rue  
des Tanneurs*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi par M. Leflon Charles et par son épouse, M<sup>me</sup> Leflon, née Barrez Madeleine, demeurant ensemble à Lille, 15, rue des Chats Bossus, d'une demande d'aliénation d'une parcelle de terrain communal située rue des Tanneurs.

Cette parcelle d'une superficie approximative de 120 m<sup>2</sup>, présente un front au nouvel alignement de la rue des Tanneurs, de 10,50 m. environ.

Elle est repérée au cadastre sous partie des n<sup>os</sup> 1.979, 1.980, 1.981, 1.982 de la section I.



Elle est limitée comme suit :

- Au nord-est, par le nouvel alignement de la rue des Tanneurs ;
- Au sud-est, par les limites des propriétés portant les n<sup>os</sup> cadastraux 1.985 et 1.986 ;
- Au sud-ouest, par la limite de la propriété portant le n<sup>o</sup> cadastral 1.989 ;
- Au nord-ouest, par une perpendiculaire élevée sur le nouvel alignement de la rue des Tanneurs à 10,50 m. de la limite sud-est et aboutissant à la limite sud-ouest.

Votre Commission de l'Urbanisme et du Plan a émis un avis favorable à cette aliénation, aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> La vente se ferait à l'amiable sur la base de sept mille cinq cents francs (7.500 fr.) le m<sup>2</sup>, la superficie exacte du terrain devant être déterminée par un mesurage effectué par les Services Municipaux ;

2<sup>o</sup> Les acquéreurs prendraient l'engagement :

a) De construire sur ce terrain et sur toute la largeur du front à rue, dans un délai de deux ans à compter du jour de la vente, un immeuble à usage d'habitation comportant au moins trois étages sous chéneau au-dessus du rez-de-chaussée et au maximum quatre étages et dont les matériaux de façade seront revêtus de briques de parement ;

b) De construire, entretenir, réparer ou reconstruire, à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, le trottoir situé au droit de la propriété vendue ;

c) De supporter tous les frais, droits et honoraires résultant du contrat de vente qui sera dressé par M<sup>e</sup> Vandebussche, notaire à Lille, ainsi que tous les frais préalables à la signature du dit contrat ;

d) De ne pas céder, même à titre gratuit, à un tiers, quel qu'il soit, tant que les constructions imposées n'auront pas été édifiées, la Ville se réservant la faculté, dans le cas où les conditions ci-dessus ne seraient pas respectées, de redevenir propriétaire du terrain, pour le montant du prix principal, tous frais à la charge des acquéreurs défaillants, et sans paiement d'aucune indemnité pour les travaux qui auraient pu être exécutés.

Ces conditions ont été acceptées par les demandeurs.

D'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan, nous vous demandons de vouloir bien décider l'aliénation de ce terrain, aux conditions que nous venons d'énumérer.

Nous vous demandons, en outre, de vouloir bien prononcer l'admission en recette du produit de la vente qui sera comptabilisé conformément à la délibération n<sup>o</sup> 884 du Conseil Municipal du 6 août 1946, sous la rubrique : « Produit des ventes immobilières », chapitre XIV, article 2 du Budget primitif de 1953.

M. COQUART. — On pourrait surseoir sans inconvénient.

M. DECAMPS. — Les futurs bénéficiaires doivent construire cette année même un nouvel immeuble.

M. RAMETTE. — Est-ce que la démolition de certaines maisons ne va pas être prévue ?



M. DECAMPS. — Oui. Elles sont d'ailleurs dans un état lamentable.

M. RAMETTE. — Il y a encore des habitants à l'intérieur de ces maisons ?

M. DECAMPS. — On ne va pas démolir les habitants, rassurez-vous.

M. RAMETTE. — C'est l'esprit de l'escalier. Ce n'est pas très fort. Je vous pose la question parce qu'il arrive fréquemment qu'on recourt à des expulsions dans le quartier Saint Sauveur. Encore, dernièrement, une mère de 4 enfants a été expulsée et s'est trouvée sans logement. On lui a promis, paraît-il, une chambre, d'ailleurs infecte, pour le 18 de ce mois. J'ai le souci, moi, des habitants de ces immeubles. Ce sont des malheureux qui, une fois mis dehors, n'ont pas de logis, n'ont pas de toit. Nous, nous sommes pour que chacun ait un toit. Ce n'est pas une chose que nous prenons à la légère.

Je vous pose la question pour savoir si dans le plan d'alignement il n'est pas prévu la démolition de certains immeubles encore habités ? Pour vous poser ensuite la question suivante : est-ce que vous vous engagez à les reloger ?

M. DECAMPS. — Ce sont les propriétaires qui en font leur affaire personnelle.

M. RAMETTE. — Nous avons là une raison, non pas de nous abstenir, mais de voter contre.

M. LE MAIRE. — Le propriétaire habite la maison. Il déclare faire son affaire de son logement.

M. RAMETTE. — J'ai posé la question pas seulement pour un immeuble. On va tailler dans plusieurs immeubles.

M. LE MAIRE. — Pour le moment, il n'est question que de cet immeuble là.

M. RAMETTE. — Vous dites que vous êtes pressé d'obtenir le vote de ce rapport, vous voulez procéder à des travaux d'alignement.

M. DECAMPS. — Le propriétaire a promis de reconstruire immédiatement.

M. LE MAIRE. — Il a besoin de la somme et de l'autorisation pour reconstruire. C'est un cas très particulier.

M. MILLEVILLE. — Aux H.L.M. nous sommes préoccupés de deux habitants de la rue des Tanneurs qui sont expulsés. Je ne sais pas si ce sont les mêmes.

M. LE MAIRE. — Ce n'est pas le même cas.

M. RAMETTE. — Il s'agit d'un cas particulier. Je pose la question...

M. DECAMPS. — On ne pourra pas faire de travaux de démolition sans avoir relogé les gens.

M. RAMETTE. — Je suis heureux que vous preniez le problème plus sérieusement. En tout cas, il devrait y avoir des engagements.

M. HÉNAUX. — L'engagement a d'ailleurs déjà été pris à une séance précédente.

M. RAMETTE. — Il est arrivé plusieurs cas d'expulsés pendant la dernière période.

M. LE MAIRE. — Pas par nous... et pour ce quartier là...

M. RAMETTE. — Le Maire aurait pu s'opposer à ces expulsions.



M. LE MAIRE. — Vous votez ce rapport ?

M. RAMETTE. — Nous nous abstenons parce que nous manquons d'information.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ;  
les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En application du plan de reconstruction et d'aménagement des quartiers démolis, déclaré d'utilité publique par décret du 27 mars 1928 et dont les alignements ont été homologués par arrêté préfectoral en date du 7 mai 1931, la Ville poursuit l'acquisition des immeubles intéressés par ce programme d'urbanisme.

Aussi avons-nous estimé opportun de retenir une proposition de vente de l'immeuble, sis à Lille, 18-20, rue des Tanneurs, appartenant aux Consorts Cortier-Watine et repris au cadastre sous les n<sup>os</sup> 1.890 et 1.891 de la section I, pour des superficies respectives de soixante-dix-neuf et cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec les vendeurs un accord aux termes duquel la Ville deviendrait propriétaire de la totalité du sol, des constructions et de tous droits intéressant le dit immeuble, de façon qu'elle soit dégagée de toute réclamation ultérieure et ce, moyennant le prix fixé d'un commun accord et à forfait à deux millions quatre cent mille francs, nets de tous frais (2.400.000 fr.).

Cet immeuble est occupé comme suit :

### I. — Bâtiment front à rue :

- a) La cave, par la Société « Jean Cortier et C<sup>ie</sup> », S.A.R.L. et M. Jean Cortier ;
- b) Le rez-de-chaussée : magasin à usage de commerce de fourrures, véranda et bureau, par la « Société Jean Cortier », S.A.R.L. ;
- c) Les étages à usage d'habitation par divers : MM. Hannequand, Bernard et Dumoulin.

### II. — Bâtiment de fond :

#### 1<sup>o</sup> Bâtiment de droite,

à usage de commerce de pigeons, par M. Watine Robert ;

#### 2<sup>o</sup> Bâtiment de gauche, par M. Jean Cortier.

La Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble vendu le jour de la signature de l'acte et elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix, étant entendu que les vendeurs continueraient à percevoir jusqu'à cette date les loyers dus par les locataires.

N<sup>o</sup> 4.881

Réalisation  
du plan  
de reconstruction  
et d'aménagement  
des quartiers  
démolis

- I. — Acquisition  
d'immeuble,  
18-20, rue des  
Tanneurs.
- II. — Déclaration  
d'utilité  
publique



La vente serait réalisée par devant Me Vandenbussche, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix de vente serait payable après accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Le sol de cette propriété ne doit être incorporé qu'en partie dans le domaine public, mais ultérieurement il doit être procédé à un relotissement rationnel du quartier permettant la construction d'immeubles en rapport avec le plan général des travaux.

Il est donc entendu que la partie hors d'alignement de la propriété susvisée sera, avec le sol des immeubles voisins, à acquérir, comprise dans ce relotissement et rétrocedée en exécution de la décision du Conseil Municipal du 29 juillet 1933.

Cette rétrocession se fera soit par voie d'adjudication publique, soit par échange avec d'autres immeubles intéressés par le plan d'embellissement de la Ville.

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan :

- a) D'homologuer la promesse de vente que nous vous soumettons ;
- b) De nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) De solliciter de l'autorité supérieure la déclaration d'utilité publique de cette opération immobilière.

Nous vous demandons, en outre, de décider que la dépense d'acquisition s'élevant à 2.510.000 fr., frais compris, sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIV, article 262 du Budget supplémentaire de 1953, sous rubrique « Achat d'immeubles, Emploi du produit des ventes immobilières ».

M. MOITHY. — Il s'agit ici d'une acquisition par la Ville pour démolir. Est-ce que la Ville relogé les habitants, qui sont assez nombreux d'après ce rapport ?

M. DECAMPS. — Oui.

M. HÉNAUX. — Il y a trois étages à usage d'habitation...

M. LE MAIRE. — Cet immeuble ne sera pas démoli avant que les habitants ne soient relogés. Il est inconcevable que la Ville détruise un bâtiment pour élargir une rue sans reloger les locataires.

M. MANGUINE. — Reloger d'abord, on démolira après.

M. LE MAIRE. — Il faut acheter la maison. Qu'elle achète la maison, ce n'est pas une raison pour la démolir... Elle l'achète dans le but... Rien ne prouve qu'elle la démolira. Elle s'engage à ne pas la démolir tant que les habitants de cette maison ne seront pas relogés. Nous avons l'occasion de l'acheter, nous profitons de l'occasion.



M. GHYS. — Au 42 de la rue des Tanneurs, il n'y a plus d'habitants. Je sais bien que cette maison ne va pas être démolie. On ne remet jamais de nouveaux habitants dans cette maison. Il y a 3 ou 4 étages.

M. LE MAIRE. — Il s'agit du 18-20 rue des Tanneurs. Je voudrais connaître quelle est votre position ?

M. BROUX. — Abstention.

M. RAMETTE. — Abstention, nous n'avons pas la garantie.

M. SIMONOT. — L'expertise des Domaines a eu lieu ?

M. LE MAIRE. — Oui, nous ne pouvons pas acheter avant cela.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ;  
les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le plan d'aménagement et de reconstruction des quartiers démolis déclaré d'utilité publique par décret du 27 mars 1928 et dont les alignements ont été homologués par arrêté préfectoral en date du 7 mai 1931, prévoit l'élargissement à seize mètres de la rue des Tanneurs.

En vue de la réalisation de ces alignements, la Ville poursuit l'acquisition des immeubles intéressés par ce programme d'urbanisme.

Aussi avons-nous jugé opportun de retenir une proposition de vente de l'immeuble, situé 38, rue des Tanneurs, appartenant à M. Brodel.

Cet immeuble est repris au cadastre sous le n° 1.907 de la section I, pour une superficie de 33 m<sup>2</sup> ; il est occupé entièrement par le propriétaire qui exploite au rez-de-chaussée un commerce de radio électricité.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec le vendeur un accord aux termes duquel la Ville deviendrait propriétaire de la totalité du sol, des fondations, des constructions et de toutes causes quelconques intéressant la propriété, de façon que la Ville soit dégagée de toute réclamation ultérieure et ce, moyennant le prix fixé d'un commun accord et à forfait à cinq cent cinquante mille francs (550.000 fr.).

La Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble vendu le jour de la signature de l'acte et elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

Cette vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Cornille, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix de vente serait payable après accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

N° 4.882

*Réalisation du  
plan  
d'aménagement  
et de reconstruction  
des quartiers  
démolis*

- I. - Acquisition  
d'immeuble,  
38, rue des  
Tanneurs.
- II. - Déclaration  
d'utilité  
publique



Le sol de cette propriété ne doit être incorporé qu'en partie dans le domaine public, mais ultérieurement, il doit être procédé à un relotissement rationnel du quartier permettant la construction d'immeubles en rapport avec le plan général des travaux.

Il est donc entendu que la partie hors alignement de la propriété susvisée sera, avec le sol des immeubles voisins à acquérir, comprise dans ce relotissement et rétrocédée en exécution de la décision du Conseil Municipal du 29 juillet 1933.

Cette rétrocession se fera soit par voie d'adjudication publique, soit par échange avec d'autres immeubles intéressés par le plan d'embellissement de la Ville.

Nous vous demandons en conséquence, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan :

- a) D'homologuer la promesse de vente que nous vous soumettons ;
- b) De nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) De solliciter de l'autorité supérieure la déclaration d'utilité publique de cette opération immobilière.

Nous vous demandons, en outre, de décider que la dépense en résultant, évaluée approximativement à 610.000 fr. frais compris, sera imputée sur le crédit ouvert au Budget supplémentaire de 1953, chapitre XXXIV, article 262, sous rubrique « Achat d'immeubles — Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous venez de décider l'acquisition de l'immeuble, sis à Lille, 38, rue des Tanneurs, en vue de la réalisation du plan d'aménagement et de reconstruction des quartiers démolis, dont les alignements ont été homologués par arrêté préfectoral en date du 7 mai 1931.

Cet immeuble est occupé partie à usage de commerce de radio-électricité, partie à usage d'habitation par M. Brodel Robert-Alexandre.

Les pourparlers engagés avec M. Brodel ont abouti à un accord sur le prix de sept cent mille francs (700.000 fr.), ce prix comprenant cession des éléments incorporels du fonds de commerce, de tous droits d'occupation, éviction et toutes causes quelconques intéressant la propriété, de façon que la Ville soit dégagée de toute réclamation ultérieure.

Ce prix serait payable dans les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Trois cent cinquante mille francs (350.000 fr.) après accomplissement des formalités de purge sur le fonds de commerce, délivrance par le Greffier du Tribunal de Commerce des certificats négatifs d'inscription de privilège du vendeur,

N<sup>o</sup> 4.883

Réalisation  
du plan  
d'aménagement  
et de reconstruction  
des quartiers  
démolis

Cession du droit  
d'occupation  
de l'immeuble  
38, rue des Tanneurs



de nantissement du Trésor et d'hypothèque générale du Trésor ou de certificats de radiation des inscriptions qui pourraient être révélées ;

2° Le solde, soit trois cent cinquante mille francs (350.000 fr.) après l'évacuation des lieux et constatation par les Services Municipaux que le dit immeuble est complètement libéré et dans un état identique à celui où il se trouvait lors du constats des lieux effectué contradictoirement.

L'entrée en possession et jouissance par la Ville aura lieu le jour du paiement de la première fraction du prix.

A compter de cette date, le vendeur pourra se maintenir dans les lieux sans paiement d'aucune redevance, sous réserve d'occuper uniquement à usage d'habitation la totalité des locaux composant l'immeuble et ce, jusqu'au jour de l'entrée en jouissance par la Ville de l'immeuble dont il lui a également consenti la vente.

La présente cession sera réalisée aux frais de la Ville de Lille.

Ces conditions ont été acceptées par le vendeur.

Nous vous proposons, en conséquence, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan, d'accepter ces conditions et de nous autoriser à accomplir les formalités nécessaires pour parvenir au règlement de l'indemnité susvisée.

Nous vous demandons, en outre, de décider que la dépense d'acquisition, s'élevant approximativement à 710.000 fr., frais compris, sera prélevée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIV, article 262 du Budget supplémentaire de 1953, sous rubrique « Achat d'immeubles — Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté à la majorité de 18 conseillers R.P.F., 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes s'étant abstenus.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un acte de vente dressé par M<sup>e</sup> Étienne Fontaine, notaire à Lille, le 24 novembre 1950, M. Zwalinski Léon et M<sup>me</sup> Madej Françoise, son épouse, demeurant ensemble à Lille, 51, rue de Tournai, ont acquis de la Ville de Lille une parcelle de terrain, sise rue Paul Duez, reprise au cadastre sous partie du n° 2.801 de la section B et d'une superficie, d'après mesurage, de 153 m<sup>2</sup>.

Entre autres conditions, le cahier des charges stipulait que les acquéreurs seraient tenus :

1° De construire sur le terrain vendu, dans un délai de deux ans du premier janvier mil neuf cent cinquante-et-un, un immeuble comportant au moins trois étages sur rez-de-chaussée ;

2° De ne pas revendre ce terrain à un tiers quel qu'il soit, tant que la construction imposée n'aurait pas été édiflée, la Ville se réservant la faculté, dans le cas où les acheteurs n'auraient pas respecté les engagements, de redevenir

N° 4.884

—  
*Rétrocession  
de terrain  
rue Paul Duez*  
—



propriétaire du terrain pour le montant du prix principal, tous frais à leur charge et sans paiement d'aucune indemnité pour les travaux qui auraient pu être exécutés.

M. et M<sup>me</sup> Zwalinski-Madej se trouvent dans l'impossibilité de respecter leurs engagements.

Ils ont, en conséquence, sollicité la résiliation de la vente et la rétrocession du terrain à la Ville, aux conditions précisées par le cahier des charges.

Votre Commission de l'Urbanisme et du Plan a émis un avis favorable à cette rétrocession, aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> La Ville rembourserait à M. et M<sup>me</sup> Zwalinski le prix d'acquisition du terrain, soit quatre-vingt-sept mille trois cent soixante-trois francs, étant entendu que ceux-ci conserveraient à leur charge les frais inhérents à la vente en date du 24 novembre 1950 et qu'ils supporteraient, en outre, tous les frais, droits et honoraires occasionnés par la rétrocession au profit de la Ville du terrain en cause ;

2<sup>o</sup> Le contrat nécessaire serait passé par devant M<sup>e</sup> Etienne Fontaine, notaire à Lille ;

3<sup>o</sup> M. et M<sup>me</sup> Zwalinski s'obligeraient à rendre complètement libre la parcelle de terrain en cause, à compter du jour de la signature de l'engagement de rétrocession et autoriseraient la Ville à en disposer immédiatement, étant entendu qu'aucun loyer, ni droit d'occupation, ni intérêts ne seraient dus par la Ville, pour la période comprise entre le jour d'entrée en jouissance et le jour du paiement du prix. Ils s'engageraient, en outre, à n'exercer aucun recours contre la Ville, pour quelque cause que ce soit.

Ces conditions ayant été acceptées par M. et M<sup>me</sup> Zwalinski, nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan, de vous rallier à ces propositions et de nous autoriser à passer le contrat nécessaire, étant entendu que la somme de 87.363 fr. ne sera payée aux intéressés qu'après l'accomplissement des formalités de transcription et de purge légale.

Nous vous demandons, en outre, de décider que la dépense, s'élevant à 87.363 fr., sera prélevée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIV du Budget supplémentaire, sous rubrique : « Achat d'immeubles — Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi par M<sup>me</sup> Hannedouche Victorine, veuve Betremieux (sinistrée) et par M. Merlevède Paul, demeurant à Lille, 6, rue des Moulins de Garance, d'une demande d'aliénation d'une parcelle de terrain située à Lille, rue Paul Duez.

N<sup>o</sup> 4.885

—  
Aliénation  
de terrain  
rue Paul-Duez  
—



Ce terrain de forme rectangulaire présente un front à rue de 8,50 m. et une profondeur de 18 m., sa superficie est de 153 m<sup>2</sup>.

Il est repéré au cadastre sous partie du n° 2.801 de la section B, dite de la Gare.

Il est limité comme suit :

- A l'est, par l'alignement de la rue Paul Duez ;
- Au sud, par la mitoyenneté de la propriété appartenant à la Société Immobilière de Lille-Est, perpendiculaire à l'alignement de la rue Paul Duez ;
- A l'ouest, par une perpendiculaire à l'alignement sud et à 18 m. de l'alignement de la rue Paul Duez ;
- Au nord, par une perpendiculaire à l'alignement de la rue Paul Duez et à 8,50 m. de l'alignement sud du terrain.

Votre Commission de l'Urbanisme et du Plan a émis un avis favorable à cette aliénation, aux conditions suivantes :

1° La vente se ferait à l'amiable sur la base de trois mille francs (3.000 fr.) le m<sup>2</sup>, la superficie exacte du terrain devant être déterminée par un mesurage effectué par les Services Municipaux ;

2° Les acquéreurs prendraient l'engagement :

a) De construire sur ce terrain et sur toute la largeur du front à rue, dans un délai de deux ans à compter du jour de la vente, un immeuble comportant trois étages sous chéneau au-dessus du rez-de-chaussée ;

b) De construire, entretenir, réparer ou reconstruire, à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, le trottoir situé au droit de la propriété vendue ;

c) De supporter tous les frais, droits et honoraires résultant du contrat de vente qui sera dressé par M<sup>e</sup> Vandebussche, notaire à Lille ;

d) De ne pas céder, même à titre gratuit, tout ou partie de ce terrain à un tiers quel qu'il soit, tant que les constructions imposées n'auront pas été édifiées, la Ville se réservant la faculté, dans le cas où les conditions ci-dessus ne seraient pas respectées, de redevenir propriétaire du terrain, pour le montant du prix principal, tous frais à la charge des acquéreurs défaillants et sans paiement d'aucune indemnité pour les travaux qui auraient pu être exécutés.

Ces conditions ont été acceptées par les demandeurs.

D'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan, nous vous proposons de décider l'aliénation de ce terrain, aux conditions que nous venons d'énumérer.

Nous vous demandons, en outre, de vouloir bien prononcer l'admission en recette du produit de la vente qui sera comptabilisé conformément à la délibération n° 884 du Conseil Municipal du 6 août 1946, sous la rubrique : « Produit des ventes immobilières », chapitre XIV, article 2 du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*



N° 4.886

—  
*Aliénation  
d'une parcelle  
de terrain  
Porte Saint-André*  
—

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi par M. et M<sup>me</sup> Brunelle-Duprez, demeurant ensemble à Loos-lez-Lille, 15, rue Pasteur, d'une demande d'aliénation d'une parcelle de terrain, située porte Saint André, en bordure de la voie nouvelle à créer parallèlement à la rue Benvignat, entre la rue Sainte Marie prolongée et la R. N. 349.

Ce terrain de forme rectangulaire présente un front à rue de sept mètres (7 m.) et une profondeur approximative de vingt-deux mètres cinquante (22,50 m.), sa superficie est d'environ cent cinquante-sept mètres carrés (157 m<sup>2</sup>).

Il est repéré au cadastre sous partie du n° 2.856 *bis* de la section A.

Il est délimité comme suit :

- Au nord-ouest, par l'alignement de la voie nouvelle à créer ;
- Au sud-ouest, par la propriété de M. Quiquempoix ;
- Au sud-est, par les propriétés de MM. Delebarre et Sarazin ;
- Au nord-est, par la propriété de M. Bellan.

Votre Commission de l'Urbanisme et du Plan a émis un avis favorable à cette aliénation aux conditions suivantes :

1° La vente se ferait à l'amiable sur la base de deux mille deux cent cinquante francs (2.250 fr.) le m<sup>2</sup>, la superficie exacte du terrain devant être déterminée par un mesurage effectué par les Services Municipaux.

2° Les acquéreurs devraient prendre l'engagement :

a) De construire sur ce terrain et sur toute la largeur du front à rue, dans un délai de trois ans à compter du jour de la vente, un immeuble d'une hauteur de douze mètres (12 m.) sous corniche, comportant trois étages au-dessus du rez-de-chaussée et dont les matériaux de façade seront revêtus de briques de parement de teinte générale rouge orangé ;

b) De construire, entretenir, réparer ou reconstruire, à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, le trottoir situé au droit de la propriété vendue ;

c) De faire leur affaire personnelle de l'éviction des jardiniers qui occupent actuellement ce terrain ;

d) De supporter tous les frais, droits et honoraires résultant du contrat de vente qui sera dressé par M<sup>e</sup> Vandebussche, notaire à Lille, ainsi que tous les frais préalables à la signature dudit contrat ;

e) De ne pas céder, même à titre gratuit, tout ou partie de ce terrain à un tiers quel qu'il soit, tant que les constructions imposées n'auront pas été édifiées ; la Ville se réservant la faculté, dans le cas où les conditions ci-dessus ne seraient pas respectées, de redevenir propriétaire du terrain pour le montant du prix principal, tous frais à la charge des acquéreurs défaillants et sans paiement d'aucune indemnité pour les travaux qui auraient pu être exécutés.

Ces conditions ont été acceptées par les demandeurs.

En conséquence, nous vous proposons de décider l'aliénation de ce terrain, aux conditions que nous venons d'énumérer.



Nous vous demandons, en outre, de vouloir bien prononcer l'admission en recette du produit de la vente qui sera comptabilisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 6 août 1946, sous la rubrique : « Produit des ventes immobilières », chapitre XIV, article 2 du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous avez décidé suivant délibération n° 4.361 en date du 7 novembre 1952, l'acquisition de l'immeuble sis à Lille, 3, rue Saint Michel, en vue de la réalisation du plan d'aménagement et de reconstruction des quartiers démolis, déclaré d'utilité publique, par décret du 27 mars 1928 et dont les alignements ont été homologués par arrêté préfectoral en date du 7 mai 1931.

Cet immeuble est loué à usage de commerce (cordonnerie) et d'habitation à M. De Roo André, seul locataire.

Les pourparlers engagés avec M. De Roo en vue de la cession du fonds de commerce et du droit d'occupation ont abouti à un accord sur le prix forfaitaire de cent quinze mille francs (115.000 fr.).

Ce prix comprenant la cession du fonds de commerce, de tous droits d'occupation, indemnité d'éviction commerciale et toutes causes quelconques intéressant tant l'immeuble que le fonds de commerce, de façon que la Ville soit dégagée de toute réclamation ultérieure.

Cette somme serait payable après accomplissement des formalités de purge sur le fonds de commerce, délivrance par le Greffier du Tribunal de Commerce des certificats négatifs d'inscription de privilège du vendeur, de nantissement du Trésor, de la Sécurité Sociale et d'hypothèque générale du Trésor ou de certificats de radiation des inscriptions qui pourraient être révélées et après constatation par les Services Municipaux que tous les locaux, tant ceux à usage de commerce que ceux à usage d'habitation sont libres de toute occupation.

La Ville deviendrait propriétaire et aurait la jouissance des droits cédés le jour du paiement du prix de cession.

La vente serait réalisée aux frais de la Ville.

Ces conditions ont été acceptées par le vendeur.

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan d'accepter ces conditions et de nous autoriser à accomplir les formalités nécessaires pour parvenir au règlement de l'indemnité susvisée.

Nous vous prions, en outre, de décider que la dépense évaluée à cent quinze mille francs, plus les frais (10.000 fr. environ) sera imputée sur le crédit ouvert au Budget sous rubrique : « Achat d'immeubles — Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.887.

Réalisation  
du plan  
d'aménagement  
et de  
reconstruction  
des quartiers  
démolis

Cession du droit  
d'occupation  
de l'immeuble,  
3, rue Saint-Michel



N° 4.888

Réalisation  
du plan  
d'aménagement  
et d'embellissement  
de la Ville

- I. — Acquisition  
de terrain.  
rues Decarnin  
et de Phila-  
delphie.
- II. — Déclaration  
d'utilité  
publique.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le quartier de Fives abrite un grand nombre d'industries métallurgiques et textiles et la population composée en majeure partie par des familles nombreuses y est particulièrement dense.

Les jardins publics existant dans ce quartier s'avérant insuffisants, votre Commission de l'Urbanisme et du Plan a estimé devoir remédier à cette situation en recherchant les possibilités d'en créer de nouveaux.

Dans ce but, la Société Anonyme « Établissements J. Laroche-Lechat », dont le siège est à Lille, 90, rue de Lannoy, propriétaire d'un terrain situé à l'angle des rues Decarnin et de Philadelphie, repris au cadastre sous le n° 956 E de la section D, pour une superficie de 3.264 m<sup>2</sup>, consentirait amialement à céder à la Ville la partie du terrain ci-dessus désigné, d'une contenance approximative de 2.620 m<sup>2</sup>, limitée comme suit :

— Au nord-ouest, par la clôture du jardin potager et par une droite reliant l'angle nord-est nord-ouest de cette clôture à un point situé sur l'alignement actuel de la rue Decarnin déterminé par une perpendiculaire abaissée de l'angle ouest de la nouvelle église de Fives Saint-Sacrement ;

— Au nord-est, par l'alignement de la rue Decarnin ;

— Au sud-est, par l'alignement de la rue de Philadelphie ;

— Au sud-ouest, par la parcelle 957 restant la propriété de la Société Anonyme « Établissements Laroche-Lechat ».

Cette cession aurait lieu aux conditions suivantes :

1° Le terrain serait vendu dans l'état où il se trouve actuellement, moyennant le prix de mille quatre cent vingt francs (1.420 fr.) le m<sup>2</sup> ; ce prix serait appliqué à la superficie exacte du terrain résultant du mesurage à effectuer par les Services Municipaux ;

2° Toutes les constructions érigées sur ce terrain de quelque nature qu'elles soient seraient vendues dans l'état où elles se trouvent actuellement pour un prix fixé d'un commun accord et à forfait à trois cent cinquante mille francs (350.000 fr.).

Ces prix comprennent la cession du sol, des fondations et constructions et tous droits quelconques intéressant la propriété cédée, de façon à ce que la Ville soit dégagée de toute réclamation ultérieure.

Lesdits prix seraient payables après accomplissement des formalités de transcription et de purge des hypothèques légales et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

La Ville entrerait en jouissance de la propriété vendue dès la ratification par notre assemblée de la promesse de vente consentie et elle paierait aux Établissements Laroche-Lechat les intérêts du prix de la vente calculés au taux légal, pour la période comprise entre le jour d'entrée en jouissance et le jour du paiement du prix.



La vente serait réalisée par devant Me Ducrocq, notaire à Lille. La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et ceux de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

La Ville s'engagerait à porter, au droit de la propriété vendue, à un minimum de 12 m., la largeur de la rue Decarnin.

Les Établissements Laroche-Lechat construiraient à leurs frais le mur devant relier la clôture du potager à l'alignement actuel de la rue Decarnin et auraient la faculté d'ouvrir une sortie sur la partie de la rue Decarnin élargie.

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan :

- a) D'homologuer la promesse de vente que nous vous soumettons ;
- b) De nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) De solliciter de l'autorité supérieure la déclaration d'utilité publique pour l'ensemble de cette opération immobilière.

Nous vous demandons, en outre, de décider que la dépense en résultant, évaluée approximativement, frais compris, à 4.220.400 fr., sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIX, article 262 du Budget supplémentaire de 1953, sous rubrique « Achat d'immeubles — Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.694 en date du 20 février 1953, vous avez adopté le principe de la cession gratuite à la Ville par la Société Civile pour le Développement de l'Habitat à Lille, de diverses parcelles de terrain situées entre le boulevard Charles Delesalle et la rue du Buisson.

La Société Civile devait ainsi remettre à la Ville 4.065 m<sup>2</sup> de terrain, dont 615 m<sup>2</sup> à aménager en espaces verts, le surplus constituant la voirie du lotissement envisagé.

Après nouvelle étude du lotissement, la Société Civile s'est trouvée amenée à modifier le projet initial.

Ces modifications entraînent la réduction des surfaces des terrains à céder à la Ville, de sorte que leur superficie n'est plus que d'environ 3.400 m<sup>2</sup>, dont approximativement 700 m<sup>2</sup> à aménager en espaces verts.

Pour les motifs exposés, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan, de vouloir bien modifier votre précédente délibération et adopter le principe de la cession gratuite de 2.610 m<sup>2</sup> de terrain à la Ville par la Société Civile pour l'Amélioration de l'Habitat à Lille, toutes autres conditions reprises dans la délibération n° 4.694 restant inchangées.

N° 4.889

*Modification  
des surfaces  
des terrains  
cédés à la Ville  
par la Société  
Civile pour le  
développement de  
l'Habitat à Lille,  
lotissement situé  
entre le  
boulevard Charles  
Delesalle et la rue  
du Buisson*



M. COQUART. — Je ne serai pas long. Nous avons été contre l'opération sous son aspect primitif, à plus forte raison maintenant qu'il s'agit encore d'accroître les avantages dont jouira la Société Civile tout en diminuant les terrains dont disposera la Ville. A plus forte raison, donc, nous prononçons-nous « contre » également, en faisant remarquer à M. Decamps que l'on aurait tout de même dû rappeler, dans le dernier paragraphe, les conditions auxquelles la cession avait eu lieu. Les Conseillers municipaux, je pense, se rappellent qu'il s'agit d'une cession apparente, destinée à justifier la prise en charge par la Ville de travaux de voirie qui seront très importants.

M. SIMONOT. — Contre.

M. HÉNAUX. — Pour.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R. .  
les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*

N° 4.890

*Recherches  
d'eau potable*

*Acquisition  
de terrains*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La distribution d'eau potable a connu des moments difficiles au cours des années 1949-1950, par suite de l'appauvrissement général des nappes aquifères qui entraîna une réduction considérable des ressources.

Aux captages d'Emmerin, le niveau de la nappe descendit en dessous de celui des radiers des points de captage et de la galerie d'amenée, si bien que pendant plusieurs mois celle-ci se trouva à sec.

Les pénuries d'eau se manifestent périodiquement avec une acuité variable. Il faut remonter à 1900-1901 pour trouver une situation aussi mauvaise que celle que nous venons de connaître, mais elle risque de se reproduire et la situation relativement favorable dans laquelle nous nous trouvons ne doit pas le faire oublier.

Les ressources actuelles sont constituées par :

- Les captages d'Emmerin ;
- Les forages nord ;
- Le contrat passé avec la Société des Eaux du Nord, valable jusqu'en 1964.

Les quantités journalières correspondantes peuvent être évaluées comme suit :

	EN PÉRIODE NORMALE	EN BASSES EAUX
Captages d'Emmerin . . . . .	26.000 m3	14.000 m3
Forages Nord . . . . .	14.000 m3	12.000 m3
Société des E.d.N. . . . .	12.000 m3	12.000 m3
TOTAL . . . . .	52.000 m3	38.000 m3

Pour une population de 200.000 habitants, cela représente de 190 à 260 l. par tête et par jour.



Ces chiffres peuvent être considérés comme honorables, mais il ne faut pas perdre de vue que la consommation « spécifique » augmente constamment avec le développement des installations sanitaires et que les besoins des services publics peuvent eux aussi augmenter encore.

Enfin, ces chiffres ne sont que des moyennes ; au cours des derniers exercices, il est arrivé de distribuer plus de 40.000 m<sup>3</sup> par jour. La moyenne journalière annuelle a été de 33.000 m<sup>3</sup> en 1946, 36.000 m<sup>3</sup> en 1947 ; les années 1948, 1949 et 1950 n'ont vu des chiffres plus faibles que par suite de la pénurie.

A l'expiration du contrat passé avec la S.E.N. les ressources seront à peine suffisantes en période normale.

Il apparaît donc sage de rechercher de nouveaux points d'eau susceptibles de fournir au moins l'équivalent de ce que garantit ce contrat.

Les pompages effectués au cours des années exceptionnellement sèches, dans le puits de Guermanez et dans le forage dit de Wattignies, permettent de penser qu'il serait possible d'établir un point d'eau extrêmement intéressant dans le vallon de Bargues, où se trouve déjà ce dernier forage, en y exploitant la nappe aquifère plus profondément que ne peuvent le faire les captages actuels. Ces derniers deviennent stériles lorsque le niveau de l'eau descend en dessous de la cote 16, alors que la craie aquifère se trouve jusqu'à la cote 2,5 au voisinage de l'usine, à la cote 3 au forage et à la cote 1,5 au puits de Guermanez.

La réalisation matérielle de l'équipement d'un point d'eau dans cette région se présente très favorablement, étant donné la proximité de l'usine d'Emmerin qui recevrait les eaux à en provenir et la facilité relative d'alimentation en énergie électrique des pompes apportée par le voisinage des câbles à H.T. de l'Électricité de France.

Pour atteindre le but que nous nous proposons, il y a lieu de disposer de terrains sur lesquels les forages et stations de pompage seraient établis.

La Société des Eaux du Nord qui possède dans cette zone plusieurs terrains et que nous avons pressentie à ce sujet a déclaré qu'elle serait disposée à nous les céder en échange de parcelles à prélever sur le terrain du château de la Carnoye, à Lambersart, à côté du point d'eau qu'elle a installé récemment.

Les portions à céder consisteraient en deux lopins d'environ 30 m. sur 30 m., reliés par une bande de 4 m. de largeur, le tout dans le fond du parc, le long de la clôture. L'utilisation du terrain pour les camps de vacances n'en souffrirait pas.

Ces parcelles sont repérées au cadastre de Lambersart sous partie des n<sup>os</sup> 934, 917 et 918 de la section unique. Elles couvrent une superficie approximative de 2.650 m<sup>2</sup>.

Les terrains à céder par la Société des Eaux du Nord sont repris au cadastre de Wattignies, sous les n<sup>os</sup> 1 partie, 2, 8, 14, 35, 36, 37, 38, 49 et 50 de la section A, pour une superficie totale de 23.574 m<sup>2</sup>.

Ces terrains sont occupés comme suit :

1<sup>o</sup> Les parcelles 1 partie, 2 et 8, d'une surface de 5.689 m<sup>2</sup>, par M. Léon Delrive, moyennant un fermage annuel de 284 kg. de blé ;

2<sup>o</sup> La parcelle 14, d'une surface de 7.150 m<sup>2</sup>, par M. Jules Delrive, moyennant un fermage annuel de 250 kg. de blé ;



3° Les parcelles 35 à 38 d'une surface de 7.220 m<sup>2</sup>, par M. Léon Marquant, moyennant un fermage annuel de 253 kg. de blé ;

4° Les parcelles 49 et 50 d'une surface de 3.515 m<sup>2</sup>, par M. Louis Malfait, moyennant un fermage annuel de 123 kg. de blé.

Cette opération serait réalisée aux conditions suivantes :

Les terrains cédés à la Ville par la Société des Eaux du Nord seraient vendus moyennant le prix fixé d'un commun accord et à forfait, à un million (1.000.000 de fr.).

Les parcelles de terrain cédées par la Ville à la Société des Eaux du Nord seraient vendues sur la base de deux cents francs (200 fr.) le m<sup>2</sup>, étant entendu que ce prix serait appliqué à la superficie exacte des parcelles résultant du mesurage effectué par les Services municipaux.

La valeur des propriétés échangées fait ressortir une soulte à payer par la Ville à la Société des Eaux du Nord. Cette soulte serait calculée de manière à représenter la différence de valeur des terrains échangés, établie d'après les prix définis ci-dessus. Elle peut être évaluée à environ 470.000 fr.

Les terrains seraient remis dans l'état où ils se trouvent actuellement.

Les parties deviendraient propriétaires des terrains cédés et en auraient la jouissance à compter du jour de la signature de l'acte d'échange, étant entendu qu'aucun loyer, ni droit d'occupation, ni intérêts ne seraient dus par la Ville, pour la période comprise entre le jour d'entrée en jouissance et le jour du paiement de la soulte.

La soulte serait payée après accomplissement des formalités de transcription et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

L'acte d'échange serait passé par devant M<sup>e</sup> Thoumin, notaire à Seclin. Les frais seraient supportés par moitié par chacune des deux parties, exceptés les frais, droits et honoraires auxquels la soulte donnerait lieu qui seraient à la charge de la Ville, cette dernière ne supportant en aucun cas le paiement d'honoraires de négociation.

En conséquence, nous vous demandons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan :

1° D'homologuer la promesse d'échange que nous vous soumettons ;

2° De nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;

3° De solliciter de l'autorité supérieure la déclaration d'utilité publique pour l'ensemble de cette opération immobilière.

Nous vous demandons, en outre, de décider que la dépense en résultant évaluée approximativement à 520.000 fr., frais compris, sera imputée sur le crédit ouvert en report au chapitre XXXV du Budget supplémentaire de 1953, article 182, sous rubrique « Études et recherches en vue du captage et de l'adduction de nouvelles eaux potables ».

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Des achats de tissus de laine, cotonnades, draps, toile, linge de maison, mercerie, bonneterie, couvertures, sont prévus en 1953, pour les crèches, jardins d'enfants, Centre Social Suisse d'Entr'aide Ouvrière, Bataillon de Sapeurs Pompiers, Collèges Technique Valentine Labbé et Moderne Jean Macé, envoi de colis aux soldats en Indochine, Vestiaire Municipal, etc...

Des appels d'offres ont été adressés aux maisons ci-après désignées :

### *Couvertures, molleton :*

Corbeaux, 96, rue du Molinel, Lille.  
Établissements Tournaux, 50, rue Gosselet, Lille.  
— Voreux, 61, rue de Paris, Lille.  
Parent et Fils, industriels à Lannoy.  
Société Courouble et C<sup>ie</sup>, 65, rue de Béthune.  
— Flandria, 1, rue Lamartine, Lille.

### *Mercerie, bonneterie :*

Blanquart, 6, cité Saint Maurice, Lille.  
Dereux, 100, rue de Paris, Lille.  
Desmazières-Drino, 34, rue des Arts, Lille.  
Lesay, 19-21, rue de Paris, Lille.  
Misenne, 19, rue Détournée, Lille.

### *Toiles, draps, tissus, linge de maison :*

Établissements Agache, 12, rue du Vieux Faubourg, Lille.  
— Arreckx, 14, rue des Jardins, Lille.  
— David et Maigret, 114, rue Denfert-Rochereau, Saint-Quentin.  
— Laderrière, 306, rue de Solférino, Lille.  
Gautier, 148, rue du Temple, Paris (3<sup>e</sup>).  
Gombert, 13, rue Cuvier, Roubaix.  
Lévy Cadet et Fils, 126, rue du Molinel, Lille.  
Rotex, 14, rue de Béthune, Lille.  
Société Dralux, 1, rue Thiers, Lille.  
— Spriet-Bouchez, 146, rue de Paris, Lille.  
Sogetex « G. Aubry et C<sup>ie</sup> », 189, boulevard de la République, La Madeleine.  
Tissage Campana, 79, rue Jules Guesde, Lys-lez-Lannoy.  
— d'Haubourdin, 22, rue du Général Dame, Haubourdin.  
— Jean Passot, Saint-Victor-sur-Rhins (Loire).

Nous vous demandons :

1<sup>o</sup> De nous autoriser à passer des marchés de gré à gré avec les firmes désignées ci-après ayant fait les propositions les plus avantageuses :

N<sup>o</sup> 4.891

Economat

Fourniture  
de tissus,  
cotonnades,  
draps, toile,  
linge de maison,  
mercerie, bonneterie  
couvertures, etc...

Année 1953

Marchés  
de gré à gré



	IMPORTANCE DU MARCHÉ
Parent et Fils, couvertures . . . . .	200.000 fr.
Blanquart, bonneterie . . . . .	400.000 »
Dereux, mercerie, bonneterie . . . . .	200.000 »
Misenne, mercerie, bonneterie . . . . .	250.000 »
Lévy Cadet et Fils, tissus, lainage . . . . .	310.000 »
Rotex, tissus, lainage, soierie . . . . .	150.000 »
Sogetex « G. Aubry et C <sup>ie</sup> », tissus, linge de maison . . . . .	400.000 »
Tissage d'Haubourdin, toile, essuie-mains, etc... . . . .	300.000 »
— Jean Passot, tissus de Vichy . . . . .	45.000 »

Des commandes seront également confiées aux Maisons Lesay, Desmazières-Drino et Spriet-Bouchez, déjà titulaires d'un marché passé avec le Vestiaire Municipal ;

2° De décider que les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts au Budget primitif de 1953 pour les différents services utilisateurs.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4.892

Economat

Fourniture  
d'insignes  
et d'écharpes au  
Conseil Municipal

MESDAMES, MESSIEURS,

A l'effet de renouveler le stock d'insignes et d'écharpes pour les Conseillers municipaux et les titulaires de délégation, le Service de l'Economat a procédé à un appel d'offres en consultant les maisons ci-après spécialisées dans ce genre de fournitures :

Doublet, 1, rue des Chats Bossus, Lille.

Heaulme-Buisine, 58, rue Esquermoise, Lille.

Mirou, 32, place du Général de Gaulle, Lille.

La commande a été confiée à la Maison Heaulme-Buisine, déjà titulaire d'un marché de gré à gré avec la Ville qui a fait la proposition la plus intéressante.

Nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à imputer cette dépense sur le Budget supplémentaire de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du Conseil Municipal du 21 mars 1951 approuvée par M. le Préfet du Nord le 23 avril suivant, vous avez réglementé l'attribution de vêtements de travail à diverses catégories du personnel, et notamment à celui affecté à la Pouponnière de l'Œuvre Suisse d'Entr'aide Ouvrière.

Il n'avait pas été fait mention ni des blouses utilisées par le docteur, ni des blouses d'isolement que revêtent le personnel et les mamans au moment de leur visite à la Pouponnière, ces vêtements de travail étaient prélevés sur les stocks laissés à notre disposition par l'Œuvre Suisse.

Ces stocks étant maintenant épuisés, nous vous proposons de compléter notre délibération antérieure en décidant :

1<sup>o</sup> D'attribuer au médecin affecté à l'établissement, une blouse tous les ans, la première attribution devant comporter trois blouses ;

2<sup>o</sup> D'autoriser l'achat de dix blouses d'isolement, mesure de prophylaxie qui nous apparaît indispensable dans un établissement qui n'est appelé à recevoir que des poupons débiles.

Nous vous demandons également d'envisager l'attribution : de tabliers de caoutchouc aux gardiennes des Crèches Municipales et de gants de caoutchouc aux baigneurs et baigneuses, permanents et intermittents, qui, affectés à nos établissements de bains municipaux, sont appelés à manipuler à longueur de journée des produits corrosifs.

Tabliers d'isolement, tabliers et gants de caoutchouc seraient délivrés suivant usage.

Les dépenses afférentes à ces attributions seront prélevées sur le chapitre II, article 3 du Budget primitif de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n<sup>o</sup> 2.488 du 30 novembre 1950, approuvée par M. le Préfet du Nord le 22 décembre 1950, vous avez décidé de transformer l'emploi d'huissier du Cabinet des Adjoints en celui d'expéditionnaire vaguemestre, la mesure devant prendre effet à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1950.

Nous vous proposons de fixer au 1<sup>er</sup> janvier 1948 le point de départ de l'application de cette mesure, par analogie avec les dispositions prises en faveur des autres catégories du personnel à l'occasion du reclassement de la fonction communale.

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre I, article 1<sup>er</sup> du Budget supplémentaire.

*Adopté à l'unanimité.*

N<sup>o</sup> 4.893

Personnel  
Municipal

Attribution  
d'uniformes  
et vêtements  
de travail

N<sup>o</sup> 4.894

Personnel  
Municipal

Emploi  
d'expéditionnaire  
vaguemestre



N° 4.895

Armée active

Sursis  
d'incorporation

Avis

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'article 23 de la loi du 31 mars 1928, le Conseil Municipal est appelé à émettre son avis sur les demandes de sursis d'incorporation.

Les jeunes gens dont les noms suivent, remplissent les conditions prévues par ladite loi et en sollicitent l'application en leur faveur.

Classes	NOMS et PRÉNOMS	Cantons	Classes	NOMS et PRÉNOMS	Cantons
1953	Blouin Philippe	S.O.	1953	Sautai Raoul	C.
1953	Cuingnet Albert	N.	1952	Vanbeselaere Michel	C.
1952	Decoster Gabriel	S.	1952	Weic Maurice	C.

Nous vous proposons de donner un avis favorable à ces demandes.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.896

Théâtres  
MunicipauxLocation  
pendant  
l'inter-saison**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 3.945 du 22 avril 1952, vous avez fixé les différents taux applicables aux organisateurs de spectacles, concerts, conférences, etc., pour prix de location de nos théâtres pendant l'inter-saison de l'année 1952.

Nous vous proposons de reconduire les conditions qui avaient été arrêtées l'an dernier et que nous vous rappelons ci-après.

	OPÉRA	THÉÂTRE SÉBASTOPOL
Représentations lyriques et dramatiques, comédies, concerts, music-hall . . . . .	35.000 frs	25.000 frs
Conférences . . . . .	20.000 »	15.000 »

Le prix de location serait précompté sur le produit de la recette par les soins d'un régisseur nommé spécialement à cet effet.

Les organisateurs auraient, d'autre part, à payer directement :

Le personnel de salle et du contrôle, les buralistes (ainsi que les charges sociales et impôts), les frais de surveillance, les taxes diverses, les accessoires et mobilier de scène, la publicité, l'affichage. Ils devraient également assurer la fourniture des tickets d'entrée.

Nous vous prions de vouloir bien agréer ces propositions et de décider leur application à compter du 13 avril 1953.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de votre séance du 22 février 1952 vous avez décidé que la subvention accordée au Comité des Œuvres Sociales du Personnel Municipal pour l'année 1952, serait payée en totalité dans le cours du mois de mars.

Ce Comité, soucieux de satisfaire d'urgence les nombreuses demandes justifiées que lui présentent les Agents Municipaux, souhaite que cette mesure de versement anticipé soit, dans l'avenir, appliquée automatiquement chaque année.

Nous vous demandons de faire droit à cette demande.

Pour ce qui est de l'année en cours, la moitié de la subvention prévue au Budget primitif ayant déjà été perçue, nous vous prions de décider que le solde, soit 1.750.000 fr., soit versé immédiatement.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.897

Comité  
des Œuvres  
Sociales du  
Personnel  
Municipal

—  
Païement  
de la Subvention  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de la reprise des Festivités qui avaient lieu avant-guerre à l'occasion des Fêtes Communales, la Ville a été divisée en 7 secteurs, dont 5 intra-muros et 2 extra-muros, soit :

### *Secteur intra-muros*

- 1° Wazemmes, Esquermes ;
- 2° Vauban, Bois-Blancs et avenue de Dunkerque ;
- 3° Moulins-Lille ;
- 4° Vieux-Lille ;
- 5° Saint-Sauveur, Centre et Saint-Étienne.

### *Secteur extra-muros*

- 1° Fives-Centre et Mont-de-Terre ;
- 2° Saint-Maurice, Buisson.

Par délibération n° 4.316, en date du 7 novembre 1952, vous avez décidé d'attribuer :

- 1° Une subvention annuelle de 600.000 fr. au secteur intra-muros chargé de l'organisation des festivités à l'occasion des Fêtes de Lille ;
- 2° Une subvention annuelle de 150.000 fr. à chacun des deux secteurs extra-muros, Fives et Saint-Maurice.

Nous vous prions de vouloir bien prononcer le renouvellement de ces subventions pour 1953 ainsi que leur reconduction pour l'avenir.

La dépense sera à imputer sur le crédit XXIX, article 1<sup>er</sup> du Budget primitif.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.898

Comités  
de Secteur

—  
Subventions  
—



N° 4.899

Remboursement  
des cartes  
de voyages  
de service  
(C<sup>ie</sup> des Tramways  
T.E.L.B.)

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 27 février 1941, n° 3.235, approuvée par M. le Préfet le 8 mai suivant, le Conseil Municipal a donné son agrément à la passation d'un 5<sup>e</sup> avenant à la Convention du 20 août 1926 entre la Ville et la Compagnie des T.E.L.B.

Aux termes de cet avenant, signé le 28 mars 1941 et approuvé le 8 mai suivant par l'Autorité de tutelle, la Compagnie des T.E.L.B. s'est engagée à fournir sur demande du Maire des billets spéciaux dits billets de service destinés à faciliter les déplacements des fonctionnaires municipaux.

En vertu de cet engagement, la Ville a acheté à la Compagnie un certain nombre de cartes de voyages de service qui ont été utilisées par des agents municipaux titulaires d'une carte de justification pour l'exercice de leurs fonctions. Ces agents figurent sur un état spécial ; ils ne bénéficient pas d'un indice de traitement supérieur à 360 et aucune indemnité de déplacement ou de bicyclette ne leur est accordée.

Nous vous demandons de nous autoriser à régler à la Compagnie le montant des fournitures correspondant aux cartes utilisées du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1953, dont la dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au chapitre II, article 14 du Budget primitif.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.900

Bureau  
de Bienfaisance

Aliénation  
amiable au  
profit de la  
Ville de Lille

Immeubles sis  
14-16-18-20-22,  
rue Desrousseaux

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de financer un projet de construction de logements pour les vieillards, envisagé au cours de délibérations antérieures, la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance a décidé, au cours de sa séance du 18 mars 1953, d'aliéner à l'amiable, au profit de la Ville de Lille, les immeubles, sis 14, 16, 18, 20, 22, rue Desrousseaux, frappés d'alignement, moyennant le prix de 4.700.000 fr., fixé par le Service des Domaines.

Étant donné que lesdits immeubles sont intéressés par l'alignement et l'emploi qui sera fait des fonds provenant de la vente, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 7 novembre 1952, n° 4.315, vous avez décidé l'ouverture d'un crédit de 10 millions de fr. pour la mise sur pied d'un Concours International de Musique qui se déroulera à Lille, les 23, 24 et 25 mai, à l'occasion du Cinquantenaire de la Fédération des Sociétés Musicales du Nord et du Pas-de-Calais.

Le Comité d'organisation a été ainsi composé :

Commissaire général : M. l'Adjoint délégué aux Fêtes et Cérémonies Publiques ;  
Commissaire général adjoint : M. Grangeon, secrétaire général de la Mairie ;  
Directeur artistique : M. Housieaux, président de la Fédération ;  
Directeur artistique adjoint : M. Peullemeulle, directeur de l'Harmonie Municipale ;

Messieurs les Adjointes et Conseillers Municipaux figurant parmi les membres du Comité d'honneur.

Nous vous remettons ci-joint un exemplaire du règlement de ce concours qui sera encadré par de nombreuses manifestations musicales, consistant notamment le dimanche, en auditions publiques données dans chaque quartier de la Ville, et, le lundi, en un défilé de toutes les harmonies.

En outre, nous avons fait appel à la Musique de l'Air et à la Musique du 1<sup>er</sup> Régiment des Guides qui se produiront au cours de soirées de gala au Théâtre de l'Opéra.

Enfin, ces fêtes seront clôturées par un concert populaire, suivi d'un feu d'artifice.

Nous vous prions de vouloir bien ratifier ces dispositions et nous autoriser :

1<sup>o</sup> A passer, avec la Société des Auteurs et Compositeurs de Musique, et, éventuellement avec tous autres organismes ou fournisseurs, les contrats et marchés nécessaires ;

2<sup>o</sup> A fixer et régler les indemnités forfaitaires et cachets à allouer aux Sociétés participantes, ainsi que les frais de déplacements et d'hébergement des Membres du jury.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Sportive « La Paume Lilloise », dont le siège est situé à Lille, 15, boulevard Jean-Baptiste Lebas, sollicite une subvention d'organisation pour lui permettre de couvrir les frais occasionnés au cours de la saison ballante de 1953, ar de nombreuses rencontres avec des équipes nationales et internationales.

N° 4.901

—  
*Concours  
International  
de Musique  
23, 24 et  
25 mai 1953*  
—

N° 4.902

—  
*« La Paume  
Lilloise »*  
—

*Demande  
de subvention*  
—



Étant donné que cette Société est la dernière pratiquant ce sport folklorique nous vous prions de vouloir bien lui attribuer une subvention exceptionnelle de 25.000 fr., en raison de la vogue certaine de ce sport qui attire toujours un public très fidèle.

Cette somme sera imputée sur le Crédit ouvert au chapitre XVIII, article 7 du Budget intitulé : « Subventions aux Sociétés Sportives et d'Éducation Physique ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4.903

*Cimetière  
de l'Est*

*Sépulture Culot*

*Dommages*

*Règlement*

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors des travaux de terrassement exécutés par nos ouvriers fossoyeurs au cimetière de l'Est, pour l'installation d'un sarcophage, un éboulement s'est produit occasionnant de légers dégâts à un monument contigu (Sépulture Culot).

Le montant de la réparation du monument de la tombe de M<sup>me</sup> Blanche Culot, a été évalué à 3.800 fr. plus taxes (2,75 %), suivant devis établi par M. Tiédrez, marbrier, 25 bis, rue du Ballon.

Nous vous demandons de nous autoriser à régler, à titre de dédommagement, à M. Victor Séna, 66, rue du Maréchal Foch à La Madeleine, mandataire de M<sup>me</sup> Séna, son épouse, et de M<sup>me</sup> veuve Beaucier, née Culot, 6, rue de l'Arbrisseau à Lille, concessionnaires, la somme précitée, et de décider que la dépense sera prélevée sur le crédit des « Cimetières », chapitre XIX *ter*.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4904

*Fourniture  
et pose de  
canalisations  
d'eau potable  
boulevards  
périphériques  
et Cité Hospitalière*

*Emprunt  
de 37 millions  
2<sup>e</sup> tranche de  
10 millions*

*Réalisation*

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.414 en date du 7 novembre 1952, vous avez décidé de financer par voie d'emprunt les travaux d'adduction d'eau potable dans les boulevards périphériques et aux abords de la Cité Hospitalière évalués à 37 millions de fr.

Une tranche d'emprunt de 15 millions de fr. a été réalisée auprès du Crédit Foncier de France et nous venons d'obtenir une réponse favorable de cet organisme en vue de la réalisation d'une nouvelle tranche de 10 millions de fr., remboursable en 15 ans, au taux d'intérêt de 6 % l'an.

Nous vous proposons d'accepter cette offre de prêt et vous prions de vouloir bien, en conséquence, approuver la délibération suivante :



Le Conseil Municipal vote la réalisation, auprès du Crédit Foncier de France, d'un emprunt de 10 millions de fr. destiné à doter en eau potable les boulevards périphériques de la Ville et les abords de la Cité Hospitalière.

La Commune se libérera de la somme due au Crédit Foncier de France, par suite de cet emprunt, en 15 années, à compter du 31 mai 1953, au moyen de 15 annuités de 1.029.628 fr. chacune, payables le 31 mai de chaque année et comprenant, outre la somme nécessaire à l'amortissement du capital, l'intérêt du dit capital au taux de 6 % l'an.

La première annuité écherra le 31 mai 1954.

Le Conseil Municipal vote une imposition de 10 centimes 22 centièmes recouvrable pendant 15 ans, à partir de 1954, d'un produit de 1.029.763 fr. et destiné au remboursement de l'emprunt.

La Commune suspend son droit de remboursement anticipé pendant dix ans à compter du jour où le solde du prêt sera versé, par le Crédit Foncier de France, au Trésor Public.

En cas de remboursement par anticipation, à quelque époque qu'il soit effectué, la Commune paiera une indemnité égale à six mois d'intérêt du capital libéré avant terme.

La Commune s'engage à prendre à sa charge, les impôts qui, dans l'avenir, pourraient frapper le présent emprunt.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 94 du 29 janvier 1948, vous avez décidé de porter de 2 à 10 francs par adhérent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948, le taux de la subvention allouée aux sociétés de secours mutuels locales. Cette mesure impliquait le renoncement aux droits conférés aux dites sociétés par l'article 71 de l'ordonnance n° 45.2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité et visant notamment la fourniture obligatoire par les communes, aux sociétés mutualistes qui le demandent, des locaux nécessaires à leurs réunions ainsi que des livrets et registres relatifs à l'administration et à la comptabilité.

En raison de sa situation financière difficile, la Société « La Mutualité Ouvrière », ayant siège social, 1, rue Frédéric Mottez, à Lille, a sollicité à cette époque le bénéfice des dispositions de l'ordonnance précitée, en vue d'obtenir le remboursement par la Ville des dépenses de réimpression des statuts en conformité avec la réglementation nouvelle.

La Mutualité Ouvrière obtint ainsi le règlement d'une somme de 25.055 fr. et, en contre partie, le taux de la subvention servie à cet organisme était ramené de 10 à 2 francs par membre, en exécution de la décision générale prise par délibération n° 1.479 du 16 novembre 1949 à l'égard des groupements n'ayant pas renoncé aux droits qui leur étaient donnés par l'ordonnance en cause.

N° 4.905

Société  
mutualiste

« La Mutualité  
ouvrière »

Subvention



Nous avons été saisi à plusieurs reprises de demandes de la Société « La Mutualité Ouvrière » tendant à l'attribution — comme à la totalité des autres groupements — de la subvention de 10 francs par membre, en raison de ce que seule la précarité de ses ressources avait pu justifier en 1948 l'option prise par elle, sans que la société ait entendu en fait se prévaloir des dispositions de l'article 71 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 auxquelles elle déclare d'ailleurs renoncer définitivement.

Considérant que la dépense mise à notre charge en 1948 a été largement compensée par l'attribution à la société, depuis cette date, d'une subvention minorée (8 francs par membre pour une moyenne annuelle de 900 adhérents) nous vous proposons de faire droit à cette demande et de décider de porter de 2 à 10 francs par membre le taux annuel de la subvention à servir, à compter de 1953, à la Société Mutualiste « La Mutualité Ouvrière ».

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.906

—  
Association  
générale  
des  
Conservateurs  
des Collections  
publiques  
de France  
—  
Congrès  
—  
Subvention

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Association Générale des Conservateurs des Collections Publiques de France — C. C. Paris 2047.58 — sollicite une subvention de la Ville en vue de l'organisation de son congrès national annuel qui doit se tenir à Lille du 2 au 6 septembre 1953.

Le choix de notre Ville témoigne de l'intérêt suscité par les collections de notre Palais des Beaux Arts et les réalisations culturelles locales.

Afin de donner à cette manifestation toute l'importance désirable, nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances, d'attribuer au groupement organisateur une subvention de 50.000 fr. et de voter à cet effet, un crédit d'égale importance qui sera inscrit au chapitre XXVIII, article 86 du Budget supplémentaire de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

N° 4.907

—  
Association  
des Anciens  
étudiants  
de la faculté  
de droit de Lille  
—  
Subvention

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Guy Debeyre, président de l'Association des Anciens Étudiants de la Faculté de Droit de Lille sollicite une subvention de la Ville en faveur de cet organisme qui vient de se constituer.

La société a pour objet d'aider les étudiants titulaires des diplômes conférés par la Faculté dans leur accession aux carrières juridiques et de s'intéresser aux étudiants en cours d'études par la distribution de prix, de prêts d'honneur, etc..



En vue d'apporter notre concours à sa formation, nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances :

a) D'attribuer à l'Association des Anciens Étudiants de la Faculté de Droit de Lille une subvention exceptionnelle de 20.000 fr., à titre de démarrage et sans engagements pour l'avenir ;

b) De voter un crédit d'égale importance qui sera inscrit au chapitre XXVIII, article 85 du Budget supplémentaire de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Président du Comité Départemental de la Croix-Rouge Française du Nord, 12, avenue Foch, à Lille, sollicite l'aide financière de la Ville, en vue de l'organisation, le 7 juin 1953, d'une journée aérienne à l'aérodrome de Bondues.

Cette manifestation a pour objectif essentiel de démontrer l'aide apportée par la Croix-Rouge Française dans le rôle d'auxiliaire du Service de Santé de l'Armée, par l'emploi des moyens d'évacuation rapide des blessés.

Considérant le caractère d'intérêt public de cette journée aérienne, nous vous proposons d'attribuer à la Croix-Rouge Française — Conseil départemental du Nord — une subvention de 100.000 fr. et de voter à cet effet un crédit d'égale importance qui sera inscrit au chapitre XXVIII, article 84 du Budget supplémentaire de 1953.

M. SIMONOT. — Pour cette journée aérienne, est-ce que cela intéresse directement la Ville de Lille ?

M. LE MAIRE. — Oui, cela intéresse les Lillois.

M. SIMONOT. — Ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas une fête qui rapporte spécialement à la population, au commerce lillois. D'un autre côté, la présence de la Croix-Rouge Française à une fête aérienne... je ne pense pas que son activité propre sur le plan lillois soit de telle nature que nous soyions autorisés à verser une subvention de 100.000 fr. au profit de cet organisme qui a des buts très différents des buts municipaux lillois.

Pour ces deux raisons ; d'une part, le fait que cette journée aérienne ne m'apparaît pas comme devant apporter un intérêt substantiel au commerce lillois ; deuxièmement, pour le fait que cette organisation de la Croix-Rouge Française n'est pas un organisme spécifiquement lillois, nous pensons qu'il y a lieu de refuser cette subvention.

M. COQUART. — Nous avons fait, en Commission des Finances, M. Van Wolput et moi-même, certaines observations que la Commission des Finances n'a pas repoussées entièrement, bien qu'elle ait ratifié la proposition que faisait M. Rombaut. Le procès-verbal en fait foi, indiquant que l'adoption a lieu sous

N° 4.908

Croix-rouge  
française

Journée aérienne  
du 7 juin 1953

Subvention



réserve que les villes voisines, et notamment Roubaix, Tourcoing, soient également sollicitées. Cette réserve ne figure pas dans le rapport. Nous considérerions qu'il y avait là assurément une œuvre humanitaire à aider, dans la mesure où il s'agissait d'évacuer des blessés, de sauver des vies humaines. Nous n'envisageons pas du tout de juger négligeable une fête organisée à cette intention. Seulement, autant nous trouvions normale la subvention, importante d'ailleurs, attendue du département autant nous nous demandions si la Ville de Lille seule était intéressée et si, seule, elle était appelée à verser une subvention. Notre réponse à nous a été négative. Nous ne sommes pas, malgré tout, vu le but poursuivi par cet organisme, hostiles au principe de la subvention. Bref, nous aimerions, avant de préciser notre vote, que M. l'Adjoint aux Finances nous indiquât quelle suite a pu être donnée jusqu'à présent à la réserve acceptée d'un commun accord par l'ensemble de la Commission.

M. ROMBAUT. — J'ai vu le Président de la Croix-Rouge qui m'a fait savoir que la Ville de Tourcoing était d'accord pour une subvention. Par ailleurs, il y a peu de chance que la Ville de Roubaix — M. Provo a défendu le projet de subvention à la Commission des Finances du Conseil Général — s'oppose à l'octroi d'une subvention ; elle encouragera au contraire cette manifestation. De ce côté là, nous avons toutes les assurances. Je suis tout à fait d'accord, cette fête intéresse la région, le département, les villes principales, Roubaix, Tourcoing, Mons-en-Barœul.

M. COQUART. — Vous estimez que la décision doit absolument être prise ce soir ?

M. ROMBAUT. — La Croix-Rouge, dans sa prévision de budget, compte sur les subventions du département et des différentes villes. C'est un peu lui couper l'herbe sous le pied et ne pas lui faciliter la tâche que de renvoyer ce projet à une séance ultérieure.

M. VAN WOLPUT. — M. Provo peut avoir proposé une subvention en tant que Conseiller général. Cela ne veut pas dire qu'il va aussi accepter ce plan.

M. ROMBAUT. — Il y a toute chance.

M. VAN WOLPUT. — Je demande que ce soit réservé.

M. ROMBAUT. — Il faut que ce soit voté.

M. HÉNAUX. — Je crois que si chaque ville, Lille, Roubaix, Tourcoing, etc..., attende que sa collègue fasse un geste, on n'en finira jamais. Pour cette raison, nous estimons que c'est une œuvre excellente, nous votons le rapport.

M. COQUART. — Si on exige qu'il y ait vote ce soir, nous penchons pour accepter cette subvention, mais en regrettant d'être obligés de nous prononcer dans des conditions qui n'apparaissent pas satisfaisantes.

M. LE MAIRE. — M<sup>e</sup> Rombaut a fait connaître qu'il tenait quant à lui à ce que ce rapport soit maintenu.

M. SIMONOT. — J'ai défini notre position en regrettant que nous n'ayons donné il y a 4 ans que 10.000 fr. à la Ville de Grand-Fort-Philippe pour l'achat d'un canot de sauvetage et qu'on accorde ici 100.000 fr. pour une fête aérienne.

M. HÉNAUX. — Ce sont deux œuvres également utiles.

M. ROMBAUT. — La logique exigerait que nous étudions le compte administratif avant de demander l'approbation du Conseil Municipal sur les subventions,



attendu que celles-ci sont prélevées sur les excédents figurant au Compte Administratif. C'est une question de logique. Je m'en rapporte à la sagesse du Conseil Municipal.

M. COQUART. — Je demande qu'on suive plutôt l'ordre du jour, que l'on fasse comme d'habitude. Pourquoi, alors que d'ordinaire vous procédez selon l'ordre du jour, pourquoi changer ?

M. RAMETTE. — Cela ne change pas votre vote.

M. COQUART. — La Croix-Rouge, c'est passé... Pourquoi interrompre maintenant ?

M. ROMBAUT. — L'ordre de grandeur est différent.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F., 2 conseillers M.R.P. et 8 conseillers Socialistes ; les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 3.766 du 22 février 1952, vous avez décidé d'attribuer à l'Association « Chez Nous », 64, rue Roland, à Lille, une subvention forfaitaire de 700 fr. par jour représentant l'hébergement de 2 pensionnaires au foyer créé en 1949 pour l'accueil des jeunes filles de moins de 25 ans sans abri.

Le Centre a pu augmenter en 1953 le nombre de ses lits et une subvention complémentaire est sollicitée de la Ville.

En raison de l'action sociale de cet organisme, nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances : a) de participer financièrement dans son fonctionnement à raison de la prise en charge d'un troisième lit, ce qui porterait à 1.050 fr. par jour le montant de notre subvention forfaitaire ; b) de voter à cet effet un crédit complémentaire de 127.250 fr. qui sera inscrit au chapitre XXVIII, article 58 du Budget supplémentaire de 1953.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.667 du 20 février 1953, vous avez décidé d'attribuer au Comité Lillois de Lutte contre le Taudis, une subvention de 3 millions de fr.

Nous avons suivi avec intérêt les activités de cet organisme qui a multiplié ses efforts en vue d'apporter aux mal logés une aide aussi généreuse qu'efficace.

N° 4.909

Association  
« Chez Nous »

—  
Subvention  
complémentaire  
—

N° 4.910

—  
Comité lillois  
de lutte  
contre le taudis

—  
Subvention  
—



De nombreux locaux ont été aménagés et d'importants travaux ont nécessité au cours du premier trimestre plus de 1.500.000 fr. de dépenses de matériaux et autres. Une extension du service des aides bénévoles est actuellement envisagée et nous pensons qu'il convient de renforcer notre appui financier à l'œuvre poursuivie pour l'assainissement des taudis et l'amélioration des conditions d'habitation des locaux délabrés.

Nous vous prions donc de vouloir bien :

a) Attribuer au Comité Lillois de Lutte contre le Taudis une subvention complémentaire de 3 millions de fr. pour 1953 ;

b) Voter un crédit d'égale importance qui sera inscrit au chapitre XXVIII, article 55 du Budget supplémentaire de 1953.

M. COQUART. — Nous ne sommes pas contre l'aide au Comité de Lutte contre le Taudis, Lorsqu'on nous a demandé, d'ailleurs, à l'occasion du Budget primitif, à la fin de février, de voter une subvention de 3 millions, alors que la subvention de l'an dernier était de 500.000 fr. et que par conséquent, le chiffre était multiplié par 6, nous l'avons votée. Seulement, nous avons fait remarquer en Commission des Finances que si nous avons été d'accord, à fin février, pour inscrire au Budget primitif une subvention 6 fois supérieure à celle de l'année précédente, si nous ne sommes pas non plus hostiles quant au principe d'une nouvelle subvention, on peut tout de même attendre pour cela l'occasion du budget supplémentaire. C'est un rapport qui, à notre avis, pourrait être sans inconvénient retiré de l'ordre du jour, ce soir, pour revenir un peu plus tard.

D'autre part, s'il est vrai que nous admettons le principe d'une majoration de subvention, nous n'avons tout de même pas eu un élément d'apaisement suffisant en ce qui concerne l'évolution du fonctionnement de cet organisme. M. Decamps nous a indiqué, je crois, qu'en dehors des aides bénévoles, il y a aussi maintenant des spécialistes professionnels dans cet organisme, qui devient un peu une entreprise. Nous pensons que de plus en plus le moment est venu où un contrôle municipal effectif doit être réalisé dans de pareils cas, étant donné que l'association en question travaille essentiellement avec des fonds de la Ville.

Nous devrions demander très gentiment, à ces gens sympathiques, que dans l'organisme dirigeant il y ait une représentation officielle de la Ville. Cette condition pourrait être remplie avant qu'on ne reconsidère le problème, avant qu'on ne fixe la nouvelle somme qui peut être utilement octroyée à cet organisme qui, assurément, répond à un besoin et rend des services que personne ne conteste.

Par conséquent, en conclusion, je vois des raisons sérieuses pour réserver ce rapport jusqu'à une date ultérieure. Je demande si on veut bien admettre cette thèse et par conséquent réserver le rapport 4.910.

M. ROMBAUT. — Sur la question représentation de la Ville, aucune difficulté. Je suis d'accord. L'œuvre ne fera aucune difficulté.

Par ailleurs, ne pas voter cette subvention, ce serait sinon supprimer, du moins ralentir l'effort considérable déployé par le Comité Lillois. J'ai étudié le budget, j'ai constaté que sur les 3 millions déjà accordés lors du vote du budget primitif, 1.540.000 fr. ont déjà été engagés. Ce qui prouve que le travail accompli



a été considérable. Par conséquent, d'ici quelque temps, les prévisions de travaux à effectuer dans les taudis à remettre en état, absorberont les crédits restants. Le Comité doit envisager l'arrêt de son activité si nous ne votons pas cette subvention supplémentaire. Cela fait partie de l'effort entrepris par la Municipalité en ce qui concerne la construction, le relogement de la population, les réparations d'immeubles. Personne ne peut être d'accord avec nous.

M. HÉNAUX. — Cela ne résoud pas le problème du contrôle qu'a posé notre collègue Coquart.

M. ROMBAUT. — Je suis d'accord. Officiellement, nous ferons demander que l'Administration soit représentée au sein du Comité Lillois de Lutte contre le Taudis. En Commission du Budget, je me souviens que j'avais apporté un dossier qui m'avait été communiqué par le Comité Lillois, comprenant les noms des bénéficiaires des réparations.

M. DEFAUX. — C'est un principe qu'il faudrait admettre : chaque fois que l'on octroie une subvention importante à un comité, on devrait toujours demander qu'un représentant de la Municipalité fasse ultérieurement partie du Conseil d'Administration. C'est une revendication qui paraît légitime. Le Conseil Général avait admis cela comme principe. Cela paraît justifié.

M. LE MAIRE. — Sur le rapport, nous allons ajouter : un membre du Conseil Municipal fera partie du Comité de Lutte contre le Taudis.

M. COQUART. — Nous votons sous réserve qu'un membre du Conseil Municipal soit appelé à figurer dans l'organisme.

M. DEFAUX. — Étant donné l'importance des services rendus, il n'y a pas d'hésitation possible.

M. COQUART. — Il faut un membre du Conseil Municipal qui sera désigné par le Conseil ; dans notre esprit à nous, cela veut dire que le Conseil lui-même donne mandat à un de ses membres de figurer dans tel ou tel organisme. Si on généralise la formule, comme le préconise judicieusement le Docteur Defaux, il y aura des mandats pour tous les membres du Conseil, vu le grand nombre des subventions qui sont accordées.

M. RAMETTE. — Nous ne sommes pas contre l'effort qui est fait sur ce plan pour la lutte contre le taudis. Nous devons cependant souligner que c'est loin de correspondre aux nécessités de cette lutte, aux travaux qu'il faudrait entreprendre pour véritablement en finir avec les taudis à Lille. Sur ce plan, je dois indiquer que nous assistons à une série d'initiatives sur différents plans. Tout à l'heure, on a voté encore un rapport qui attribue des subventions à un organisme privé en vue de la réparation des immeubles qui sont à détruire, qui ont besoin de réparations importantes. On a voté également une avance de la Ville de 22 millions pour des prêts à des personnes, à des ménages qui désirent construire. On se trouve ici en face d'un effort un peu fragmenté, dispersé, compte tenu que sur un autre plan les H.L.M. municipaux sont appelés également à faire leur effort.

Je crois qu'il y aurait eu intérêt à ce que nous ayons la réunion spéciale que nous avons demandé pour l'étude du problème du logement et pour l'examen de l'effort d'ensemble qu'il faudrait faire pour aboutir véritablement à un programme de construction qui corresponde aux nécessités de l'heure présente.



Parce que ces efforts là, dispersés, fragmentés et absolument en disproportion avec l'objectif poursuivi, ne nous permettront pas d'aller très vite dans la réalisation d'un plan qui véritablement nous permettrait de vaincre la crise du logement. J'espère que, après les élections municipales, nous aurons la possibilité, j'en fais le souhait, de prendre à bras le corps le problème du logement et d'examiner tous les moyens au pouvoir du Conseil Municipal pour mener à bien la tâche qui s'impose.

Ce n'est pas avec 3 millions accordés au Comité de Lutte contre le Taudis que nous en finirons avec cette plaie ; pas plus qu'avec les quelques dizaines de millions qui sont accordés à d'autres organismes sous différentes formes de subvention. Je crois que cela méritera un effort beaucoup plus conséquent.

M. HÉNAUX. — Je me permets d'enchaîner à propos précisément du logement. J'ai posé, il y a quelque temps, à M. Decamps, deux questions par écrit, car je crois qu'il serait intéressant que tous nos collègues sachent les réalisations acquises depuis octobre 1947. Je demande que M. Decamps nous donne le nombre de logements construits par les H.L.M. et le nombre de logements construits par les différents organismes auxquels la Municipalité a accordé une subvention. Je ne parle pas de logements projetés sur le papier, je parle de logements effectivement occupés ou de ceux qui pourraient à très bref délai être mis à la disposition des bénéficiaires.

M. DECAMPS. — J'ai reçu votre lettre le 18. J'ai demandé au service de bien vouloir s'en occuper. Je peux vous donner les autorisations de construire qui ont été distribuées depuis 1947. Je n'ai pas eu le temps matériel de pouvoir vérifier sur place si chacun de ces permis a été exécuté. Je peux vous donner le renseignement suivant : les H.L.M. ont demandé l'autorisation de construire 496 logements.

M. RAMETTE. — 42 sont construits, 90 entrent en voie de construction ; cela fait 140 logements en face de 10.000 qui manquent à Lille.

M. HÉNAUX. — J'ai entendu des précisions comme celles que donne notre collègue Ramette. Je voudrais avoir des renseignements plus objectifs. L'autorisation de construire ne signifie pas logement.

M. RAMETTE. — Même si les 400 logements étaient construits, cela ne correspond pas du tout aux besoins d'habitations qu'éprouve la Ville de Lille.

M. DECAMPS. — Le C.I.L. a obtenu 145 autorisations de construire... en construction ou construits... C'est clair ?

M. MANGUINE. — Ou à construire !

M. DECAMPS. — Si cela peut vous faire plaisir.

M. RAMETTE. — Les fondations ne sont même pas posées.

M. DECAMPS. — La Société Civile pour l'amélioration de l'Habitat a construit 39 logements. Ceux-là sont construits. Le Bureau de Bienfaisance a obtenu 68 permis ; les particuliers 427.

M. RAMETTE. — Parmi les particuliers, certains ont bâti des immeubles dont les appartements sont vendus sur plans, avec d'ailleurs des conditions draconiennes et s'élevant parfois jusqu'à 5 millions.

M. DECAMPS. — Ce sont des constructions.



M. RAMETTE. — Qui ne sont pas accessibles aux ouvriers comme d'ailleurs les H.L.M. qui sont en train de construire dans la rue du Molinel.

M. HÉNAUX. — Vous faites toujours état d'autorisations de construire.

M. DECAMPS. — Je vous répète que nous n'avons pas eu le temps matériel d'aller visiter chacun de ces immeubles pour voir s'ils étaient terminés et habités.

M. HÉNAUX. — Il n'y a pas un contrôle dans votre service de logement pour les permis de construire ?

M. DECAMPS. — Ils n'ont pas pu me donner avec précision le nombre de certificats de conformité.

M. SIMONOT. — En ce qui concerne les H.L.M., le C.I.L., un coup de téléphone eut renseigné, à un appartement près.

M. DECAMPS. — J'ai eu ce renseignement ce soir à 6 heures.

M. ROMBAUT. — Pour le Bureau de Bienfaisance, les plans sont faits, l'argent est disponible.

M. RAMETTE. — Si j'étais à votre place, Monsieur Decamps, Adjoint aux Travaux, j'aurais ces renseignements à portée de ma main. Si vous n'êtes pas renseigné sur l'état des constructions à Lille, qui le sera, puisque c'est votre domaine d'activité. Cela prouve que votre préoccupation n'est pas tendue vers ce but.

M. LE MAIRE. — Il est certain que vous ne contredirez pas que chaque fois que les H.L.M. nous ont demandé de les aider, sous une forme ou sous une autre, nous avons donné notre accord immédiatement.

M. RAMETTE. — Il n'est pas moins vrai que chaque fois que nous sommes intervenus ici pour essayer d'obtenir de l'Administration Municipale qu'elle s'engage dans un effort correspondant aux nécessités créées par la crise du logement, elle ne nous a pas suivis. Dans ce domaine, vous vous présentez devant la population, à la fin de votre mandat en affichant une carence totale et d'ailleurs aussi l'Office Municipal d'H.L.M.

M. COQUART. — Est-ce qu'il s'agit toujours du 4.910 ? Nous avons défini notre position. Nous regrettons que la subvention ne soit pas reportée pour figurer au Budget supplémentaire, puisqu'une subvention égale à 6 fois le montant de la précédente a déjà été octroyée. Néanmoins, la promesse étant faite qu'un membre du Conseil figurera à l'organisme, nous votons ce rapport 4.910.

En ce qui concerne les considérations formulées par certains de nos collègues relatives au problème du logement, je comprends qu'ils les abordent à l'occasion de certains rapports. Nous nous réservons de soulever des questions, nous aussi, à l'occasion d'autres rapports.

*Le rapport 4.910 est adopté à l'unanimité.*



N° 4.911

—  
Société Civile  
Immobilière  
pour le  
Développement  
de l'Habitat  
à Lille  
—  
Subvention  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de vos précédentes séances, vous avez adopté différentes mesures destinées à apporter une solution satisfaisante au problème du logement de la population et vous avez notamment décidé l'attribution de subventions formant à ce jour un total de 60 millions à la Société Civile Immobilière pour le Développement de l'Habitat.

L'importance des sollicitations dont il est l'objet a conduit cet organisme à étudier un nouveau programme de constructions et à acquérir à cet effet les terrains suivants qui lui ont été proposés.

<i>Rue Gassendi</i> — valeur du terrain . . . . .	3.000.000 fr.
sur lequel serait édifié un groupe de 20 logements dont un petit collectif, suivant la formule « accession à la petite propriété » adoptée par les logements de la rue de La Bassée.	
<i>Avenue Saint Maur</i> — valeur du terrain . . . . .	14.000.000 »
sur lequel serait construit un groupe de 50 logements suivant la même formule.	
<i>Rue Kant</i> — valeur du terrain . . . . .	12.000.000 »
partie non prise en charge par le Crédit Foncier de France.	8.000.000 »
Seraient édifiées sur ce terrain 50 maisons ouvrières du type traditionnel simplifié identiques à celles construites rue du Pont Neuf et attribuées en location dans les mêmes conditions.	
TOTAL . . . . .	37.000.000 fr.

Considérant le but poursuivi par la Société Civile Immobilière, nous vous prions de vouloir bien lui attribuer une subvention de 37 millions et de voter un crédit d'égale importance à inscrire au chapitre XXVIII du Budget supplémentaire.

Il est bien entendu que les biens acquis par la Société Civile Immobilière devront faire retour à la Ville.

M. COQUART. — J'ignorais que par une procédure peu commune à un membre de l'Administration, M. Decamps allait présenter le rapport. C'est bien volontiers que je vous écoute d'abord.

M. DECAMPS. — Je vous ai dit, lors du dernier Conseil Municipal, que nous avions mis en route trois groupes de logements pour l'accession à la petite propriété ; ce système a je crois obtenu la faveur du public. Pour le groupe de La Bassée, j'ai eu plus de 70 demandes pour les 90 logements ; pour le groupe du Buisson, j'ai déjà 93 demandes pour les 50 logements qui sont construits. Ceci nous a amenés à conclure que nous devons continuer cet effort.

D'autre part, je vous signale tout de suite que le groupe des Tabacs, 39 logements de transition, que nous avons construit pour pouvoir permettre la remise en état, la restauration de certaines cours, a obtenu lui aussi une grande faveur de la part des gens qui ont du mal à se loger. Dans ce domaine encore, nous devrions reconduire notre effort. C'est la raison pour laquelle je vous ai présenté ce rapport qui concerne d'abord des terrains à acheter pour la construction d'habi-



tations et d'autre part, nous sommes actuellement en pourparlers pour l'achat d'un terrain dans les environs de la rue de Gand où nous construirions des maisons du type simplifié des Tabacs que nous donnerions à nouveau en location. Ce terrain permettra de construire une vingtaine de logements. J'ai des pourparlers en cours pour un terrain plus important avenue Saint Maur qui nous permettra de construire 50 logements, sur lequel je ne suis pas d'accord. J'ai prévu 14 millions. Les logements simplifiés du type des Tabacs seront donnés en location à des gens à qui on retirera leur logement actuel. Pour ce dernier procédé, je vous ai demandé non seulement les 12 millions qui contribueront à l'achat du terrain, mais encore une partie importante qui est celle que le Crédit Foncier laissera à notre charge. Or, la Société Civile n'a aucun fonds et nous avons beaucoup de mal à trouver les emprunts que nous avons demandés au Crédit Foncier. Il est donc sage de prendre la précaution de prévoir cette somme. Le total de la dépense s'élève à 37 millions.

M. COQUART. — Je commencerai par poser à M. Decamps une question complémentaire, à mon avis intéressante. Chacun se rappelle que, d'après les déclarations de M. Decamps lui-même et ceci au dernier Conseil Municipal, la Société Civile Immobilière devait restreindre son activité, la restreindre si sérieusement que, apparemment, elle devait se cantonner dans le cadre atteint par elle au mois de février. M. Decamps nous avait même dit qu'à cause des difficultés d'ordre fiscal, les desseins primitifs devaient être abandonnés et que la Société Civile demandait, c'est ce qu'il nous a expliqué, une subvention de 15 millions, mais comme la dernière qu'elle solliciterait, « pour payer ses dettes ». Or, nous nous trouvons en face de la situation inverse, actuellement. J'ai déjà posé la question en Commission des Finances à M. Decamps. J'avoue que sa réponse ne m'a pas paru d'une parfaite netteté. J'aimerais que chacun entende les raisons pour lesquelles la Société Civile retrouve une nouvelle vigueur, pour lesquelles on demande 37 millions pour l'acquisition de terrains.

M. DECAMPS. — J'ai cru devoir vous signaler que nous avions des difficultés au point de vue fiscal. Si je ne vous l'avais pas dit, cela n'avait aucune autre importance. Je vous ai dit, d'autre part, que la subvention de 15 millions, ce n'était pas la subvention définitive totale, mais je ne demandais que 15 millions parce qu'à ce moment là M. Rombaut ne pouvait pas me donner plus. Si j'avais pu avoir plus de 15 millions, j'aurais demandé plus. Quand vous m'avez demandé ce que j'allais en faire, je vous ai répondu que j'allais commencer par payer mes dettes. Je ne voulais pas dire pour autant que je voulais arrêter la Société Civile. Je vous ai dit : nous sommes en butte à des difficultés fiscales ; nous nous demandons si nous ne serons pas amenés à transformer la Société Civile ou alors à la porter à un autre organisme qui n'ait pas les mêmes difficultés, comme un organisme d'H.L.M. par exemple.

M. COQUART. — Rappelez-vous, vous avez justifié l'avance de 150 millions aux Habitations Économiques du Nord et, d'autre part, l'apport des terrains de la Société Civile à cet organisme de forme coopérative, en disant : « Mais la Société Civile est paralysée. Contrairement à ce que nous avons cru, elle se heurte à des difficultés, notamment d'ordre fiscal. C'est la raison pour laquelle nous demandons à la Ville de faire porter son effort en faveur des H.E.N. ». Si la Société Civile pouvait répondre à vos plans primitifs, pourquoi demandez-vous un effort plus accentué en faveur des H.E.N. ?



M. DECAMPS. — Il n'y avait aucun intérêt à donner cette somme à la Société qui l'aurait retransmise aux H.L.M. qui font le travail... Ce sont les Habitations Économiques du Nord. Il est logique qu'on leur accorde cette subvention directement sans la passer par un organisme qui n'aurait fait que freiner les opérations.

M. COQUART. — Je peux maintenant passer à mes propres explications. J'espère que nos collègues, eux, ont bien compris pourquoi la Société Civile devait avoir plus d'activité maintenant que jamais, pourquoi l'effort devait porter, en même temps, en faveur de la Société Civile et en faveur des Habitations Économiques du Nord. Mais je confesse humblement que, pour ma part, je n'ai pas trouvé cette démonstration absolument limpide, ; et je continue à penser que la formule, « Société Civile » ou « Habitations Économiques du Nord », est très discutable.

Nous nous trouvons devant un organisme privé, quand il s'agit de la Société Civile Immobilière, et je ne suis pas surpris que vous ayez eu des difficultés d'ordre fiscal. Parce qu'enfin, les parts sont détenues par vous à titre privé. Le Conseil d'Administration comprend deux personnes représentant des organismes : Associations Familiales et C.I.L., que je mets à part ; restent 5 personnes qui appartiennent à l'Administration Municipale, dont il faut encore mettre à part le représentant en titre de la Ville, qui se trouve être M. Lourdel. Vous êtes quand même encore 4 membres qui avez la majorité sur le total de 7, et qui détenez vos parts à titre personnel. Comme je suis persuadé que vos trois collègues vous font à vous, M. Decamps, confiance entière, je présume que c'est une société privée que vous contrôlez. Je le souligne tout de suite, je ne mets nullement en doute votre honorabilité en disant cela. Mais j'ai l'impression que vous préférez que les fonds de la Ville passent par le canal de la Société Civile parce qu'elle est sous votre direction et votre contrôle. Après quoi, vous pouvez, avec un poids particulièrement sérieux, vous tourner vers un organisme comme les Habitations Économiques du Nord et dire : « J'apporte ceci, j'apporte ces terrains, j'apporte ces sommes ». C'est vous, à titre personnel, qui êtes propriétaires des parts. C'est tout de même un fait frappant que l'actif de la Société se compose des 180.000 fr. de capital initial plus les subventions de la Ville. C'est tout de même bien là l'actif réel de la Société. Alors, cet actif, à l'heure actuelle, à supposer que le Conseil Municipal accorde vos 37 millions, cet actif est représenté par les 180.000 fr. de capital initial et par les 97 millions de subvention de la Ville. Et ceci est réparti entre vous à titre personnel. C'est si vrai que c'est transmissible. Le ciel me préserve de songer à une catastrophe qui vous frappe, soit vous, soit vos collègues ! Mais si la chose arrivait, ce sont vos héritiers qui se trouveront détenir les parts correspondantes, et ces personnes peuvent très bien dire : « Nous ignorons à quel titre celui dont nous héritons détenait ces parts. Vous dites que la Société n'a pas de but lucratif, qu'elle doit réinvestir pour construire. C'est très bien cela, mais cela ne nous regarde plus ». Je pense que des difficultés peuvent surgir de ce côté.

Je ne suis pas non plus étonné que vous ayez des difficultés d'ordre fiscal. C'est une Société privée fonctionnant comme telle ! L'Administration du Fisc peut tout de même constater ce que vous avez comme capital, d'une part, et puis ce qui rentre dans la caisse, d'autre part.

Par conséquent, cette formule nous paraît non seulement en marge des traditions administratives, mais vraiment dangereuse et critiquable. Évidemment,



nous voyons très bien que vous voulez construire. Je reconnais volontiers votre activité, votre personnalité vigoureuse, qui a peut-être toutefois à nos yeux certains revers par rapport aux qualités... Je veux dire, cela ne peut pas vous choquer, que vous avez essentiellement des qualités de chef d'entreprise... D'ailleurs, vous l'avez fait à la Commission des Finances, vous l'avez fait de nouveau ici, vous êtes un homme qui dit toujours « je ». Vous êtes un patron dans une affaire, vous décidez, vous prévoyez et vous mettez tout en mouvement.

Que demain, à la suite d'un changement dans la composition de la municipalité, vous ne soyez plus adjoint, ni même membre du Conseil Municipal (cela pourrait arriver à vous comme à n'importe lequel d'entre nous), vous gardez tout de même toutes les prérogatives du chef d'entreprise au sein de la Société Civile. Vous êtes quand même à la tête d'une centaine de millions qui proviennent des fonds de la Ville !

Je reconnais que vous avez mis les choses au net dans les statuts, en disant : « ce n'est pas à but lucratif, ce qui rentre doit servir à construire ». Mais quand même, nous ne pouvons pas avoir pleine confiance, parce que vous ne nous donnez pas le gage qui, selon nous, je vous l'ai dit l'autre jour, serait tout de même quelque chose de décisif. La Ville ne peut pas elle-même construire aussi commodément, bien. Mais une fois que vous avez, par exemple, construit la cité de relogement, sur un terrain dont vous avez disposé grâce à la Ville, avec les fonds dont vous avez disposé grâce à la Ville... vous pouvez sans aucun inconvénient envisager la rétrocession ! La Ville fera ce qu'elle voudra : elle confiera la gestion à l'Office d'H.L.M., comme cela se fait dans certaines villes où elle choisira une autre formule. Vous lui aurez épargné les difficultés administratives, mais finalement vous lui aurez rendu son bien. Sans même aller jusqu'à une rétrocession immédiate chaque fois qu'il y a des réalisations obtenues, pourquoi ne pas faire une sorte de donation en retour, avec faculté pour la Ville de la mettre en application quand elle le jugera bon ? Nous aurions la garantie que les centaines de millions qui viennent des fonds publics rentreront sous forme concrète de constructions le jour où la chose sera opportune.

Eh bien, nous n'avons pas cette garantie, Je crois bien que, quand précédemment je vous ai posé la question, vous m'avez dit : « Je ne dis pas que cela ne se fera pas ». C'est quelque chose comme cela que vous avez déclaré. Je vous rends hommage de cette réponse conciliante, mais vous avouerez quand même que, malgré tout, elle ne nous donne rien de tangible. Vous ne dites pas que cela ne sera pas, vous ne dites pas non plus que cela sera !

Par conséquent, par le canal de cette Société Civile s'échappent des fonds très importants qui, pour l'instant, sont appropriés à titre personnel et dont nous ne pouvons pas avoir la certitude qu'au bout d'un certain circuit, ils rentreront dans la caisse de la collectivité.

Permettez-moi enfin d'attirer votre attention sur la rapidité de conception liée à vos qualités de chef d'entreprise... On s'en doute, dans une maison que vous dirigez, cela va comme ça. Mais vous arrivez à la Commission des Finances sans aucune note, sans aucun chiffre... et vous indiquez comme cela, en prenant un crayon... « Saint-Maur, mettons 14 millions ». En fait, vous n'avez pas encore réalisé d'accord pour l'avenue Saint Maur, et il est difficile de savoir si ce sera 14 millions en plus, ou moins.



Quand vous nous présentez un rapport, vous donnez seulement comme base d'estimation la valeur du terrain. Vous n'indiquez ni la superficie, ni la situation ! C'est peut-être excellent, comme méthode, dans une maison privée, quand il s'agit d'un homme qui a à la fois les capitaux et la qualité de patron. Dans une maison comme la maison communale, je crains que nous n'allions un peu trop vite en besogne, que vous ne précipitiez les étapes.

C'est la raison pour laquelle je demande que ce rapport soit réservé et ne soit présenté qu'ultérieurement au Conseil Municipal, avec des informations plus complètes, aussi bien en ce qui concerne la superficie et la situation des terrains que la base financière.

M. RAMETTE. — Je voudrais poser à M. Decamps une simple question. Qu'arriverait-il si demain une Administration municipale différente prenait possession de la direction des affaires municipales, si cette administration décide, par exemple, de ne plus recourir aux offices de la Société Civile Immobilière ? Par le vote de ce rapport, nous faisons don à la Société Civile des terrains d'une valeur de 37 millions. Quels droits aurait à ce moment là la Ville pour retrouver la possession de ses terrains ?

M. DECAMPS. — Elle aura le droit que je vais prendre... Je veux bien que je la conduis un peu comme une affaire. Je suis tout à fait d'accord, j'accepte les reproches de ce genre-là. Je ferai prendre, par la Société Civile, une délibération rendant à la Ville de Lille ce qu'elle nous a donné et ce qu'elle nous a permis d'acheter.

M. RAMETTE. — A condition qu'elle prenne la délibération... Sans cela elle en est propriétaire des terrains ?

M. DECAMPS. — Actuellement, évidemment.

M. RAMETTE. — Si nous votons le rapport, c'est de son gré qu'elle décidera que les terrains feront retour à la Ville ?

M. DECAMPS. — C'est de son gré.

M. RAMETTE. — Elle ne l'a pas décidé ?

M. DECAMPS. — Je prends l'engagement de le faire Monsieur Ramette.

M. RAMETTE. — Je rappelle que lorsque ce problème est venu en discussion, nous ne nous sommes pas opposés à la constitution d'une telle Société, parce que cela pouvait répondre à une nécessité : celle d'être à même de pouvoir construire des maisons d'un type différent de celui qui était admis à titre d'H.L.M. par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. C'était un moyen d'obtenir la possibilité de construire une maison d'un type moins coûteux. Mais à cette époque, nous avons fait toutes les réserves indispensables à cet égard, sur la constitution et la composition même de la Société. Nous avons bien marqué qu'il s'agissait d'une société qui prenait un caractère privé. Nous avons même souligné qu'il n'y aurait pas de possibilité, de la part du Conseil Municipal, d'un contrôle sérieux sur la gestion de cette Société. Nous avons demandé, comme garantie, qu'à l'intérieur de cette Société soient admis des représentants des différentes tendances de cette assemblée. Nous étions même allés beaucoup plus loin, jusqu'à proposer l'admission de représentants d'organisations de sans-logis, des syndicats, ce qui nous aurait donné une autre garantie. Nous avons demandé que soient examinés et revus les statuts de telle manière qu'en tout état de cause la Ville puisse avoir non seulement le contrôle, mais aussi la garantie que les



sommes ainsi versées ne seront pas détournées de leur destination. Mais, votre réponse à la question que je viens de vous poser montre que, véritablement, en ne nous suivant pas, vous vous êtes engagés dans une entreprise qui vous laisse maître des millions qui vous sont confiés et que vous pouvez, à votre gré, détourner de leur destination initiale.

Nous sommes quant à nous désireux que l'on construise, mais il ne s'agit même pas ici de construire ; il s'agit d'abord de faire don de terrains à la Société Civile. On vient de nous montrer que cette Société pouvait demain en faire à son gré et à sa volonté. Tout dépendra d'une délibération de sa part, dont nous n'avons pas la garantie. On l'a très bien expliqué tout à l'heure, je n'y reviens pas. C'est devenu, maintenant, si je puis dire, le vestibule d'une autre société. On donne à celle-ci pour qu'elle transmette à l'autre. Singulière façon de procéder. Je crois, une fois de plus, que le problème, plus exactement la question que nous avons posée d'une délibération large du Conseil Municipal sur le problème du logement s'imposait. L'Administration Municipale a fait, à cet égard, montre d'une opposition et d'une obstination qui marquent bien que, en vérité, elle ne voulait pas entrer dans la voie d'une véritable politique de construction et en tout cas d'une véritable politique de construction sous le contrôle même de la population.

C'est pourquoi nous demandons avec insistance que ce rapport soit retiré de l'ordre du jour du Conseil Municipal. Nous ne pouvons pas vous accorder une confiance que nous ne possédons pas à votre égard. Vous nous dites : « demain, nous prendrons une délibération ». Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est qu'à l'heure actuelle, vous êtes les maîtres de la situation et je considère que nous ne pouvons pas vous donner notre confiance.

M. LE MAIRE. — Accepteriez-vous de donner cet accord si une assurance vous était donnée quant à cette délibération ?

M. RAMETTE. — Il faut laisser le soin à la future administration de décider de sa politique du logement. Vous avez été incapables d'en mettre une debout.

M. ROMBAUT. — La réserve est déjà implicitement contenue dans les statuts que vous avez eus. Il est prévu que cette Société ne peut poursuivre aucun but lucratif. Si une nouvelle administration municipale décidait de ne plus verser de subventions, la Société automatiquement arrêterait son activité. De par les statuts, elle ne peut pas continuer. Comment concevriez-vous l'existence normale d'une société qui à ce moment-là n'aurait plus de raison d'être. Il n'y a aucun danger.

M. COQUART parlait de transmission. Il est prévu que les parts ne sont pas transmissibles...

M. COQUART. — Quel article ?

M. DECAMPS. — La Société doit les racheter.

M. ROMBAUT. — On peut très bien envisager cette réserve. Nous ne l'avons pas fait, car implicitement les statuts la comportent. Il n'est pas question de faire une donation.

M. VAN WOLPUT. — Ces questions ont été débattues longuement. En ce qui concerne la rue de Gand, Monsieur Decamps, vous la faites figurer pour



12 millions... Je vous ai dit que, connaissant le quartier, je ne voyais pas où était ce terrain. Vous êtes informé ?

M. DECAMPS. — J'ai le plan chez moi.

M. VAN WOLPUT. — J'aimerais bien le voir. Je suis allé sur place. Hormis quelques jardins ouvriers !... Je ne vois pas du tout un terrain d'une valeur de 12 millions. J'aurais bien aimé voir le plan.

M. DECAMPS. — Je vous le soumettrai. Il n'y a pas de front à rue ; il faudra percer une voie à travers ce terrain.

M. COQUART. — Je réponds à M<sup>e</sup> Rombaut touchant la transmission des parts. J'avais déjà lu et je viens de relire l'article 9 des statuts de la Société Civile. Je ne crois pas qu'ils donnent pleine garantie dans le sens que vous avez indiqué. On y trouve ceci, c'est exact : « La Société ne sera pas dissoute par le décès de l'un ou de plusieurs administrateurs et continuera entre les associés survivants seulement ». Mais il est ajouté : « Les héritiers et représentants du ou des associés décédés seront tenus de céder les parts d'intérêts du ou des associés décédés dans les trois mois du décès, dans les conditions ci-après... ». Les conditions sont indiquées. Il s'agit de la façon de racheter les parts d'intérêts et de les répartir, suivant les demandes formulées, proportionnellement au nombre de parts, après détermination du prix de rachat, à défaut d'accord, par des experts, notaires ou avoués... Je me réserverai, pour avoir un avis ferme, de consulter des hommes versés à fond dans ces matières. Mais vous savez, c'est rédigé, comme d'ailleurs bien d'autres articles, d'une façon entortillée. Quand on a lu cela, on a bien l'impression qu'il y a des portes discrètement ouvertes. Les parts vont d'abord aux héritiers... qui sont tenus... c'est entendu... de les vendre !

Mais que deviendra l'affaire ?

M. DECAMPS. — Ce type de statut, c'est celui de toutes les sociétés civiles. Nous avons remis au notaire que nous avons convoqué le modèle que nous avons de la Ville de Mulhouse. Je suis bien obligé de faire exactement la même chose. Toutes les sociétés sont faites sur le même type, il n'y a pas de question.

M. COQUART. — Raison de plus pour que nous soyons très prudents. J'ajoute que, vraisemblablement, pour chacun de ces terrains, comme vous l'avez fait pour les précédents, vous demanderez d'importants travaux de voirie. Vous avez chiffré antérieurement à 10 millions la dépense pour chacun des terrains où vous alliez construire. Je suis persuadé, vous aussi probablement, que les frais de voirie dépasseront ce chiffre. Il en sera de même pour ces terrains-ci. C'est toujours la Ville qui donne, qui apporte ; elle n'a même pas le mérite de construire ou de faire construire. Elle donne à une société privée, qui ensuite transmet à un second organisme. Nous sommes résolument contre de telles formules. Nous ne nous abstenons pas, nous votons contre.

M. RAMETTE. — Nous votons contre.

M. HÉNAUX. — Nous demandons que cette promesse soit inscrite au procès-verbal.

M. DECAMPS. — Cette délibération sera complétée par le retour automatique de ces terrains à la Ville de Lille.



M. HÉNAUX. — Je retiens la formule : retour automatique de ces terrains à la Ville de Lille.

M. COQUART. — Encore faudrait-il préciser dans quelles conditions et avec quel mécanisme.

M. DECAMPS. — Je ne suis pas notaire.

M. DEFAUX. — Question de principe : nous ne pouvons pas admettre qu'une société privée devienne propriétaire d'une façon définitive de sommes considérables que la Ville lui a avancées.

M. LE MAIRE. — Cette délibération ne partira pas à la Préfecture sans que les réserves n'y soient apportées.

M. ROMBAUT. — Ce n'est vrai que pour les immeubles construits par la Société et loués. Pour les autres terrains, c'est l'accession à la petite propriété ; la Société n'en sera jamais propriétaire. C'est l'acheteur qui en devient propriétaire. Il est propriétaire sous condition suspensive des paiements à effectuer durant 20 années.

M. COQUART. — J'enregistre avec satisfaction le succès partiel obtenu dans le sens de la précision et des garanties pour la Ville. Malgré tout, cela ne paraît pas suffisant. Je rappelle que nous avons demandé, non pas un rejet définitif de toute proposition de ce genre, mais le retrait, en vue d'un examen qui pourra avoir lieu dans très peu de semaines. Par conséquent, il ne faut pas interpréter notre vote comme une opposition totale à une activité en vue de la construction, mais comme une opposition à la formule qui est proposée.

Notre position est la suivante : retrait du rapport de l'ordre du jour en vue d'un examen dès la première séance du Conseil Municipal qui doit être élu dimanche prochain.

*Le rapport 4.911 est adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P. ; les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*

---

(Suspension de séance).

\* \* \*

Reprise de séance.

Excusés : MM. Decamps, Duterne, Hanskens, Manguine.

M. MINNE. — M. le Maire est absent. Il m'a demandé de présider pendant quelques minutes.

\* \* \*



N° 4.912

*Eglise Notre-Dame  
de Pellevoisin**Remise en état**Subvention***RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de la séance du 11 juillet 1950, votre attention a été appelée sur l'état défectueux dans lequel se trouvaient certaines églises appartenant à l'Association Diocésaine.

Pour permettre la réparation de ces édifices, vous avez admis, en application de l'article 2 de la loi du 25 décembre 1942, l'allocation d'une subvention à l'Association Diocésaine, dont le montant ne dépasserait, en aucun cas, 50 % du montant total des travaux de remise en état, et un ordre d'urgence, destiné à répartir les charges sur plusieurs exercices, a été établi.

Après l'église Saint Benoît Labre et l'église Saint Philibert, réparées en 1951, c'est à présent la restauration de l'église Notre-Dame de Pellevoisin qui s'impose afin d'assurer à la population de cette paroisse la fréquentation des offices religieux dans des conditions de sécurité suffisantes.

Le Service d'Architecture ayant examiné favorablement le devis estimatif des travaux dont le coût est évalué en chiffres ronds à 7.600.000 fr., nous vous proposons de vouloir bien :

1° Allouer à l'Association Diocésaine une subvention de 3.800.000 fr. représentant la moitié de la dépense totale prévue pour les travaux de réfection de couverture, de zinguerie et de maçonnerie ;

2° De voter à cet effet un crédit d'égale importance qui sera inscrit au chapitre XXVIII du Budget supplémentaire sous rubrique « Allocation à l'Association Diocésaine. Réparation de l'église Notre-Dame de Pellevoisin ».

M. MINNE. — Est-ce que l'un d'entre vous a des observations particulières à faire au sujet de ce rapport ?

M. COQUART. — Conformément à une position antérieure déjà expliquée, développée, nous ne considérons pas que les subventions à l'Association Diocésaine aient à être effectuées. Par conséquent, nous nous prononçons contre la proposition.

M. RAMETTE. — Contre.

M. DEFAUX. — Nous voterons pour. Personnellement, je me permets de constater une contradiction entre le vote actuel de nos collègues communistes et celui qui a concerné l'église Saint Benoît Labre. Je me souviens des paroles authentiques que M. Ramette a prononcées, disant qu'il trouvait tout à fait normal que les travailleurs chrétiens puissent aller prier dans un temple où ils ne risquent pas leur existence.

M. RAMETTE. — On a distribué assez de subventions aux organisations confessionnelles pour que nous votions contre.

M. DEFAUX. — C'est en contradiction, Monsieur Ramette.

*Rapport adopté à la majorité des 18 conseillers R.P.F. et 2 conseillers M.R.P.  
les 8 conseillers Socialistes et 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 4.913

MESDAMES, MESSIEURS,

Les dépenses imputées sur l'article 1<sup>er</sup>, chapitre XXXI « Dépenses imprévues » du Budget primitif de 1952 n'ayant pas déjà fait l'objet d'une délibération, doivent aux termes d'une disposition d'ordre administratif, être soumises à votre ratification.

Dépenses  
imprévues  
—  
Exercice 1952  
—  
Ratification  
—

Nous vous prions de vouloir bien homologuer ces dépenses dont voici le détail :

N° des MANDATS	DATES	PARTIES PRENANTES	DÉTAIL DES MANDATS	SOMMES
705	7/2/52	Cadet Fr. . . . .	Prime de déménagement et de réinstallation . . . . .	15.000 frs
3.287	2/4/52	T.P.G.N. . . . .	Redevance de principe de 1 fr par an pour le réseau de distribution d'eau de la Ville de Lille due au titre des années 1946-1947 et 1948 (article 57 de la loi des finances du 8/4/1920) . . . . .	3 »
3.716	15/4/52	Derensy J. . . . .	Visite à Lille du « Groupe de chasse Flandre ». Frais de transport (Mars 1952) . . . . .	1.357 »
5.266	13/4/52	De Lange . . . . .	Achat de 24 exemplaires des journaux locaux : <i>Nord-Matin</i> , <i>Voix du Nord</i> , <i>Croix du Nord</i> , <i>Nord-Eclair</i> destinés aux membres de l'Administration . . . . .	360 »
4.484	2/5/52	Duvernoy Robert . . . . .	Expertise d'une voiture automobile de la Ville par suite d'un accident survenu le 26/3/1952 . . . . .	800 »
6.410	27/5/52	Desmet . . . . .	Erreur sur la moyenne de consommation d'eau en 1951, immeuble, 12-14, rue Chaplin . . . . .	425 »
8.721	20/6/52	T.P.G.N. . . . .	Emprunt de 20 000.000 de francs destiné au Jardin des Plantes. Contrat n° 119.285. Intérêts applicables au temps écoulé depuis l'époque du versement des fonds pour le compte de la Ville jusqu'au 31 mai 1952 point de départ de l'amortissement (article 2 du contrat). Intérêts calculés à 6 % sur 20.000.000 du 26/5 au 31/5/1952 . . . . .	13.334 »
10.030	2/7/52	Pouchelle Jules . . . . .	Prime de déménagement et de réinstallation. Participation de la Ville 50 % . . . . .	18.750 »
12.054	15/7/52	Marin . . . . .	Fourniture et pose d'une plaque commémorative au 12, rue de la Monnaie, maison natale de Raphaël Duflos). . . . .	17.616 »
16.431	19/9/52	Ass. d. Médecine du Travail . . . . .	Immeuble rue des Meuniers destiné à servir de pouponnière - Analyses effectuées en juin 1952 . . . . .	21.250 »
17.632	13/10/52	Duvernoy R. . . . .	Expertise le 11/6/1952 de la voiture n° 264 M.E. 3 appartenant à la Ville . . . . .	2.985 »
19.229	7/11/52	Receveur de l'Enregistrement . . . . .	Somme délaissée par un indigent lillois décédé. Reversement à l'Enregistrement pour acquit de frais de justice . . . . .	693 »
18.213	18/10/52	S.A.R.L. Lachaume . . . . .	Obsèques de M. Denis Cordonnier, Conseiller municipal - Ancien maire de Lille. Fourniture d'une couronne avec inscription . . . . .	30.000 »
20.586	29/11/52	Réant G. . . . .	Remboursement du loyer versé indûment pour la période du 1 <sup>er</sup> juin au 15 juillet 1952 . . . . .	1.000 »
23.370	17/12/52	Lefebvre Eugène . . . . .	Collations au personnel du service des élections en novembre 1952 (Elections législatives des 16 et 30 novembre 1952). . . . .	7.610 »



N° des MANDATS	DATES	PARTIES PRENANTES	DÉTAIL DES MANDATS	SOMMES
23.383	17/12/52	Hezand Ernestine . . . .	Prime de déménagement et de réinstallation allouée par la Ville . . . . .	18.000 »
23.680	31/12/52	Receveur municipal . . .	Constatation dans les écritures du montant du solde débiteurs au 31/12/1952 du compte hors-budget - Recouvrement des frais de poursuites . . . . .	1.640 »
23.790	8/1/53	Minne Paul . . . . .	Photos du Pont Neuf, avenue du Peuple-Belge. Prises de vues, tirage en décembre 1952 . . . . .	2.190 »
24.004	14/1/53	Dufour Jacques . . . . .	Remboursement de la cotisation de résorption instituée par le décret du 21/8/1950	2.104 »
22.999	5/1/53	Atelier de constr. de mat. électr. . . . .	Réparation d'une enseigne lumineuse détériorée par suite de la chute d'un mât appartenant à la Ville . . . . .	7.896 »
14.846	11/9/52	Restaurant de Paris . . .	Réception de l'Architecte italien Paolo Vietti, en juillet 1952, à l'occasion de l'examen de plans d'aménagement du Stade Henri Jooris . . . . .	3.750 »
16.346	20/9/52	Restaurant de Paris . . .	Réception de l'Architecte italien Paolo Vietti, en août 1952, à l'occasion de l'examen de plans d'aménagement du Stade Henri Jooris . . . . .	21.011 »
			TOTAL . . . . .	187.774 »

M. COQUART. — Un mot sur les dépenses imprévues. Je voudrais poser quelques questions. Comme c'est le premier adjoint qui occupe le fauteuil et qu'il n'est pas forcément informé, je m'excuse si je lui pose des questions auxquelles éventuellement il serait embarrassé pour répondre. Peut-être pourra-t-il le faire en consultant les dossiers.

Parmi les dépenses imprévues, je vois à la page 2 : fourniture et pose d'une plaque commémorative au 12 de la rue de la Monnaie. Peut-on savoir qu'elle est la plaque qui a été apposée au 12 de la rue de la Monnaie ?

M<sup>e</sup> MARTINACHE. — Ce doit être la plaque de Raphaël Duflos.

M. COQUART. — Je me rappelle que l'apposition, et le texte d'ailleurs de la plaque avaient été soumis au Conseil Municipal. Il est tout à fait exact que le Conseil Municipal a donné son accord à l'apposition d'une plaque rue de la Monnaie en l'honneur de Raphaël Duflos ; mais d'ordinaire, on indique, quand on fait prendre une délibération, un crédit sur lequel la somme est imputée. Je prends acte.

Les travaux photographiques qui ont été exécutés, pour 34.600 fr., est-ce qu'ils avaient un intérêt pour la Ville ou est-ce qu'ils sont destinés à constituer des archives ?

M. RAMETTE. — C'est certainement pour le bulletin municipal.

M. COQUART. — J'y avais pensé. Pour la revue municipale, d'importants crédits spéciaux ont été votés. Par conséquent, il est probable qu'on n'avait pas besoin d'inscrire ici une dépense particulière à cet effet.

La loi prévoit que le Maire doit rendre compte au Conseil des dépenses imprévues. Si l'indicatif du rapport est suffisant, parfait, je prends acte. Mais



là, je ne savais pas quelle était la plaque ; on aurait dû le préciser. Je ne sais pas, d'autre part, quels sont les travaux photographiques. Je me permettrais de poser une troisième question : la plaque de marbre pour 36.504 fr. correspond à quoi ?

M<sup>e</sup> MARTINACHE. — C'est une plaque qui a été apposée à la mémoire de Gabrielle Bouveur, le 24 novembre dernier. C'est une employée du Service d'Hygiène, qui est morte à Ravensbruck, dont personne ne parle parce qu'elle n'a pas de famille. Nous avons d'ailleurs déploré de nombreuses absences le jour de l'inauguration de cette plaque. Le souvenir des morts est vite parti.

M. COQUART. — Je connais la plaque de M<sup>lle</sup> Bouveur. Je ne crois pas que ce soit celle qui fasse l'objet des 36.000 fr. La plaque que vous avez fait apposer pour M<sup>lle</sup> Bouveur serait plutôt d'une valeur analogue à celle de Raphaël Duflos.

M<sup>e</sup> MARTINACHE. — Beaucoup plus importante, à cause de la citation. J'ai demandé que le texte de la citation figure en entier. Elle avait la Légion d'Honneur et la Croix de Guerre. La citation était longue. J'ai tenu à ce qu'elle figure en entier. Je ne serais pas étonnée à ce que ce soit le prix de cette plaque.

M. COQUART. — Je pense qu'il s'agit vraisemblablement d'une certaine plaque de marbre qui a été apposée au Centre Médico-Scolaire. Si je ne me trompe pas et s'il s'agit de cette plaque là, elle ne devrait pas rentrer dans les dépenses imprévues ; c'était le type même de la dépense prévisible. Le Centre Médico-Scolaire a été inauguré le 23 novembre.

M<sup>e</sup> MARTINACHE. — Le Centre Médico-Scolaire a été inauguré par André Marie et comporte cette fameuse plaque de marbre avec une inscription beaucoup moins importante que celle de Gabrielle Bouveur. Il a été inauguré après novembre.

M. COQUART. — Je voudrais savoir si cette dépense concerne la plaque de marbre du Centre Médico-Scolaire, inauguré le 23 novembre. Cette inauguration a eu lieu dans des conditions sans précédents, d'ailleurs, vu qu'on n'a pas invité — vous n'en êtes pas responsable — on n'a pas invité pour inaugurer ce bâtiment municipal, les membres du Conseil Municipal. Un adjoint vient de se plaindre de n'avoir pas vu grand monde à une cérémonie où il y a eu quelques invitations. Mais, à l'inauguration du Centre Médico-Scolaire, on n'a pas invité les membres du Conseil Municipal. Or, il y a là une plaque de marbre qui célèbre, notamment, les mérites d'un collègue, que je ne veux pas critiquer d'une façon trop appuyée, puisqu'il est absent ; elle souligne que M. Marcel Paget a été l'initiateur de ce Centre. Je me demandais s'il y avait un rapport entre le fait qu'on n'avait pas invité les membres du Conseil et le fait qu'au lieu de procéder comme on le fait normalement (on dit au Conseil Municipal : « nous vous proposons l'apposition d'une plaque rédigée de telle manière et que la dépense soit prévue de telle façon... »), on n'a jamais consulté le Conseil Municipal. On ne lui a jamais soumis un projet de plaque, alors que vous l'avez fait très correctement, quand il s'est agi de la plaque en l'honneur du Général de Gaulle ou de celle pour Duflos, etc... Si notre collègue Paget avait été là, je l'aurais prié de donner connaissance au Conseil Municipal du texte de la plaque et aussi de nous indiquer pour quel motif on n'avait pas jugé possible d'inviter les membres du Conseil à l'inauguration, qui avait lieu en présence du Ministre de l'Éducation Nationale.

Si vous ne pouvez pas répondre, je n'insisterai pas. Je me rends parfaitement compte des conditions dans lesquelles vous exercez la présidence. Le Maire aurait



pu nous le dire. J'enregistre qu'il s'est excusé pour un moment. Je demande, toutefois, s'il est possible, dans les jours qui viennent, de m'indiquer quelle est la plaque qui est visée par la dépense de 36.504 fr.

M. MINNE. — D'accord. Est-ce qu'il y a une autre remarque en ce qui concerne ce rapport ?

M. COQUART. — Le groupe socialiste ne vote pas le rapport, à moins qu'on puisse lever sa réserve et indiquer quel est l'objet de la dépense. Si c'est la plaque en question, nous considérons que c'est le type même de la dépense prévisible. Vous comprenez ce que je veux dire. Des dépenses qu'on veut faire passer dans la rubrique « dépenses imprévues » alors qu'elles étaient parfaitement prévues, cela ne va pas.

\* \* \*

M. le Maire reprend la présidence.

\* \* \*

M. COQUART. — S'il s'agit bien de la plaque du Centre Médico-Scolaire, la dépense ne peut pas rentrer dans un relevé de dépenses imprévues. Il appartient au Conseil Municipal, seul, de décider si une plaque de marbre commémorative, ou ayant n'importe quel caractère, doit être apposée sur un monument municipal. Comme le Conseil Municipal n'a pas été consulté, que la plaque est actuellement apposée, nous estimons qu'elle ne peut pas être ratifiée sous la forme de dépense imprévue. Je demande si c'est bien cette dépense qui est visée par le paragraphe 5 de la page 2 ?

M. LE MAIRE. — C'est celle-là. Je ne pourrais pas être absolument affirmatif.

M. COQUART. — Nous votons contre, avec cette précision que si nous avons la certitude qu'il s'agit d'une autre plaque, eh bien nous pourrions ratifier les dépenses dites imprévues. J'avais demandé également ce qu'étaient les travaux photographiques ?

M. LE MAIRE. — Ce sont des photographies en couleur qui doivent figurer dans le hall et qui ont trait aux Floralies.

M. COQUART. — Il y a eu d'importants crédits pour les Floralies. C'est porté à la date du 5 décembre 1952, Les Floralies étaient terminées depuis très longtemps. Ce ne doit pas être cela.

M. LE MAIRE. — Ce sont des photographies qui seront exposées... et destinées à rappeler le souvenir des Floralies.

M. RAMETTE. — Je demande à M. Coquart s'il veut que nous votions contre la ligne où il est indiqué « fourniture et pose d'une plaque de marbre 1952 » ou contre l'ensemble du rapport. Parce qu'à ce moment-là, je voudrais lui faire observer qu'une ligne plus bas il est question des obsèques de M. Denis Cordonnier, Conseiller Municipal, ancien Maire de Lille, et fourniture d'une couronne avec inscription.

M. COQUART. — C'est exact. Le crédit « dépenses imprévues » existe. On peut y puiser et on l'a fait. Mais la loi prévoit, exceptionnellement, que le Maire



doit rendre compte spécialement de l'utilisation du crédit « dépenses imprévues ». Or, si nous n'avions pas eu, pour les raisons indiquées tout à l'heure, séance du Conseil Municipal ce 20 avril, la ratification pouvait avoir lieu beaucoup plus tard, sans aucune anomalie. Par conséquent, nous ne votons pas « pour », du moment que nous n'avons pas le compte rendu précis exigé par la loi.

M. RAMETTE. — Nous pourrions demander que ce crédit disparaisse de cette liste et soit reporté dans un rapport.

M. COQUART. — Dans ce cas, je demanderai la réserve du paragraphe concernant la plaque de marbre (n° 1.747) et des photographies (n° 21.432). Pour le reste, d'accord pour la ratification.

M. RAMETTE. — Comme cela, nous ne voterons pas contre des dépenses qui sont malgré tout normales.

M. LE MAIRE. — Entendu.

*Rapport adopté à l'unanimité après suppression des dépenses n° 1.747 et n° 21.432.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous soumettons à votre ratification les dépenses imputées sur l'article 38, chapitre XXX *ter*, du Budget primitif de 1952 « Réserve pour paiement des dettes d'exercices antérieurs ».

En voici le relevé :

N° 4.914  
Paiement  
des dettes  
d'exercices  
antérieurs  
—  
Exercice 1952  
—  
Ratification  
—

N° des MANDATS	DATES	PARTIES PRENANTES	DÉTAIL DES MANDATS	SOMMES
18.386	18/6/52	Decuyper . . . . .	Ristourne sur consommation d'eau (année 1950). . . . .	350 frs
8.579	18/6/52	Sergeant et C <sup>ie</sup> . . . . .	Fourniture d'un chargeur d'accumulateurs en décembre 1951 . . . . .	413 »
10.024	3/7/52	C <sup>ie</sup> des tramways Lille . . . . .	Allocations complémentaires annuelles renouvelables à la charge de la Ville au titre de l'année 1950 . . . . .	107 »
12.718	28/7/52	« La Gazette des Beaux-Arts . . . . .	Abonnement à « La Gazette des Beaux-Arts. Années 1949-1950-1951 . . . . .	5.400 »
14.216	19/8/52	Mamet Jean . . . . .	Ristourne sur consommation d'eau (année 1951). . . . .	4.975 »
17.397	8/10/52	Paroisse St Maurice-des-Champs . . . . .	Immeuble 119, rue Saint-Gabriel. Consommation d'électricité de février à décembre 1951 . . . . .	3.453 »
17.637	15/10/52	Caisse primaire de Sécurité Sociale . . . . .	Versement de la réserve mathématique de M. Fermentin Robert, agent municipal.	4.938 »
17.638	15/10/52	d° . . . . .	Versement de la réserve mathématique de M ! efils Jules, agent municipal . . . . .	4.938 »



N° des MANDATS	DATES	PARTIES PRENANTES	DÉTAIL DES MANDATS	SOMMES
18.505	18/10/52	Receveur du Centre Hospitalier . . . . .	Redevance annuelle de 1 fr payable à terme échu le 15/3 en vertu du bail emphytéotique pour un terrain, sis à Lille, rue de la Monnaie, sur lequel est érigé l'hospice Comtesse (années 1945 à 1952) . . . . .	8 fr.
18.569	22/10/52	Goorden Joseph . . . . .	Ristourne sur consommation d'eau (année 1951) . . . . .	1.100 »
19.533	14/11/52	Lepretre Léonce . . . . .	Rappel d'allocation logement, période du 1/9 au 31/12/1951 . . . . .	1.280 »
23.188	11/12/52	Ass. d. propriétaires d'appareils à vapeur . . . . .	Contrôle de l'installation de protection contre l'incendie du Grand Théâtre en novembre 1950 . . . . .	5.087 »
23.928	12/1/53	Sté Civile particulière . . . . .	Immeuble 19, rue Saint-Omer. Consommation d'électricité de mars à décembre 1951, dans le local servant de chauffage aux vieillards . . . . .	2.566 »
25.256	14/2/53	D <sup>r</sup> Vankemmel . . . . .	Honoraires pour soins donnés à M. Coutsier, accident du 21 août 1951 . . . . .	224 »
25.366	19/2/53	D <sup>r</sup> Cordonnier . . . . .	Honoraires pour soins donnés à M. Laurent accident du 19 septembre 1951 . . . . .	560 »
25.368	19/2/53	J. Tallandier . . . . .	Abonnement d'un an au journal <i>Liberté</i> à compter du 1 <sup>er</sup> mai 1952 . . . . .	2.493 »
25.370	19/2/53	Receveur du Centre Hospitalier . . . . .	Soins donnés à divers agents municipaux, accidentés du travail en 1951 . . . . .	97.561 »
25.453	23/2/53	J. Tallandier . . . . .	Abonnement d'un an au journal <i>Liberté</i> à compter du 16 mars 1951 . . . . .	4.690 »
26.318	10/3/53	S.A.R.U. . . . .	Révision du coût des transports effectués en novembre 1951 . . . . .	149 »
			TOTAL . . . . .	140.292 »

Adopté à l'unanimité.

N° 4.915

Divers  
produits  
communaux

Admission  
en non-valeur

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Receveur Municipal nous a fait parvenir deux états de sommes proposées comme irrécouvrables (états n° 1 et 2).

Ces sommes concernent des produits budgétaires de l'exercice 1952.

ETAT N° 1 BUDGET PRIMITIF	Frais de poursuites
Chap. III - art. 2 - <i>Taxe sur le gaz et l'électricité consommés pour le chauffage, l'éclairage et les usages domestiques</i> . . . . .	4.935 frs —



		Frais de poursuite
ETAT N° 2		
BUDGET PRIMITIF		
Chap. IV - art. 9 - Stationnement et dépôt temporaire sur la voie publique, sur les rivières, ports, quais fluviaux et autres lieux publics . . . . .	1.980 fr.	
art. 10 - Droits de voirie applicables aux constructions édifiées en bordure de la voie publique et occupation temporaire du domaine public . . . . .	3.545 »	
art. 13 - Droits de place aux halles, foires et marchés . . . . .		34 fr.
- art. 25 - Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques. Remboursement . . . . .	400 »	
art. 26 - Transport des malades et blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais . . . . .	8.643 »	120 »
Chap. IX - art. 14 - Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement . . . . .	554 »	
Totaux . . . . .	15.122 »	154 »
RÉCAPITULATION :		
Etat N° 1 . . . . .	4.935 frs	—
Etat N° 2 . . . . .	15.122 »	154 »
Totaux . . . . .	20.057 »	154 »

L'irrecouvrabilité des produits communaux et des frais de poursuites ayant été constatée par M. le Receveur Municipal, nous vous prions, d'accord avec votre Commission des Finances de vouloir bien :

a) Admettre en non-valeur la somme de 20.057 fr. ;

b) Couvrir M. le Receveur Municipal des frais de poursuites pareillement irrecouvrés se montant à la somme de 154 fr. par mandat à émettre sur le crédit ouvert au chapitre XXX *ter*, article 38 du Budget primitif de 1953.

M. SIMONOT. — Je lis : « stationnement et dépôt sur les voies publiques ; admission en non-valeur ». Je voudrais poser une question. La propriété du domaine communal a été occupée pendant un certain nombre de jours par une caravane de voitures publicitaires. Une trentaine de voitures automobiles, portant une réclame « Omo » ont stationné boulevard Jean-Baptiste Lebas. Pourrais-je savoir Monsieur l'Adjoint délégué s'il y a eu demande de la part de cette Société *Omo* pour l'occupation du territoire communal, si cette occupation a été autorisée et quelles ont été les limites de l'autorisation, quels ont été les avantages que la Ville a retirés de cette occupation ?

M. LUBREZ. — Nous n'avons pas le pouvoir d'interdire sur le territoire de la Ville la circulation de n'importe quel véhicule. Ils nous ont avertis qu'un certain nombre de voitures, qui risquaient de gêner la circulation, circuleraient dans la Ville. Ils nous ont demandé si l'on voyait un inconvénient à ce qu'ils circulent. Nous avons répondu qu'il n'y avait à cela aucun inconvénient dans la mesure où les arrêtés étaient respectés. Ils nous ont alors demandé à quel endroit ils pourraient se parquer. Nous leur avons dit qu'ils pourraient se mettre sur la terre-plein du boulevard des Écoles, sur lequel stationnent au moment de la Foire, certains véhicules comme les autocars, de manière à éviter les embouteillages dans le centre.



M. SIMONOT. — Cette occupation du territoire communal avait un caractère un peu spécial. Il s'agissait d'une caravane publicitaire. De plus, il s'agissait de voitures qui, normalement, eussent pu et dû être garées en garage.

M. LE MAIRE. — Il n'y a pas de place dans les garages.

M. SIMONOT. — Qu'il manque de place dans les garages du centre de Lille, je ne sais pas comment les propriétaires de voitures lillois et les propriétaires de garages pourront admettre cette thèse qui consiste à dire : s'il n'y a pas de place pour les caravanes publicitaires que personne n'a invitées, on mobilisera pendant une dizaine de jours un territoire communal. J'avoue que je ne comprends pas.

M. LUBREZ. — Nous n'avons aucun texte qui nous permette de nous y opposer.

M. SIMONOT. — J'ai posé une autre série de questions, Monsieur Lubrez, auxquelles vous n'avez pas encore répondu. Je voulais savoir dans quelles conditions avait été facturée cette occupation du territoire communal à cette société ?

M. LUBREZ. — Cela n'a pas été facturé pas plus que nous ne facturons le stationnement des autocars sur le boulevard, pas plus que nous ne facturons le stationnement des véhicules le long des voies publiques.

M. SIMONOT. — Etes-vous sûr que ce soit la réponse exacte, Maître Lubrez ? Je n'en suis pas sûr. Il m'est revenu que l'on avait fait payer une redevance de 3 fr. au mètre carré et par jour d'occupation.

M. LUBREZ. — C'est un droit de voirie, c'est autre chose.

M. SIMONOT. — Si on a fait payer ce droit de voirie, cela renforce encore le regret que j'exprimais tout à l'heure devant le Conseil Municipal et devant le public. Faisons un calcul.

M. LUBREZ. — Etes-vous certain qu'il y ait eu un droit de voirie ?

M. SIMONOT. — J'en suis certain.

M. COQUART. — J'ai eu la même information, c'est exact.

M. LUBREZ. — Je n'en suis pas certain.

M. SIMONOT. — L'autorisation a été donnée pour un stationnement d'un maximum de 30 voitures pendant les nuits du 6 au 17 avril, de 18 h. 30 à 8 h.30 du matin, c'est-à-dire non pas la circulation de voitures publicitaires dans la Ville mais exactement le stationnement. Ceux qui possèdent des voitures à Lille je crois qu'ils sont très nombreux, connaissent le prix des garages. M. le Maire, ne me contredira pas en disant qu'on paie 150 fr. de la nuit. C'est un curieux cadeau à faire quand même à la Société *Omo*. C'est un titre qui cache le trust Lever. En admettant que l'encombrement d'une de ces voitures, soit de 8 m<sup>2</sup>, ces 34 voitures occupent 272 m<sup>2</sup>, ce qui a rapporté 816 fr. par jour à la Ville ; soit pour 12 jours : 9.792 fr. Ce trust aurait payé, s'il avait dû garer — comme normalement il aurait dû le faire — ses voitures dans un garage — 5.100 fr. par jour, soit 61.200 fr. Je ne sais pas jusqu'à quel point les finances municipales ont été là bien défendues. Il y avait un gros avantage à cette occupation, c'est que toutes les voitures étaient groupées. On pouvait amener le matin tous les chauffeurs de ces voitures et les ramener le soir. Il n'était nécessaire que d'un gardiennage extrêmement réduit. Si ce qu'on m'a dit est exact, je crois qu'il



y a eu une grave erreur quant au souci de défendre les finances de la Ville. Je rappelle que nous avons, à plusieurs reprises, indiqué certaines légèretés, ne serait-ce que ces frais d'enregistrement que nous avons payés à tort pour la convention qui liait la Caisse de Sécurité Sociale et la Ville de Lille pour la Crèche de Fives par exemple. Il y en a bien d'autres. Je le regrette vivement, je tenais à le signaler.

M. LE MAIRE. — C'est là un problème qui n'est pas d'ailleurs l'apanage de la seule Ville de Lille. Il est posé à Paris avec une acuité plus grande encore. Il n'y a pas longtemps, j'assistais aux réunions d'une Commission — non pas en tant que Maire d'une Ville mais en tant que vice-président d'une Chambre Syndicale — à Paris, qui avaient lieu entre des personnalités de la Ville de Paris, les Services de Police et des techniciens ou des professionnels. La question a été posée par les Services de Police : il n'y a pas assez de garages dans Paris. Par conséquent la solution qui s'offrait : se garer à l'intérieur de la Ville, se garer sur des terre-pleins qui seraient gardés par la Ville de Paris, est une chose impossible, pour la bonne raison qu'il faut assurer ce matériel tant au point de vue accident qu'au point de vue incendie. Vous n'ignorez pas que ces temps derniers, près de l'Étoile, un garage s'est monté, en un parc en plein air, mais la Ville de Paris a été dans l'obligation d'en donner la concession à un commerçant.

Dans le cas particulier, il restait deux solutions : croyez-moi, il n'y avait pas de place pour ces voitures dans les garages de la Ville. Ensuite, compte tenu du nombre de voitures, vous auriez eu les parcs du centre de Lille occupés exclusivement par elles. Croyez-vous que c'était une solution pour le commerce local ! La meilleure solution étant bien de les garer boulevard Jean-Baptiste Lebas. Vous dites qu'il aurait dû y avoir un droit. C'est possible, mais alors il fallait assurer ce matériel. Pensez-vous que nous aurions retiré le profit que vous croyez. Est-il intéressant pour une ville de prendre un contrat d'assurance contre les accidents, contre l'incendie et d'assurer un gardiennage pour quelques jours ? Voilà la question.

M. SIMONOT. — Le gardiennage a été assuré par la Société Lever. Ce que je reproche (j'ai fait le calcul de ce que cela aurait rapporté à la Ville, de ce que cela aurait coûté en les garant dans un garage) je reproche vivement à l'adjoint compétent de ne pas avoir demandé par l'intermédiaire du service une somme infiniment supérieure, étant donné qu'il s'agissait là d'un réel service rendu. C'est un service que l'on a rendu à la Société. Ce n'est pas un service que la Société a rendu... Je vous assure, ce n'est pas cher.

M. LUBREZ. — S'il y a eu des droits réclamés, ce sont des droits de voirie, et par conséquent des taxes déterminées ; nous ne pouvions pas aller au delà et leur réclamer une redevance supplémentaire. Ou alors, c'était leur accorder un parc particulier qui aurait dû être gardé aux frais de l'Administration Municipale qui aurait dû par ailleurs faire assurer le vol et l'incendie.

Il n'aurait pas, d'autre part, été heureux que ces véhicules stationnent Grand'Place et en occupent tout le parc à eux seuls.

M. LE MAIRE. — Pas d'autre question en ce qui concerne ce rapport ?

*Adopté à l'unanimité.*



N° 4.916

Missions  
accomplies  
par les  
membres  
du Conseil  
Municipal

Ratification

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous soumettons à votre ratification les dépenses pour frais de missions accomplies par les membres du Conseil Municipal au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1952.

Le montant des sommes ainsi mandatées sur l'article 42, chapitre XXX *ter*, s'élève à 40.589 fr. suivant détail ci-après :

N° des MANDATS	DATES	NOMS	FONCTION	DÉTAIL	SOMMES
12.807	31/7/52	M. Paget	Adjoint.	Déplacement à Paris du 25 au 27/7/1952, missions auprès de divers ministères . .	4.680 frs
19.757	21/11/52	M. Decamps	Adjoint.	Déplacement à Mulhouse les 10, 11, 12/10/1952 pour étude du problème du logement en cette ville . . . . .	11.532 »
20.794	1/12/52	M. Lourdel	Adjoint.	Déplacement à Paris les 8 et 9/11/1952 pour représenter la Ville aux réceptions d'études du « Jour Mondial de l'Urbanisme » . . . . .	7.446 »
10.625	15/7/52	M. Rombaut	Adjoint.	Déplacement à Paris le 2/7/1952. — Démarches auprès de la Caisse des Dépôts, du Crédit Foncier, etc.. en vue de la réalisation d'emprunts . . . . .	2.642 »
17.538	11/10/52	M. Rombaut	Adjoint.	Déplacement à Paris le 17/9/1952 aux fins de réalisation de divers emprunts . . . . .	2.641 »
20.925	3/12/52	M. Rombaut	Adjoint.	Déplacement à Paris les 26 et 27/11/1952 aux fins de réalisation de divers emprunts . . . . .	4.252 »
16.474	20/9/52	M. Duterne	Adjoint.	Déplacement le 24/8/1952 à Etterbeek (Belgique) pour y représenter la Municipalité à la rencontre de balle-pelote France-Belgique . . . . .	1.560 »
23.914	13/1/53	M. Duterne	Adjoint.	Déplacement à Paris le 6/11/1952 pour y rencontrer M <sup>me</sup> les Maréchaux Leclercq et De Latre de Tassigny en vue de l'organisation de diverses manifestations . . . . .	5.886 »
				TOTAL . . . . .	40.589 »

Adopté à l'unanimité.

N° 4.917

Personnel  
Municipal

Rappels  
d'émoluments

Imputation  
de la dépense

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Divers rappels de traitements et salaires afférents aux exercices 1952 et antérieurs n'ont pu être imputés et réglés avant la clôture du dernier exercice.

Afin de permettre le règlement de ces dépenses, le montant des sommes restant à régler a été groupé dans la première partie « Reports » du Budget supplémentaire de 1953 sous le chapitre I, article 1<sup>er</sup> « Personnel Municipal. Rappels d'émoluments à divers titres. Fr. : 13.000.000 ».



La dotation ci-dessus a été prélevée sur les reliquats non employés en 1952 des crédits de personnel figurant au compte administratif de cet exercice suivant détail ci-après :

Chapitre I,	article 1 <sup>er</sup> du B.P.	4.027.967 fr.
— I,	— 2 —	4.244.606 »
— XI,	— 3 —	3.800.412 »
— XI,	— 3 — (partie)	927.015 »
TOTAL		13.000.000 fr.

En accord avec votre Commission des Finances, nous vous prions de vouloir bien solliciter de M. le Préfet l'autorisation de procéder aux imputations dans la forme sus-indiquée, étant entendu que la détermination des dépenses par service sera opérée dans nos livres comptables à l'aide de sous-crédits.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de permettre l'achat de métaux neufs pour l'exécution de réparations aux bâtiments communaux par la main-d'œuvre municipale, différents services ont été appelés à céder des vieux métaux aux entreprises désignées ci-dessous.

Ces cessions ont été faites au tarif officiel de reprise de vieux métaux dans les conditions ci-après. :

N° 4.918

Vente de  
vieux métaux

Admission  
en recette

ENTREPRENEURS DÉBITEURS	NATURE DES MÉTAUX	POIDS	PRIX du Kg	SOMMES A PERCEVOIR	PROVENANCES
G. Barbieux, rue Ambroise Paré, 1 bis.	vieux zinc	90 kg	52 50	4.725 fr.	Ecole Récamier.
	»	324 kg	52 50	17.010 »	Marché N <sup>lle</sup> Aventure.
	»	12 kg	52 50	630 »	Ecole Ruault.
	»	30 kg	52 50	1.575 »	Presbytère St-Sauveur.
H. Grimonpon, rue Coustou, 6	vieux zinc	247 kg	59 50	14.696 »	Ecole Michelet.
Lecour fils et C <sup>ie</sup> , rue des Postes, 73.	vieux zinc	11 kg	59 50	654 »	Faculté de Médecine.
Demaretz et C <sup>ie</sup> , rue de Rivoli, 88.	vieux zinc	131 kg	52 50	6.877 »	Eglise St Pierre St Paul
	»	510 kg	59 50	30.345 »	Ecole Valentine Labbé
E. Denneulin, rue Auguste Potié, 3, Emmerin.	vieux zinc	27 kg 300	52 50	1.433 »	Usine Emmerin - Fo- rage de Wattignies.
		TOTAL	...	77.945 frs	

Nous vous prions de vouloir bien admettre en recette la somme de 77.945 fr.

*Adopté à l'unanimité.*



N° 4.919

—  
Centre  
Hospitalier  
Régional  
de Lille  
—

Emprunt de  
15.000.000 de francs  
—

Garantie  
de la Ville  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue du financement des travaux d'achèvement du nouvel Hôpital de la Cité Hospitalière, la Commission administrative du Centre Hospitalier Régional de Lille, réunie le 21 mars 1953, a décidé d'accepter le prêt de 15 millions de fr. qui lui est offert par la Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les Mines.

La garantie de la Ville est sollicitée pour la réalisation de cet emprunt, consenti aux conditions générales admises par les organismes de Sécurité Sociale, et dont le taux d'intérêt et la durée d'amortissement seront précisés dès que seront fixées les règles d'application de l'article 11 de la loi de Finances du 11 avril 1952.

La Caisse Autonome Nationale n'en accepte pas moins de mettre dès maintenant les fonds à la disposition du C.H.R. et de pallier ainsi, dans l'immédiat, les graves difficultés de trésorerie actuelles.

L'encaissement des fonds n'est toutefois possible que si la Ville accorde le principe de la garantie nécessaire afin de permettre l'autorisation de l'Autorité de Tutelle, et nous vous proposons d'accepter la demande qui nous est faite, étant entendu qu'une délibération ultérieure, soumise à votre ratification, précisera les conditions définitives de réalisation de ce prêt.

Nous vous proposons, en conséquence, de vouloir bien prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Où l'exposé qui précède,

Décide :

1° D'accorder au Centre Hospitalier Régional de Lille la garantie financière de la Ville pour un emprunt de 15 millions de fr. que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les Mines à un taux d'intérêt et pour une durée d'amortissement qui seront précisés et feront l'objet d'un avenant ultérieur au contrat ;

2° De voter, en vue d'assurer cette garantie, le principe de l'imposition qui sera nécessaire, sur la base de la valeur actuelle du centime communal (100.759,68), pour l'annuité constante à déterminer en fonction des conditions du prêt.

Le produit de cette imposition qui sera mise en recouvrement en cas de besoin sera affecté à la couverture des charges de l'emprunt ;

3° D'autoriser M. le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le prêteur et le Centre Hospitalier Régional et à faire procéder à l'accomplissement des formalités légales.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge exclusive du Centre Hospitalier Régional.

Adopté à l'unanimité.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission Administrative de l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer modéré nous soumet, pour avis, le budget primitif de 1953, présenté conformément à la réglementation propre aux Offices d'H.L.M.

Il est arrêté aux chiffres ci-après :

### Section d'exploitation :

Excédent de recettes . . . . . 3.786.336 fr.

### Section de pertes et profits :

Excédent de dépenses . . . . . 3.700.100 »

### Résultat des 2 sections :

Excédent de recettes . . . . . 86.236 »

se décomposant comme suit :

	RECETTES	DÉPENSES
<i>Section d'exploitation :</i>	52.073.881 fr.	48.287.545 fr.
Excédent de recettes . . . . .		3.786.336 »
	52.073.881 fr.	52.073.881 fr.
<i>Section de Pertes et Profits :</i>	3.305.000 fr.	7.005.100 fr.
Excédent de dépenses . . . . .	3.700.100 »	
	7.005.100 fr.	7.005.100 fr.
<i>Section d'investissement :</i>	796.330.275 fr.	803.160.600 fr.
Excédent de dépenses . . . . .	6.830.325 »	
	803.160.600 fr.	803.160.600 fr.

Le Conseil d'Administration de l'Office sollicite l'aide financière de la Ville afin de couvrir le montant de sa participation dans le coût des travaux d'édification du groupe du Parc des Expositions et lui permettre d'obtenir le prêt attendu de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sur la base des évaluations actuelles, le projet précité peut être chiffré à . . . . . 911.154.800 fr.

Pour lequel étaient envisagés :

- 1<sup>o</sup> Une participation de la Ville égale à la valeur du terrain, soit . . . . . 54.961.000 fr.
- 2<sup>o</sup> Une subvention de la Caisse d'Allocation Familiale de . . . . . 33.000.000 »

N<sup>o</sup> 4.920

Office Municipal  
d'Habitation  
à loyer modéré

Budget de 1953

Avis

Subvention



3 <sup>e</sup> Une subvention de la Caisse de Sécurité Sociale de . . . . .	3.750.000 fr.
4 <sup>e</sup> Un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations de . . . . .	788.370.000 »
	<hr/>
formant un total de . . . . .	880.081.000 fr.
	<hr/>
laissant subsister une insuffisance de . . . . .	31.073.800 fr.
qu'il nous est demandé de combler.	

Par ailleurs, la Caisse d'Allocation Familiale, qui avait fixé sa participation à 33 millions et avait effectué un premier versement de 11 millions, vient de prendre la décision de limiter son aide à cette dernière somme, et de réserver une partie de ses disponibilités en faveur de l'accession à la petite propriété.

Cette regrettable décision étant sans appel, le déficit est ainsi porté à 53 millions, somme dont l'Office sollicite l'attribution, sous forme de subvention par la Ville.

Compte tenu de l'intérêt qui s'attache à la réalisation du projet en cause et de la position favorable de notre compte administratif, nous vous proposons d'agréer favorablement cette demande et de voter à cet effet un crédit de 53 millions qui sera inscrit au chapitre XXVIII du Budget supplémentaire.

Nous vous prions également de vouloir bien adopter le Budget primitif de 1953 tel qu'il est présenté.

M. ROMBAUT. — Je regrette (je l'avais déjà dit à la Commission des Finances) que cette demande de subvention ne nous soit parvenue, à l'Administration, que très postérieurement à la délibération des H.L.M. qui a eu lieu le 31 décembre. Si bien que nous n'avons pas pu vous saisir de cette question, excessivement importante, lors de l'établissement du Budget primitif de 1953. C'est parce que la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé à l'Office Municipal de verser une somme importante sur l'emprunt qui devait être consenti par cet organisme, que l'Office Municipal a commencé à faire des démarches auprès de l'Administration pour lui faire savoir que ses disponibilités ne lui permettaient pas de faire l'apport minimum exigé. L'Office Municipal doit en effet justifier d'une participation de 95 millions, soit sous forme de terrains, soit sous forme d'argent liquide. L'Office Municipal s'est aperçu qu'il lui manquait 31 millions. Mais l'Office Municipal avait pris le 31 décembre une délibération qui a été communiquée à M. le Maire le 7 mars, nous n'avons donc pu saisir le Conseil Municipal en temps utile. C'est la raison essentielle de la tenue de notre Conseil Municipal de ce soir. L'octroi de cette subvention conditionne la mise en adjudication de 389 logements. Cette façon de procéder de l'Office est la cause de mon premier regret.

Mais depuis la séance de la Commission des Finances du 17 avril dernier, M. le Maire a reçu une lettre que je vais vous lire (lecture). Il faut vous dire que la Caisse d'Allocations Familiales avait promis son concours pour une somme de 22 millions moyennant quoi elle demandait à pouvoir participer à 50 % des attributions de logements construits par l'Office. La Commission des Finances avait admis le principe de la subvention à la condition expresse que l'Office Muni-



cipal revienne sur cette faveur énorme accordée aux Caisses d'Allocations Familiales. Son apport en numéraires était très faible par rapport aux subventions accordées par la Ville, d'abord sous forme de terrains, ensuite sous forme d'argent liquide.

Nous sommes aujourd'hui saisis d'une nouvelle demande de subvention de 22 millions pour compenser la défaillance de la Caisse d'Allocations Familiales. En résumé, nous demandons au Conseil de prendre une décision sur les deux demandes de subvention : la première, de 31 millions sur laquelle s'est déjà prononcée la Commission des Finances avec la réserve de la diminution d'attribution de logements à la Caisse d'Allocations Familiales qui, aujourd'hui, ne donne même plus les 22 millions. Il s'agit donc pour le Conseil de prendre position sur une subvention de 31 millions et sur celle de 22 millions, soit au total 53 millions.

M. COQUART. — Ce n'est pas le groupe socialiste, bien entendu, qui refusera de s'associer à une subvention en faveur de l'Office Municipal d'Habitations à Loyer modéré. Nous relevons avec intérêt que cette fois il s'agit d'une subvention municipale, alors que jusqu'à présent, il n'y en a pas eu. Il y a eu, simplement, l'année dernière, une subvention fictive, correspondant à ce que représentaient des travaux extérieurs au groupe du Buisson. Il y a eu là, au fond, une simple opération comptable.

Quoi qu'il en soit, on a beau dire : « nous n'avons jamais refusé à l'Office l'aide qu'il a sollicitée... », on ne doit tout de même pas méconnaître qu'il appartient à l'Administration municipale non seulement d'accorder le concours demandé par l'Office des H.L.M., mais aussi de faire des démarches, de prendre des initiatives, de stimuler même un organisme qui, le cas échéant, peut ne pas voir l'ampleur des problèmes et peut-être aussi se trouver enfermé dans un cercle relativement étroit.

En ce qui concerne la délibération n° 4.920, nous sommes bien d'accord sur le fait que l'affaire aurait dû normalement venir le 20 février ; c'est un peu tard aujourd'hui. Mais, voyez-vous, Monsieur Rombaut, vous venez de faire vous-même la démonstration que l'affaire aurait pu effectivement, malgré tout, venir le 20 février. C'est parce que l'Administration municipale est restée passive que cette question n'est pas venue alors. Vous nous proposez, en effet, aujourd'hui une délibération supplémentaire, avec une nouvelle subvention importante, pour pallier aux défaillances de la Caisse d'Allocations Familiales, et cela sur simple rapport verbal. Or, M. le Maire a dit tout à l'heure qu'il avait été prévenu...

M. ROMBAUT. — C'est une lettre que je n'avais pas au 20 février.

M. COQUART. — M. le Maire a dit qu'il avait été saisi de la demande la veille du dernier conseil du 20 février, mais qu'il était trop tard pour en saisir le Conseil Municipal.

Vous avez dit également en Commission des Finances, qu'effectivement, quand le Conseil Municipal s'est réuni, vous étiez au courant de la demande de la délibération prise à l'Office Municipal, et que vous aviez reçu avant le Conseil — je ne pense pas être indiscret — la visite d'un membre de l'Office qui venait vous demander si la question venait bien ce soir-là. Vous avez répondu : « Je



ne suis pas saisi de la question, je n'ai pas de document ». Cependant, vous connaissez l'affaire, M. le Maire également. De plus, l'Administration municipale était représentée à la réunion de l'Office Municipal qui s'est tenue le 31 décembre. Évidemment, le président, tombé malade peu après, est resté dans son lit ; il n'y a pas eu moyen d'avoir sa signature. Il est probable que les employés ont attendu trop longtemps...

M. LE MAIRE. — Cette lettre était signée de M. Saint-Venant, le 5 janvier.

M. COQUART. — Elle ne vous a été transmise qu'avec retard, la veille seulement du Conseil Municipal.

M. ROMBAUT. — J'ai reçu la visite d'une personnalité de l'Office dans l'après-midi du Conseil, sans document.

M. COQUART. — Vous venez vous-même de nous proposer une nouvelle subvention, encore une fois, et nous ne refusons pas de la voter, parce que ce sont des indications verbales que nous avons eues. Vous venez de nous inviter à voter ainsi une subvention de 22 millions pour l'Office des Habitations à Loyer modéré. Donc le 20 février, on pouvait le faire aussi sur la base de la délibération prise le 31 décembre avec la présence de représentants de la municipalité.

Je note ces nuances parce que vous avez souligné que la raison décisive, dans votre esprit, de la convocation du Conseil Municipal était cette demande de subvention. Je crois pouvoir vous répondre que je prends note, bien entendu, de la bonne volonté que vous avez apportée à donner suite à la demande de subvention, mais qu'au fond cela pouvait aussi passer au Conseil Municipal du 20 février.

M. LE MAIRE. — Comment se fait-il que le successeur de M. Saint-Venant ait prié M. Muller de vouloir bien établir un rapport.

M. COQUART. — Vous dites que vous avez une lettre signée de M. Saint-Venant du 5 janvier.

M. LE MAIRE. — Il faut croire que ces Messieurs ne connaissaient pas la question puisque celui qui remplace M. Saint-Venant a demandé à M. Muller d'établir un rapport, lequel rapport est parvenu 8 ou 10 jours après la réunion du Conseil.

M. COQUART. — Si la lettre a été signée par M. Saint-Venant, s'il y avait à l'appui le texte ou l'extrait de la délibération, je crois que le dossier était complet à partir de ce moment-là.

M. ROMBAUT. — Vous n'avez pas reçu la délibération au mois de janvier.

M. COQUART. — Qu'est-ce que vous avez reçu ?

M. LE MAIRE. — Une lettre qui m'est parvenue après la séance du Conseil Municipal.

M. COQUART. — Vous avez des représentants à l'Office d'H.L.M. Malheureusement vous n'avez jamais eu de membre de l'Administration municipale chargé à titre permanent d'assurer la liaison avec cet organisme. Alors, au hasard des présences, vous avez eu tel ou tel membre de l'Administration qui s'est trouvé là le 31 décembre. Vous aviez des représentants de chez vous qui étaient là, qui auraient dû vous aviser. Je comprends que chacun se dise : « Ce n'est pas à moi de transmettre les délibérations ; il y a des fonctionnaires pour cela ». Pourtant,



s'il y avait un membre de l'Administration municipale chargé non seulement de s'occuper du logement, mais aussi d'avoir une liaison constante avec l'Office, de le stimuler, le cas échéant, vous n'auriez pas eu la situation devant laquelle nous nous trouvons à l'heure actuelle.

Je vous le concède bien volontiers : si vous aviez pris sur vous alors (cela aurait été un geste méritoire) de dire : « nous vous prions d'octroyer une subvention de 31 millions », vous vous trouveriez quand même à l'heure actuelle devant la situation que vous nous avez indiquée, c'est-à-dire : différence à combler à cause de la défaillance de la Caisse d'Allocations Familiales.

Par conséquent, mon intervention, vous le voyez, n'a pas eu d'autre but que de préciser certains aspects des rapports entre la Municipalité et l'Office d'H.L.M. et les conditions dans lesquelles on est appelé à voter. Sur ladite subvention, pour le fond, nous votons pour.

M. LE MAIRE. — Je dois vous dire, Monsieur Coquart, que les membres de l'Administration faisant partie de l'Administration des H.L.M. ne sont pas toujours tenus au courant de ce qui s'y fait. La preuve en est qu'il y a une adjudication faite sans que quiconque soit avisé au Conseil d'Administration des H.L.M.

M. COQUART. — Je ne peux pas discuter là-dessus ; c'est trop vague pour que je puisse me prononcer.

M. LE MAIRE. — Il a été procédé à une mise en adjudication alors qu'aucun des membres n'a été avisé.

M. COQUART. — J'en suis d'autant plus surpris que vous avez pris à votre bénéfice les réalisations, certes extrêmement modestes, qui ont été obtenues ces temps derniers par l'Office Municipal du Logement. Vous appelez la population à visiter un appartement terminé et meublé. Vous l'inaugurez, vous vous faites photographier par la presse.

M. LE MAIRE. — Ce n'est pas une inauguration.

M. COQUART. — Vous avez convié la population à s'y rendre.

M. LE MAIRE. — A visiter un appartement.

M. COQUART. — Vous y étiez vous-même. Tout était de nature à faire comprendre à la population que c'était grâce aux efforts de l'Administration et du Maire en particulier, qu'il y avait des logements.

Bien entendu, les gens intéressés par la chose posent ensuite la question : « Combien de logements ? ». Là, ça devient embêtant. Aussi, quand vous recevez des lettres de personnes qui disent : « J'ai déposé une demande depuis longtemps », vous répondez : « Cela ne me regarde pas, voyez Office Municipal d'H.L.M. ». Mais quand il y a un appartement à visiter, c'est vous que l'on photographie. Tantôt vous êtes à l'Office, tantôt vous n'y êtes pour rien.

M. LE MAIRE. — Cette visite a été faite à la demande de nombreux Lillois qui désiraient connaître la configuration intérieure de ces appartements et surtout comment on pouvait les meubler.

M. COQUART. — Nous, Conseillers municipaux, nous avons reçu une invitation de votre part, pas de la part de l'Office ; ce n'était pas le Conseil d'Administration de l'Office, mais vous personnellement. Les notabilités de la ville ont reçu une invitation de M. Gaifie, Maire. C'était M. Gaifie, Maire, qui était là,



que l'on a photographié dans cet appartement neuf et meublé. Chacun de ceux qui ne sont pas intéressés directement (et cruellement) par le problème du logement, a vu la convocation, les photographies, a pu dire : « Ah ! Ils font quelque chose. Il paraît qu'ils construisent, à la Municipalité ». Mais lorsque les gens vous écrivent, vous répondez : « Office d'H.L.M. ! C'est autre chose ». Et vous ne mentionnez pas que la municipalité est représentée aux H.L.M.

Ceci dit, nous déclarons que nous votons les deux rapports.

M. RAMETTE. — Je m'étonne de cette discussion. Il semble bien qu'on est en train de se chicaner le mérite de la construction des H.L.M. Je crois que le problème qu'il faut souligner ici, c'est que le peu d'empressement de la direction des H.L.M. à transmettre au Conseil Municipal une demande de subvention, montre que quelque chose ne fonctionnait pas bien dans cet organisme et que, là non plus, il n'y avait pas un empressement très grand à réaliser quelque chose en vue d'améliorer la crise du logement dont nous souffrons dans notre localité.

Naturellement, l'Administration municipale aurait dû se préoccuper du fonctionnement de l'Office Municipal d'H.L.M. Elle ne s'en est intéressée que dans les conditions relatées tout à l'heure. Ce que je veux souligner, c'est, dans les deux cas, une carence tout à fait démontrée par les faits. Quand tout à l'heure on a sollicité des renseignements à M. Decamps, il a été incapable de nous donner un chiffre exact sur le nombre d'habitations construites par les H.L.M.

Or, il faut le dire ici très nettement, il y a eu 40 et quelques logements réalisés au Buisson ; il y en a 90 en construction à la Foire Commerciale. C'est à cela que se résume l'effort de construction de la part des H.L.M. Il faut le regretter. Je sais bien qu'il y a eu des difficultés, que les H.L.M. se sont heurtées à des pourparlers, des discussions, démarches qui n'ont pas toujours été couronnés de succès. Mais il faut aussi peser la responsabilité de chacun. Si on en est là, s'il n'y a pas de crédits suffisants pour les H.L.M. cela tient sans doute à la direction même des H.L.M., mais cela tient aussi au fait que les Partis qui ont été au Gouvernement n'ont pas attribué des crédits en quantité suffisante pour les constructions, sans doute parce qu'ils étaient trop pressés de destiner la plupart des crédits et des recettes de l'État à des œuvres de guerre. Je tenais à le souligner ici.

J'indique maintenant que nous voterons évidemment les subventions qui nous sont demandées. Mais j'espère que nous aurons dans un avenir proche une Administration municipale qui sera plus soucieuse des besoins en logements de la population et qui fera en sorte que l'Office Municipal des H.L.M. ait une activité plus grande que celle qu'il a dépensée au cours de ces 5 dernières années.

Il y a une autre question à poser. Il y a, paraît-il, un projet de construction de 379 logements. Mais dans quel temps vont-ils être construits ? Est-ce que les autorisations sont obtenues ?

M. ROMBAUT. — Oui, c'est la mise en adjudication...

M. RAMETTE. — Dans combien de temps ?

M. ROMBAUT. — La mise en adjudication est conditionnée par l'emprunt de la Caisse des Dépôts et Consignations qui consent cet emprunt à condition que les H.L.M. justifient de l'apport de 95 millions. Pour parfaire cet apport de 95 millions, on nous demande deux subventions de 31 + 22 millions.



M. RAMETTE. — On serait à même de commencer les habitations dans un temps assez proche ?

M. MILLEVILLE. — Obligatoirement, avant 5 mois.

M. SIMONOT. — Vous avez en partie répondu à mon collègue Ramette. Les 379 logements ont l'autorisation de construire. Ils font partie des 492 que nous a signalés notre collègue M. Decamps ?

M. LE MAIRE. — Non. Ils sont en dehors... Il y a un autre programme.

M. SIMONOT. — Nous avons combien de propriétés bâties ? On n'a pas pu le savoir. J'avais pensé qu'en soustrayant ces 492 logements, nous aurions à peu près la configuration de ce qui avait été bâti.

M. LE MAIRE. — A ce nombre de 379 logements doit venir s'ajouter un nombre de 1.600 logements qui figurent au programme prioritaire et qu'on nous a dit de ne pas pouvoir donner aux H.L.M. municipaux parce que cette administration n'était pas de taille à mener un tel chantier. On voulait le donner aux H.L.M. départementaux.

M. RAMETTE. — Qui a donné cette affirmation ?

M. LE MAIRE. — Le M.R.U.

M. SIMONOT. — C'est une compétence.

M. LE MAIRE. — Compte tenu qu'il s'agit en l'occurrence de loger tout particulièrement des lillois, j'ai tenu, quant à moi, à ce que ce programme de 1.600 logements soit réservé aux H.L.M. municipaux.

M. COQUART. — Je demande à répondre à M. Ramette. Il a mis en cause les partis autres que le parti communiste, en disant que c'était leur politique sur le plan général qui avait empêché la venue de crédits permettant de construire. Je crois être dans le vrai en disant que M. Ramette par cette affirmation fait dévier la question.

M. RAMETTE. — Non.

M. COQUART. — En affirmant que l'on pouvait construire même dans les conditions difficiles où l'on se trouvait, au cours de ces dernières années, à cause en partie, c'est certain, de l'augmentation des crédits militaires, provoquée par l'attitude de l'Union Soviétique. Nous ne demandons les uns et les autres que de voir se modifier le climat international !

M. RAMETTE. — Vous demanderez à vos amis américains de le modifier.

M. COQUART. — A ce moment-là, on sera dans de meilleures conditions. Que l'on ait pu construire quand même, je crois qu'il est difficile de le contester. J'en avais dans mon dossier un exemple, que je n'ai pas relevé. Quelquefois, moi-même, je trouve qu'il faut limiter les interventions !

M. RAMETTE. — Ce serait de votre part de la bonne volonté.

M. COQUART. — J'ai en effet ce mérite de savoir le cas échéant limiter mes interventions... Si M. Ramette ne s'était pas livré à une attaque oblique contre des partis, dont le mien, je n'aurais pas souligné ceci...

M. RAMETTE. — Vous construisez — c'est vous qui avez la direction des H.L.M. départementaux — des appartements luxueux et très coûteux au centre de la Ville et vous réservez deux étages à des bureaux.



M. COQUART. — Allez donc dire cela au Conseil Général, on vous répondra. Ce n'est pas le lieu ici.

J'en arrive à ce que je voulais dire. L'Organe National du R.P.F. « *Le Rassemblement* », qu'il m'arrive de regarder, a cité, il y a une quinzaine de jours en très bonne place, les réalisations de la municipalité R.P.F. de Lille. Il y avait deux articles. Le premier portait sur le Centre Médico-Scolaire (j'ai eu l'impression que cette présentation du Centre comme « réalisation R.P.F. » n'avait peut-être pas dû enchanter complètement M. le Professeur Paget). Le second article portait sur les Colonies de Vacances. De cela nos collègues R.P.F. se prévalent.

Mais quand il s'agit du problème du logement, qu'est-ce qu'a fait le « Rassemblement » ? Pas un mot sur la municipalité de Lille. On parle de Bordeaux ! Il est vrai qu'à Bordeaux, la municipalité R.P.F. a construit beaucoup de sa propre initiative, tout en confiant la gestion à l'Office Municipal d'H.L.M. : connaissant les difficultés administratives et financières auxquelles se heurtent les Offices municipaux, elle a pris l'initiative de construire, pour ensuite confier la gestion à l'Office. Ces obstacles, chacun les connaît, et le parti communiste lui-même, bien qu'il s'exprime d'une façon quelquefois tonitruante sur le problème, et si peu bienveillante à l'égard des autres partis. A l'Office d'H.L.M. il a son représentant... M. Ramette a à côté de lui un Conseiller municipal, modéré et compétent, qui s'occupe des problèmes du logement, qui siège... (il est discret, c'est encore une qualité supplémentaire) à l'Office Municipal. Je suppose que ce représentant a bien dû reconnaître lui aussi les difficultés qui existaient.

M. LE MAIRE. — Pas du tout. Je ne suis pas d'accord avec vous. Le Directeur des H.L.M., celui qui dirige les H.L.M. à Bordeaux, est bien du même bord que le Maire de Bordeaux. Il y a une grande différence.

M. COQUART. — C'est cela le facteur déterminant. C'est très intéressant, ce que vous indiquez. Vous avez bien montré le bout de l'oreille.

M. LE MAIRE. — Vous m'avez compris, c'est tant mieux. Ceci prouve, et ma foi, les fonctionnaires le disent eux-mêmes, que les H.L.M. municipaux tels qu'ils étaient menés, n'étaient pas à même de construire les 1.600 logements qui figurent au programme prioritaire. Quand j'ai donné l'assurance qu'un jour prochain nous pouvions espérer qu'il en serait autrement, ils nous ont donné leur accord. Voilà, Monsieur !

M. COQUART. — Je prends acte, c'est très intéressant.

M. RAMETTE. — Je crois qu'il faut dire une chose très nette que nous avons déjà affirmée à plusieurs reprises : votre Administration a montré en matière de construction de logements une carence totale et vous vous êtes présenté devant la population avec un bilan de faillite. C'est un fait certain. Mais je veux faire remarquer à tous les membres de l'Assemblée, qu'au cours des délibérations qui ont eu lieu ici dans les sessions antérieures, nous nous sommes toujours présentés avec des propositions qui malheureusement n'ont reçu l'appui d'aucun autre groupe. Quand vous vous adressez, Monsieur Coquart, à notre collègue Moithy qui siège au sein du Conseil d'Administration des H.L.M. seul des communistes... Il a été lui-même l'auteur de propositions présentées au nom de notre groupe et vous ne les avez jamais soutenues.

M. COQUART. — Nous nous rallions à toute proposition raisonnable.



M. RAMETTE. — Elles étaient aussi sérieuses que celles que vous pouvez faire. Si vous nous aviez suivis, votre aide aurait été très précieuse. Nous aurions souhaité que vous nous suiviez...

M. COQUART. — Que nous vous suivions, que cela ferait votre affaire, vous pouvez attendre longtemps.

M. RAMETTE. — ...Et que le Conseil Municipal unanime s'adresse au Gouvernement pour obtenir l'autorisation d'un emprunt d'un milliard... Vous ne nous avez pas suivis... Vous ne nous avez pas suivis parce qu'au même moment les vôtres étaient au Gouvernement et que vous ne vouliez pas les gêner en faisant en sorte que l'épée dans les reins ils soient contraints d'accorder satisfaction à la population lilloise.

M. COQUART. — En me prêtant cette duplicité, vous me jugez d'après vous. C'est vous qui raisonnez comme cela, pas nous. Vous jugez les autres d'après vous-même. Ce n'est pas quelque chose de très reluisant.

M. RAMETTE. — Vous ne nous avez jamais appuyés dans nos propositions, pourtant conformes aux intérêts de la population lilloise.

M. LE MAIRE. — Vous êtes en train de transformer une réunion de Conseil Municipal en réunion électorale.

M. RAMETTE. — Votre Administration a montré une carence totale. Il faut ajouter que la Direction de l'Office des H.L.M. Municipal a également affiché une carence totale.

M. COQUART. — Vous savez que c'est calomnieux. Pour parler de la Direction de l'Office, vous essayez de vous désolidariser de votre collègue qui ne l'a pas fait lui-même.

M. RAMETTE. — Nous citons l'exemple d'Ivry où là aussi la municipalité communiste a trouvé auprès de l'Office des H.L.M. un concours absolument total et dévoué. On a construit dans cette ville 500 logements. Si on avait fait un pareil effort ici à Lille, compte tenu de la population lilloise, c'est 2.000 logements qu'on aurait construits à Lille depuis 1947. Nous en sommes loin avec les 130 qui... seront achevés au plus tôt en fin de l'année 1953.

M. LE MAIRE. — Nous nous écartons du problème.

M. COQUART. — Il y a beaucoup de choses à dire sur la gestion d'Ivry, ce n'est pas le problème.

M. LE MAIRE. — Etes-vous d'accord pour voter cette subvention ?

M. RAMETTE. — Absolument.

*Le rapport 4.920 est adopté à l'unanimité.*



N° 4.921  
 Ville de Lille  
 Compte  
 administratif  
 Exercice 1952

## RAPPORT DE M. L'ADJOINT AUX FINANCES

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous vous présentons le compte administratif de M. le Maire pour l'exercice 1952. Il accuse, sur les opérations réalisées, un excédent de recettes de 608.724.784 fr., suivant détail ci-après :

### Recettes réalisées pendant l'exercice 1952 :

Section ordinaire . . . . .	3.388.287.602 fr.	
Section extraordinaire . . . . .	538.040.290 »	
		3.926.327.892 fr.

### Dépenses acquittées pendant le même exercice :

Section ordinaire . . . . .	2.518.081.688 fr.	
Section extraordinaire . . . . .	799.521.420 »	
		3.317.603.108 fr.

Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1952. . . . . 608.724.784 fr.

Voici la physionomie réelle du bilan de la Ville de Lille, compte tenu des opérations effectuées et de celles restant à réaliser.

### RECETTES

Montant général des recettes . . . . . 5.281.231.925 fr.  
 se décomposant comme suit :

a) Recettes réalisées pendant l'exercice. 3.926.327.892 fr.

b) Restes à recouvrer :

1° s/titres émis . . . . .	15.618.488 »
2° s/titres à émettre. . . . .	1.339.285.545 »

5.281.231.925 fr.

### DÉPENSES

Rappel du montant général des dépenses prévues en 1952. 5.247.899.401 fr.

#### A déduire :

Crédits annulés faute d'emploi . . . . . 300.073.037 fr.

A l'exclusion des mises en réserve de  
 crédits grevés d'affectation spéciale  
 (état annexe A du compte admi-  
 nistratif . . . . .

47.119.571 »

252.953.466 »

Total général des Dépenses. . . . . 4.994.945.935 fr.



se décomposant comme suit :

a) Dépenses acquittées au cours de l'exercice . . . . .	3.317.603.108 fr.
b) Restes à payer . . . . .	17.304.639 »
c) Dépenses engagées mais non liquidées . . . . .	1.612.918.617 »
d) Mise en réserve des crédits grevés d'affectation spéciale . . . . .	47.119.571 »
	<hr/>
	4.994.945.935 fr.

#### RÉCAPITULATION

Total des <i>Recettes</i> . . . . .	5.281.231.925 fr.
Total des <i>Dépenses</i> . . . . .	4.994.945.935 »

Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1952 . . . . .	286.285.990 fr.
--	-----------------

L'excédent de 286.285.990 fr. constitue le montant des ressources disponibles de l'exercice 1952 sur l'emploi desquelles vous serez amenés à vous prononcer lors de l'examen du budget supplémentaire.

La comparaison de ce résultat avec ceux de 1948 : 101 millions, 1949 : 248 millions, 1950 : 169 millions, 1951 : 225 millions, permet de constater la position favorable de notre situation financière.

Nous vous prions en conséquence de vouloir bien approuver le compte administratif de 1952 tel qu'il est présenté.

M. LE MAIRE. — Nous passons au Compte Administratif. Je vais demander à M<sup>e</sup> Rombaut de vous le présenter.

M. COQUART. — Je me permets de vous faire observer que la loi prévoit que vous ne vous retiriez que pour le vote. Tout à l'heure au cours de mon examen du Compte Administratif, je vais être amené à mentionner et même à étudier des faits qui vous concernent personnellement. Je crois hautement souhaitable que vous restiez jusqu'au vote. C'est ce qui est prévu dans la loi.

M. LE MAIRE. — Je n'y vois aucun inconvénient.

M. ROMBAUT. — Mes explications seront très brèves. Il s'agit d'un bilan. Nous ne pouvons, contrairement à ce que l'on peut faire pour le Budget primitif, changer aucun chiffre. C'est un élément purement comptable.

Je voudrais, au préalable, souligner l'effort considérable accompli, non pas par moi, mais par les Services financiers de la Ville. L'exercice est clos au 31 mars. C'est en effet entre le 31 mars et la date de notre Commission des Finances qui s'est tenue il y a 10 jours, qu'a dû être effectué ce travail qui demande, je vous assure, beaucoup de temps et beaucoup de soins. J'associe à ces remerciements la Recette Municipale qui a dû fournir en même temps son Compte de Gestion. Le Compte de Gestion et le Compte Administratif sont deux éléments qu'on ne peut dissocier. En effet si le Compte de Gestion ne fournit qu'une partie des éléments comptables, car il ne reprend pas toutes les recettes et toutes les dépenses



qui sont à continuer, c'est-à-dire celles dont les titres sont émis ou à émettre, ses chiffres correspondent cependant à ceux du Compte Administratif au moins en ce qui concerne sa première partie. Vous constatez que le Compte de Gestion se solde par 606 millions d'excédents, somme que vous retrouvez à la première page du Compte Administratif. Mais pour connaître l'état exact de la Trésorerie de la Ville au 31 mars, il faut reprendre, comme je viens de le dire, les recettes à continuer et vous retrouvez alors le chiffre figurant en page 2, 286.280.988 fr. Cette somme représente les disponibilités de la Ville au 1<sup>er</sup> avril 1953 et constitue le poste le plus important des recettes devant figurer au Budget supplémentaire. C'est vous dire que le prochain Budget supplémentaire, normalement voté au mois d'octobre, se présentera dans des conditions excessivement favorables ; tout au moins, l'établissement de ce budget sera très facilité alors même que nous avons aujourd'hui voté des sommes importantes s'élevant à environ une centaine de millions.

M. COQUART. — Permettez-moi, Monsieur Rombaut, d'un mot, de faire une petite retouche à ce que vous avez dit quand vous avez déclaré que le Compte Administratif est un document purement comptable. J'ai même entendu, l'autre jour, en Commission, le mot « photographie ». N'exagérons rien. On pourrait réfuter ce que vous dites-là par un document signé de vous, à savoir l'article que vous avez publié dans la Revue Municipale, où vous soulignez que le Compte Administratif est le document qui permet de juger une gestion, de voir si les recettes ont été surévaluées ou minimisées, si les dépenses ont été prévues correctement. Par conséquent, le Compte Administratif n'est pas du tout cette accumulation de chiffres se déduisant pour ainsi dire mécaniquement. C'est un document qui a sa valeur propre.

M. ROMBAUT. — Le document lui-même permet d'apprécier c'est d'accord. Ce n'est pas contradictoire.

M. COQUART. — Ne disons pas qu'il n'a pas de caractère. Ce document a un caractère. N'oubliez pas, en outre, que le Compte Administratif recouvre tous les actes de gestion, qu'il y a des actes de gestion qui sont régularisés à l'occasion du Compte Administratif, qu'on est amené éventuellement à les reprendre. Cela peut présenter une importance, quelquefois, extrêmement grande puisqu'on peut discuter des actes, des opérations ou des décisions, notamment des ventes, des achats ou des marchés qui ont été conclus au cours d'un exercice.

J'ai pris acte du motif que vous avez mis en avant en ce qui concerne la convocation du Conseil Municipal, c'est-à-dire la question de la subvention aux H.L.M. Seulement, vous ne serez tout de même pas étonné que je relève aussi que vous profitez de l'occasion pour régler comme vous l'entendez un certain nombre de questions qui vous intéressent. J'entends bien que tout à l'heure, on avait accepté de réduire l'ordre du jour à un minimum de problèmes. Il y avait tout de même les 37 millions pour la Société Civile. Ceci me permet de relever également que, s'il est vrai que vous indiquez un boni substantiel de 286 millions, il est vrai aussi qu'il est déjà très sérieusement écorné ce soir. Par conséquent, il n'est pas tellement évident que l'Administration issue des élections de dimanche prochain, aura forcément la tâche facile. Il me semble que vous auriez été encore beaucoup plus élégant si vous aviez laissé les choses intactes, en vous contentant de faire voter la subvention pour les H.L.M. vu le caractère



d'urgence, vu que cela n'est contesté par aucun des groupes qui siègent au Conseil Municipal.

Vous avez expliqué dans quelles conditions vous soumettiez le Compte Administratif. Vous avez jugé que, puisqu'il fallait dégager des fonds, il était à peu près inévitable de commencer par faire établir le Compte Administratif de manière que l'excédent permette de faire des prélèvements. Seulement, en fait si vous n'aviez fait qu'un prélèvement unique, on aurait pu voir le Compte Administratif venir plus tard, comme d'habitude. Je ne trouve pas mauvais que le Compte Administratif soit établi maintenant. Mais enfin, d'ordinaire c'est en octobre ou en novembre que vous le soumettez avec le Budget supplémentaire. Ce qui est possible cette année était possible les années précédentes. S'il apparaît qu'on peut faire le Compte Administratif à sa date légale, qu'on le fasse chaque fois. Mais la date légale, ce n'est pas le mois d'avril. J'ai ici un document officiel qui dit que la date normale c'est « la seconde session » donc celle de mai. En avril, nous anticipons. Il n'y avait pas, je pense, urgence ; si on avait respecté la date légale, cela nous aurait donné un examen au mois de mai. Vous me direz peut-être que vous n'auriez pas pu dégager les millions puisque c'est le boni de votre Compte Administratif seul qui vous permet de couvrir la subvention. Je vous répondrai qu'il aurait été parfaitement possible, de la couvrir en procédant à des virements de compte à compte. Si vous me demandez comment on les aurait aménagés, j'y reviendrai.

Je n'insiste pas sur ce premier point. J'indique, sans insister non plus, que le Compte Administratif que vous présentez comme document comptable, en tant que pur document comptable m'apparaît comme correct. Je relève, toutefois, en marge du Compte Administratif proprement dit, un élément un peu surprenant, à savoir dans le compte de gestion du Receveur, où il apparaît que, tandis que nous avions en 1951 un excédent de recettes de 681 millions (je sais bien que c'est une totalisation d'excédents... quand même !) cette année, nous avons, au contraire, un excédent de dépenses de 72 millions. Je pense qu'il aurait été utile qu'une explication soit fournie pour justifier ce phénomène nouveau de l'apparition d'un excédent de dépenses, alors que depuis pas mal d'années c'était un excédent de recettes que nous avions.

J'ai bien noté aussi ceci, dans le Compte Administratif lui-même, que la Taxe additionnelle, qui avait été prévue pour 1 milliard 447 millions de fr., a produit 1.489 millions, c'est-à-dire 52 millions de plus. Assurément, là, il n'y a pas de votre part initiative de gestion quelconque. Je l'ai déjà dit, la situation du Ministre des Finances communales consiste à ouvrir l'escarcelle, à y laisser descendre la taxe locale. Vous avez une bonne cinquantaine de millions en plus, tant mieux ! Mais enfin, c'est déjà une fraction importante de ce boni que vous soulignez. Or, ce n'est pas le fruit d'une gestion, c'est en somme un résultat comptable automatique, qui provient d'une certaine activité économique, laquelle peut d'ailleurs demain diminuer, auquel cas ce serait un chiffre inférieur aux prévisions qui figurerait dans les recettes totalisées.

Il y a un élément, toujours côté Recettes, qui est un peu inquiétant, dans votre Compte Administratif, Maître Rombaut. C'est que « les emprunts autorisés non réalisés », figurent pour une somme considérable. Je ne dis pas, entendons-nous bien, qu'un « emprunt autorisé non réalisé » porté en recette, ce soit irrégulier. Il y a, en effet, une inscription correspondante portée aux Dépenses : c'est donc



un élément qui figure d'un côté et de l'autre, bien que l'emprunt ne soit pas réalisé. Seulement, il y avait 183 millions seulement à ce poste en 1951 ; il y en a maintenant pour 512 millions, c'est-à-dire plus du double. Voilà donc, par conséquent plus d'un demi-milliard d'emprunts (« autorisés » parce que vous les avez demandés), qui ont été ratifiés et qui ne sont pas réalisés. Je crois qu'il y a là (je vous vois faire un geste qui semble m'approuver), un élément d'une signification plutôt peu rassurante pour la période qui vient. Au fond, on ne sait pas tellement bien où on va. S'il y a restriction d'activité économique, il y aura, plus ou moins légèrement, diminution de la taxe locale. Et, dès à présent, bien que, je suppose, vous ayez fait votre possible pour les effectuer, vous avez plus de 500 millions d'emprunts qui, au cours d'un exercice maintenant clos, n'ont pas pu être réalisés. Je crois que c'est un chiffre vraiment élevé.

M. ROMBAUT. — Nous n'avons pas été mal servis. Évidemment, la réalisation des autres emprunts dépend d'une conjoncture économique générale qui ne dépend pas de nous.

M. COQUART. — Vous ne l'avez pas signalé ; je le relève, mais je ne veux pas dire que c'était volontaire.

Il y a maintenant un chapitre que je vais aborder particulièrement : le Chapitre XIV, « Ventes immobilières ». Ce chapitre offre une particularité assez curieuse ; quand on jette les yeux sur le Budget primitif, on y constate qu'il a été prévu 50.000 fr. de recettes ; or, on a réalisé pour 24 millions. Cela prouve que les prévisions ont été établies d'une façon qui ne correspondait pas à la gestion réelle.

Mais en fait, on devrait avoir une somme encore plus importante, comme recettes de ces ventes immobilières, si on avait vendu tous les terrains de la Ville à leur juste valeur.

Ceci m'amène à aborder cette affaire délicate pour laquelle j'ai demandé à M. le Maire de rester en séance ; affaire délicate que je considère comme très grave, et sur laquelle je me permets d'attirer l'attention de mes collègues. Il s'agit de l'aliénation d'un terrain communal qui a été ratifiée par délibération du Conseil Municipal, le 22 février 1952, sous le numéro 3.596 ; opération qui par conséquent est reprise, dans le Compte Administratif, parmi le total des ventes immobilières. Considérant cette opération comme non acceptable, je suis obligé d'indiquer pourquoi.

Je dis que cette affaire est grave, parce que j'ai moi-même conscience de la gravité du fait qu'un conseiller municipal en exercice, formule contre un maire, dans l'exercice de ses fonctions également, une imputation comme celle que je suis amené à formuler ici ce soir : à savoir qu'il y a eu là — et je vais indiquer le mécanisme très rapidement — une opération de caractère lucratif, effectuée à titre personnel et au détriment de la Ville.

Je me rends parfaitement compte aussi, d'autre part, qu'on peut penser que cette imputation appartient à la catégorie de ces manœuvres d'ordre électoral qu'on peut s'attendre à voir surgir quelques jours avant les élections. Et cependant, je suis tellement sûr de la matérialité des faits dont je suis amené à faire état, je suis tellement certain que ce n'est pas une manœuvre électorale qui apparaîtra à mes collègues, que j'insiste ; car les informations dont je dispose — et que je regrette de n'avoir en ma possession que depuis quelques jours, une semaine



peut-être après la séance de la Commission des Finances — me permettent d'affirmer que les faits qui ont été dénoncés par un journal local, sous une forme incomplète et même partiellement inexacte, sont fondés. Là où il y a inexactitude dans l'information de ce journal, les réalités sont beaucoup plus graves que ce que le journal a indiqué ou cru. Le Conseil Municipal a été trompé dans cette affaire d'acquisition immobilière. Tous les éléments ne lui ont pas été soumis, plusieurs éléments décisifs ont été cachés à dessein et on lui a présenté certains aspects de la question de manière à l'induire en erreur. Je vais le montrer en quelques mots.

Il s'agit de ce terrain du boulevard d'Alsace, vaste, important et bien situé, qui se trouve à côté de l'Établissement des Bains-Douches. Il n'est pas étonnant que M. Gaifie l'ait bien reconnu comme tel, puisqu'il se trouve en face de l'établissement industriel qui était encore le sien il y a quelque temps.

Trois opérations se sont succédé pour aboutir au transfert de ce terrain, appartenant à la Ville, en la possession de M. Gaifie, transfert effectué sur une base qui ne correspond même pas à la valeur réelle de ce terrain. La première opération a consisté à faire louer ledit terrain, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1951, par la « Société M.A.I., de Roubaix ». C'étaient les termes qu'employait le rapport que j'ai là, et que je vous citerai si, tout à l'heure, vous me demandez des informations complémentaires. La location a donc été octroyée à la « Société M.A.I. de Roubaix » du 1<sup>er</sup> janvier 1951, pour la somme de 40.000 fr. par an. Cette opération a eu pour résultat de détacher évidemment cet important terrain de la partie du territoire que la Ville entend conserver et utiliser. C'était désormais un terrain loué à une Société industrielle de Roubaix ! J'indique que ce terrain a 61 mètres en façade sur le boulevard et une superficie d'environ 3.400 m<sup>2</sup>.

Pour la seconde opération, il fallait une délibération, qui passa à la séance du Conseil Municipal du 28 juillet 1951. Le rapport, que j'ai ici, nous dit : nous sommes saisis d'une demande d'aliénation. « Nous avons été saisis d'une demande d'aliénation d'une parcelle de terrain, propriété de la Ville », etc... Le rapport n'indique pas par qui a été formulée la demande d'aliénation. C'est une première anomalie. Mes chers collègues, je vous invite à vous reporter, parmi celles qui viennent de passer à la délibération 4.885, demande d'aliénation pour un terrain rue Paul Duez : on indique par qui la demande d'achat est formulée. Voilà le 4.886, Porte Saint André : on a indiqué par qui la demande d'aliénation était formulée. Or, ici il s'agit d'un terrain « loué à la Société à responsabilité M.A.I., dont le siège est à Roubaix, 3, rue du Moulin », et on est « saisi d'une demande d'achat ». L'aliénation, ajoutait-on, se ferait par adjudication publique sur une mise à prix de 1.000 fr. Ce rapport est passé sans encombre, sans être remarqué, à la séance du 26 juillet 1951.

La troisième phase, la plus importante, se place au Conseil Municipal du 22 février 1952. Nous sommes saisis d'un rapport qui a attiré mon attention, sans que je connaisse le fond du problème comme je le connais maintenant. Ce rapport, absolument sans précédent, a été établi dans des conditions particulières, très certainement avec des instructions particulières données à cet effet. Il est dit : « le 18 décembre 1951... » (lecture). Le montant de la vente n'était pas indiqué ! « La Société S.L.I. » a été déclarée adjudicataire du terrain « loué à la Société M.A.I. » ! Cela m'avait paru assez bizarre pour provoquer des questions, de telle sorte que j'ai demandé d'abord quel avait été le montant de la vente



réalisée, renseignement essentiel pour une ratification. On n'a pas pu me le fournir. M. le Maire, ainsi d'ailleurs que M. l'Adjoint à l'Urbanisme, ont déclaré qu'ils n'avaient pas les renseignements. C'était une première raison pour ne pas accepter le rapport.

J'ai demandé ensuite à M. le Maire d'identifier les Sociétés « S.L.I. » et « M.A.I. ». Il m'a dit d'abord : « je vous vois venir ». Il croyait voir venir autre chose que ce qu'il y avait : je le répète, j'ignorais alors ce que je vais préciser dans quelques instants. M. le Maire se contenta de dire : « M.A.I., Société qui avait son siège à Paris, Matériel automobile » (c'est tout ce que M. le Maire a précisé. J'ai ici le procès-verbal, il est sténotypé, il est officiel. Je crois que je peux le lire aux membres du Conseil. Je suis en train — ils me suivront ou ne me suivront pas — d'expliquer qu'on les a induits en erreur, qu'on leur a caché des faits essentiels). Il a donc dit : « M.A.I., Société qui avait son siège à Paris, Matériel automobile ». Un point c'est tout.

Je lis la suite : « S.L.I. Société Lilloise Immobilière. Je suis tellement bien informé que je ne connais même pas tous les membres de cette Société. « Monsieur Coquart : vous n'avez pas un dossier tenu à jour ? C'est votre méthode de travail qui est defectueuse, ce ne sont pas mes questions qui sont déplacées ». Je m'adresse alors à M. Lourdé en lui disant : « je désire ces renseignements » et M. Lourdé les promet. En définitive — et c'est encore le procès-verbal — le rapport est « adopté à la majorité ».

Les collègues du groupe majoritaire (peut-être, malgré tout, certains ont-ils pensé que mes questions n'étaient pas sans raison d'être) ont estimé que, même si on n'avait pas le chiffre de la vente du terrain, même si on entendait simplement dire : « M.A.I., Société qui avait son siège à Paris », après tout, cela pouvait aller comme cela...

Mais, mes chers collègues, ce rapport si étrangement conçu ne l'était pas par hasard ; car les explications que j'ai demandées, si elles avaient été données par quelqu'un qui n'aurait pas été dans le coup, ces explications auraient été les suivantes : « M.A.I. » ? Société Gaifie-Delté, telle qu'elle apparaît à Roubaix, avec son établissement de la rue du Moulin. « S.L.I. » ? Société créée très peu de temps avant pour les besoins de la cause, dont le siège, 2, rue du Bourgogne, est le domicile de M. Delté, associé et beau-frère de M. Gaifie, Société à laquelle on ne connaît aucune activité et qui comprend uniquement l'associé de M. Delté et deux membres de sa famille, habitant avec lui ; ce qui a permis à M. Gaifie, sans être troublé, de dire : « je ne connais pas tous les membres de cette Société ! » M. Gaifie se retrouve aujourd'hui propriétaire du terrain en compagnie de son associé M. Delté.

Vous me direz, mes chers collègues, que le prix du terrain, peut-être, après tout, était réel et sérieux. Eh bien, regardez donc les dossiers d'aujourd'hui ; laissons de côté la rue des Tanneurs ou la rue Paul Duez. Vous verrez ceci au n° 4.885 pour la rue Benvignat, dans ce lotissement de la porte Saint André qui à tous points de vue est beaucoup moins intéressant que la porte d'Arras où se situe le terrain dont je parle en ce moment : à l'amiable, la Ville vend le mètre carré 2.250 francs.

Et comment la vente s'est-elle effectuée ? Drôle d'adjudication publique ! La S.L.I., c'est-à-dire la Société constituée par l'associé de M. Gaifie, évidemment



en association avec M. Gaifie (c'était bien elle qui avait « saisi » d'une demande d'aliénation la Ville, officiellement), la S.L.I. a été déclarée adjudicataire pour 1.000 fr. le mètre carré, sans aucune difficulté. L'adjudication publique a été réalisée le 18 décembre 1951 dans la Salle des Ventes des Notaires, 7, rue de Puebla ; et la publicité a été organisée de telle sorte que la S.L.I. n'a eu aucune espèce de mal à enlever au prix de base l'adjudication, à 1.000 fr. le mètre carré. Je puis affirmer ici que les Domaines, consultés, avaient estimé le terrain (d'une façon extrêmement modeste) 1.300 fr. le mètre carré, en ajoutant toutefois : « néanmoins, puisque vous procédez par adjudication, comme chiffre de base à l'adjudication nous ne faisons pas obstacle à ce que vous reteniez 1.000 fr. ».

C'est donc dans ces conditions que l'adjudication a eu lieu. Ce terrain, mes chers Collègues, a été payé 3.379.000 fr., mais sa valeur est extrêmement supérieure la chose ne fait pas l'ombre d'un doute. Je le répète, je l'affirme, M. Gaifie, grâce à l'opération dont j'ai indiqué le mécanisme, se retrouve aujourd'hui co-proprétaire du terrain. Je vois qu'il le conteste, mais je l'écouterai volontiers dans un instant.

M. LE MAIRE. — Seul présent, pas seul prévenu.

M. COQUART. — Je suppose que, si M. Gaifie lui-même n'était pas co-proprétaire du terrain, si c'était seulement son beau-frère et associé, M. Deltète, qui en était propriétaire sous le camouflage de la Société Anonyme « S.L.I. », je suppose que, même dans ce cas, vous trouveriez l'opération, que j'ai dénoncée, singulièrement peu admissible. Mais je l'affirme, en outre M. Gaifie est co-proprétaire du terrain. Les faits dont je fais état sont sûrs.

Après que mon attention eut été attirée sur cette affaire, qui paraissait d'abord se présenter sous un jour peu vraisemblable, j'ai mené mon enquête avec un esprit objectif. J'ai vu apparaître l'opération que je vous ai décrite. Mes collègues du groupe socialiste ont eu, devant le dossier, la même réaction que moi-même. Nous estimons qu'il y a là, sous le camouflage transparent (malheureusement pour l'intéressé) de cette Société Anonyme, des faits que nous ne pouvons pas, nous, admettre, mais que le Conseil Municipal, en tant que tel, ne peut pas non plus admettre. Nous demandons à nos collègues de tous les groupes de s'associer à nous pour flétrir de pareils agissements.

M. LE MAIRE. — Messieurs, si vous voulez bien, je commencerai par vous donner ma parole d'honneur que je ne suis pour rien dans cette affaire et que je ne suis pas propriétaire. Je vous l'affirme d'une façon absolue. Vous me donnez là une parenté qui n'est pas la mienne. Vous me conférez un beau-frère, des neveux et des nièces, des petites-nièces même qui ne sont nullement apparentés avec moi. Premièrement, M. Deltète n'a aucun lien de parenté avec moi. Toute cette affaire a été faite sans que je veuille m'en mêler. Quand M. Deltète m'a parlé d'une possibilité d'achat, je lui ai dit : « je n'ai pas le droit de rentrer dans cette affaire et je ne m'en occuperai pas ».

Voyez-vous, Monsieur Coquart, vous mettez en cause un notaire qui tout de même a fait un acte et l'a dressé en sachant très bien que si sous une forme ou sous une autre j'étais propriétaire (ou si j'avais participé à cet achat) je n'avais pas le droit ni d'en faire partie, ni d'y participer. Vous mettez en cause le personnel municipal qui connaît bien ces conditions et qui n'eut pas permis, j'en suis convaincu, que l'on détourne à mon profit quoi que ce soit du patrimoine de la Ville. Vous mettez en cause l'autorité de tutelle...



M. COQUART. — Elle a été trompée comme le Conseil Municipal lui-même.

M. LE MAIRE. — Vous mettez en cause les Domaines...

M. COQUART. — Je ne mets pas les Domaines en cause.

M. LE MAIRE. — Je vous affirme qu'aucune démarche n'a été faite par moi vis-à-vis de qui que ce soit. Je continue à vous affirmer que je ne suis absolument pour rien dans l'achat de ce terrain. Je ne suis pour rien dans tout ce qui s'est fait sur ce terrain et, à aucun prix, je ne veux connaître ce qui s'y fait ou ce qui s'y fera. C'est très net. Je peux même vous dire, Monsieur Coquart, puisque vous tenez à connaître les détails, que cette affaire de la S.L.I. je n'en suis plus majoritaire. Je ne figure plus actuellement que comme propriétaire de quelques actions. Pourquoi ? Parce que le temps que je devais consacrer à la Mairie de Lille ne me permettait plus de m'occuper de mes affaires. Par conséquent j'y ai perdu de ce fait et pour pouvoir m'occuper de la Mairie, une situation matérielle très importante. Voilà, Monsieur Coquart, ce qu'il en est exactement. De tout ceci, je vous donne ma parole d'honneur. Je regrette d'ailleurs, voyez-vous — je regrette infiniment — que, avant de vous avancer de telle façon, vous ne m'ayez pas demandé des renseignements. Vous mettez les Domaines en cause. L'affichage a été fait, des annonces sont parues dans « *La Voix du Nord* ». Je me suis renseigné. Vous avez fait une confusion entre des titres de sociétés, vous amenez une confusion avec des liens de parenté qui ne sont nullement les miens.

M. RAMETTE. — Est-ce qu'il est votre associé ?

M. LE MAIRE. — Oui. Il a bien le droit, Monsieur Ramette, de faire les achats qu'il veut.

M. COQUART. — Il est bien votre associé à la M.A.I. comme à la S.L.I. ? Ce n'est pas votre beau-frère mais c'est votre associé ?

M. LE MAIRE. — Ce n'est pas mon beau-frère, c'est mon associé.

M. COQUART. — C'est bien M. Albert Deltéte votre associé ?

M. LE MAIRE. — Parfaitement.

Au moment où je vous ai dit que je ne connaissais pas l'affaire je ne voulais effectivement pas connaître quels étaient les membres de cette Société. Je ne les connaissais pas.

M. COQUART. — Vous ne pouviez pas connaître les membres de la Société que venait de créer votre associé, qui achetait un terrain de la Ville ?

M. LE MAIRE. — Je ne voulais pas qu'on puisse dire que dans aucune circonstance... je regrette de devoir le dire, parce que tout de même j'ai donné assez de preuve d'honnêteté pour que vous ne m'attaquiez pas de cette façon sur des renseignements qui sont faussés...

M. COQUART. — Je vous attaque sur la base d'un dossier. Je maintiens mon attaque sur la base de ce dossier. Vous-même, vous avez fait allusion à un entrefilet paru dans un journal. Vous avez dit : que M. Coquart m'attaque au Conseil Municipal ! Vous savez bien que vous avez téléphoné à ce journal : « je rectifierai ». Vous savez fort bien que vous avez dit : « j'écirai au Directeur ». Vous savez fort bien qu'il y a eu deux rappels dans ce journal, dont l'un que l'on a intitulé : « Allo, Monsieur le Maire, toujours pas de réponse ? ». Vous savez fort bien que vous n'avez pas répondu !



M. LE MAIRE. — Il est certain que lorsque j'ai vu cet article, j'étais absolument révolté. Sous le coup de la colère, j'ai téléphoné au journal. Des amis politiques qui sont ici présents m'ont dit : « non, ne répondez pas, ne répondez pas à une attaque personnelle au cours d'une période électorale. Vous allez donner lieu à des articles nombreux. Ce sera ridicule et la calomnie, nous le savons, laissera toujours des traces ».

M. COQUART. — Vous reconnaissez, je pense que chacun reconnaîtra que « la calomnie », ici, se traduit, à propos du Compte Administratif où l'opération est reprise, par un dossier, des pièces, des affirmations qui sont formulées en vue de la discussion et en vue d'éclairer les membres du Conseil. Ce que vous appelez calomnie, pour moi, c'est l'examen d'une affaire difficile, délicate, grave, je dirai même douloureuse.

M. LE MAIRE. — Vous admettez que c'est une calomnie, qu'elle est parue dans un journal, sans avoir des renseignements précis.

M. COQUART. — Je prends acte que M. Deltéte Albert est bien votre associé à la M.A.I., Société à laquelle a été donné en location le terrain à l'origine.

M. LE MAIRE. — Vous permettez ? Je peux faire partie d'autres Sociétés ; et pourquoi un membre de cette Société s'il lui plaisait d'acheter un terrain pour construire sa maison me mettrait-il implicitement en cause.

M. COQUART. — S'il n'y avait pas eu accord entre M. Deltéte et vous, la Société M.A.I., locataire du terrain, n'aurait pas cédé le terrain à la S.L.I., Société créée à cet effet par M. Deltéte.

M. LE MAIRE. — Je vous répète que j'ai dit à M. Deltéte : « je ne veux rien connaître de cette affaire. Voilà ».

M. RAMETTE. — Ce qui est curieux, c'est le prix du terrain.

M. LE MAIRE. — Monsieur Ramette, le prix, je ne m'en suis pas occupé. Le prix a été fixé par les Domaines, les Services municipaux ont fait leur travail en entier et très objectivement, c'est-à-dire publications dans les journaux, affiches et alors l'adjudication a eu lieu. Je crois avec M<sup>e</sup> Rombaut, d'après ce que j'ai pu savoir. L'adjudication a eu lieu, je ne m'en suis pas mêlé. Il s'est présenté un seul acheteur. Pourquoi voulez-vous m'accuser, moi qui ne suis pour rien, dans cette affaire.

M. RAMETTE. — C'est singulier.

M. LE MAIRE. — C'est peut-être singulier. D'autre part, vous faites une comparaison, Monsieur Coquart, sur le prix de ce terrain. Mais pourquoi les Domaines n'auraient-ils pas fixé un prix plus bas que ceux dont vous parlez, compte tenu de la profondeur du terrain. Moi, je ne le sais pas. Je vous donne ma parole, je n'ai jamais été mêlé à cela. Je regrette, je continue à vous le dire, qu'on mette en doute l'honnêteté de quelqu'un.

M. COQUART. — J'étais moi-même au regret d'être amené à le faire ! Et je suis encore au regret de ne pas pouvoir faire le moindre pas dans le sens que vous souhaitez me voir suivre.

M. LE MAIRE. — Quels renseignements complémentaires voulez-vous ?

M. COQUART. — Je dirai que pour avoir une preuve, un document, il n'y a pas besoin d'aller en dehors de cet Hôtel de Ville même. Il existe, mes chers



collègues, un registre des autorisations de voirie ; quand on est propriétaire d'un terrain, il faut observer un règlement concernant l'alignement, faire clôturer le terrain dans les formes réglementaires. Vous, vous avez commencé par faire clôturer et vous vous êtes mis en règle ensuite. C'est un détail en passant...

M. LE MAIRE. — C'est une erreur du service. Je suis tout à fait d'accord avec M. Coquart, absolument, pourquoi ?

M. COQUART. — Vous êtes au courant quand même ?

M. LE MAIRE. — M. Deltéte a téléphoné à la Mairie. Je ne sais pas, il faut bien dire que c'est un employé qui a commis l'erreur. Pourquoi voulez-vous que l'on me donne, à moi, une autorisation à mon nom pour une chose qui ne m'appartient pas.

M. COQUART. — Ce que je sais (j'invite mes collègues à réfléchir que par conséquent, je ne parle pas à la légère), c'est que le registre des autorisations de voirie porte — et chacun peut le vérifier demain matin, MM. les Adjoints peuvent s'en faire donner communication — porte, sous le numéro 8.538 et à la date du 30 mars, l'autorisation, régulièrement délivrée, pour le terrain que j'ai caractérisé tout à l'heure, à son propriétaire, dénommé M. René Gaifie ! C'est au nom de M. Gaifie que l'autorisation a été délivrée !

Par conséquent, vous avouerez qu'avec ce mécanisme que j'ai démonté : location à la « M.A.I. », adjudication dans des conditions absolument irrégulières du point de vue administratif, en vase clos, en faveur de la « S.L.I. » (à savoir M. Deltéte, associé de M. Gaifie) autorisation de clôturer délivrée à une date tardive, après que la clôture ait été édictée et délivrée à M. Gaifie, cela produit un ensemble d'arguments et de faits qui ne sont pas une manœuvre électorale, mais qui sont, malheureusement, la constatation de réalités.

Dans ces conditions, nous disons que nous allons voter contre le Compte Administratif, en donnant à notre vote la signification d'une réprobation formelle à l'égard de l'opération que j'ai dénoncée. Mais nous disons aussi que, si nos collègues ont des doutes, s'ils ne sont pas certains de la matérialité des faits que j'indique, chacun des adjoints peut, en sortant de cette salle, aller constater l'inscription portée sur le registre des autorisations de voirie. Nous sommes prêts à surseoir, nous sommes prêts à revenir ici dans quatre jours pour prendre une nouvelle délibération. Nous acceptons une enquête administrative. Nous acceptons de différer le vote qui nous est réclamé ce soir sur le Compte Administratif.

J'espère que vous comprendrez que c'est une manifestation de flétrissure que signifie notre vote « contre... ».

M. LE MAIRE. — Monsieur Coquart, permettez-moi de vous dire que vous êtes de mauvaise foi ; en l'occurrence, je continue à vous affirmer que je ne suis pas propriétaire de ce terrain, que si un Service de la Mairie a commis une erreur de nom, ce n'est pas mon affaire. Mais en tout cas, cette demande n'émane pas de moi. Voilà, c'est très net et c'est très précis.

M. COQUART. — La façon dont vous avez répondu à ma question à la séance du 22 février 1952, en dissimulant ce que vous saviez sur la M.A.I....

M. LE MAIRE. — Vous n'avez pas le droit de salir quelqu'un, vous n'avez pas le droit de mettre en doute l'honnêteté de quelqu'un.

M. COQUART. — Voilà le procès-verbal.



M. LE MAIRE. — Je ne croyais pas que sur le plan politique vous auriez amené des questions comme celle-là. C'est infâme ce que vous faites, c'est infâme.

M. COQUART. — Je me suis senti dupé par la façon dont vous aviez répondu à des questions de bonne foi. Si quelqu'un a manœuvré, ce n'est pas moi, c'est bien vous. Que mes collègues se reportent au procès-verbal du 22 février 1952, page 14 et page 15. Qu'ils prennent la référence et qu'ils lisent cela tranquillement chez eux ; ils seront fixés. Je répète : 22 février 1952, pages 14 et 15. Prenez le procès-verbal, méditez-le, voyez les réponses de M. le Maire pour la M.A.I. et la S.L.I. Et reprenez le rapport 3.596. Alors vous verrez, je l'espère du moins, le caractère réel de cette opération.

M. LE MAIRE. — Non, je vous défends de dire cela, vous n'avez pas le droit de mettre en cause l'honnêteté d'un homme. C'est infâme ce que vous faites. C'est infâme.

M. RAMETTE. — En quoi cela pourra-t-il vous gêner une enquête administrative ?

M. LE MAIRE. — A la condition que le Compte Administratif soit voté aujourd'hui, Messieurs.

M. RAMETTE. — Non.

M. LE MAIRE. — Si.

M. RAMETTE. — Je fais la proposition ferme après les faits apportés...

M. LE MAIRE. — Je suis à la disposition de tous.

M. RAMETTE. — Après les faits apportés par M. Coquart, il y a des choses...

M. LE MAIRE. — On n'a pas le droit de mettre en doute l'honnêteté de quelqu'un.

M. RAMETTE. — C'est quand même votre associé. L'adjudication a été faite dans de telles conditions que le prix de vente du terrain a été véritablement en dessous des prix habituellement pratiqués.

M. LE MAIRE. — Pas du tout. Je n'y suis pour rien en tout cas.

M. RAMETTE. — Il y a également ce qu'on nous a révélé, que l'autorisation de clôture vous avait été adressée.

M. LE MAIRE. — C'est une erreur, On ne trouvera pas une demande signée de moi.

M. RAMETTE. — Les faits sont assez troublants. Je demande une commission d'enquête désignée par le Conseil Municipal.

M. LE MAIRE. — Je laisse mes amis décider. Je vous donne ma parole d'honneur qu'il n'en est absolument rien de tout ce que M. Coquart a dit.

M. COQUART. — J'espère qu'on a compris que je ne parlais pas à la légère. J'ai réfléchi avant de venir parler de cela ce soir.

M. LE MAIRE. — Dans la journée d'aujourd'hui, à maintes reprises, j'aurais pu accuser certains d'entre vous, non pas sur le plan de l'honnêteté, c'est entendu, mais de ne pas toujours avoir fait leur devoir d'administrateur. Je m'en abstiens. J'ai toujours été d'une correction absolue avec tout le monde. Je regrette que ce soit surtout vous qui fassiez cela. C'est infâme ce que vous faites.



M. COQUART. — Vous avez parlé de calomnie. J'ai parlé dossier. Si encore vous aviez répondu à l'entrefilet du journal ! Vous téléphonez en annonçant une rectification. Mais vous annoncez cela simplement pour faire taire le journal. Vous n'avez pas le courage d'envoyer une lettre pour que, noir sur blanc, votre point de vue et votre thèse soient connus des lecteurs.

M. LE MAIRE. — Pas du tout, Je n'ai jamais parlé de rectification. J'ai dit : « vous êtes mal informés, je voudrais bien avoir quelqu'un qui soit responsable dans le journal afin de lui communiquer les erreurs, de lui faire connaître les erreurs qu'il commet. On n'a pas voulu me répondre. Je m'excuse, Monsieur Coquart... Encore, tout à l'heure, M. Grangeon a demandé au journaliste de chez vous de venir voir les documents.

M. COQUART. — Il avait autre chose à faire, le journaliste. On ne disait même pas pourquoi on l'invitait à venir.

M. RAMETTE. — Pourquoi ce que vous offriez à un journaliste, ne voulez-vous pas le donner à une Commission d'enquête ?

M. LE MAIRE. — Je vous le donnerai à condition que ce soit voté.

M. RAMETTE. — Nous ne voterons pas votre Compte Administratif parce que nous n'avons pas voté votre budget..., jamais.

Nous demandons une Commission d'enquête.

M. LE MAIRE. — Quand vous voudrez, mais après le vote.

M. ROMBAUT. — Cela n'a rien à voir avec un document comptable.

M. LE MAIRE. — C'est une honte.

M. RAMETTE. — C'est de la procédure.

M. le Maire quitte la salle.

M. COQUART. — Ce qui n'a pas été régulier, c'est la présentation des faits la manière dont on répond à la question « qu'est-ce que la M.A.I. ? » quand on, est soi-même l'un des deux propriétaires de la M.A.I.

Je ne veux pas insister davantage, le Maire est sorti. Nous demandons un vote par scrutin public. Nous nous associons à la demande d'enquête. Sur le Compte Administratif, si vous exigez qu'on vote maintenant, nous demandons un vote par scrutin public.

M. HÉNAUX. — Mes chers Collègues, l'intervention étayée de M. Coquart nous a tous profondément ébranlés, c'est un fait. Il nous est difficile de faire la part du vrai et du faux dans les affirmations contradictoires de M. le Maire et de notre collègue. L'accusation est formelle, la défense ne l'est pas moins. Pris au dépourvu par la révélation inattendue de manœuvres apparemment répréhensibles, nous tenons tout de suite à affirmer jusqu'à plus ample informé, que nous ne contestons la bonne foi de quiconque. Nous regrettons simplement que l'incident éclate en période électorale, nous regrettons aussi que M. le Maire s'obstine à lier le vote du Compte Administratif à l'acceptation d'une Commission d'enquête.

Je crois cependant qu'il y a un moyen de concilier l'avis de ceux de nos collaborateurs qui exigent qu'une Commission d'enquête soit immédiatement constituée et celui de M. le Maire et de sa majorité qui prétendent nous faire



voter d'abord le Compte Administratif. Si les documents qu'a produits M. Coquart sont immédiatement vérifiables comme il le soutient, une Commission d'enquête pourrait très aisément statuer dans les 48 heures et leurs partisans émettre une acceptation conditionnelle du Compte ou réserver leur vote. L'essentiel est que le voile soit levé sur des faits qui pourraient, sous le mystère tentateur, se transformer en scandale. Même pour le public lillois, il est préférable que la lumière soit rapidement projetée sur cette affaire.

M. COQUART. — Je reçois un mot du collaborateur de « *Nord-Matin* » qui a reçu le coup de téléphone de M. Gaifie. Ce collaborateur confirme que M. Gaifie a formellement déclaré qu'il allait envoyer un rectificatif. J'ai moi-même été averti de l'annonce du rectificatif, A deux reprises, on a fait un rappel. On a constaté que la lettre, formellement annoncée, ne venait pas.

Vous avouerez que tout de même, dans ces conditions, avec ces éléments, puisqu'on avait convoqué le Conseil Municipal pour ratifier la gestion de 1952, nous avons quelque droit de profiter de l'occasion pour essayer de tirer définitivement au clair une affaire aussi trouble.

M. MINNE. — Personnellement, si vous permettez que je vous livre mon impression, j'estime, dans le cas particulier, que l'honnêteté de notre collègue Gaifie ne peut en aucun cas être mise en doute. Vous avez peut-être à ce sujet des conceptions différentes. Je déplore sincèrement que vous ayez soulevé ici une pareille question. Incontestablement, il s'agit là d'une manœuvre électorale menée à l'encontre d'une personnalité parfaitement honorable, le Maire de Lille. C'est un geste qui ne vous honore pas. Vous m'avez beaucoup surpris.

M. COQUART. — Les circonstances et les faits sont là. Vous les auriez eus vous-même en main, vous n'auriez pas été solidaire du Maire, j'en suis persuadé, Monsieur Minne. Vous n'auriez pas trouvé cela admissible, j'en suis sûr. Je comprends votre position. Elle vous honore, d'une part, à titre personnel ; et elle est nécessaire pour vous, du point de vue politique. Mais je doute que, si vous pouvez vous livrer à un examen approfondi, vis-à-vis de vous-même vous soyez aussi catégorique que ce que vous venez de déclarer.

M. DEFAUX. — Les déclarations de M. le Maire permettent de penser qu'il ne craint pas la Commission d'enquête. Pourquoi ne pas la voter immédiatement de façon à mettre la chose au clair.

M. SIMONOT. — Je pense que personne ne sera contre la proposition suivante : un nombre égal de membres de chaque groupe faisant partie de cette Commission d'enquête, avec mission terminée dans les 2 ou 3 jours. C'est une proposition honnête. Il semble difficile tout de même de se prononcer sur un rapport avec les révélations qui ont été faites et qui mettent en cause un magistrat municipal.

M. HÉNAUX. — Il pourrait subsister un doute dans l'esprit des lillois. L'accusation ayant été formulée en séance publique du Conseil Municipal — c'est à l'honneur des accusateurs qui me paraissent mépriser le coup de poignard dans le dos — il est souhaitable que l'accusé, étant donné sa qualité, puisse publiquement aussi, et dans le plus bref délai, balayer les suspicions. Il nous suffit, quant à nous, que la justice et la vérité aient le dernier mot, sans souci de nos pauvres petites querelles partisans.

M. MINNE. — Si vous le permettez, je vous demanderai l'autorisation d'une suspension de séance de 10 minutes.



..... (suspension de séance).

M. MINNE. — Messieurs, à la suite des accusations formulées contre lui publiquement par M. Coquart, Monsieur le Maire de Lille a l'intention de vous faire une déclaration solennelle. Je demande à mes collègues du Conseil Municipal, au public, à la presse, d'en prendre acte.

M. LE MAIRE. — Messieurs, Mesdames.

A la demande de mes amis, je tiens à vous renouveler sur l'honneur que les accusations qui ont été portées contre moi, par M. Coquart, à la suite d'un article de presse paru récemment, sont erronés. En ce qui concerne ma responsabilité en cette affaire, j'affirme une fois de plus n'avoir aucun lien de parenté ou d'alliance avec M. Deltète. Deuxièmement, de m'être abstenu de toute intervention dans cette affaire réalisée par une Société dans laquelle je n'ai aucune part d'intérêt. Je fais toutes réserves sur cette intervention publique qui porte atteinte à mon honneur et je la considère comme une manœuvre électorale déloyale.

M. COQUART. — Puis-je dire un mot ?

Le lien de parenté entre M. Gaifie et M. Deltète est évidemment, chacun le comprend, tout à fait secondaire. Ce qui compte, c'est la qualité d'associés de M. Gaifie et de M. Deltète ; que M. Gaifie personnellement n'ait pas eu une part d'intérêt personnel, comme il vient de l'affirmer, l'accent, la force avec laquelle il a émis ces affirmations m'inciteraient à être tout à fait porté à le croire. Mais les faits dans leur fond subsistent, à savoir le fait incontestable, selon nous, que M. Gaifie a induit en erreur le Conseil Municipal dans la séance du 22 février 1952, en vue de la réalisation de cette opération immobilière. Il apparaîtrait, à la lumière des explications de M. Gaifie, que cette opération n'avait pas pour but de servir ses intérêts personnels ? Je serais heureux, pour ma part, que cela soit confirmé. Mais, tout au moins, il a couvert (je parle de M. le Maire) une opération au bénéfice de son associé.

M. LE MAIRE. — Monsieur Coquart, je vous dirai tout simplement qu'aucun mot de ce rapport n'a été porté à ma connaissance et que je n'ai pas voulu m'en mêler. Ce rapport a été rédigé entièrement en dehors de moi. Ce sont les Services qui l'ont rédigé. J'en ai eu connaissance comme vous officiellement lorsqu'il vous a été envoyé.

M. COQUART. — Ce qui reste, c'est que vous étiez co-locataire de ce terrain sous le nom de Société « M.A.I. », en association avec M. Deltète. Il reste aussi que, quand la Société « S.L.I. » a formulé une demande d'achat, cette Société S.L.I. était formée exclusivement par M. Deltète lui-même, votre associé, avec deux membres de sa famille habitant avec lui. Quand la question vous a été posée de savoir ce que signifiait « M.A.I. » et « S.L.I. », vous avez dissimulé ce que vous saviez.

M. LE MAIRE. — Je l'ignorais absolument, Monsieur Coquart.

M. COQUART. — ...ajoutant même : « je ne connais pas tous les membres de la S.L.I. ».

M. LE MAIRE. — Je vous le jure sur mon honneur.

M. COQUART. — Il ne pouvait vous être inconnu que la « S.L.I. » était essentiellement M. Deltète, acheteur du terrain dont la « M.A.I. » (ce même M. Deltète et vous-même) était locataire. Quel est le rôle du Maire de Lille ?



Est-ce de défendre les intérêts de la Ville ou de favoriser une opération immobilière lucrative ?... Voilà ce qui reste ! Tout en prenant acte de la déclaration de M. Gaifie, tout en disant, je le répète, que les protestations énergiques de M. Gaifie m'incitent à penser que l'opération n'était pas destinée à son profit personnel, il m'apparaît que l'opération a été réalisée au profit de son associé ; il m'apparaît que le Conseil Municipal — et je crois que c'est incontestable — a été induit en erreur. Et quand j'ai mentionné le fait que le registre administratif portait une autorisation de clôturer le terrain délivrée au nom de M. Gaifie, il a dit : « c'est par erreur, c'est M. Deltète qui a téléphoné ». Cette circonstance supplémentaire attire, je crois, légitimement une vérification et une enquête.

M. LE MAIRE. — Je ne discute plus.

Monsieur le Maire se retire.

M. RAMETTE. — Lorsque M. Minne a demandé une suspension de séance, la question qui était posée c'est de savoir si le groupe R. P. F. se rallierait à la nomination d'une Commission d'enquête par le Conseil Municipal. Il me semble que la déclaration faite par M. Gaifie laisse sous-entendre que le groupe R.P.F. se refuse à la nomination de cette Commission d'enquête. Or, il faut bien noter le fait, si on craint la Commission d'enquête c'est que l'on craint que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Il restera pour nous, qu'on le veuille ou pas, que si le dénommé M. Deltète n'est pas parent de M. Gaifie il en est l'associé, qu'il a été l'associé de M. Gaifie lorsque, ensemble, ils étaient locataires du terrain qui a été par la suite loué à une autre Société, puis ensuite acheté par la Société. M. Deltète est devenu propriétaire dans des conditions qui semblent vraiment demander un examen puisqu'il semble bien que le terrain a été acheté à un prix inférieur à sa valeur, qu'il n'y a pas eu d'autres soumissionnaires lors de la mise en vente dans des conditions qui paraissent un peu étranges. Quand M. le Maire vient nous dire : « je n'ai pas voulu m'en mêler », j'y vois je dirai, presque un aveu. « Je n'ai pas voulu me mêler de cette affaire ». Mais c'est justement son rôle de Maire, c'était de s'en mêler. Son rôle de Maire, on l'a dit, et c'est juste c'est de défendre les intérêts de la Ville. Et si véritablement ses intérêts étaient mis en cause, étaient lésés (il semble bien que cette phrase révèle que M. Gaifie était au courant), il aurait dû intervenir pour que cette affaire ne se fasse pas dans les conditions où elle s'est réalisée. Qu'on le veuille ou pas, pour nous, il reste que cette opération est des plus troubles et qu'elle a été réalisée dans des conditions qui ne pouvaient que permettre à l'associé de M. Gaifie de réaliser sur le compte de la Ville un bénéfice, sans aucun doute, important.

Je renouvelle par conséquent ma demande de Commission d'enquête. Je ne vois pas en quoi cela peut gêner nos collègues du R.P.F. s'ils ont véritablement la conviction que leur Maire n'a en aucune manière trempé dans une affaire louche..

M. MINNE. — Nous nous sommes réunis, mes amis et moi, dans ce but Monsieur Ramette, je m'adresse aussi à M. Coquart ainsi qu'aux représentants du M.R.P., mes amis et moi sommes parfaitement certains de l'honorabilité du Maire de Lille. Cette question ne se discute pas. Je dis bien : parfaite honorabilité, n'en déplaise à ceux qui toussent ou murmurent. Nous sommes certains de l'honnêteté du Maire de Lille. Nous estimons que dans le cas particulier, on a voulu (et c'est une manœuvre peu reluisante) on a voulu entâcher son honneur. Nous sommes entièrement solidaires de lui et nous vous demandons de revenir



sur votre position. En ce qui me concerne et en toute bonne foi, j'interpréterai le vote qui va avoir lieu comme susceptible de m'éclairer exactement sur vos sentiments personnels à l'égard de M. le Maire de Lille.

Je demande maintenant à MM. Hénaux et Defaux de préciser leur position.

M. DEFAUX. — Monsieur Minne, la question pour nous est très claire. Nous croyons à la parfaite honorabilité de M. le Maire de Lille et nous ne comprenons pas, dans ces conditions, comment vous pouvez vous opposer à la nomination d'une Commission d'enquête qui ne pourrait que prouver son honorabilité.

M. MINNE. — Cette Commission d'enquête, dans le cas particulier, est injurieuse.

M. SIMONOT. — Pas par la personnalité des gens qui en feront partie.

M. MINNE. — Vous comprenez parfaitement mes termes, Monsieur Simonot.

M. HÉNAUX. — Je me refuse, quant à moi et au moment présent à mettre en doute l'honorabilité de M. le Maire. Les divergences politiques n'ont jamais constitué des barrières de moralité ; il faut laisser cette conception aux sectaires et aux simplets. C'est précisément à cause de cela que je me déclare partisan de la Commission d'enquête. L'enquête impartiale n'est redoutée que par les coupables. J'ai déclaré tout à l'heure, Monsieur Minne, avant que vous n'interveniez et je le répète encore, c'est dans l'intérêt de M. le Maire que cette Commission doit se réunir et conclure au plus tôt.

M. MINNE. — Je vous demande de voter le Compte Administratif. La position de mes amis est claire, je le répète. Nous considérons que l'honorabilité de M. le Maire de Lille a été gravement entâchée et nous estimons qu'il lui appartiendra — et ce sera facile croyez-moi — de mettre l'affaire au point sous forme d'un article de presse par exemple. Dans le cas particulier, on profite de la campagne électorale pour jeter de la boue sur une personne parfaitement honnête. Manœuvre de basse politique qui n'honore guère ses auteurs !!

M. RAMETTE. — Je ne sais pas... dans les paroles que vous avez prononcées tout à l'heure sur un ton menaçant.

M. MINNE. — Non.

M. RAMETTE. — Malgré la douceur apparente... vous dites : que chacun fixe sa position pour que l'on connaisse les sentiments de chacun. Nous n'avons rien à craindre d'aucune menace qui puisse venir de votre part. Nous avons notre conscience très tranquille. Vous parlez d'un article de journal qui viendra demain...

M. MINNE. — Journal ou mise au point, je n'en sais rien.

M. RAMETTE. — Ça semblerait encore contenir, on pourrait le dire, quelque menace. Nous, nous aimons bien les débats publics et au grand jour. Il ne faut pas qu'il y ait de réserve chez personne, chez aucun d'entre nous. En tout cas, pour nous, nous demeurons fermement sur notre position. Nous demandons la nomination d'une Commission d'enquête par le Conseil Municipal dans laquelle seraient représentés tous les groupes indistinctement par un même nombre de représentants. Nous demandons que cette proposition soit mise préalablement au vote, avant de passer à l'adoption, tout au moins à la mise aux voix du Compte Administratif du Maire.



M. COQUART. — Il m'apparaît, à moi aussi, qu'on ne peut pas se prononcer sur cette affaire seulement à l'occasion du Compte Administratif. Moralement, je pense que vous ne pouvez pas refuser un vote sur la proposition d'une Commission d'enquête.

Vous nous dites : « Nous ne la retenons pas. Nous sommes entièrement solidaires de M. Gaifie. Il s'agit d'accusations calomnieuses à l'occasion de la campagne électorale ». Je prends acte de votre déclaration. J'espère qu'on me donnera acte aussi du fait que ce que j'ai soumis au Conseil Municipal, ce sont des documents, ce sont des citations, ce sont des faits, qui peuvent être, sans doute, interprétés d'une façon différente de la mienne, mais qui ne constituent ni un « montage » imaginaire et sans base, ni des calomnies chuchotées dans la coulisse et qu'on n'oserait pas proférer en face !

Ceci dit, je le répète, il nous paraît indispensable qu'on se prononce sur la Commission d'enquête qui a été demandée. Après quoi, il y aura le vote sur le Compte Administratif.

M. HÉNAUX. — Je maintiens ma position. M. le Maire, attaqué publiquement, doit, s'il y a lieu, obtenir réparation publique. C'est l'éclatante, facile et rapide démonstration qui peut être faite, car les documents sont ou ne sont pas. Pourquoi s'y refuser si l'on a la conscience tranquille ? C'est la confusion ou la documentation à sens unique qui, le plus souvent, engendre le jugement téméraire. Les élus du peuple loyaux doivent souhaiter que tous leurs actes soient mis à nu. Pour cette raison, je me déclare profondément partisan de la Commission d'enquête.

M. MINNE. — Je mets aux voix la première question, si j'ai bien compris, celle de la constitution d'une Commission d'enquête.

M. COQUART. — Nous demandons un vote par appel nominal.

M. VÉROONE. — Est-ce qu'on fait déposer les pouvoirs sur le bureau ?

M. COQUART. — Nous n'en avons pas à déposer, M. Saint-Venant n'a pas été remplacé.

M. VAN WOLPUT. — M. le Maire a déclaré qu'il avait les pouvoirs des absents de votre groupe, Monsieur Minne. Je suis chargé par les groupes de les vérifier.

8 conseillers Socialistes, 6 conseillers Communistes, 2 conseillers M.R.P. votent pour la Commission d'enquête ; 17 conseillers R.P.F. votent contre.

M. MINNE. — Seconde question. Est-ce que vous demandez également que le vote ait lieu par appel nominal ?

M. COQUART. — Vu le fait que la question a été, en somme, l'objet d'un vote spécial, nous n'exigeons pas de nouveau un appel nominal, à moins toutefois qu'un de nos collègues présents n'indique que sa position est ici différente. Nous votons contre le Compte Administratif, en donnant à ce vote la signification que j'ai indiquée tout à l'heure.

M. HÉNAUX. — Nous nous refusons à établir un quelconque rapport entre l'affaire du terrain du boulevard d'Alsace et le vote du Compte Administratif. Malgré les réserves que nous sommes périodiquement amenés à formuler sur certains postes du Budget, nous estimons, en bons démocrates, que notre devoir



est de ne pas refuser aux administrateurs élus les possibilités d'administrer, l'essentiel, étant quant à nous, sauvegardé. Nous voterons donc, comme d'habitude, le Compte Administratif.

M. RAMETTE. — Nous voterons contre le Compte Administratif. D'ailleurs, nous n'avons pas voté le budget de l'année visée. Je ne vois pas la possibilité de voter le Compte Administratif. Nous donnerons tout de même à notre vote contre le Compte Administratif, vu les circonstances particulières, la notion d'un blâme à l'égard du Maire qui s'est livré, qu'on le veuille ou pas, à certaines opérations condamnables au plus haut point et sur lesquelles il s'oppose à faire la lumière par le truchement d'une Commission d'enquête.

Ce blâme atteint, naturellement, de ce fait, l'ensemble de l'Administration Municipale qui s'associe en cette circonstance à son Maire et le couvre.

M. MINNE. — Voici le résultat du vote pour le Compte Administratif 19 voix pour (R.P.F. et M.R.P.), 14 voix contre, 8 Socialistes et 6 Communistes.

M. COQUART. — Je fais observer que si le groupe Socialiste avait pu disposer de tous ses mandats, ce serait 17 voix pour la Commission d'enquête. Et si l'intéressé avait voulu, pour faire la lumière plus rapidement et plus complètement, puisqu'il entend la faire, s'associer à la demande de Commission d'enquête, il y aurait même eu une majorité. Quoi qu'il en soit, moralement, il y a 17 voix pour et 17 voix contre.

M. SIMONOT. — J'ai une déclaration à faire qui a peu de poids mais est tout de même une remarque de logique et de bon sens. Je pense que les conditions et l'heure où tout se passe ont dû vous troubler légèrement, Monsieur Minne...

J'ai peur cependant que la logique ne soit pas respectée. A l'appel nominal, nous avons été 16 à voter pour et 17 à voter contre. Après vérification des mandats. Or, dans le second vote, vous retrouvez exactement 19 et 14...

M. MINNE. — Voyez-vous, l'heure ne m'a pas troublé, Monsieur Simonot.

N° 4.921. — *Le Compte Administratif est adopté à la majorité des 17 conseillers R.P.F. et des 2 conseillers M.R.P., les 8 conseillers Socialistes et les 6 conseillers Communistes ayant voté contre.*

N° 4.922

—  
Ville de Lille

—  
Compte de gestion  
du Percepteur-  
Receveur

—  
Exercice 1952

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En accord avec votre Commission des Finances, nous vous prions de prendre la délibération suivante en exécution de la circulaire ministérielle du 30 janvier 1866,

Le Conseil,

Vu le compte rendu par M. Albert Marlard, percepteur-receveur, de ses recettes et dépenses depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1952 jusqu'au 31 décembre suivant, lequel comprend :



1<sup>o</sup> Le rappel du compte final de l'exercice 1951 ;

2<sup>o</sup> Les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'exercice 1952 ;

3<sup>o</sup> Les recettes et les dépenses concernant les Services hors-budget ;

Vu le détail des opérations finales de l'exercice 1952 établi en regard du compte sus-mentionné et présentant les recettes et les dépenses pour le dit exercice pendant les trois premiers mois de la gestion de 1953 ;

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui, tant du compte de gestion de 1952 que des opérations complémentaires effectuées en 1953 ;

Vu les budgets primitif et additionnel des recettes et des dépenses présumées de l'exercice 1952 et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le dit exercice ;

Après avoir examiné le Compte Administratif de M. le Maire,

Délibère :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 1952, sauf sur le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes conformément à l'article 157 de la loi du 5 avril 1884, le Conseil Municipal admet :

1 <sup>o</sup> Les recettes de la gestion 1952 pour la somme de . . . . .	3.132.703.821 fr.
Les dépenses de la gestion 1952 pour celles de . . . . .	3.337.631.625 »

Fixe l'excédent des dépenses sur les recettes à . . . . .	204.927.804 fr.
---	-----------------

Et attendu que par l'arrêté du compte précédent, le comptable a été reconnu débiteur de . . . . .	733.812.409 »
---	---------------

Déclare le comptable débiteur, sur son compte de la gestion de 1952 de la somme de . . . . .	528.884.605 fr.
--	-----------------

2 <sup>o</sup> Les entrées de valeurs inactives pendant la gestion de 1952 s'élevant à . . . . .	183.409.363 fr.
--	-----------------

Les sorties de valeurs inactives pendant la gestion de 1952 s'élevant à . . . . .	154.966.269 »
---	---------------

Fixe l'excédent des entrées à . . . . .	28.443.094 fr.
---	----------------

Et attendu que par l'arrêté du compte précédent, le comptable a été reconnu débiteur de . . . . .	89.287.932 »
---	--------------

Déclare le comptable débiteur, sur son compte de la gestion 1952 de la somme de . . . . .	117.731.026 fr.
---	-----------------



ARTICLE 2. — Statuant sur les opérations de l'exercice 1952, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes, le Conseil Municipal admet les opérations effectuées, tant pendant la gestion 1952 que pendant les trois premiers mois de la gestion 1953, savoir :

En Recette pour . . . . .	3.244.755.055 fr.
En Dépense pour . . . . .	3.317.603.108 »
D'où il résulte un excédent de dépenses de . . . . .	72.848.053 fr.
Le résultat définitif de l'exercice 1951 ayant présenté un excédent de recettes de . . . . .	681.572.837 »
Le résultat définitif de l'exercice 1952 égal au règlement du Compte Administratif du même exercice est un excédent de recette de . . . . .	608.724.784 fr.

ARTICLE 3. — Le Conseil Municipal demande qu'il plaise à la Cour des Comptes, faisant droit aux motifs ci-dessus énoncés, d'approuver le dit compte.

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

N° 4.923  
—  
*Réalisation  
du plan  
d'embellissement*  
—  
*Acquisition  
de terrains  
grevés de  
servitude  
non aedificandi*  
—

La loi du 19 octobre 1919, portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Place de Lille, a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir, pour les aménager en espaces libres, les terrains situés dans l'ancienne première zone militaire.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique l'acquisition de ces terrains par la Ville.

En vue d'éviter la procédure d'expropriation actuellement en cours, l'une des co-propriétaires de parcelles intéressées M<sup>lle</sup> Petitdemenge a accepté de traiter à l'amiable en ce qui concerne ses droits indivis qui sont de un huitième de l'ensemble défini ci-après.

Les terrains en cause situés à Lille lieux dits Chaude-Rivière, Le Pâté, Sainte-Agnès sont repris au cadastre de ladite commune, sous les Nos 1378 à 1384, 1386 à 1397 et 1408 à 1452 de la section C pour des contenances respectives de 558, 335, 323, 322, 283, 773, 690, 239, 295, 300, 271, 259, 287, 340, 368, 331, 334, 306, 290, 343, 307, 300, 400, 230, 192, 202, 338, 412, 80, 67, 56, 56, 52, 49, 49, 52, 62, 118, 50, 48, 52, 55, 56, 88, 69, 279, 144, 97, 115, 98, 89, 384, 301, 184, 188, 169, 161, 267, 532, 694, 687, 78, 54 et 51 mètres carrés, soit au total 15.259 mètres carrés.

Ils sont accordés en location à divers à usage de jardins.

La Ville deviendra propriétaire de la part indivise du sol des parcelles appartenant à M<sup>lle</sup> Petitdemenge moyennant paiement d'un prix d'achat fixé d'un



commun accord et à forfait à cent cinquante-deux mille cinq cent quatre vingt-dix francs accepté par M. le Directeur des Domaines.

Le prix sera payable après accomplissement des formalités de transcription et de purge et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des Hypothèques inscrites.

L'entrée en possession et jouissance est fixée au jour suivant celui de la ratification par le Conseil Municipal de la promesse de vente.

La vente sera réalisée par devant M<sup>e</sup> Poissonnier, notaire à Roubaix. La Ville supportera les frais de rédaction d'actes, ceux de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Nous vous demandons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan :

a) d'homologuer la promesse de vente que nous vous soumettons ;

b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

Nous vous prions en outre, de décider :

1<sup>o</sup> que la dépense d'acquisition, ressortant à 152.590 frs, sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIV, article 115 du Budget supplémentaire de 1953, sous rubrique « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée frappés de la servitude non aedificandi en vue de leur aménagement en espaces libres » ;

2<sup>o</sup> que les frais inhérents à cette opération devant s'élever à environ 30.000 frs, seront prélevés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du Budget primitif de 1953 sous rubrique « Frais de Contentieux, d'actes et de procédure ».

*Adopté à l'unanimité.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Place de Lille, a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir, pour les aménager en espaces libres, les terrains situés dans l'ancienne première zone militaire.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique l'acquisition de ces terrains par la Ville.

En vue d'éviter la procédure d'expropriation actuellement en cours, plusieurs co-propriétaires de parcelles intéressées, représentés par M. Deblock ont accepté de traiter à l'amiable en ce qui concerne leurs droits indivis qui s'élèvent à sept huitièmes de l'ensemble défini ci-après.

Les terrains en cause situés à Lille lieux-dits Chaude-Rivière, Le Pâté, Sainte-Agnès sont repris au cadastre de ladite commune, sous les n<sup>os</sup> 1378 à 1384, 1386 à 1397 et 1408 à 1452 de la section C pour des contenances respectives de 558, 335, 323, 283, 773, 690, 322, 239, 295, 300, 271, 259, 287, 340, 368, 331, 334, 306, 290, 343, 307, 300, 400, 230, 192, 202, 338, 412, 80, 67, 56, 56, 52, 49,

N<sup>o</sup> 4.924

Réalisation  
du plan  
d'embellissement

Acquisition  
de terrains  
grevés de  
servitude  
non aedificandi



49, 52, 62, 118, 50, 48, 52, 55, 56, 88, 69, 279, 144, 97, 115, 98, 89, 384, 301, 184, 188, 169, 161, 267, 532, 694, 687, 78, 54 et 51 mètres carrés, soit au total 15.259 mètres carrés.

Ils sont accordés en location à divers à usage de jardins.

La Ville deviendra propriétaire de la part indivise du sol des parcelles appartenant aux sus-nommés moyennant paiement d'un prix d'achat fixé d'un commun accord et à forfait à un million trois cent trente-cinq mille francs accepté par M. le Directeur des Domaines.

Le prix sera payable après accomplissement des formalités de transcription et de purge et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

L'entrée en possession et jouissance est fixée au jour suivant celui de la ratification par le Conseil Municipal de la promesse de vente.

La vente sera réalisée par devant M<sup>e</sup> Dal, notaire à Lestrem. La Ville supportera les frais de rédaction d'actes, ceux de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Nous vous demandons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme et du Plan :

- a) d'homologuer la promesse de vente que nous vous soumettons ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

Nous vous prions, en outre, de décider :

1<sup>o</sup> que la dépense d'acquisition, ressortant à un million trois cent trente-cinq mille francs sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIV, article 115, du Budget supplémentaire de 1953, sous rubrique « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée frappés de la servitude non aedificandi en vue de leur aménagement en espaces libres » ;

2<sup>o</sup> que les frais inhérents à cette opération devant s'élever à environ 70.000 francs, seront prélevés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du Budget primitif de 1953 sous rubrique « Frais de Contentieux, d'actes et de procédure ».

*Adopté à l'unanimité.*

*Le Conseil se réunit alors en comité secret pour délibérer sur les questions d'assistance.*

\*  
\* \*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'admission au bénéfice de l'Aide aux Aveugles et Grands Infirmes, des personnes suivantes qui présentent les conditions requises par la loi, conformément à la liste établie par le Bureau d'Assistance :

N° 4.925

Aide aux Aveugles  
et  
Grands Infirmes

Loi du  
2 Août 1949

Adrianssens Georgette . . . . .	291, boulevard Victor Hugo.
Baddy Louise . . . . .	82, rue de Bapaume.
Baltus Félicien . . . . .	84, rue de la Louvière.
Baltus Lebon Marie . . . . .	84, rue de la Louvière.
Blanckaert Marcelle . . . . .	81, rue Boucher-de-Perthes.
Blondel Paul . . . . .	5, rue du Lieutenant Colpin.
Boixo Gaston . . . . .	71, rue d'Esquermes.
Boniface Adolphe . . . . .	89, boulevard Montebello.
Bruneel Leclercq Berthe (Vve) . . . . .	9, rue Sainte-Catherine.
Brunet Vallière Marie (Vve) . . . . .	30, rue de Marseille.
Campagne Ghyselen Elodie . . . . .	25, rue Gustave Delory.
Casquin Michel . . . . .	20, rue de Jemmapes.
Cazier René . . . . .	141, rue des Postes.
Coessens Blanche . . . . .	2, rue de Mazagran.
Colignon Elisabeth . . . . .	69, rue d'Iéna.
Combe Seeten Lucie . . . . .	27, rue Baudin.
Comble Comble Palma . . . . .	81, rue du Pont du Lion-d'Or.
Cornelis Florin Mathilde . . . . .	61, rue Philippe de Comines.
Causaert Jules . . . . .	31, rue Baudin c/ Vandeweghe, 16.
Crispils Saison Elise (Vve) . . . . .	61, rue Nationale.
Crousse Jeanne . . . . .	16, rue de la Justice.
Dagneaux Pruvost Odile . . . . .	115, rue d'Arras.
De Backer Arcus Eloise . . . . .	89, boulevard de Strasbourg.
Decarne Eugène . . . . .	99, rue Turgot, 2 imp/ St-Arthur.
Deduytschaever Richard . . . . .	15, place Fernig.
Deffaux Lucienne . . . . .	14, rue Détournée.
Delacherie Andrée . . . . .	60, rue du Faubourg-de-Béthune c/ 1.
Delcourt Tailleux Louise . . . . .	37, rue des Sarrazins.
Delfosse Jeanne . . . . .	1, rue d'Hondschoote.
Delmer Dhondt Laure . . . . .	40, rue Sainte-Catherine.
Demarchelier Emile . . . . .	2 bis, rue de Cambrai.
Demoulin Detourbe Jeanne . . . . .	22, rue de Marengo.
De Potter Verhelle Hélène . . . . .	35, rue des Meuniers.
Dequidt Jules . . . . .	8, rue Victor Tilmant.
Dequidt Théophile . . . . .	119, rue Colbert.
Derain Cambefort Roselyne . . . . .	41, rue Saint-Sauveur.
Deroos Dautrelong Augustine . . . . .	36, rue Paul Lafargue.
Devecq Annie . . . . .	25, rue de Valenciennes.
Devreese Knielbille Fernande . . . . .	r. des Poissonceaux, c/ des Trépassés.
Didelot Hortense . . . . .	331, rue Pierre Legrand.
Duez Victor . . . . .	82, rue du Marché.
Duprat Claude . . . . .	252, boulevard Victor Hugo.
Duramont Uleyn Sidonie (Vve) . . . . .	398, rue du Faubourg-d'Arras.
Fasquel Henri . . . . .	13, rue de Madagascar.
Fauch Butin Germaine . . . . .	2, rue de Malakoff.
Fontaine Bidot Emilie . . . . .	rue du Buisson, c/ Franchomme, 4.
Foulont Mille Suzanne . . . . .	151, rue de l'Arbrisseau.
Fourdin Marie-Madeleine . . . . .	43, rue Violette.
Galowire Declercq Stéphanie . . . . .	142, rue d'Isly.
Ghilbert Léontine . . . . .	pl. Genevières, c/ Dhaine, 10.
Ghys Vasseur Catherine . . . . .	10, rue des Trois-Mollettes.
Ginious Toussaint Eugénie . . . . .	13, rue Pharaon-de-Winter.
Grenier Jeanne . . . . .	127, rue de Lannoy.



Hallaert Van Belleghem Angèle . . . . .	26, rue d'Austerlitz.
Halloy Hurez Céline . . . . .	35, rue des Célestines.
Happe Henri . . . . .	50, rue de Béthune.
Hochart Madeleine . . . . .	4, rue de Flandre.
Hochart Lallier (Vve) . . . . .	4, rue de Flandre.
Lamand François . . . . .	26, rue Fénelon, c/ Wallert.
Lamand Germaine . . . . .	27, rue de la Justice.
Lamy Jeanne . . . . .	22, boulevard Vauban.
Landrien Boidin Marthe . . . . .	53, rue de Lyon.
Larmuseau Madeleine . . . . .	10, rue Hovelacque.
Laurent Dondaine Sophie (Vve) . . . . .	8, rue Godefroy Cavaignac.
Leblanc Julia . . . . .	43, rue J.-J. Rousseau.
Lefebvre Hélène . . . . .	52, rue de Malakoff, c/ Gruson.
Lefrancq Damblin Louise . . . . .	56, rue de Bondues.
Legoffe Charlotte . . . . .	291, boulevard Victor Hugo.
Lemaire Deroit Rosalie . . . . .	187, rue d'Iéna, c/ 3.
Lemoine Emile . . . . .	74, rue Racine.
Lerminez Roger . . . . .	64, rue Esquermoise.
Levis Marie-Madeleine . . . . .	67, boulevard de la Liberté.
Liagre Perreau Alice . . . . .	124, boulevard Victor Hugo.
Loridant Carpentier Germaine . . . . .	26, rue de la Madeleine.
Maton Naninix (Vve) . . . . .	24, rue de l'Arbrisseau.
Mensiez Paul . . . . .	16, rue de Saint-Amand.
Mensiez André . . . . .	16, rue de Saint-Amand.
Monnier Léopold . . . . .	137, rue Jules Guesde.
Morin Callebaut . . . . .	49, rue Jules Guesde, c/ Cornu.
Mouret Verheylesonne Fideline . . . . .	16, Cité Philanthropique.
Nees Verluys Monique . . . . .	6, rue Montaigne.
Pamlart Delcourt Octavie . . . . .	132, rue de Solférino.
Pansart Foulon Aline . . . . .	214, boulevard de Metz.
Plockyn Parmentier Mireille . . . . .	21, rue Jules Guesde.
Pornot André . . . . .	76, rue de Lyon.
Pornot Henno Joseph . . . . .	76, rue de Lyon.
Porterie Joseph . . . . .	136, rue Paul Lafargue.
Pinart Honoré . . . . .	159, rue Gustave Delory.
Pruvost Henri . . . . .	23, rue Paul Lafargue.
Reynaud Antoine . . . . .	16, rue du Croquet.
Roggeman Bienaimé . . . . .	22, rue Gosselin.
Serrurier Vilaire Julienne . . . . .	69, rue de Tournai.
Spiers Josiane . . . . .	12, rue Augereau.
Stadelmann Florent Louise . . . . .	202, rue de Paris.
Staessens Vandeplassche Alida . . . . .	91, rue du faubourg-de-Roubaix.
Tardif Lephay Marie . . . . .	1 bis, rue de la Caserne Saint-André.
Temen Flament Berthe . . . . .	42, rue des Postes.
Thibaut Dekens Jeanne . . . . .	56, rue Destailleurs.
Tillieu Geraux Ida . . . . .	1, rue Armand Barbès.
Tintillier Billemont Yvette . . . . .	36, rue Clovis Hugues.
Trefelle Briot Germaine . . . . .	6, rue Louis Bergot.
Vaillant Constant . . . . .	79, rue de Jemmapes.
Vaillant Decroix Pauline . . . . .	79, rue de Jemmapes.
Vandeneynde Hélène . . . . .	15, rue de la Monnaie.
Van de Rosieren Henri . . . . .	61, rue de Canteleu.
Van Eenaerne Girard Germaine . . . . .	24, rue des Vieux-Murs.
Van Elverdinghe Michel . . . . .	2 ter, rue Saint-Sébastien.
Vanhoolant Victor . . . . .	28, rue Arago.
Vanleeuwen Sylvain . . . . .	71, rue Manuel.
Vanherreweghe Yvette . . . . .	22, rue des Tanneurs.
Verhaeghe D'Artois Elise . . . . .	51, rue de la Barre.
Verlinde Marie . . . . .	93, rue de Canteleu.
Verloo Céline . . . . .	91, rue de Ratisbonne.
Warnier-Baes Emilie . . . . .	95, rue d'Austerlitz.



D'autre part, nous avons laissé à l'appréciation du Comité Médical d'Assistance, les demandes des personnes ci-dessous désignées :

Bayart Alavoine Marthe (Vve) . . . . . 163, rue Mattéotti.  
 Collier Francois Mireille . . . . . 62, rue Caumartin.  
 Debonnet Monique . . . . . 85, rue Paul-Lafargue.  
 Devestel Martin Alice (Vve) . . . . . 197, rue d'Iéna, c/ 6.  
 Heneaux Mathilde . . . . . 133, rue Masséna.  
 Hoex Mecoen Eléonore . . . . . 8, rue Adolphe-Werquin.  
 Magniez Marie-Louise . . . . . 20, rue de la Boétie.  
 Prodhomme Billau Gabrielle . . . . . rue Chaude-Rivière prolongée, imp. Méry.  
 Thuillez Bocquet Lucie . . . . . 5 rue des Deux-Épées.

Enfin, nous vous prions d'émettre un avis défavorable à la demande présentée par M<sup>me</sup> Vanderspiegelen Lemaire Marie, 151, rue de Wazemmes, qui ne réunit pas les conditions nécessaires pour bénéficier de l'Aide aux Aveugles et Grands Infirmes.

Ces dossiers seront transmis aux Commissions Cantonales d'Assistance pour décision.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Après examen de la liste préparatoire établie par le Bureau d'Assistance, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'admission au bénéfice de l'Assistance à la Famille des familles suivantes qui présentent les conditions requises par le décret du 29 Juillet 1939 :

N° 4.926

Assistance  
à la Famille

		POINT DE DÉPART
		Proc. d'urgence
Albrecht Delval . . . . . rue de Philadelphie, 168.	Andréa . . . . . 2.890 ) M.-José . . . . . 2.890 ) Annie . . . . . 2.890 )	8.670 fr. 1-3-53
Banquart Becuwe . . . . . r. Boucher-de-Perthes, 162	Jean-Paul et René . . . . . 1.500 ) Pierre . . . . . 1.500 (	3.000 » 1-2-53
Bonne Cocq . . . . . rue des Archives, 8.	Michel et Bernard . . . . . 3.280 ) Claude . . . . . 4.915 (	8.195 » 1-12-52
Bourguignon Godtschalck Boulevard de Metz, Baraquement, 227	Michel et René . . . . . 3.280 »	3.280 » 1-3-53
Bouvier Mintaner . . . . . rue Colbert, 27	François et Catherine . . . . . 3.280 ) Bénédicte . . . . . 4.915 (	8.195 » 15-12-52
Cambien Deryckere . . . . . rue Duguesclin, c/ 23.	Mireille et Louise . . . . . 3.280 »	3.280 » 1-4-53



			POINT DE DÉPART
Clément Tourette . . . . .	av. Charles Saint-Venant.	Pierre et Sylviane ..... 3.700 ) Annie ..... 3.700 ) J.-Noël ..... 3.700 )	11.100 fr. 15-2-53
Coine Tournal . . . . .	rue Désiré Bondues, 8	A.-Marie et Marcel ..... 2.580 ) Monique ..... 2.580 ) Yvette ..... 2.580 ) J.-Marie ..... 2.580 ) Bernard ..... 2.580 ) Viviane ..... 2.580 )	15.480 » 1-2-53
Delepierre Alphonsine . . .	rue Augereau, 15	Germaine et André ..... 3.280 ) Madeleine ... 4.915 )	8.195 » 1-3-53
Demuer Tournal . . . . .	rue D. Verhaeghe, 2	Jeannine et Lucien ..... 863 ) Marthe ..... 863 ) J.-Claude .... 863 ) J.-Pierre .... 863 ) Annie ..... 863 ) J.-Marie ..... 863 ) Christian .... 863 )	6.041 » 1-1-53
Deruyck Payelle . . . . .	place Vanhoenacker, 9.	Daniel et Florent ..... 3.280 ) Charline ..... 4.915 )	8.195 » 1-3-53
Dhillit Warin . . . . .	rue Colbert, 140	Jacques et Jacqueline ..... 3.280 »	15-2-53
Dubois Delplanque . . . . .	rue du Curé-St-Sauveur, 3	Alain et J.-Gabriel ..... 3.280 »	1-2-53
Ducastelle Goujard . . . .	allée des Dondaines, n° 1.	Paule et Josiane ..... 3.280 »	1-2-53
Dufromont M.-Antoinette	rue des Robleds, 20.	Janine et Roger ..... 3.280 ) Patrick ..... 4.915 )	8.195 » 1-3-53
Dumetz Verbrugghe . . . .	rue S. Verhulst, 124 bis.	René et Yvette ..... 2.848 ) Janine ..... 2.848 ) Nicole ..... 2.848 ) Jean ..... 2.848 ) Louis ..... 2.848 )	14.240 » 1-1-53
Durnez Jeanne . . . . .	rue Carpeaux, 2	Françoise et Chantal ..... 3.280 »	1-2-53
Feniou Jeanne . . . . .	rue du Plat, 40.	M.-Ange et Colette ..... 3.280 »	1-2-53
Geldof Blondel . . . . .	rue de Cronstadt, 66.	Monique et Janick ..... 3.710 ) Patrice ..... 3.710 ) M.-Christine . 3.710 )	11.130 » 1-2-53



			POINT DE DÉPART
Goltrant Lepot . . . . .	rue D. Verhaeghe, 51.	Jacques et Bernard..... 2.240 ) Annie ..... 2.240 ) Gérard..... 2.240 ) Renée ..... 2.240 ) Dominique .. 2.240 )	11.120 fr. 1-3-53
Gossuin Cerfeuil . . . . .	rue Détournée, 7 . . . . .	Patrick et Annie ..... 3.280 ) J.-Marie ..... 4.915 ) Jeannick .... 4.915 )	13.110 » 1-1-53
Guenantin Anne . . . . .	rue du Fg-de-Roubaix, 87 c / 5 . . . . .	Nicole et Didier ..... 3.280 »	1-1-53
Guettard Emilienne . . . . .	rue de Mazagran, 7.	Serge et Yves ..... 770 ) Patrick ..... 770 ) J.-Claude .... 770 ) Joël ..... 770 )	3.080 » 15-2-53
Hennart Sylvain . . . . .	rue de la Chaude-Rivière, 3 bis . . . . .	Thérèse et Jacques ..... 3.720 ) Robert ..... 3.720 )	7.440 » 15-2-53
Hiltcher Themon . . . . .	rue de Ratisbonne, 82	Jean et Bernard..... 3.280 ) Rodolphe .... 4.915 ) Serge ..... 4.915 )	13.110 » 15-2-53
Holmes Hélène . . . . .	boulevard V. Hugo, 254 ter	Ghislaine et Maurice ..... 3.280 ) Martial ..... 4.915 )	8.195 » 1-1-53
Langlet Farnoux . . . . .	rue Courmont, 10	Jocelyne et Claude..... 1.500 ) J.-Pierre .... 1.500 )	3.000 » 1-1-53
Legrain Griere . . . . .	rue du Croquet, 28.	Fernand et Daniel ..... 3.280 ) J.-Pierre .... 4.915 )	8.195 » 15-2-53
Lepage Pilatte . . . . .	rue Colbert, 100.	Jacques et Annie ..... 1.392 ) Thérèse ..... 1.392 ) J.-Claude .... 1.392 ) Daniel ..... 1.392 ) Philippe ..... 1.392 )	6.960 » 1-1-53
L'Hermitte Blanquet . . . . .	rue Saint-André, 68.	Christiane et Daniel ..... 3.280 ) J.-Claude .... 4.915 )	8.195 » 1-3-53
Liébart Durey . . . . .	rue Charles Quint, 8 .	Monique et Michel ..... 3.280 ) Daniel ..... 4.915 )	8.195 » 1-3-53
Luce Cuffez . . . . .	rue de Douai, 103.	Serge et Chantal ..... 3.280 ) Brigitte ..... 4.915 )	8.195 » 1-1-53
Martin Suzanne . . . . .	rue Nationale, 155.	André et Chantal ..... 3.280 »	1-3-53



					POINT DE DÉPART
Maurau Picavet . . . . .	rue Bourignon, 36.	Danielle et Michelle ..... 3.280 Marcelle ..... 4.915	8.195 »	1-3-53	
Miquet Irma . . . . .	rue S. Verhulst, 124	Abdel Kader Farouf	3.280 »	15-2-53	
Monnatte Pauwels . . . . .	rue Vantroyen, 55	Charles et Colette ..... 2.177 Georges ..... 2.177 Lucette ..... 2.177	6.531 »	1-2-53	
Neelz Huylebroeck . . . . .	rue de Bône, 6 bis.	Daniel et Chantal ..... 3.280 Michel ..... 4.915	8.195 »	1-1-53	
Nirel Faucompré . . . . .	r. Boucher-de-Perthes, 18.	Georges et Noëlle .....	3.280 »	15-1-53	
Notterman André . . . . .	rue Lafayette, 44.	Nicole et José.....	3.280 »	1-3-53	
Patout Blondel . . . . .	rue Gustave-Delory, 89.	J.-Claude et Brigitte ..... 1.560 Yvon ..... 1.560	3.120 »	15-2-53	
Valli Thomas . . . . .	rue Duhem, 34, c/14.	Henriette et Jacqueline ... 4.215 Georges ..... 4.215 Josiane ..... 4.215	12.645 »	1-3-53	
Vaubant Vandomme . . . . .	rue Lamartine, 32.	Bertrand et Patrick .....	3.280 »	1-3-53	
Bahamid Naessens . . . . .	rue Helman, 28.	Colette et Yvette..... 775 Anna ..... 775 Ouamar..... 775 Marie ..... 775 Arejki ..... 775	3.875 »	1-3-53	Procédure normale
Bogaert Julia . . . . .	rue du Mélantois, 5	Julien et Jacques .....	1.126 »	1-1-53	
Degeitere Ringuer . . . . .	rue du Fg-des-Postes, 88.	J.-Claude et Claudine .... 1.000 Robert ..... 1.000 Régine..... 1.000	3.000 »	1-2-53	
Fiévez Félix . . . . .	rue Caumartin, 82.	J. Claude et Claudine .... 1.500 Félix ..... 1.500	3.000 »	15-1-53	
Lapie Henri . . . . .	rue de la Justice, 61, P. 5.	J.-Marie et Chantal ..... 615 Anita..... 615	1.230 »	1-2-53	
Vanhaute Van Liefferinge	rue de Mexico, 37.	Christian et Christiane ... 740 J.-Pierre .... 740 Françoise .... 740	2.220 »	1-2-53	



D'autre part, nous vous prions d'émettre un avis favorable à l'augmentation du taux et du nombre d'allocations aux personnes ci-après désignées.

<i>Procédure d'urgence</i>			
Bee Denise . . . . .	rue de Fontenoy, 49.	14.244 au lieu de 5.460 —	15-2-53
Delclocque Poignant . . . . .	rue de la Halloterie, 24.	8.195 — 2.850 —	15-12-52
Denimal Willem . . . . .	rue des 3-Mollettes, 12.	5.530 — 500 —	1-1-53
Dubois Alice . . . . .	rue de la Marbrerie, 51	8.195 — 3.280 —	1-3-53
Dubois Claus . . . . .	rue des Pénitentes, 23.	8.810 — 6.670 —	1-3-53
Dujardin Suzanne . . . . .	rue P.-L. Courrier, 14.	8.195 — 3.280 —	1-2-53
Dumouchez Gilbert . . . . .	rue du Molinel, 148	8.195 — 3.280 —	17-3-53
Gallois Renée . . . . .	rue B.-Delespaul, 196.	8.195 — 3.280 —	1-12-52
Loridan Renée . . . . .	boulevard de la Liberté, 61.	7.350 — 3.280 —	1-3-53
Parmentier Delepine . . . . .	rue de Gand, 7.	8.195 — 4.160 —	1-3-53
Testelin Baumers . . . . .	boulevard Vauban, 41.	9.270 — 4.620 —	15-2-53
Thellier Durnez . . . . .	rue Carpeaux, 2.	8.195 — 3.280 —	1-2-53
Trancart Leclerc . . . . .	rue de la Chaude-Rivière, 2.	11.124 — 8.195 —	1-3-53
<i>Procédure Normale</i>			
Boulogne Baele . . . . .	rue de l'Epinette, 99.	1.370 pour 6 allocations —	1-2-53
Couture Richard . . . . .	rue de Flers, 42.	9.250 au lieu de 9.160 —	15-2-53
Dambre Fayolle . . . . .	rue des 3-Mollettes, 25.	radiation naissance Emile —	31-1-53
Ducay Christiane . . . . .	quai Vauban, 45.	3.390 pour 4 allocations —	1-2-53
Lebon Dutielt . . . . .	rue de Cassel, 64.	10.830 pour 5 allocations —	15-6-52

Enfin, nous vous prions d'émettre un avis défavorable aux demandes présentées par les personnes dont les noms suivent qui ne réunissent pas les conditions nécessaires pour bénéficier de l'Assistance à la Famille.

Ambroziewicz Simons . . . . .	rue Carpeaux, 16, c/ 9.	Ressources supérieures au barème.
Caignet Cogniaux . . . . .	rue Esquermoise, 97	Peut travailler.
David Gilberte . . . . .	rue Ducourouble, 31 . . . . .	Travaille normalement.
Ghaguere Emry . . . . .	rue S.-Verhulst, 28	Ressources supérieures barème.
Patteyn Weens . . . . .	rue Colbert, 222	» »
Hedin Baillet . . . . .	rue Adolphe, 6.	» »
Joly Bombeke . . . . .	rue Dumont-d'Urville, 10.	1 seul enfant à charge.
Montagne Vandevorde . . . . .	rue d'Arcole, 41.	Ressources supérieures au barème.
Tison Renée . . . . .	rue de Puëbla, 23.	» »
Viaene Broeckaert . . . . .	rue de Bailleul, 6.	Travaille.

Ces dossiers seront transmis aux Commissions Cantonales d'Assistance pour décision.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'admission au bénéfice de l'Assistance Médicale Gratuite des personnes suivantes qui présentent les conditions requises par la loi conformément à la liste établie par le Bureau d'Assistance :

N° 4.927

Assistance  
Médicale  
Gratuite

Loi du  
14 Juillet 1893

Hospitalisation



3<sup>e</sup> Partie

Abdelli Arlette . . . . .	125, rue Saint-André.
Alonso Marie, Vve Belmonti . . . . .	9, boulevard de Lorraine.
Ameloot Raymond . . . . .	59, rue Gantois.
Angelier Elisabeth, fme Bourge . . . . .	23, rue de Jemmapes.
Arroseres André . . . . .	3 bis, rue du Barbier-Maes.
Asaert Alphonse . . . . .	rue Van Dyck, c/ Vincent, 10.
Baret Paul . . . . .	92, rue Saint-Sauveur.
Behlouli Kheira, fme Kerroum . . . . .	44, rue de Douai.
Belkacem Claude . . . . .	5, rue de Bailleul.
Belkacem Daniel . . . . .	5, rue de Bailleul.
Belkacem Richard . . . . .	5, rue de Bailleul.
Benchaa Ali . . . . .	18, rue de la Vignette.
Bertram Clémence, Vve Laflute . . . . .	24, rue d'Esquermes.
Bosser Louis . . . . .	154, rue de Paris
Bouchatene Hocine . . . . .	73, rue de Fontenoy.
Boukhedimi El Mouloud . . . . .	13, place du Concert.
Bouskaib Amar . . . . .	14, rue Mahieu.
Bouthors Carmen . . . . .	21, rue de Poids.
Bouzera Ali . . . . .	72, rue Gustave Delory.
Bouzin Victorine, Vve Bouteman . . . . .	1, rue Doudin.
Bribi Ramdame . . . . .	101, rue Gustave Delory.
Brunel Joséphine, fme Decuypere . . . . .	130, boulevard Montebello.
Buisine Julia, Vve Thiebaut . . . . .	35, rue de Malakoff.
Bulteau Alphonse . . . . .	rue Duhem, cité Saint-Jacques, 5.
Butez Renée, fme Mathorez . . . . .	7, rue de la Vignette.
Caboche Raymonde fme Verbeque . . . . .	10, rue Dubrunfaut.
Cabotse Léa, fme Cinqueux . . . . .	9, rue Saint-Genois.
Cambray Georges . . . . .	11, rue de Dieppe.
Cauchie Micheline, fme Roland . . . . .	13, rue Saint-Druon.
Caudry Marie-Louise . . . . .	51, rue Faïdherbe.
Cherdoud Saïd . . . . .	Armée du Salut.
Chibani Abdelkader . . . . .	5, place Madeleine Caulier
Christiaen Félicie . . . . .	9, rue Buffon.
Colaert Jeanne . . . . .	68, rue des Sarrazins.
Creton Hermance, Vve Assoignon . . . . .	7, rue Lutun.
Crombez Mathilde, Vve Gras . . . . .	24, rue Boucher-de-Perthes.
Dablemont Adrienne, Vve Hillier . . . . .	108, rue Jules Guesde.
Damiens Louise, Vve Vanhuse . . . . .	28, rue Saint-Sébastien.
Dardenne Claude . . . . .	19, rue Pascal.
Dardenne Jules . . . . .	19, rue de Magenta.
Debelsunce Gustave . . . . .	8, rue de la Vielle-Aventure.
Deblander Roger . . . . .	74, rue de Tournai.
Debuire Lucien . . . . .	46, rue de Tournai.
Deconinck Clémence, fme Durivaud . . . . .	113, rue Jules Guesde.
Decottignies Suzanne, fme Abdelli . . . . .	125, rue Saint-André.
Degeitere Alphonse . . . . .	85, rue de Bapaume.
Delebois Marius . . . . .	32, rue de Lannoy.
Deleplanque Marie, Vve Varingot . . . . .	3, rue Eugène-Jacquet.
Delfosse Suzanne, fme Quinart . . . . .	61, rue de la Justice, Pavillon, 3.
Delos Maris-Thérèse . . . . .	100, r. de Tournai, act 30, r. de la Plaine.
Demazeux Victor . . . . .	27, rue des Buis.
Deneuilly Marie, fme Bonneton . . . . .	9, rue Saint-Genois.
Denorme Julie, Vve Theilliez . . . . .	2 bis, rue Newton.
Deprez Martine . . . . .	282, boulevard Victor Hugo.
Dequecker Marie, Vve Rogie . . . . .	r. A. Mercier, Cité Centrale, 14.
Desbiens Clémence . . . . .	26, rue Jean-Jacques Rousseau.
Desmettre Marie, fme Baleziaux . . . . .	9, rue de l'Hôpital-Saint-Roch.
Desmondt Emile . . . . .	3, rue Jeanne Hachette.
Devos Rachel, Vve Axer . . . . .	152, rue de Paris.
Dewyse Octave . . . . .	3, rue Porret.
Dogimont Geneviève . . . . .	299, rue Léon Gambetta.
Dolata Cécile, Vve Gruchala . . . . .	52, rue des Robleds.
Dubo Mathilde, fme Pech . . . . .	77, rue Négrier.
Ducatez Berthe . . . . .	79, rue Saint-Sauveur.
Ducornait Angèle, fme Kuntz . . . . .	31, rue Godefroy Cavaignac.



Duchaine Robert	69, rue des Postes.
Dumay Louise	place Vanhoenacker, forain.
Duprat Claude	252, boulevard Victor Hugo.
Ferradj Miboud	74, rue de Tournai.
Flament Marie	16, impasse Sainte-Agnès.
Flanc Marie, Vve Lamiaux	229, rue Léon-Gambetta.
Foulon Rachel	43, rue des Robleds.
Gallois Léon	10, rue de Boulogne.
Garet Marie, Vve Duponchelle	14, rue des Bonnes-Rappes.
Gheysen Raymonde, fme Richard	255, boulevard de Metz.
Glorieux Monique	17, rue de Bailleul.
Godefroy Emile	51, rue Gustave-Delory.
Godin Henriette	218, rue de Paris.
Hadoux Lucienne	1, rue de la Chaude-Rivière prolongée.
Hamdame Saïd	73, rue Léon Gambetta.
Hanine Aneur	s.d.f.
Haroy Julie	rue Guillaume-Werniers.
Hautrive Jeanne, Vve Wulleputte	221, rue du Faubourg-de-Roubaix.
Henry Augustine, fme Mahieu	117, rue du Faubourg-des-Postes.
Heyne Paul	18, rue des Vieux-Murs.
Hubacsak Jean	70, rue de Fontenoy.
Janbroers Jeanne	19, rue Monge.
Jori Raymonde	rue Baudin, cour Parent, 20.
Jully Gilbert	5, rue des Dondaines.
Kerteux Lucienne, Vve Jacob	79, rue Saint-Sauveur.
Khoualed Salah	18, rue du Curé-Saint-Sauveur.
Klaezynski Féhira	63, rue du Ballon.
Kubecki Mébarek	48, rue Gantois.
Kroggel Erick	20, rue de Béthune.
Landry Auguste	13, rue des Tours.
Lecroart Odette	90, rue de Philadelphie.
Lefevre Henri	28, rue Saint-Sauveur.
Leleu Monique	24, rue Paul-Lafargue.
Le Poupon Emilienne	9, rue Saint-Genois.
Lesafre Irma	boulevard d'Alsace, B 7 A.
Lesage Zénobie, Vve Preron	19, rue Meurein.
Levisse Micheline	82, rue de Wazemmes.
Lienard Henriette, fme Lanciaux	108, rue Gustave-Delory.
Loreto Jeanne	s.d.f.
Loth Guillon Marie	9, rue Saint-Genois.
Louzak Théophile	165, rue du Molinel.
Lovigny Madeleine, fme Prevost	65, rue Gantois.
Maafa Idir	72, rue Gustave Delory.
Madiou Amar	137, rue Gustave Delory.
Mahiddine Mohamed	73, rue Léon-Gambetta.
Mallet Marie, Vve Verkruysen	9, rue Feutry.
Malsy Charles	31 bis, rue des Célestines.
Mandeville Raymond	13, rue du Faubourg-des-Postes.
Martin Jacques	23, rue Albert Samain.
Mechenouai Ama	s.d.f.
Meuret Fernande, fme Demeester	51, rue Gustave-Delory.
Meyer Emmanuel	125, rue Masséna.
Minque Louis	45, rue de Mazagran.
Mollia Joseph	159, rue Gustave-Delory.
Morel François	70, rue d'Austerlitz.
Odent Germaine	42, rue Godefroy-Cavaignac.
Orion Geneviève	247, boulevard de Metz.
Ouazzin Tayeb	239, rue des Postes.
Parzys Héléne	36, rue Lamartine.
Perrot Marcelle	16, rue des Robleds.
Perrot René	16, rue des Robleds.
Petit Fernand	s.d.f.
Phalempin Héléne	35, rue Brûle-Maison.
Piccin Eliane	19, rue de Saint-Omer (bateau).
Piessens Eugénie, Vve Caboche	16, rue Mourmant.



Piot Claudine . . . . .	55, rue Saint-Druon.
Pluquin Jean-Louis . . . . .	82, rue de Wazemmes.
Pooli Jean-Pierre . . . . .	32, rue Mirabeau.
Potte Théodore . . . . .	rue d'Aboukir, cité Julien, 4.
Prost Marie, Vve Duxim . . . . .	90, rue de Flandre, 7, impasse Demoy.
Puchois Denise, fme Buterne . . . . .	72, rue de Loos.
Quintyn Clémence . . . . .	42, avenue du Peuple Belge.
Renaut Joëlle . . . . .	20, rue Fombelle.
Renaut Lucienne . . . . .	20, rue Fombelle.
Rezzoagli Mariette, fme Bils . . . . .	5, rue Eugène Jacquet.
Rose Germaine, Vve Lefebvre . . . . .	48, rue Gustave Delory.
Rouffy Esther . . . . .	34, rue Jules Guesde.
Saint Michel Marguerite . . . . .	46, rue Saint-Amé.
Sandras Germaine . . . . .	38, rue Boucher-de-Perthes.
Santerre Christiane . . . . .	61, rue de la Justice.
Smittarello Elisa . . . . .	rue Jeanne-Hachette.
Spaens Marie, Vve Morelle . . . . .	35, rue d'Antin.
Sterckx Monique . . . . .	138, rue Sylvere-Verhulst.
Tordoir Gilberte, Vve Derin . . . . .	102, rue des Sarrazins.
Treffelle Arlette . . . . .	15, rue Massillon.
Usal Germaine, Vve Glaesterman . . . . .	83, rue Balzac.
Vandenbulcke Patrick . . . . .	64, rue de la Barre.
Vandeputte Henri . . . . .	rue de Lannoy, c/ Brunswick, 29.
Vandionant Louise, ép. Verbekel . . . . .	rue du Fg-des-Postes, c/ Desmet, 21.
Van Mullem Lucienne, ép. Vandewalle . . . . .	51, rue de Poids.
Vansteenkist Berthe, ép. Schott . . . . .	rue des Postes.
Verbeke Gustave . . . . .	144, avenue de Bretagne.
Verbesselt, Marie-Thérèse . . . . .	s.d.f.
Vercruysse Hilaire . . . . .	164, rue Gustave-Delory.
Willemyns Pierre . . . . .	29, rue Jean-Jacques Rousseau.
Williot Cécile . . . . .	26, boulevard Jean-Baptiste Lebas.
Yagouni Bélaïd . . . . .	22, rue Saint-Sauveur.

5<sup>e</sup> Partie

Ackaert Paul . . . . .	2, rue Carpeaux.
Aguenau Menora . . . . .	22, rue de la Clef.
Akhouché Mohamed . . . . .	58, rue d'Austerlitz.
Allender, Vve Willemet Zoé . . . . .	36, rue de Malakoff.
Allouche Saon . . . . .	31, rue d'Haubourdin.
Alvarez Eugène . . . . .	4, rue de la Bassée.
Ambroziewicz Jean . . . . .	16, rue Carpeaux.
Aniez Vve Deltour Sophie . . . . .	36, rue Pierre-Curie.
Anselin ép. Dassonville . . . . .	11 bis, rue de l'Alma.
Antoine André . . . . .	6, rue du Crédit Municipal.
Ayoub Mohamed . . . . .	2, rue de Mulhouse.
Azoug Lannas . . . . .	69, rue Saint-Sauveur.
Azout Mohamed . . . . .	1, allée des Dondaines.
Bacel Youcef . . . . .	125, rue de Saint-André.
Backeland Victor . . . . .	6, rue Vantroyen.
Bahamid Annie . . . . .	28, rue Helmann.
Baivier Jean . . . . .	159, rue Gustave Delory.
Baleeuw Jean-Baptiste . . . . .	cité Philanthropique r. de Wazemmes.
Bari Mohamed . . . . .	73, rue Léon Gambetta.
Baruzzi Ubaldi . . . . .	1, place Guy de Dampierre.
Barre Arthur . . . . .	boulevard d'Alsace, baraquement, 32.
Barron Roger . . . . .	Batelier Louise, Conflans-Sté-Honorine
Barvec Vve Sohler Jeanne . . . . .	27, rue de la Halle.
Bastien Vve Bland Denise . . . . .	61, rue de l'Alcazar.
Bataille Vve Monginot Ch. . . . .	9, rue Saint-Genois.
Beauchemin ép. Beaumont . . . . .	15, rue de Tourville.
Beauchemin ép. Dumez Marie . . . . .	57, rue Paul Lafargue.
Bécuwe Michel . . . . .	55, avenue du Peuple Belge.
Bedoni Mohamed . . . . .	22, rue de la Clef.



Bekara Habid	44, rue Saint-Sauveur.
Belaid Djannila	2, allée du Fort Sainte-Agnès.
Belkachir Alivel	88, rue de Tournai.
Bellusi Angelo	169, rue Colbert.
Belpalme Marie	151, rue de Wazemmes.
Benacer Mohamed	10, allée du Fort Sainte-Agnès.
Ben Ahmed	34, rue de l'Église Saint-Louis.
Ben Chabira Mustafa	31, rue d'Haubourdin.
Bendou Slimane	25, rue Saint-André.
Beniest Marie-France	rue Eugène-Jacquet, allée Porchet, 5.
Benkhaled Lakhdar	249, rue de Paris.
Berger Joseph	12, rue du Sabot.
Bernard Jacqueline	rue de Canteleu, c/ Menin, 17.
Bernard Charles	123, rue Meurein.
Bertein Jacqueline	103, rue de Tournai.
Bessau ép. Bocquet Renée	31, rue de Jemmapes.
Bienaimé Pierre	62, rue Saint-Etienne.
Bienvine ép. Mellah	30, rue de Seclin.
Billiet Robert	1, rue Christophe-Colomb.
Billiet Jacqueline	»
Bisschop ép. Verpoort Louise	44, rue d'Ennetières.
Blanckaert Louis	95, rue de Ratisbonne.
Blanckaert Michel	95, rue de Ratisbonne.
Blouin ép. Guffroy Madeleine	18, rue de Mulhouse.
Bocquet ép. Leroux Lucienne	30, rue de l'Alma.
Boel Marcel	av. de Dunkerque, c/ Dejaeghere, 24.
Boitelle sép. de Griere Zoé	rue de Pas, café A l'Alouette.
Boniface Adolphe	89, boulevard Montebello.
Bonnier ép. sép. Coquet Solange	2, rue Philippe-de-Comines.
Bordel Marie-José	32, rue Malsence.
Borgye ép. Delespauls J.	16, rue des Bonnes-Rappes.
Bonakkaz Marcelline	8, rue Maugré.
Bonakkaz Mohamed	8, rue Maugré.
Bouazza Ghouti	44, rue de Douai.
Bouchedda Ali	r. de la Ch.-Rivière, allée du Fort.
Bouchery Théophile	20, rue des Bouchers.
Boudaoud Mohamed	37, rue Gustave-Delory.
Boudjogara Tayeb	2, rue de Saint-Omer.
Boulinguiez ép. Broquet	26, rue Henri-Kolb.
Boulkamh Ahmed	22, rue de la Clef.
Boulle Jacques	111, rue Masséna.
Boumesrame Mohamed	7, rue des Archives.
Bonouden Ali	125, rue de Saint-André.
Bourdache Boudjeina	100, rue de Tournai.
Bourouchou Tahar	55, rue de Tournai.
Bourseaux Louis	82, rue de Wazemmes.
Bouteman Aimé	20, rue de Saint-Eloi.
Bouton ép. Mehaux Adolphine	9, rue d'Aboukir.
Boutte Guy	99, rue Saint-Sauveur.
Boye Alphonse	10, rue Virginie Ghesquière
Braeckelaer ép. Cuvelier	183 bis, rue du Faubourg-des-Postes.
Branchart Marthe	7 bis, rue des Fossés.
Brayda Bruno Rina	232, rue des Postes.
Bresa Vve Zionmy Pélagie	30, rue de Maubeuge.
Bressinck Eugène	20, rue Bouguereau.
Brocquet Françoise	26, rue Henri-Kolb.
Brunel ép. Decuyper J.	130, boulevard Montebello.
Bucquet Marcel	15, place Fernig.
Bulteel Didier	18, rue Allard-Dugauquier.
Cadart ép. Chartier O.	17, rue des Pénitentes.
Calin ép. Plumecocq A.	20, rue de l'Arbrisseau.
Camus Joseph	7, avenue Albert.
Canivet Vve Petitberghien	34, rue Sainte-Catherine.
Canneyt ép. de Backer E.	boulevard d'Alsace, c/ Boxtael, 1.
Carlier Maurice	47, rue Jules-Vallès.
Carlier ép. Leclercq	40, rue Guillaume-Werniers.
Carlier Marie-Thérèse	3, rue du Curé Saint-Sauveur.



Casier, ép. Beckaert R.	92, rue d'Austerlitz.
Catel Lucien	3 bis, place Vanhoenacker.
Cauwin Marc	47, rue Duhem.
Canro Maria	248, rue de Marquillies.
Chabieau divorcée Delezenne Yvonne	54, rue d'Iéna.
Chaussois Janine	139, rue des Postes.
Chebbad Mohamed	258, rue de Marquillies.
Chivop fme Pietoni Michelle	32, rue A. Werquin.
Ced Belkacem	25, rue Monge.
Ciron Vve Gruson Madeleine	6, rue de Wagram.
Ciron Joseph	25, rue des Pavillons.
Clarisse Jacques	38, rue E.-Vandenberghé.
Clarisse Louis	38, rue E. Vandenberghé.
Cocheteux fme Delrue	11, rue A. Comte.
Colin Palmyre	18, rue des Fossés.
Collier Colette	62, rue Caumartin.
Collin Marie-Madeleine	24, rue des Robleds.
Comtesse Jeanne	17, rue Degland.
Comtesse Roger	17, rue Degland.
Conti fme Rosseeuw Simone	76, rue d'Austerlitz.
Corbeau Théodore	73, rue de la Monnaie.
Cornille Lucien	100, rue de Tournai.
Coryn Roger	7, rue de Wagram.
Cosson Victor	7, rue et impasse Franklin.
Coucke Vve Petit M.-L.	67, rue Chevalier-de-l'Espinard.
Courdesses Pierre	79, rue Saint-Sauveur.
Courmont Charles	2, rue Saint-Joseph.
Courmont sép. de Wiemme Y.	11, rue de Bône.
Coutel Brigitte	223, rue Verhaeren.
Couture Jean	138, rue Royale.
Crepe Francine	19, rue Désiré-Bondues.
Crepelle Renée	32, rue de La Madeleine.
Crespel Laura	45, rue d'Iéna.
Crevits fme Boixo	71, rue d'Esquermes.
Cuigneux Maurice	31, rue des Célestines.
Dadak Carol	rue du Vx-Faubourg, c/ des Elites.
Daese Julien	rue J.-Breton, c/ Desmottes, 27.
Dalle Vve Gave M.-T.	49, rue de la Barre.
Debats Emile	15, rue Monge, c/ Vandecastelle, 16.
Debonnet Christian	85, rue Paul-Lafargue.
Debonnet Micheline	85, rue Paul-Lafargue.
De Bosscher, fme Mansouri A.	207, boulevard de Metz.
Debruyne Lucien	rue de Flers, imp. Menu, 32.
Debruyne Madeleine	64, rue Druelle.
Debuchy J.-B.	76, rue Caumartin.
Debuire Valentin	203, rue d'Iéna.
Decarpentrie Andréa	24, boulevard Victor-Hugo.
Decaudin Vve Miellot Estelle	27, rue de Flandre, c/ Blanquart, 10.
De Clercq fme Devaud Alice	14, rue de la Chaude-Rivière.
Decroix Amédée	252, boulevard de Metz.
Decroix Sylviane	182, rue de Lannoy.
Decroly Alphonse.	8, rue d'Esquermes.
Decuypere Josette	130, boulevard Montebello.
Deessuslesmoutier Vve Destailleur	2 bis, rue de Bapaume.
Defives Jeanne	94, rue du Faubourg-des-Postes.
Degraeve Dieudonné	75, rue du Pôle-Nord.
Degryse Vve Dheedene	8, rue Faraday.
Deguines Michel	11, rue Virginie Ghesquières.
Dejonghe Marcel	20, rue Montaigne.
Dekens Oscar.	15, rue de la Vignette.
Delahaye Francine	9, place des 4-Chemins.
Delahaye Nicole	61, rue de la Justice.
Delahousse Albert	164, boulevard Victor-Hugo.
Delaruelle Michel	58, rue Jean Jaurès.
Delaruelle Edmundus	99, rue Balzac, c/ Thieffry, 9.
Delbart André	180, avenue de Dunkerque, c/ Termote, 7.
Delcourt fme Havez	18, place Catinat.



Delecroix Emile . . . . .	1, rue Saint-André.
De Leeuw Christian . . . . .	33, boulevard d'Alsace, c/ Bockstael, 6.
Delerue Luc . . . . .	12, rue du Fg-de-Béthune, c/ Bouquet.
Delesalle fme Reynaert R. . . . .	5, rue Saint-Pierre Saint-Paul.
Delesalle Daniel . . . . .	2, rue A.-Werquin.
Delignie Georges . . . . .	109, rue S.-Verhulst.
Dellis fme Clarisse M. . . . .	38, rue E.-Vandenberghé.
Delnatte Paul . . . . .	49, rue Colbert.
Delobel fme Fonson F. . . . .	6, rue de Fontenoy.
Delplanque Georges . . . . .	159, rue Gustave-Delory.
Delsart Pierre . . . . .	44, rue du Pont-Neuf.
Del Signove fme Postic . . . . .	25, rue de l'Hôpital-Saint-Roch.
Deltombe Robert . . . . .	88, rue de Gand.
Delvallée Régine . . . . .	23, rue Lepelletier.
Delvalle Arthur . . . . .	24, place du Général-Leclerc.
De Maen fme Colloart S. . . . .	1, rue de Bone.
Demaire Edouard . . . . .	26, boulevard J.-B.-Lebas.
De Marez fme Dubois . . . . .	37, rue Vantroyen.
Demeester Arthur . . . . .	46, rue de Thumesnil.
De Meyer fme Vanderspiegelen . . . . .	75, rue des Meuniers, c/ Letombes, 11.
Demol M.-C. . . . .	34, rue Duhem, c/ Houriez, 7.
Demuynck Charles . . . . .	47, rue Malsence.
Denain Florimond . . . . .	21, rue de Valenciennes, c/ Costenoble, 3.
Denis Jean-Luc . . . . .	25, rue Fombelle.
Denry Vve Brakelman . . . . .	68, rue Manuel.
De Priestrer Paul . . . . .	189, rue des Postes.
Derancy Gérard . . . . .	41, rue Lepelletier.
Derolez fme Moncheaux . . . . .	13, rue Saint-Omer.
Desbottes Edouard . . . . .	25, rue de Poids.
Desbuisson fme Thery M. . . . .	104, rue Esquermoise.
Deschamps Maurice . . . . .	44, rue du Pont-Neuf.
Deschepper Vve Dubois . . . . .	rue Malsence, c/ Lys, 43.
Deschuyter fme Dewasch M. . . . .	94, rue Jules-Guesde.
Despringalle Vve Lorguez Laure . . . . .	34, rue de Gand.
De Souza Rodriguo . . . . .	1, rue des Hautes-Voies.
Despinoy Maurice . . . . .	73, rue Saint-Gabriel.
Devaux Emile . . . . .	14, rue de la Chaude-Rivière.
Devos fme Leroi Virginie . . . . .	2, rue S.-Verhulst.
Deviette Albert . . . . .	50, rue des Robleds.
De Vrieze J.-Baptiste . . . . .	85, rue Paul-Lafargue.
Dewaele fme Olivier Lucienne . . . . .	18, r. Boucher-de-Perthes, c/de la Digue, 2
Dewattine Thérèse . . . . .	23, rue des Postes.
Deweever Julienne . . . . .	16, rue de la Justice.
Dewildeman Henri . . . . .	26, rue du Croquet.
Dewildeman Jean-Pierre . . . . .	26, rue du Croquet.
Dewulf Raymond . . . . .	8, rue Godefroy-Cavaignac.
D'Hooge François . . . . .	24, rue Paul-Lafargue.
Dilly Nadine . . . . .	58, rue d'Austerlitz.
Dollet Jeanne . . . . .	7, place de l'Arbonnoise.
Doremus fme Carna Christiane . . . . .	rue de la Chaude-Rivière, impasse Ste-Agnès, 15.
Douillot Maurice . . . . .	18, rue Paul-Lafargue.
Droulez André . . . . .	25, boulevard d'Alsace.
Dubois André . . . . .	11, rue de l'Alma.
Dubrulle Octave . . . . .	26, rue d'Eylau.
Dubus fme Bulteel Marie . . . . .	18 bis, rue Allard-Dugauquier.
Duchateau Vve Browaëys . . . . .	rue d'Hondschoote, c/ Rohart, 9.
Duez fme Roch Julienne . . . . .	116, rue Saint-Sauveur.
Dufour Gaston . . . . .	10, rue Vantroyen.
Duhamel sep. de Goussey Clotilde . . . . .	25, rue Ph.-de-Comines.
Dujardin Maurice . . . . .	44, r. des Hautes-Voies, c/ St-Maurice, Grand Bâtiment.
Dumont fme Bartier Paulette . . . . .	68, rue Auguste-Comte.
Dumont Charles . . . . .	13, rue Traversière.
Dumortier Henri . . . . .	rue J.-Breton, c/ St-Madeleine, 11.
Dupont Vve Catto Anna . . . . .	40, rue du Vieux-Moulin.



Duprez Georges . . . . .	5 bis, rue Eugène-Jacquet.
Duprez Charles . . . . .	4, rue de Tourville.
Durand Emile . . . . .	37, rue de Kant.
Durnez Emile . . . . .	13, rue du Bazinghien.
Dutilleul Alain . . . . .	29, rue Eugène-Jacquet.
Dutilleul Chantal . . . . .	29, rue Eugène-Jacquet.
Duval Auguste . . . . .	207, rue d'Iéna, c/ d'Iéna, 24.
Duvinage fme Lesage . . . . .	16, rue d'Iéna.
Duyne Marie-Ange . . . . .	17, rue Manuel.
Evraert fme Lemaire Suzanne . . . . .	2, rue Adolphe Werquin.
Fagnart Henri . . . . .	8, rue Helman.
Fasquelle Thérèse . . . . .	5, rue Froissart.
Fauquenoit Jean-Pierre . . . . .	86, rue d'Austerlitz.
Fauquenoit Nicole . . . . .	86, rue d'Austerlitz.
Fekhar Akli . . . . .	29, rue du Pont-Neuf.
Felix Lucien . . . . .	150, rue Colbert.
Fermon Annick . . . . .	68, rue des Sarrazins.
Fernez Raymond . . . . .	149, rue Gustave-Delory.
Fiala Ahmed . . . . .	64, rue Faidherbe.
Flautre René . . . . .	24, rue Championnet.
Fontaine Armelle . . . . .	r. du Fg-de-Douai, chemin latéral.
Fortry Denise . . . . .	47, rue des Scouristes.
Fortry Louise . . . . .	47, rue des Secouristes.
Fossaert Maurice . . . . .	rue des Urbanistes, Chalet, 6.
Fourmeux Adolphe . . . . .	29, rue du Curé-Saint-Sauveur.
Fournier Hermance . . . . .	15 bis, pl. Ph.-de-Girard.
Fremant Maurice . . . . .	261, rue des Postes.
Gaci Ahmed . . . . .	78, rue d'Austerlitz.
Gaci Ahmed . . . . .	78, rue d'Austerlitz.
Gailliaert Laurent . . . . .	34, rue de Dieppe.
Gammelin Marcel . . . . .	22, rue Adolphe-Werquin.
Garidi Saïd . . . . .	98, rue d'Austerlitz.
Gauthier Philippe . . . . .	13, rue Dubrunfaut.
Gauthier Paul . . . . .	22, rue Mahieu.
Gekière Désiré . . . . .	181 bis, rue Solférino.
Gelabert Jean . . . . .	32, rue Charles-Quint.
Genevriez André . . . . .	17, rue Désiré-Bondues.
Geroux Vve Vyt . . . . .	11, place des 4-Chemins.
Gheselle Charles . . . . .	140, rue Gustave-Delory.
Gheysen fme Richard . . . . .	233, boulevard de Metz.
Gilbert Joseph . . . . .	31, boulevard Montebello.
Girard séparée de Semail . . . . .	17, rue du Magasin.
Glorie Mauricette . . . . .	21, r. des Poissonceaux, c/ Trépassés.
Glorieux Roland . . . . .	17, rue de Bailleul.
Gobert fme Franck Marthe . . . . .	33 bis, rue Magenta.
Goblas Fernand . . . . .	70, rue d'Austerlitz.
Goosens sèp. de Quinart Marie . . . . .	63, rue Malsence.
Gosselin Pierre . . . . .	15, place de Lion-d'Or.
Gourou fme Desprez Françoise . . . . .	209, rue de Paris.
Goussey Robert . . . . .	12, rue des Vieux-Murs.
Gracient fme Carna Madeleine . . . . .	16, rue Defaucompret.
Grczyk Jeanne . . . . .	9, rue Saint-Genois.
Guenot Renée . . . . .	8, rue des Bonnes-Rappes.
Guerfi Slimane . . . . .	34, rue des Jardins.
Guilbert Murielle . . . . .	79, rue de Dieppe.
Guilbert Josiane . . . . .	74, avenue Charles Saint-Venant.
Guillaume Janine . . . . .	26 bis, rue du Pont-Neuf.
Gysels Léon . . . . .	11 bis, rue d'Aboukir.
Hached Belkacem . . . . .	7, rue du Croquet.
Haddadi Boussad . . . . .	5, rue de Maubeuge.
Hadjali Mohamed . . . . .	37, rue Vantroyen.
Haelemyn François . . . . .	21, rue Jules-Guesde.
Harnetiaux Micheline . . . . .	14, rue de Cassel.
Haustraete Charles . . . . .	15, rue Esquermoise.
Hayart Roland . . . . .	106, rue Esquermoise.
Heldewerdt Vve Wallon Camille . . . . .	17, rue de la Halloterie.



Hennebert fme Knockaert Angèle . . .	92, rue d'Austerlitz.
Hennes Arthur . . . . .	76, rue Saint Luc.
Henno Georges . . . . .	33, rue d'Isly.
Henocq Julien . . . . .	58, rue de la Justice.
Herbin Jacqueline . . . . .	95, rue Saint André.
Herment Vve Iheureux Marcelle . . .	91, rue de Ratisbonne.
Hiroux sép. de Mourait Germaine . . .	67, rue de la Justice.
Houze Charles . . . . .	29, rue Ph. de Comines.
Hubert Vve Debuigne Marie . . . . .	15, rue du Pont du Lion d'Or.
Hugot Octave . . . . .	19, rue Royale.
Huter Jean-Pierre . . . . .	32, rue Saint Luc.
Idir Mokrane . . . . .	79, rue Saint Sauveur.
Idziaczak Pierre . . . . .	25, rue des Meuniers.
Imakhlaf Ahmed . . . . .	46, rue de Buffon.
Izri Arezki . . . . .	49, rue de Poids.
Janusez Joseph . . . . .	20, rue des Vieux-Murs.
Jun Chantal . . . . .	20, rue de l'Alcazar.
Kaddour Mohamed . . . . .	4, rue Négrier.
Karcher Alphonse . . . . .	10, rue Faidherbe.
Knatz Alain . . . . .	64, rue Meurein.
Koch Lucien . . . . .	13, rue Fénelon.
Koladziejozak Valentine . . . . .	38, rue de la Vieille Aventure.
Konya Emile . . . . .	159, rue Gustave Delory.
Kulig Anna . . . . .	r. Ch. Rivière prol., allée du Fort, 11.
Kuzewyez fme Chamula Stéphanie . . .	29, rue Basse.
Lacroix Raphaël . . . . .	17, rue Saint Jacques
Lagache Michel . . . . .	3 bis, allée du Fort Saint Agnès.
Lahousse Paul . . . . .	20, rue et impasse Franklin.
Lahousse Marie-Louise . . . . .	19, rue Vantroyen.
Lahousse fme Abouche Georgette . . .	19, rue Vantroyen.
Lallemant fme Bourre Madeleine . . .	253 bis, boulevard Victor Hugo.
Lamaire Charles . . . . .	22, rue de Jemmapes.
Lamara Hambaoui . . . . .	249, rue de Paris.
Lambert Bruno . . . . .	8, rue Victor Renard.
Lambrecht div. Briche Geneviève . . .	32, rue de l'Arc.
Lampin Armand . . . . .	30, place Louise de Bettignies.
Laneeuw Marcel . . . . .	116, rue Jules Guesde.
Laurent sép. Van Iseghem . . . . .	94, rue des Sarrazins.
Layadi Ahmed . . . . .	4, rue Saint-Michel
Lazaro Octavie . . . . .	19, rue de la Halloterie.
Lebosquain Monique . . . . .	22, rue des Tours
Lebrun Raymond . . . . .	50, rue du Vieux-Faubourg.
Lebrun Georges . . . . .	40, rue Basse.
Lecauche Eugène . . . . .	15 bis, rue du Metz.
Leclercq Jean-Baptiste . . . . .	105, rue d'Emmerin.
Leclercq André . . . . .	18, rue des Archives.
Leclercq Gustave . . . . .	19, rue Monge.
Leclercq fme Sengulen Renée . . . . .	168, rue des Bois-Blancs.
Leclerc Maria . . . . .	7, allée du Fort Saint-Agnès.
Lecocq fme Rogier Andréa . . . . .	31, rue d'Arcole.
Ledoux Marius . . . . .	3, rue d'Angleterre.
Ledoux Sylviane . . . . .	12, rue Defaucompret.
Lefebvre Georges . . . . .	3, rue Saint-Sébastien.
Lefevre Vve Heller Alexandrine . . . .	138, rue de Wazemmes.
Legrain fme Dusseaux Olympe . . . .	47, rue des Dondaines.
Lefki Mohamed . . . . .	74, rue de Tournai.
Lefort Albert . . . . .	191, boulevard Victor Hugo.
Legrain Fernand . . . . .	28, rue du Croquet.
Legrain Jean-Pierre . . . . .	28, rue du Croquet.
Legras Emile . . . . .	73, rue Manuel.
Leignel Marcel . . . . .	1, rue Saint-Eloi.
Lejeune Vve Devos . . . . .	51, rue de Poids.
Lejour René . . . . .	5, rue de Bailleul, c/ Pottier, 7.
Leleu Daniel . . . . .	34, rue de l'Eglise Saint-Louis.
Lelong Vve Feys Angèle . . . . .	27, rue de la Justice.
Lemahieu Théophile . . . . .	20, place du Lion-d'Or.



Lemoine Noella . . . . .	25, rue de l'Hôpital-Saint-Roch.
Le Morvan Yvonne . . . . .	6, rue du Capitaine-Ferber.
Lengagne Auguste . . . . .	29, impasse Menu, rue de Flers.
Lengagne Vve Courty Marthe . . . . .	19, quai de l'Ouest.
Léonard Pierre . . . . .	10, rue du Mélantois.
Lepine Marcel . . . . .	rue Gustave-Delory.
Lepot Julianne . . . . .	24, rue du Croquet.
Lepretre Victor . . . . .	8, rue de Pas.
Lequin Renée . . . . .	12, rue Defaucompret.
Lequin Eliane . . . . .	12, rue Defaucompret.
Leroy fme Deregniaux Elisabeth . . . . .	45, rue de Poids.
Lesage Estelle . . . . .	19, rue d'Austerlitz.
Lesage Alice . . . . .	27, rue Mourmant, cour Thomas, 2.
Letombe Adolphe . . . . .	36, rue du Magasin.
Leveque Vve Pierreuse Henriette . . . . .	102, rue du Faubourg-de-Béthune.
Lheureux Evelynne . . . . .	40, rue Bourignon.
Lisson André . . . . .	18, rue Godefroy Cavaignac.
Llobell Vincent . . . . .	16, rue Courmont.
Lobin Vve Sézille Adolphine . . . . .	63, rue de Wazemmes.
Locufier Julien . . . . .	6, rue du Ch. de l'Espinard.
Loeuillieux Émilie . . . . .	26, rue Masurel.
Loridon Lucienne . . . . .	54, rue Jean-sans-Peur (Office des A.C.).
Lorig Jean . . . . .	rue de l'Eglise Saint-Louis (1/2 lune).
Lorthoy fme Palladino Georgette . . . . .	93, rue du Faubourg-de-Roubaix.
Lutens Jean-Marie . . . . .	9, rue Saint-Genois.
Lybeer Pierre . . . . .	44, rue de Pologne.
Mabe, fme Tirmarche Hélène . . . . .	71, rue Jules Guesde.
Mabelle Malika . . . . .	12, rue au Péterinck.
Macheludon Christiane . . . . .	145, rue de Wazemmes.
Macoux André . . . . .	75, rue de Malsence.
Madi Abderrezaak . . . . .	9, rue du Croquet.
Madi Bernard . . . . .	117, rue Gustave Delory.
Madouni Salem . . . . .	21, rue de Poids.
Madouni Ouardia . . . . .	21, rue de Poids.
Maertelaere Alfred . . . . .	13, rue de Bailleul.
Maes Maurice . . . . .	75, rue des Meuniers.
Maes Charles . . . . .	170, rue de Lannoy, c/ Baquet, 42.
Mahieu Françoise . . . . .	120, rue Jean-sans-Peur.
Manniez Jacqueline . . . . .	43, rue des Meuniers.
Marcant Théophile . . . . .	3, rue d'Aboukir.
Marcos Manuel . . . . .	33, rue du Pont-Neuf.
Marquilly fme Gosselin Denise . . . . .	59, rue du Bois-d'Annappes.
Marre Daniel . . . . .	39, rue des Célestines.
Massart Louise . . . . .	124, rue Abélard.
Masse Louis . . . . .	86, rue du Four-à-Chaux.
Mayer Jacob . . . . .	45, rue Gustave-Delory.
Mazagran Vve Castryck Camille . . . . .	17, rue Saint-Sauveur.
Medjdoub Hadj . . . . .	Chemin de Bargues, Cité Hospitalière.
Meghough Amar . . . . .	21, rue de Poids.
Merckx Eugène . . . . .	298 bis, rue P.-Legrand, c/ Flavigny, 3.
Merie Janine . . . . .	4, rue Léonard-Danel.
Mertens Alain . . . . .	3, rue de la Justice.
Mertens Marie-José . . . . .	3, rue de la Justice.
Meurillon Marcel . . . . .	25, rue Charles-Quint.
Meurisse Christian . . . . .	11, rue Lafontaine.
Meurisse Serge . . . . .	41, rue Lafontaine.
Mezrag Mohamed . . . . .	79, rue Saint-Sauveur.
Minne Henri . . . . .	132 bis, rue Solférino.
Minne Jean-Pierre . . . . .	52, rue de l'Alcazar.
Moity Paul . . . . .	15, rue de l'Alma.
Monte Marcel . . . . .	40, rue d'Eylau.
Morau fme Grave Marcelle . . . . .	44, rue Alphonse Mercier.
Moreels Marcel . . . . .	170, rue Jeanne-Hachette.
Morin fme Hannocq Marie-Louise . . . . .	47, rue J.-Guesde, cour Cornu, 6.
Morival Vve Levasseur Marie-Louise . . . . .	25, rue Ed. Bailleux.
Muillaert Vve Brans Marie . . . . .	34, rue Mazagran.



Nicolet Emile	76, rue d'Austerlitz.
Nicolle Pierre	21, rue de Valmy.
Nina Henri	rue Lequeux, cour Becue, 15.
Nodimar fme Becu Maria	89, rue Saint-Gabriel.
Nollet Eugène	98, rue d'Esquermes, cour Pottier, 7.
Noullez Paul	78, rue du Molinel.
Nuttin fme Morteux Edmée	10, rue du Soleil-Levant.
Opsomer César	16, rue Pasteur.
Orelia Albert	4, rue du Rempart.
Osinski Wojciek	173, rue Gustave Delory.
Oudart Désiré	40, rue Saint-Sébastien.
Parent Eugène	11, rue de Bône.
Patin Daniel	256, rue Pierre-Légrand.
Pattou fme Urdinzow y Penteved Léonie	2, rue du Curé-Saint-Sauveur.
Patout Lucien	89, rue Gustave-Delory.
Pau Désiré	256, rue Pierre-Légrand.
Pecqueur Jules	12, rue Saint-Michel.
Pelerin Yvonne	103, rue Gustave-Delory.
Pelletier Vve Izombard Rose	1, rue de Poids.
Perdriau Arthur	155, rue de Wazemmes.
Peron Gabriel	220, rue de Paris.
Peuvrel André	3, rue Boldoduc.
Peyreron Antoine	25, rue et cité Saint-Maurice.
Picavet Henri	226, rue d'Arras.
Pierrez Vve Henry Marie	27, rue d'Haubourdin.
Pinot séparé de Lutens Jane	9, rue Saint-Genois.
Pinsard Vve Venturini Marie-L.	27, rue Barthélémy-Delespaul.
Planque Georges	113, rue Jules-Guesde.
Platteel Jean-Marie	39, rue Godefroy-Cavaignac.
Plervinski fme Jun Hélène	20, rue de l'Alcazar.
Plumecocq Serge	20, rue de l'Arbrisseau.
Poirier Lucien	22, rue des Tours
Poissonnier Ernest	59, rue Saint-Sauveur.
Pollet Gaston	75, rue des Stations.
Potard Jacques	28, rue des Postes.
Pottier fme Callot Georgette	177, rue du Faubourg-de-Roubaix.
Poulain Louis	33, rue d'Austerlitz.
Poupart Charles	94, rue Jeanne-Hachette.
Presse Marie-José	2, rue de Cysoing.
Prêtre fme Auband Carmen	9, rue P. Baumann.
Prévost Julien	24, rue P.-Lafargue.
Prévot André	84, rue Colbert.
Priem Eugène	34, rue du Marché.
Prieur Désiré	19, rue Manuel.
Pringuiez Jacques	r. du Fg-de-Béthune, c/ Thomas, 19.
Przybylka Joseph	11, rue H.-Loyer.
Quertigniez Colette	72, rue Coustou.
Quesnoy Robert	285, rue du Faubourg-des-Postes.
Quillerou Jean-Michel	11, rue du Croquet.
Quillerou Lydie	11, rue du Croquet.
Rabahallah Mohamed	34, rue des Jardins.
Rahou Mohamed.	44, rue du Pont-Neuf.
Ramette Paul	78 bis, rue Manuel.
Randazzo Calagero	34, rue J.-Guesde.
Ranucci Bruno	25, rue La Bruyère.
Rasson Robert	13, rue Meurein, Imp. Louvain, 3.
Rault Yvonne	13, rue de la Bourse.
Rebache Ahmed.	20, rue Condorcet.
Rethy Jean-Pierre	162, rue de l'Arbrisseau.
Reubrecht Henri	9, rue de la Halloterie.
Reviron sép. de Rocault Paulette	10 bis, rue des Elites.
Reynaert fme Ghesquière Jacqueline	24, rue de Mulhouse.
Rochette Michel	25, rue Ph.-de-Comines.
Roge Émile	r. de Wazemmes, Cité Philanthropique
Roland Henri	1 bis, rue d'Iéna.
Roland J.-B <sup>te</sup>	278, rue Nationale.



Rotsaert fme Vanhecke Maria . . . . .	79, rue d'Austerlitz.
Rousseau Marcel . . . . .	10, rue Malus.
Rousselle Michel . . . . .	70, rue Malsence.
Ryckewaert fme Bruny Georgette . . . . .	111, rue Gustave Delory.
Ryssen Annie . . . . .	31, rue de Wattignies.
Saeleuve Adolphe . . . . .	32, rue de Jemmapes.
Said Ben Brahim . . . . .	249, rue de Paris.
Saint-Quentin Louis . . . . .	28, rue Neuve.
Saint-Venant Achille . . . . .	67, rue Malsence.
Saladin Georgette . . . . .	52, rue d'Avesnes.
Salingue fme Leduc Paule . . . . .	123, boulevard Montebello.
Salmana Lakhdar . . . . .	249, rue de Paris.
Salomez Mariola . . . . .	45, rue de Gand.
Samier div. de Courmont Blanche . . . . .	32, rue Thiers.
Sanders Vve Van Laecke Julie . . . . .	12, rue Général de Wett.
Santre fme Dujardin Christiane . . . . .	44, r. Htes-Voies St-Maurice (Grand Bat.).
Sap fme Dryboos Clémence . . . . .	40, rue Montaigne.
Sauzer Michel . . . . .	4, rue Carpeaux.
Sciacchitano fme Martel Adelina . . . . .	116, rue de Condé.
Sedin Henri . . . . .	46, rue de Thumesnil.
Seghers Geneviève . . . . .	2, rue Nationale.
Sellin Hippolyte . . . . .	44, rue du Pont-Neuf.
Sergent fme Descamps Claudine . . . . .	29, rue de la Vignette.
Sergier fme Saladin . . . . .	52, rue d'Avesnes.
Sevin Alfred . . . . .	27, rue Hegel.
Sevrette Léonce . . . . .	63, avenue de Dunkerque.
Si Kaddour Saïd . . . . .	69, rue Saint-Sauveur.
Sille Solange . . . . .	24, rue des Vieux-Murs.
Simonet sép. de Icart Marthe . . . . .	26, rue du Croquet.
Sobry sép. de Hoogstoel Loetitia . . . . .	10, rue de Bailleul.
Soltane Daoudi . . . . .	19, rue de Poids.
Soltysiak fme Paris Anna . . . . .	8, place de la République.
Soubry fme Fougnes Valentine . . . . .	27, rue Lafontaine.
Soudant Monique . . . . .	187, rue P.-Legrand, Im. P.-Legrand, 10.
Spilers Michel . . . . .	14, rue E.-Jacquet.
Sprogis Vve Berzins Anne . . . . .	29, rue E. Mayer.
Squimbre fme Auvray Julienne . . . . .	59, rue J. Hachette.
Stricanne div. de Zabzynski Yvonne . . . . .	163, rue Colbert.
Sulman Simone . . . . .	61 A, rue de la Prévoyance.
Swaertvaeger Henri . . . . .	11, rue Lafontaine, c/ Druelle.
Szydłowska Janine . . . . .	8, rue de la Rivierette.
Tabary Monique . . . . .	25, rue Lepelletier.
Tanghe Paul . . . . .	6, rue Fontenelle.
Tanghe Maurice . . . . .	6, rue Fontenelle.
Tassel sép. Letellier Eugénie . . . . .	63, rue des Postes.
Tata Idis . . . . .	143, rue Saint-Luc.
Tauwel Jacques . . . . .	286, rue Nationale.
Taverne Eugène . . . . .	rue Malsence, c/ Lys, 13.
Tazekritt Mohamed . . . . .	2, rue A.-Werquin.
Tetefort Vve Lemahieu Berthe . . . . .	av. de Dunkerque, c/ Dejaegere, 4.
Thibault Vve Roman Adrienne . . . . .	29, rue Baudin, c/ Parent, 16.
Thierens Viviane . . . . .	32, rue du Croquet.
Thiery Ernest . . . . .	45, rue de Solferino.
Tiesler Wadislawa . . . . .	107, rue Royale.
Tiffon Vve Delamarre Marthe . . . . .	51, rue L.-Faure.
Timizar Ahmed . . . . .	23, rue des Sarrazins.
Tisthout Vve Leplat Jeanne . . . . .	av. Eug. Varlin, 1 pay., n° 16.
Torcha Mohamed . . . . .	12, av. du Peuple Belge.
Torfs Chantal . . . . .	17, rue Désiré Bondues.
Touak Mohamed Saïd . . . . .	boulevard d'Alsace, baraquement 5.
Tournal fme Corne Marie . . . . .	8, rue Désiré Bondues.
Trancard Roland . . . . .	20, Allée du Fort-Agnès.
Trancard fme Vasseur Ginette . . . . .	48, rue de l'Alma.
Trehout François . . . . .	37, rue de Bailleul.
Trolese Pietro . . . . .	162, rue du Faubourg-de-Roubaix.
Tronet Hugnette . . . . .	6, rue de l'Entrepôt.
Tronet Marguerite . . . . .	6, rue de l'Entrepôt.



Tronet Marcel . . . . .	6, rue de l'Entrepôt.
Truyen Camille . . . . .	rue de l'Alma, c/ Dubrulle, 14.
Turpin Robert . . . . .	19 bis, rue A. Mercier.
Vanacker Victor . . . . .	11, rue Defaucompret.
Van Becelaere fme Gray Victorine . . . . .	36, rue J.-J. Rousseau.
Vandamme Emilienne . . . . .	6, rue Ph. de Comines.
Van de Mert Vve Vallet Elisabeth . . . . .	2, rue Degland.
Vandenabeele fme Braems Hélène . . . . .	10, rue A. Werquin.
Vandenbil sèp. de Conseil Andrée . . . . .	13, place Catinat.
Vandenbussche Jérôme . . . . .	54, rue Philippe de Comines.
Vandeneynde fme Correia Marie . . . . .	22, rue des Tours.
Vandeputte Vve Lenain Madeleine . . . . .	3, rue Kant.
Vandercrissen Henri . . . . .	37, rue de Bailleul.
Vanecke Michel . . . . .	15, rue Massillon.
Van Gueht Gaston . . . . .	46, rue de Poids.
Vanhoutte Maurice . . . . .	37, rue de Mexico.
Vanhecke Vve Ledoux Germaine . . . . .	53, rue Lafontaine.
Vaniseghem Maurice . . . . .	20, rue de Mazagran.
Van Lancker Vve Danneel Marie . . . . .	16, rue de Condé, c/ Lenfant, 7.
Vanleeuwen Georges . . . . .	71, rue Manuel.
Van Rompay Gérard . . . . .	24, rue P. Lafargue.
Vansteenkiste fme Woussen Céline . . . . .	50, rue de Roubaix.
Vansteenkiste Alain . . . . .	13, rue Monge.
Vansteenkiste Raymond . . . . .	8, rue de Flers.
Vantours fme Caudron Jeanne . . . . .	8, rue Barthélémy Delespaul.
Vanufel Paulette . . . . .	33, rue du Vieux-Faubourg.
Vanwingen sèp. de Moncheaux Florence . . . . .	57, rue d'Arras.
Varomme Andréa . . . . .	14 bis, rue du Soleil-Levant.
Vasseur Suzanne . . . . .	48, rue de l'Alma .
Verague Fidèle . . . . .	29, rue Massenet.
Verdebout Robert . . . . .	41, rue Saint-Bernard.
Verdière fme Deretz Odette . . . . .	15, rue d'Eylau.
Verdron fme Liard . . . . .	7, rue E. Delesalle.
Vereecke Henri . . . . .	253, boulevard de Metz.
Verheyden Maurice . . . . .	15, place Ph. de Girard.
Vergniaud Marie Antoinette . . . . .	17, rue du Pont-Neuf.
Vermeersch Vve Brouseau Bl. . . . .	38, rue du Curé-Saint-Sauveur.
Vermeulen Marie-Louise . . . . .	18, rue A. Comte.
Verroust Alfred . . . . .	22, rue d'Eylau.
Verstaavel Maryse . . . . .	99, rue Saint-Sauveur.
Verstiggelen Charles . . . . .	14, rue de Condé, c/ Lenfant, 17.
Vervenne Vve Vasseur Mathilde . . . . .	rue de la Glacière, c/ 3.
Vingerhoets Vve Steyaert Léonie . . . . .	9, rue de Saint-Quentin, c/ Bonnet, 2.
Vittu fme Blondeau Andrée . . . . .	5, rue de Bailleul, c/ Pottier, 4.
Vlieghe Marcelline . . . . .	rue E. Jacquet, allée Porchet, 5.
Willo François . . . . .	36, rue Denis du Péage.
Wagnier Marceau . . . . .	120, rue J. Guesde.
Wattiaux fme Lisson Berthe . . . . .	18, rue G. Cavaignac.
Willems Vve Delignon Cécile . . . . .	47, rue de Jemmapes.
Williot Claudine . . . . .	26, boulevard J.-B. Lebas.
Wils Marcel . . . . .	177 bis, rue des Stations.
Wydaud Adolphe . . . . .	30, rue d'Austerlitz.
Yzaguirre Joaquim . . . . .	144, rue d'Esquermes.
Zaglia sèp. de Delvallée Brunia . . . . .	23, rue Lepelletier.
Zanone Bianca . . . . .	7, rue Pline.
Zerioush Lakdar . . . . .	46 bis, rue de Paris.
Zoubir Mohamed . . . . .	78, rue d'Austerlitz.

*Proposition de rejet*

Kryciow Michel . . . . .	2, rue Carpeaux.
Cnockaert Alexis . . . . .	50, rue de la Barre.

Ces dossiers seront soumis aux Commissions Cantonales d'Assistance pour décision.

*Adopté.*



N° 4.928

Assistance  
aux vieillards,  
infirmes  
et incurables

Loi du  
14 Juillet 1905

Assistance  
à domicile

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En application de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, nous avons l'honneur de vous communiquer les dossiers des demandes d'assistance à domicile.

Ces demandes ont été examinées par le Bureau d'Assistance.

NOMS	ADRESSE	PROPOSITION ET POINT DE DÉPART DE L'ALLOCATION	
<i>Procédure d'urgence</i>			
Adam Vve, née Fruit . . . . .	69, rue Sainte-Catherine, c/ 2	700	1-2-53
Allart Vve née Missu . . . . .	42, rue Louis Faure.	1.600 + 200	4-2-53
Baele née Dassonneville Suzanne . .	9, rue Froissart.	408 + 200	3-3-53
Boidin Paul . . . . .	10, rue de Condé	700	1-1-53
Palisse née Soyez Clémence . . . .	3, place de Gand.	700	1-12-52
Cleuet Florida . . . . .	95, rue Jules Guesde.	1.384 + 200	15-2-52
Dutillieux Vve née Leenknecht . .	158, rue Saint-Luc.	700	1-1-53
<i>Procédure normale</i>			
Bernard née Bonnaventure Léontine	15 bis, rue Eugène Jacquet.	158	1-1-53
Catteau Marie . . . . .	33, rue des Robleds.	483	1-12-52
Dupire Vve née Verniers Justine . .	28, rue Rubens.	700	15-2-53
Duriez Vve née Cambier . . . . .	74, rue de la Barre.	458	1-2-53
Fies Henri . . . . .	186 bis, rue de Paris, c/ 1.	546	1-1-53
Fies née Deroubaix Marie . . . . .	186 bis, rue de Paris, c/ 1.	700	1-1-53
Heremans Vve née Arnouldt . . . .	3, rue Fabre d'Eglantine.	1.433 + 200	1-3-53
Lyphoudt Vve née Huymans . . . .	7, place Edith Cavel.	rejet ne fournit pas le certificat de non-imposition.	
Maille Angèle . . . . .	21, rue Barthélémy Delespaul	630	1-12-52
Malaisy née Braquaval . . . . .	10, rue Arago.	1.384 + 200	6-3-53
Monard née Segers . . . . .	16, rue de Rouen.	1.250 + 200	1-11-52
Quinart née Delfosse Suzanne . . .	61, rue de la Justice, c/Famille	1.600 + 200	11-12-52
Schlub Joséphine . . . . .	52, rue de Loos.	350	6-3-53
Thieffry Vve née Debuigne . . . . .	17, rue de l'Alma.	700	1-2-53
Vandewalle née Rys . . . . .	102, rue de Wazemmes.	265	1-3-53
Verdonck Vve née Leclercq . . . . .	112, rue de Solférino.	658	14-3-53
Vergriete née Gras Adéline . . . .	allée du Fort Ste-Agnès.	117	15-1-53

Ces dossiers seront transmis aux Commissions cantonales pour décision.

Adopté.

N° 4.929

Assistance  
aux vieillards,  
infirmes  
et incurables

Loi du  
14 Juillet 1905

Hospitalisation

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

En application de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, nous avons l'honneur de vous communiquer des demandes d'hospitalisation.



Ces demandes ont été examinées par le Bureau d'Assistance.

### Admissions

Baquet Marie Vve De Windt. . . . .	19, quai de l'Ouest.
Beck Arthur . . . . .	150, rue de Philadelphie, 1, cour Bécu.
Bienfait Nelly Vve Deny. . . . .	73, rue Raspail.
Boidin Paul. . . . .	18, rue des Fossés
Bouchez Marguerite . . . . .	23, rue Alexandre Leleux.
Bouillot Vve née Langlois . . . . .	64, rue des Tanneurs.
Bouquillon Julia ép. Dewachter. . . . .	rue Saint-Bernard, c/ Lemaire.
Brunet Marie . . . . .	26, cité Saint-Maurice.
Canneyt Eugénie, ép. De Backer . . . . .	33, boulevard d'Alsace.
Cany Théodore . . . . .	180, rue des Postes.
Chenu Emile . . . . .	23, rue du Pont-Neuf
Coisne Désiré . . . . .	11, rue du Four-à-Chaux
Comyn Julia . . . . .	52, rue de Belfort.
Dannels, née Deruyser Hermance . . . . .	rue Baudin, cité Vandeweghe.
Dartois Maurice . . . . .	22, rue Mon aigne
Debruyne Vve, née Coussement Adèle . . . . .	r. des Poissonceaux (c/ des Trépassés).
Declerck Renelde Vve Deschamps . . . . .	50, rue de la Bassée.
Dedonder René . . . . .	29, rue du Curé-Saint-Sauveur.
Delaby Victorine Vve Dupont . . . . .	12, rue du Maréchal Mortier.
Devrise Virginie Vve Maegerman . . . . .	3, rue Réaumur.
De Wetter Maria Vve De Maen . . . . .	35, rue de l'Hôpital-Saint-Roch.
Dufosse Georges . . . . .	159, rue Gustave Delory.
Evrard née Thomas Jeanne . . . . .	9, rue Saint-Genois.
Forgeois Marguerite . . . . .	28, rue de la Justice.
Gendre Marie . . . . .	15, rue Sainte-Barbe.
Lemaire Angéline épouse Montagne . . . . .	16, place du Lion-d'Or.
Leroy Paul . . . . .	56, rue Faraday.
Leroy Eglantine ép. Leroy . . . . .	56, rue Faraday.
Longueval Charles . . . . .	3 <sup>ter</sup> , rue de la Halle.
Maquart Jean . . . . .	45, rue Gustave Delory.
Martin Alixe Vve Laffez . . . . .	4, rue de Wagram.
Rancon Jean-Baptiste . . . . .	162, rue de l'Arbrisseau.
Renard Charles . . . . .	37, rue de Mazagran.
Routine Marie . . . . .	9, rue Saint-Genois.
Rognaert Hélène Vve Meirlaer . . . . .	74, rue des Meuniers.
Serlippens Marie Vve D'Hondt . . . . .	17, rue Saint-Eloi.
Van Cambrugge Marie née Dejaeger . . . . .	19, rue Auguste Bonte.
Vandamme Achille . . . . .	avenue de Dunkerque, c/ Termotte.
Vandamme née Billiau Stéphanie . . . . .	» »
Vanderhouderlinghem Jean-Baptiste . . . . .	Cité Philanthropique.
Vandevelde Victoria . . . . .	94, rue de Marquillies.
Verhaeghe Gabrielle . . . . .	12, rue de la Louvière.
Verheylesonne Fideline Vve Macoret . . . . .	Cité Philanthropique.
Walraeve née Ingelaere . . . . .	2, rue des Robleds.

### Hospice François-Baes

Pesse Adolphe . . . . .	42, rue de la Convention.
Pesse née Beyne Marguerite . . . . .	42, rue de la Convention.

### Hospice Comtesse

Baert Charles . . . . .	186, rue du Faubourg de Douai.
Bouchart Georges . . . . .	182, rue des Postes.
Decoen Antoine . . . . .	81, rue Paul Lafargue.
Debusschère Julien . . . . .	77, rue Saint-Sauveur.
Devos Raphaël . . . . .	20, rue Boucher-de-Perthes.
Vercruyssen Pierre . . . . .	152, rue d'Esquermes.



*Asile des Cinq-Plaies*

Bariselle Marie-Louise . . . . .	291, boulevard Victor Hugo.
Collin Berthe . . . . .	» »
Delcroix Vve née Eckhout Elisa . . . . .	» »
Delespaul Blanche . . . . .	» »
Dumoulin Vve née De Nil Jeanne . . . . .	» »
Lamon Pélagie Vve Schatteman . . . . .	» »
Pottier née Jonville Maria . . . . .	» »
Verstraete Dina . . . . .	» »

*Hospice Ganthois*

Aberland Marie . . . . .	37, rue de Ratisbonne.
Aberland Suzanne . . . . .	» »
Aberland Clémence Vve Cornille . . . . .	» »
Catteau Elisa Veuve Hu . . . . .	4, rue Fabre d'Eglantine.
Decottignies Vve née Declercq Valérie . . . . .	10, rue Coquerez.
Deschodt Vve née Dinnevil Elise . . . . .	27, rue du Gros Gérard.
Guilliet Eugénie Vve Genevriert . . . . .	9, rue Louis Spriet.
Pipart Angèle Vve Impe . . . . .	30, rue du Marais de Lomme.
Ronchin Vve vée Stumpf Elise . . . . .	27, rue du Gros Gérard.

Ces dossiers seront transmis aux Commissions Cantonales d'Assistance pour décision.

*Adopté.*

*La séance est levée.*

RAPPORT DE M. LE MAIRE



R. Gailje

Mme

Deux

M. Duterne

M. Romlaut

Melle Martinache

M. Decamps

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

M. Maire

Madame Defline

M. Lourdel

Madame Bocquet

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

M. Bouchez

M. Brous

M. Coquard

M. Defaux

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

M. Doyennette

M. Dubois

M. Lamy

M. Lamy

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

M. Hanskens

M. Lénard

M. Landre

M. Lellanc

M. Hans Ben

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

M. Leray

M. Mangin

M. Mathieu

M. Milleville

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

M. Maithy

M. Ramette

M. Rousseau

M. Saint-Venant

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

decide le 14 Avril 1953

M. Simonot

Madame Eytgat

M. Talbun

M. Van Wolput

M. Veronne

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~

~~g. Duterne~~